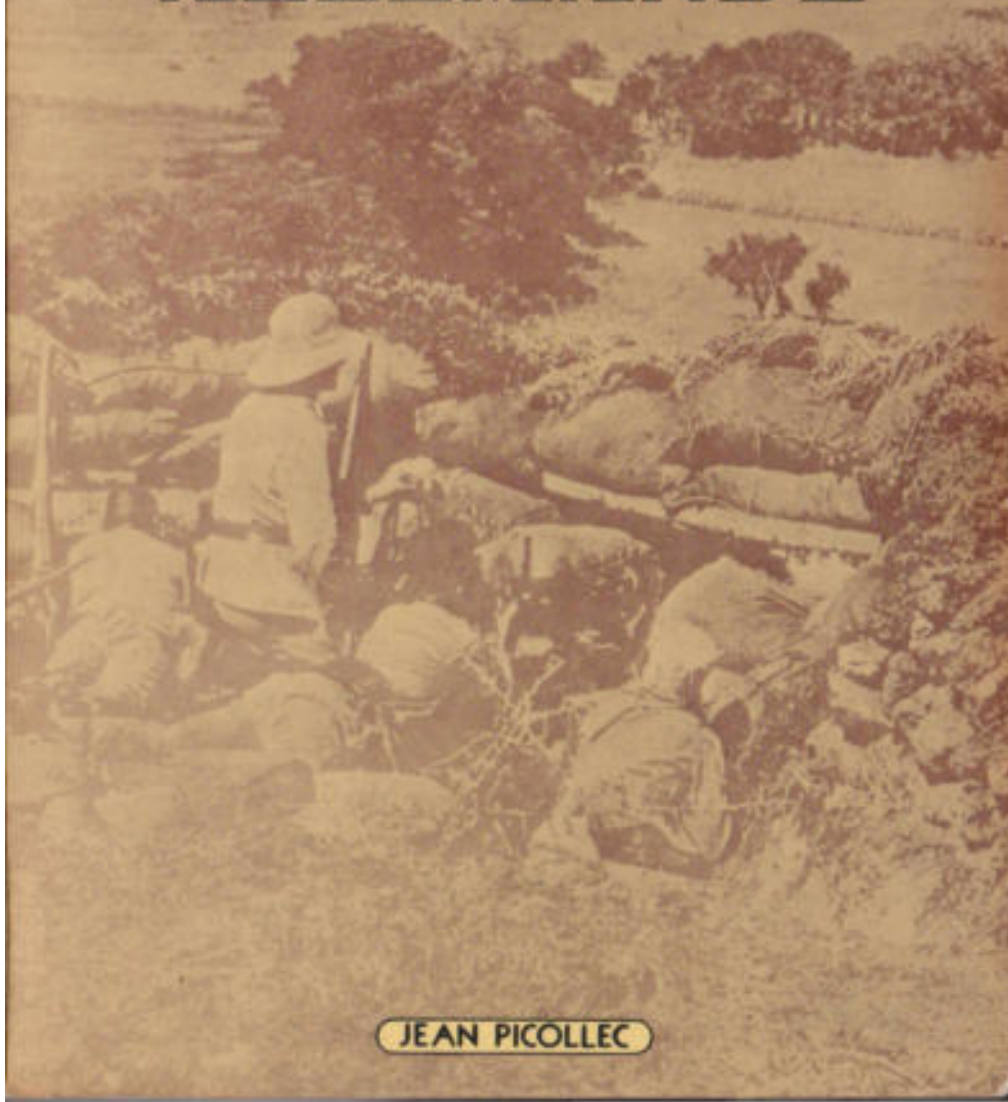


BERNARD LUGAN

**CETTE  
AFRIQUE  
QUI ÉTAIT  
ALLEMANDE**



JEAN PICOLLEC

## DOCUMENTS DOSSIERS

## OUVRAGES DEJA PARUS

- Dassault, Douglas, Boeing et les autres*, de Bernard Marck.  
*Le Défi soviétique*, de Claude Durand-Berger.  
*Bucard et le Francisme*, d'Alain Déniel.  
*Les Chevaliers de l'Apocalypse*, de Germain Chambost (Grand Prix littéraire de l'Aéro-Club de France, 1980).  
*Une enquête de police sur le Canard Enchaîné*, de Christian Plume et Xavier Pasquini.  
*La Guerre des truands*, de Claude Picant.  
*Le 23 mars 1979, une provocation politique*, de Claude Picant.  
*Complots en France*, de Jean Renaud-Groison.  
*Elysée sens interdit*, de Jean Renaud-Groison.  
*L'Affaire de Broglie*, de Jacques Bachelon.  
*Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous*, de Sophie Huet.  
*Monsieur le Député*, d'Alain Kéramoal.  
*Nous avons tué Mountbatten. L'IRA parle*, de Roger Faligot.  
*L'Argent nazi à la conquête de la presse française*, de Pierre-Marie Dioudonnat.  
*Le Dictionnaire maçonnique*, de Jean-André Faucher.  
*La Deuxième porte ou les derniers jours de la guillotine*, de Michel Gonod.  
*Le Mythe de l'Hexagone*, d'Olier Mordrel.  
*Le Réseau Curiel*, de Roland Gaucher.  
*Vaincre les diabètes*, de Maurice Frémont (repris en poche par Marabout, 1982).  
*Ben Bella... revient*, d'Ahmed Ben Bella.  
*French Solo*, de Maurice Castellani.  
*Léon Degrelle persiste et signe*, de Jean-Michel Charlier.  
*Mermoz-Couzinet ou le rêve fracassé de l'Aéropostale*, d'Alexandre Couzinet.  
*Il était une fois Mermoz*, de Bernard Marck.  
*Je défends Barbie*, de Jacques Vergès.  
*Chroniques des années de cendres*, d'Isabelle Doisy.  
*La Subversion humanitaire*, de Michel Algrin.  
*A Grenoble, ils sont fous de sport !*, de Daniel Pautrat.  
*La démocratie confisquée*, d'Yvan Blot et le Club de l'Horloge.  
*Le Sahara Occidental ou la sale guerre de Boumedienne*, d'Edouard Moha.  
*Yasser Arafat*, biographie et entretiens, de Charles Saint-Prot.

BERNARD LUGAN

CETTE AFRIQUE  
QUI ETAIT  
ALLEMANDE

**( JEAN PICOLLEC )**

Siège social : 47, rue Auguste-Lançon 75013 Paris - Tél. (1) 45 89 73 04  
Bureaux : 40, rue du Bac 75007 Paris - Tél. ( 1 ) 45 44 90 10

DU MEME AUTEUR :

*Histoire de l'Afrique du Sud.* Librairie Académique Perrin, 1986. (Prix de la Société de géographie économique). Nouvelle édition augmentée en 1990.

*Huguenots et Français, ils ont fait l'Afrique du Sud.* La Table Ronde, 1988. Prix d'histoire de l'Académie française (Louis Marin).

*Afrique: l'Histoire à l'endroit.* Librairie Académique Perrin, 1989.

*Robert de Kersauson : Le Dernier Commando boer.* Editions du Rocher, collection « Aventure et Aventuriers », 1989.

*Villebois-Mareuil : Le La Fayette de l'Afrique du Sud.* Editions du Rocher, collection « Aventure et Aventuriers », 1990.

En collaboration avec Pierre Sirven et Alain Auger :  
*Atlas historique et géographique du continent africain.*  
Editions MDI, 1977.

EN COLLABORATION AVEC ARNAUD DE LA GRANGE :

*Le Safari du Kaiser* (récit). La Table Ronde, 1987.

*Les Volontaires du Roi* (roman). Les Presses de la Cité, 1989.

*Au capitaine Max Wintgens  
au général Paul von Lettow-Vorbeck  
et à Robert Cornevin*

*Photos* : collection personnelle de l'auteur.

*Cartographie* : Véra et Alain Marigo.

© Editions Jean Picollec, 1990  
ISBN : 2-86477-108-X  
ISSN : 0298-4172

## CHRONOLOGIE

- 1866 : victoire prussienne de Sadowa remportée sur l'Autriche.
- 18 janvier 1871 : proclamation de l'Empire allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles.
- 24 avril 1884 : début de la colonisation allemande au Sud-Ouest africain.
- 6 juillet 1884 : le drapeau du Reich est hissé à Lomé (Togo).
- 12 juillet 1884 : protectorat allemand au Cameroun.
- 15 novembre 1884-26 février 1885 : Conférence de Berlin.
- 1890 : Bismarck quitte le pouvoir.
- 1891-1898 : révolte des Hehe en Afrique-Orientale allemande.
- 12 janvier 1904 : début de la révolte des Herero au Sud-Ouest africain.
- novembre 1905 : fin de la révolte des Herero.
- 31 mai 1905 : Guillaume II prononce le discours de Tanger.
- 1905-1906 : Révolte des Maji-Maji en Afrique-Orientale allemande.
- 1910 : Conférence de Bruxelles (Allemagne, Grande-Bretagne et Belgique).

- 1<sup>er</sup> juillet 1911 : la canonnière allemande *Panther* est à Agadir.
- 1 novembre 1911 : Convention franco-allemande : règlement de la question marocaine et affaire des compensations en Afrique Equatoriale.
- août 1914 : début de la Première Guerre mondiale.
- 1<sup>er</sup> août 1914 : L'Allemagne déclare la guerre à la Russie.
- 3 août 1914 : L'Allemagne déclare la guerre à la France.
- 4 août 1914 : La Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne.
- 6 août 1914 : l'Allemagne envahit la Belgique,
- 26 août 1914 : capitulation du Togo allemand.
- 7 janvier 1916 : les troupes allemandes du Cameroun se réfugient en Guinée espagnole.
- 25 novembre 1918 : le général von Lettow-Vorbeck capitule.
- 19 janvier 1919 : élection de l'Assemblée Nationale de Weimar.
- 28 juin 1919 : l'Allemagne signe le traité de Versailles.



## *LEXIQUE*

- a.i.a. : Association internationale africaine.  
Askari : Policier, puis soldat colonial allemand en Afrique-Orientale.  
Borna : Fortin, poste fortifié.  
Bezirkamter : District administratif civil.  
Duka : Boutique (en swahili).  
Guerre de Trente Ans : Guerre religieuse et politique qui dévasta et ruina l'Allemagne de 1618 à 1648.  
Mwami : Roi.  
Kolonialrath : Conseil colonial.  
R.F.H.O.M. : Revue française d'histoire d'Outre-Mer.  
Schutzgebiet : Protectorat.  
Schutztruppe : Troupe de protection (unité coloniale).  
Zentralbahn : Chemin de fer central. Ligne reliant Dar es-Salaam au lac Tanganyika.  
Zollverein : Association douanière des Etats de la confédération germanique.

Dans le texte nous n'avons porté que le nom de l'auteur, la date de parution et la page de l'ouvrage. Ainsi : (Alype, 1915 : 61).



## INTRODUCTION

A la déclaration de guerre du mois d'août 1914, les colonies allemandes étaient africaines, océaniques et asiatiques. En Afrique, les possessions du Reich étaient le Togo, le Cameroun, le Sud-Ouest africain, l'Afrique-Orientale, y compris le Rwanda et le Burundi<sup>1</sup>. En Océanie, une partie de la Nouvelle-Guinée<sup>2</sup> et de ses dépendances ainsi que notamment les îles Samoa, Marshall, Carolines et Mariannes ; en Chine, le territoire de Kiao-Tchéou. Le drapeau du Reich flottait sur 3 millions de kilomètres carrés de terre<sup>3</sup> peuplés d'environ 12 millions d'indigènes dont un peu moins de 8 millions en Afrique-Orientale. Venaient ensuite le Cameroun : 2,5 millions d'habitants, le Togo avec moins d'un million et le Sud-Ouest africain avec à peine 200 000 habitants. Le nombre des Européens, relativement faible — 28 000 —, avait pourtant triplé entre 1902 et 1914. La plupart d'entre eux vivaient au Sud-Ouest africain — moins de

1. On écrivait à l'époque Ruanda et Urundi. Par commodité, nous utiliserons indifféremment les deux orthographes.

2. Voir à ce sujet *Les Papous du Kaiser* de Philippe Conrad, Le Rocher, 1990.

3. Togo : 87 000 km<sup>2</sup>, Cameroun : 750 000 km<sup>2</sup>, Sud-Ouest africain : 835 000 km<sup>2</sup> ; Afrique-Orientale : 995 000 km<sup>2</sup> ; Nouvelle-Guinée et ses dépendances : 242 000 km<sup>2</sup> ; Samoa : 2 600 km<sup>2</sup> ; Kiao-Tcheou : 500 km<sup>2</sup>.

20000 — et en Afrique-Orientale — un peu plus de 5 000<sup>4</sup>.

La colonisation allemande peut être divisée en cinq périodes : celle des initiatives individuelles (1870-1884) ; celle du système colonial bismarckien (1884-1890) ; celle des années d'hésitation (1890-1907) ; celle de la colonisation rationnelle (1907-1914), et enfin celle de la guerre (1914-1919).

L'empire colonial allemand dura moins de cinquante années avec une période de réelle efficacité d'environ dix ans seulement, de 1904 à 1914.

Après une phase d'exploration — l'Allemagne inventa la géographie moderne —, vint le temps de l'installation. Elle ne fut pas toujours aisée, car le Reich eut à faire face à certaines des plus importantes rébellions coloniales de l'époque : révolte des Maji-Maji en Afrique-Orientale, et soulèvement des Herero dans le Sud-Ouest africain, ce dernier épisode expliquant d'ailleurs largement les problèmes actuels de la Namibie.

Puis l'administration s'employa à définir d'ambitieux projets de développement. Elle eut le temps de construire les ports modernes de Dar es-Salaam et de Douala, d'achever les voies ferrées Dar es-Salaam-lac Tanganyika, Dar es-Salaam-Tabora, ou encore celles du Sud-Ouest africain. Bien d'autres projets demeurèrent dans les cartons des ingénieurs. Ils étaient grandioses et visaient à faire de l'empire colonial allemand un modèle, une vitrine du talent colonisateur des Germains. La principale ambition de Berlin était de créer une puissante Mittelafrika, réplique tropicale de la Mitteleuropa, par annexion totale ou partielle du Congo belge et d'une partie des territoires lusitaniens d'Angola et du Mozambique.

Lorsque la guerre éclata, en août 1914, les faibles contingents militaires allemands n'avaient qu'une mission : retarder l'inéluctable. Ils devaient sauver l'honneur

4. A titre de comparaison, 1 100 Allemands vivaient en Nouvelle-Guinée et 2 000 à Kiao-Tcheou.

tout en sachant que le devenir des possessions impériales se jouerait sur les champs de bataille d'Europe. Que l'Allemagne gagne la guerre et la Mittelfrika verrait le jour. Qu'elle soit vaincue et elle perdrait son empire.

La masse des Français, des Anglais, des Sud-Africains et des Belges ne laissa que peu de chances aux faibles détachements du Togo, du Cameroun et du Sud-Ouest africain. En Afrique-Orientale, le général Paul von Lettow-Vorbeck résista jusqu'en 1918, ne capitulant que plusieurs jours après l'armistice européen du 11 novembre 1918.

Après la guerre, les vainqueurs se partagèrent les dépouilles coloniales du Reich, utilisant un argument moral inventé pour la circonstance, celui de la culpabilité coloniale allemande.



Première partie

L'EMPIRE COLONIAL ALLEMAND





## CHAPITRE I

### DES HESITATIONS A L'IMPERIALISME

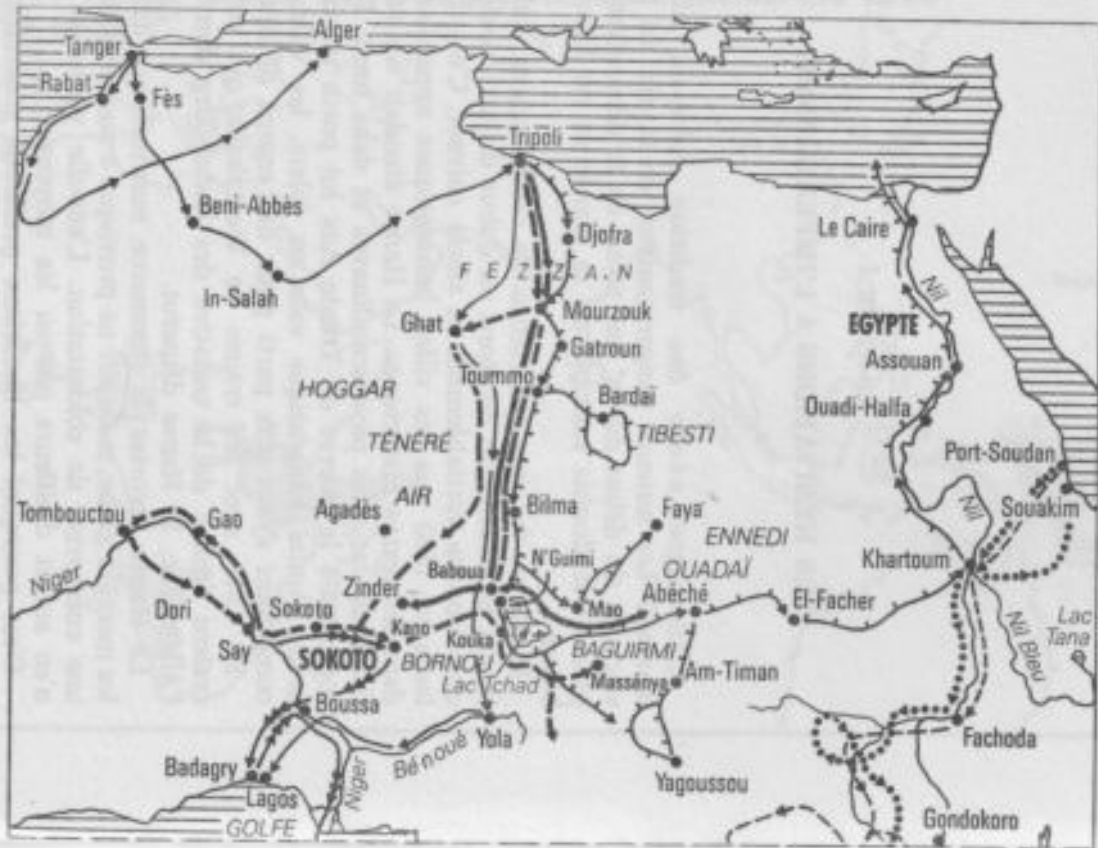
L'Allemagne a-t-elle une tradition coloniale ultramarine ? Les auteurs pangermanistes de la fin du xix<sup>e</sup> siècle et du début du xx<sup>e</sup> ont tenté de le démontrer en prenant le double exemple de la Hanse et du Brandebourg.

La Hanse fut une association de commerçants qui se forma en Allemagne du Nord au début du xii<sup>e</sup> siècle et qui s'imposa véritablement au siècle suivant. C'est d'ailleurs en 1330 que les villes hanséatiques apparaissent dans les textes historiques. La Hanse étendait ses ramifications dans les pays Scandinaves et dans toute l'Europe, mais la guerre de Trente Ans lui porta un coup fatal ; l'unité hanséatique vola en éclats, les villes la composant ayant pris parti pour des camps différents.

En 1648, avec les traités de Westphalie qui consacraient l'échec de la tentative des Habsbourg d'unifier l'Allemagne, la Hanse disparut.

La Hanse favorisa le commerce maritime sur toutes les mers du globe, mais elle ne provoqua à aucun moment une entreprise de colonisation. L'eût-elle voulu qu'elle n'en aurait d'ailleurs pas eu les moyens.

C'est pourquoi les historiens préfèrent généralement



chercher les origines coloniales allemandes dans les minces tentatives de Frédéric-Guillaume, Grand Electeur de Brandebourg durant la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle. Celui-ci, après avoir agrandi sa principauté de la Poméranie et des bouches de l'Oder, songea à participer au commerce colonial et il engagea à son service l'amiral hollandais Gysels van Lier. En 1647 fut fondée une compagnie brandebourgeoise des Indes orientales, et en 1676, une autre, qui devait commencer le long des côtes du golfe de Guinée.

En 1680, une expédition fut décidée vers cette partie de l'Afrique mais les débuts de l'expansion brandebourgeoise souffrirent des rivalités hollandaises.

Les Etats généraux de Hollande étaient en effet inquiets de voir se constituer en Europe du Nord une puissance navale qui pourrait concurrencer la leur. Et ce d'autant plus que ses cadres maritimes étaient des Hollandais passés au service du Grand Electeur, et c'est pourquoi, en octobre 1680, la Hollande interdit à ses sujets d'entrer au service d'une puissance étrangère.

En 1681, l'expédition brandebourgeoise réussissait tout de même à imposer un traité de commerce aux chefs de la région comprise entre Axim et le cap des Trois Pointes en Côte-de-l'Or.

En 1683, une forteresse, *Gross-Friedrichburg*, fut édifée sur le cap des Trois Pointes, et le territoire brandebourgeois s'agrandit peu à peu dans la région grâce à l'acquisition d'Accada et de Tacarary.

En 1687, l'île d'Arguin, située en Afrique de l'Ouest, au sud du cap Blanc, passa sous la souveraineté du Grand Electeur, mais la compagnie brandebourgeoise ne parvint pas à conserver ces possessions convoitées par la France et par la Hollande.

En 1688, une flotte hollandaise s'empara d'Accada et de Tacarary et assiégea *Gross-Friedrichburg*. Après la mort du Grand Electeur survenue en mai 1688, les efforts coloniaux du Brandebourg furent quasiment réduits à néant. Frédéric 1<sup>er</sup>, son fils, parvint à conserver Arguin et *Gross-Friedrichburg* mais, en 1717, quatre ans après la

mort de ce dernier, ces deux comptoirs furent vendus aux Hollandais par Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>.

La priorité était alors à la constitution du royaume de Prusse<sup>1</sup>, lequel existait juridiquement, mais il importait que ses habitants en fussent persuadés. Tâche énorme qui ne souffrait pas de voir dispersée à l'autre bout du monde la moindre parcelle de volonté germanique.

La seule tentative allemande ultramarine avait donc vécu. Il faudra attendre la fondation de l'Empire, après la guerre de 1870, pour qu'une nouvelle expansion coloniale soit entreprise. Mais le Reich ne fut possible que par la volonté prussienne, laquelle s'affirma hégémoniste après 1815, quand le traité de Vienne eut agrandi ses frontières.

Désormais, le royaume de Prusse chercha à dominer et même à annexer les Etats composant la Fédération de l'Allemagne du Nord, et ce afin de réaliser l'unité allemande.

D'ailleurs, le *Zollverein*, ou union douanière allemande, préparait les esprits ; puis, en juillet 1866, la victoire de Sadowa sur l'Autriche montra que l'unité était possible. Elle le devint effectivement grâce à la guerre contre la France.

### *Les explorateurs allemands*

« Il s'agit de savoir si l'Allemagne va se décider à faire autre chose en Afrique que d'y envoyer des missions scientifiques et d'y semer les ossements de ses explorateurs (...) », écrivait un journaliste allemand en 1878. Sa remarque s'explique dans la mesure où, fascinés par le désert du Sahara, présents dans tous les secteurs de l'exploration de l'Afrique, les Allemands, qui comptent parmi les principaux découvreurs de ce continent, n'ont

1. En 1618, le Brandebourg et le duché de Prusse furent réunis sous le règne de l'Electeur Jean-Sigismond.

pas vu, à la différence de leurs confrères britanniques ou français, leurs efforts déboucher sur la constitution d'un empire colonial.

Deux grandes zones africaines attirèrent surtout les voyageurs et les explorateurs allemands : le désert du Sahara et la haute région du Nil. L'Afrique occidentale, Madagascar et l'Afrique australe n'en furent pas pour autant oubliées.

Dans l'Afrique désertique, les noms d'Alexandre Ziegler et de Schwartz au nord, de Barth au Niger, de von Schlieffen au Soudan et au Kordofan, de Brugsch en Egypte, de Beurmann en Nubie, au Fezzan et au Bornou, d'Oterveg et de Vogel au Baguirmi et vers le lac Tchad illustrent l'intérêt des Allemands pour ces « terres de soleil et de sommeil », ainsi que les baptisera plus tard Ernest Psichari.

Après Heinrich Barth, les plus célèbres explorateurs allemands de ces régions furent sans doute Gerhard Rohlfs<sup>1</sup> et Gustav Nachtigal<sup>2</sup>.

Rohlfs, ancien lieutenant de l'armée prussienne, sert en Algérie comme médecin dans la Légion étrangère. Il apprend l'arabe et ayant décidé d'explorer le Grand Sud encore inconnu, il se fait circoncire puis, en 1861, vêtu comme les populations locales, il visite le Tafilalet et le Touat qu'il est le premier Européen à atteindre. En 1865, il est à Tripoli d'où il compte se rendre au Hoggar, mais la piste est rendue périlleuse en raison d'une guerre qui oppose les tribus touareg. Il change alors de destination et décide de visiter Mourzouk, puis le Bornou, avant d'atteindre la rivière Bénoué et enfin de rejoindre Lagos en 1867.

En 1868, il reprend son projet saharien abandonné en 1865 et il explore la Cyrénaïque. Rohls, qui finit ses jours comme consul d'Allemagne à Zanzibar, permit à Nachtigal de mener ses propres explorations quand, en 1869, à Tripoli, il le chargea d'acheminer vers le sud les

1. Gerhard Rohlfs (1831-1896).

2. Gustav Nachtigal (1834-1885).

cadeaux que le roi de Prusse envoyait au sultan du Bornou en remerciement pour l'aide apportée à son expédition.

Le 17 février 1869, Nachtigal, un médecin venu en Afrique pour y soigner sa maladie pulmonaire, partit pour un des plus étonnants voyages d'exploration de l'époque puisqu'il dura cinq années. Ne pouvant se rendre au Bornou en raison des troubles qui secouaient ses approches, il employa son temps à visiter Mourzouk, le Tibesti qu'il fut le premier Européen à parcourir et où il apprit la langue toubou, puis il atteignit le Bardaï avant de revenir à Mourzouk.

L'année suivante, il est au Bornou, puis, en 1873, il prend la route de l'Est, vers le Wadaï et le Baguirmi où Vogel a été assassiné. Enfin, par le Darfour, il rejoint le Nil et l'Égypte.

Dans la région du Haut-Nil, Schweinfurth (1836-1925), un naturaliste, partit de Souakin, sur la mer Rouge, atteignit Khartoum et remonta le Nil. Le 1<sup>er</sup> février 1869, il quitta Fachoda qui était le dernier poste égyptien vers le sud et s'aventura dans la zone ravagée par les esclavagistes arabes. Il s'agissait du pays dinka, véritable vivier humain pour les chasseurs d'esclaves. Traversant le pays anya-anya, il atteignit ensuite les rives de l'Uélé. Le 21 juillet 1871, il était de retour à Khartoum.

Au moment de la guerre entre le Mahdi et les Anglo-Egyptiens à propos du Soudan, Khartoum est prise par les Mahdistes en 1885 et le gouverneur britannique, Gordon, massacré. Un des adjoints de Gordon est un médecin allemand, Schnitzler, qui se fait appeler Emin Pacha. Coupé du monde, celui-ci se maintient loin vers le sud sur les rives du lac Albert mais il réclame des renforts, et Stanley prend la tête d'une expédition de secours<sup>3</sup>.

En six mois de progression à travers la forêt, Stanley réussit à retrouver Emin Pacha qui tient la région depuis

3. Voir à ce sujet Stanley (1890) et Mounteney-Jephson (1891).

de longues années et qui refuse de l'abandonner. Finalement, en avril 1889, le docteur se laissera persuader par Stanley et il prendra la piste de l'océan Indien<sup>4</sup>.

L'Allemagne était donc présente sur tous les fronts de l'exploration de l'Afrique, mais elle n'en profita pas pour se constituer les bases d'un futur empire colonial.

### *Bismarck et la question coloniale*

Le Reich n'eut d'abord aucune ambition coloniale. Bismarck y était même hostile. L'historien Chéradame a justement noté que sous le Chancelier de Fer :

« (...) toute l'énergie gouvernementale s'appliquait à faire de l'Allemagne une puissance formidablement forte, toujours menaçante, toujours redoutable pour les nations voisines, et dont la seule intervention devait suffire pour régler la marche des affaires européennes.

(...) pour arriver à ce résultat, l'Allemagne devait concentrer en elle-même et pour elle-même toutes les forces dont elle pouvait disposer, et ne devait pas les éparpiller dans des entreprises douteuses, qui ne pouvaient que l'affaiblir sans profit. Coloniser signifiait, pour M. de Bismarck, retrancher de l'armée et de la flotte des forces indispensables ou du moins utiles à la métropole, pour les gaspiller et les perdre dans des territoires lointains ; c'était aussi employer en pure perte les deniers de l'empire ou des particuliers ; c'était enfin se préparer une série incessante de conflits diplomatiques avec les nations qui possédaient déjà des colonies, et dont on risquait de menacer les intérêts ou de froisser l'amour-propre. »<sup>5</sup>

Les événements allaient néanmoins contraindre le chancelier à tempérer ses certitudes, car un problème de taille se posait : celui de l'incessante émigration alle-

4. Voir plus loin, chapitre VI, pages 104 et 105.

5. 1905 : 26.

mande s'opérant au profit de nations non allemandes. Entre 1819 et 1885, 3 500 000 Allemands<sup>6</sup> s'étaient installés aux Etats-Unis. En Australie et en Amérique du Sud, des dizaines de milliers d'autres avaient immigré sans esprit de retour.

En 1881, le chiffre des émigrants s'éleva à plus de 200 000, soit trois fois celui des années précédentes. Cette hémorragie fut largement à l'origine d'une vraie prise de conscience coloniale dans la mesure où des colonies de peuplement auraient permis de détourner vers des territoires germaniques ces hommes et ces femmes qui étaient désormais perdus pour la nation allemande.

La prise de conscience coloniale se fit également dans le domaine militaire, et l'argument colonialiste en ce domaine était puissant. L'Allemagne s'était en effet dotée d'une importante marine de guerre destinée à défendre la liberté et les droits du commerce allemands sur toutes les mers du globe. Il devenait donc urgent, et ce afin de maintenir l'indépendance de cette marine, de lui garantir la possession de bases de ravitaillement, points d'appui qui devaient être placés sous autorité allemande. Seules des colonies étaient en mesure de rendre de tels services. Encore fallait-il que l'Allemagne en possédât.

Quand le chancelier Bismarck se décida à lancer le Reich dans la course aux colonies, il tenta de demeurer maître du mouvement afin d'en contrôler la vitesse. Pour lui, la constitution d'un empire colonial n'était pas une fin en soi, mais un des moyens d'aider les exportations et le commerce allemands.

Bismarck a toujours été très clair à ce sujet, et son discours du 24 juin 1884 met bien en évidence les limites qu'il entendait donner à cette nouvelle politique à la suite de la décision prise de placer les territoires situés au nord du fleuve Orange, en actuelle Namibie, sous protectorat allemand :

6. Cornevin R., 1969 : 7.



« (...) nous laissons au commerce, aux individus, le choix et si nous voyons l'arbre prendre racine, croître et prospérer, si les créateurs de l'entreprise invoquent la protection de l'empire, alors nous leur accordons notre protection que d'ailleurs nous ne pouvons pas leur refuser... Nous laissons donc la fondation de colonies et leur développement livrés à l'initiative et à l'esprit d'entreprise de nos concitoyens ; au lieu de les annexer nous délivrons aux compagnies des " lettres d'octroi " (*Freibrief*). Nous maintenons aux intéressés le gouvernement de la colonie en leur garantissant seulement la possibilité de recourir à une juridiction européenne et en leur accordant la protection que nous pouvons leur donner sans entretenir dans la colonie de garnison permanente. Notre intention n'est pas de fonder des provinces, mais de protéger contre leurs voisins immédiats et contre les nations européennes les entreprises commerciales, notamment celles qui, ayant acquis des possessions, placeraient leurs droits de souveraineté sous la protection de l'empire... Je répète que je suis contre les colonies, je veux dire contre le système suivi par la plupart des peuples de ce siècle et ce qu'on peut appeler le système français, contre cette colonisation qui consiste à prendre un morceau de terre, à y installer des fonctionnaires, une garnison et ensuite à y attirer des colons. Encore aujourd'hui je ne puis me défaire de cette aversion contre ce système colonial profitable peut-être aux autres, mais impraticable pour nous... »

Tant qu'il demeura au pouvoir, Bismarck réussit tant bien que mal à faire prévaloir cette idée mais, après son éviction, survenue en 1890, l'expansion coloniale devint une des priorités du nouvel empereur, Guillaume II. Désormais, l'Allemagne ne serait plus uniquement une puissance continentale mais également une puissance mondiale.

## *Les occasions perdues*

La vocation coloniale allemande est paradoxale. Nombreux furent en effet les explorateurs, les missionnaires, les commerçants qui s'intéressèrent à l'outre-mer, mais les politiques ne les encouragèrent guère ; quand ils ne s'opposèrent point à leurs initiatives.

Jusqu'en 1884, les priorités allemandes sont continentales. Avant 1870, afin de réaliser l'unité ; après la guerre contre la France — et la proclamation de l'empire allemand le 18 janvier 1871 dans la galerie des Glaces du château de Versailles —, afin de consolider le nouvel empire.

Durant la plus grande partie de son « règne », le chancelier Bismarck incarna cette volonté résolument ancrée en Europe et résista aux chants des sirènes ultramarines. Une de ses phrases résume tout à fait cette politique : « Nous autres, Allemands, nous n'avons pas besoin de colonies. »

Dès avant la réalisation de l'unité allemande, des marchands d'Allemagne du Nord avaient cependant proposé au roi de Prusse d'acquérir des territoires libres en Afrique orientale et dans la baie de Delagoa<sup>7</sup>. La réponse du chancelier de Prusse Otto von Bismarck avait été nette : « Je pense que la Confédération<sup>8</sup> ne doit pas s'engager dans des entreprises coloniales, celles-ci devant être l'œuvre exclusivement de l'initiative privée. » (Lettre du 9 janvier 1868 au ministre de la Marine, Roon.)

Cette méfiance vis-à-vis des colonies, ou plutôt du mouvement colonial, s'explique par la crainte qu'avait Bismarck de voir une partie des énergies allemandes aller se perdre dans les déserts ou les marécages d'Afrique ; et ce au moment où l'Empire avait besoin des bras de tous ses fils pour s'imposer définitivement en Europe.

Bismarck poussa sa logique jusqu'au bout. Ainsi,

7. Baie Delagoa, au Mozambique.

8. Confédération de l'Allemagne du Nord.

quand, en septembre 1870, la France vaincue et humiliée n'était plus en mesure de défendre ses possessions lointaines, il s'opposa avec fermeté aux revendications coloniales exprimées avec clarté par le journal *National Zeitung*, lequel pressait le gouvernement d'ordonner à la marine d'occuper Saigon, l'ensemble de la Cochinchine et d'annexer la Réunion.

Bismarck ne se contenta pas de refuser cette aventure : il argumenta, jetant les bases de ce qui sera la doctrine officielle allemande en matière coloniale pour une douzaine d'années.

Au point de vue stratégique, le gouvernement allemand refuse de faire planter le drapeau du Reich sur une poussière de possessions dispersées et indéfendables en cas de guerre. L'Empire annonce clairement qu'il ne nourrit aucune ambition territoriale coloniale, et que, dans ces conditions, les puissances coloniales n'ont pas à redouter que des commerçants sujets de l'Empereur d'Allemagne s'établissent dans les territoires qu'elles contrôlent.

Au moment où la France et la Grande-Bretagne se lancent dans une active politique consistant à acquérir un maximum de possessions outre-mer, l'Allemagne affirme donc que son seul souci impérialiste demeurera commercial.

Cette position n'était ni viable ni réaliste, car les puissances concernées n'allaient pas accepter sans réagir que la méthodique activité commerciale allemande s'exerce dans des territoires où l'Allemagne n'avait à subir aucune contrainte de souveraineté.

C'était, en effet, grâce aux ports, aux fonctionnaires, aux soldats britanniques ou français que les commerçants de Brême ou de Hambourg pouvaient créer et développer leurs affaires.

A cette opposition extérieure s'ajouta rapidement celle des milieux économiques allemands, inquiets de voir l'émigration et les investissements allemands se faire ailleurs que dans des territoires allemands.

De plus en plus, la nécessité pour l'Allemagne de

posséder outre-mer des colonies à peupler et à mettre en valeur allait en s'imposant. Et ce d'autant plus que la totalité du littoral africain n'était pas encore sous contrôle des puissances européennes : France, Grande-Bretagne, Portugal et même Espagne.

Les commerçants allemands, désireux de s'installer là où aucun drapeau ne flottait, durent souvent traiter avec des chefs coutumiers africains, et quand ces derniers revenaient sur leur parole ou les menaçaient, ils étaient contraints de demander la protection de la marine impériale. Les initiatives privées provoquèrent donc bon gré mal gré des interventions officielles. La doctrine Bismarck devenait peu à peu indéfendable et le « Chancelier de fer » dut commencer à tempérer ses certitudes.

L'évolution de Bismarck se fit par le biais de sa volonté affichée de faire respecter la liberté des activités commerciales allemandes. C'est ainsi qu'il menaça le sultan de Zanzibar ; qu'il accepta que des noyaux de colonisation fussent créés en Afrique orientale, sur le littoral faisant face à Zanzibar, et en Afrique occidentale au Togo et au Cameroun, mais les instructions données à Gustav Nachtigal, consul général pour l'ensemble de ces établissements, étaient claires :

« La protection effective assurée aux Allemands sur certaines côtes ne doit comporter aucun appareil administratif ni ne doit entraîner l'envoi sur place d'un nombre élevé de fonctionnaires allemands, ainsi que l'entretien de garnisons composées de troupes métropolitaines, car l'Empire n'entend prendre aucun engagement vis-à-vis des colons allemands et de leurs établissements dans ces régions en cas de guerre avec une grande puissance navale. La protection doit être assurée par voie diplomatique. »

Cette intention était toute théorique, car comment le puissant empire allemand aurait-il pu, sans perdre la face, laisser molester, humilier ou même massacrer ses ressortissants par des tribus sauvages ? Bismarck, peu à peu, va donc être obligé d'accorder l'entière protection

du Reich aux Allemands installés sur le littoral africain. Le chancelier, qui ne parvient plus à contenir l'expansion coloniale, se fait alors « forcer la main » par les partisans les plus décidés de cette politique.

### *Bismarck change de politique*

Depuis 1883, date de la fondation de la *Ligue coloniale allemande*, les groupes de pression coloniaux se développent en Allemagne, poussant le gouvernement à réclamer pour le Reich une part de l'Afrique. Bientôt il sera trop tard, car la France, l'Angleterre et le Portugal s'entendaient pour se partager le continent noir cependant que *l'Association internationale du Congo*<sup>9</sup> du roi Léopold II semblait vouloir peu à peu prendre le contrôle de tout le bassin du fleuve Congo, ainsi que les instructions données à Stanley le laissaient bien entendre. Le 24 avril 1884, après une longue période d'hésitation, Bismarck franchit officiellement le pas séparant l'interventionnisme sélectif d'une active politique de revendication coloniale en télégraphiant au consul allemand du Cap qu'à partir de ce jour, les 1 500 kilomètres situés entre les fleuves Cunene (sud de l'Angola) et Orange étaient placés sous la protection de l'Empire.

Ne se contentant pas du Sud-Ouest africain, Bismarck profita des soucis britanniques au Soudan<sup>10</sup> et autorisa Nachtigal à s'implanter au Togo et au Cameroun, tout en acceptant les frontières de l'a.i.c. afin de s'attirer les bonnes grâces de Léopold II.

9. Lors de la conférence géographique de Bruxelles en 1878 fut fondée *l'Association internationale africaine* (a.i.a.). Seul le comité du roi Léopold II eut une activité. Le 25 novembre 1878, le roi créait le *Comité d'études du Congo*, dépendant de l'a.i.a. Puis Léopold II créa *l'Association internationale du Congo* (a.i.c.) afin de ne pas apparaître trop ouvertement et trop personnellement engagé dans une entreprise à laquelle il était nécessaire — du moins d'une certaine manière — de conserver une apparence d'action internationale humanitaire.

10. Campagne contre les Mahdistes (1885-1898).

Mais les temps étaient venus d'une tractation coloniale au niveau européen. Afin que les rivalités et les appétits ne se transforment pas en conflit armé entre les puissances, et pour que l'Allemagne ait une part d'Afrique à la hauteur de sa puissance en Europe, Bismarck réunit à Berlin une conférence internationale du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Sa conclusion est connue sous le nom *d'Acte de Berlin*. Les bassins des fleuves Congo et Niger sont déclarés zones de liberté commerciale dans lesquelles les droits préférentiels sont interdits.

Quant aux conquêtes coloniales, elles ne pourront désormais se faire que sous des conditions précises. Un établissement littoral ne donnera pas automatiquement droit à une extension dans l'hinterland. Désormais, la puissance colonisatrice ne pourra imposer sa souveraineté que sur un territoire non occupé par une autre puissance, un *res nullius* en quelque sorte.

L'élargissement de chaque territoire ne sera possible que jusqu'au moment où les limites territoriales ou celles des zones d'influence atteindront celle — ou celles — d'un autre Etat européen. Les contentieux éventuels devront être réglés par des accords bilatéraux.

### « *La place au soleil* »

Après le départ de Bismarck, plus exactement après sa mise à l'écart par le nouvel empereur Guillaume II (1859-1941), l'Allemagne développe une politique coloniale différente de celle suivie sous le règne de Guillaume I<sup>er</sup> (1797-1888).

Désormais, le Reich ne réclame plus la liberté pour ses maisons de commerce, mais une place en Afrique correspondant à sa véritable puissance économique. Vecteur de cette volonté, la *Ligue pangermaniste* et de nombreux comités coloniaux s'efforceront de « soutenir », de favoriser ou de « pousser » les initiatives gouvernementales. La Ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*)

fondée en 1883 ne compta que peu d'adhérents<sup>11</sup>, mais son influence fut énorme dans les milieux nationalistes et intellectuels. Elle diffusa ses idées au moyen de publications diverses. La plus importante est quotidienne, l'*Alldeutschen Blätter* (Feuillets pangermanistes). D'autres, le plus souvent des brochures, « provoquent de véritables polémiques dans la grande presse (par exemple, Ernst Hasse, en avril 1904, lance une brochure *Marokko Verloren*, Pfeil, *Warum brauchen wir Marokko*, réclamant le Maroc occidental pour le Reich, même si la guerre doit s'en suivre).

Elle trouve dans les organes de grande diffusion de nombreux concours. H. Rippler, rédacteur en chef du *Tägliche Rundschau*, est membre du comité directeur de la ligue. (...) Les *Neueste Nachrichten* de Hambourg, de Berlin, de Dantzig, la *Rheinische-Westfälische Zeitung*, journal des industriels de la Rhur, répandent largement leurs idées. » (Colette Dubois, 1985 : 68).

Les milieux financiers, acquis à l'expansion coloniale, font agir d'autres organes de presse comme *Die Post* ou la *Rheinische-Westfälische Zeitung*, et l'ensemble concourt à créer dans le pays un climat favorable à la revendication d'une « place au soleil » pour le Reich.

C'est par étapes que l'Allemagne se lança dans la course aux colonies. Jusqu'en 1889, le principal souci du gouvernement fut — comme nous l'avons vu — de se tenir à l'écart des questions coloniales, voulant éviter de se laisser entraîner dans la spirale de la conquête de la pacification puis de la mise en valeur.

L'attitude bismarckienne a bien été résumée dans la formule suivante : « le marchand d'abord, le soldat après » (Alype, 1915 : 61) et c'est pourquoi, dans la première phase de la prise de possession, le gouvernement abandonne ses responsabilités à l'initiative privée et n'intervient que pour assurer la protection de ses ressortissants.<sup>11</sup>

11. Un peu plus de 22 000 en 1901, moins de 20 000 à la veille de la guerre de 1914.

Ce sont les événements qui provoquèrent l'interventionnisme de plus en plus direct de l'Etat allemand, et surtout l'échec des compagnies coloniales.

Utiles et même efficaces lorsqu'il s'était agi d'implanter une présence allemande, ces dernières avaient été incapables d'intervenir directement, comme ce fut le cas en Afrique-Orientale et au Cameroun ainsi que nous le verrons plus loin.

A partir de 1890, c'est-à-dire après le départ de Bismarck, un véritable projet vit le jour. Singulière nouveauté par rapport à la période qui s'achevait ; désormais, la politique coloniale ne serait plus gérée au « coup par coup », ou même subie ou imposée, puisque l'Etat allait prendre la place des compagnies coloniales dépassées par l'ampleur de la tâche qui était d'assurer au Reich une place digne de sa puissance.

De 1890 à 1896, le Dr Kayser, directeur de la Section coloniale du ministère des Affaires étrangères, entreprit alors de transformer des comptoirs isolés et sans arrière-pensées en miroirs du génie colonisateur germanique. Il ne fut guère encouragé dans cette voie par le chancelier Caprivi, successeur de Bismarck ; il lui fallut attendre 1894 pour voir le chancelier d'alors, Hohenlohe, engager définitivement le Reich dans une véritable politique coloniale, ce qui se traduisit par une augmentation significative des crédits coloniaux qui passèrent de 2 millions de marks pour l'exercice 1890-1891 à près de 10 millions pour 1896-1897. Cette volonté est également bien illustrée par la création du ministère des Colonies qui succéda en 1907 à la Section coloniale.

A partir de 1898, Berlin se lance avec vigueur dans la politique coloniale, l'Empereur en tête. Partout l'Allemagne cherche à acquérir des positions et l'Extrême-Orient semble avoir les faveurs de Guillaume II : convention sino-allemande du 6 mars 1898 donnant à bail à l'Allemagne pour 99 ans la baie de Kiao-Tchéou et le port de Tsing-Tao ; le 12 février 1899, l'Allemagne rachète à l'Espagne les Carolines, les Mariannes et les îles Palaos, puis acquiert les îles Bougainville et Buka.



Une preuve de l'intérêt croissant des questions coloniales en Allemagne est fournie par l'importance que ces dernières prirent dans les questions de politique intérieure, et notamment dans les débats au Reichstag avec les attaques systématiques menées par le parti socialiste contre le gouvernement.

En 1906, le Reichstag refusa même de voter des crédits destinés à un ambitieux programme de voies ferrées ; il s'était également opposé à la création d'un ministère des Colonies et à l'augmentation de la garnison militaire du Sud-Ouest africain. C'est alors que l'Empereur décida de le dissoudre et de placer à la tête de l'administration coloniale un homme à poigne, Bernhard von Dernburg.

Les élections qui suivirent la dissolution renforcèrent la majorité gouvernementale : les Allemands adhéraient donc à la politique coloniale nationale. Le nouveau Reichstag accorda les crédits refusés par l'ancien, et Dernburg se mit au travail, privilégiant les travaux publics et la mise en valeur définis par le *Kolonial-Wirtschaftliches Komitee* (comité économique colonial) avec un objectif : créer des voies ferrées et produire des matières premières pour l'industrie allemande.

### *L'administration coloniale*

Ce n'est que petit à petit que l'Allemagne substitua dans ses colonies l'administration directe à celle déléguée à des compagnies à charte. Dans ce domaine, comme aucune tradition coloniale ne pouvait la guider, l'inspiration fut d'abord totale. La sagesse domina néanmoins, car les agents des firmes commerciales, implantés dans les régions concernées, étaient en mesure d'administrer ces dernières mieux que des fonctionnaires métropolitains sans expérience. C'est dans la seconde phase de l'histoire coloniale allemande, quand, petit à petit, le Reich se décida à créer un véritable empire, qu'il fallut songer à mettre sur pied une authentique administration coloniale.

C'est ainsi qu'au sein du ministère des Affaires étran-

gères fut créée une division coloniale, puis en 1890, après le départ de Bismarck, le *Kolonialrath*<sup>12</sup> dont les 19 membres, nommés par le chancelier de l'Empire, étaient choisis parmi des hommes ayant l'expérience des territoires lointains. C'est une commission de techniciens dont se dotait ainsi le Reich. En 1894, la division coloniale devient direction des colonies, et elle dépend directement du chancelier et non plus du ministre des Affaires étrangères. Son premier titulaire en fut le Dr Kayser.

En 1897, deux éphémères successeurs lui furent trouvés quand il fut nommé sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

En 1898, un nouveau directeur leur succéda, von Buschka, puis un autre en 1900, le Dr Stubel.

En 1905, ce fut le tour du prince de Hohenlohe-Langenburg qui n'occupa cette fonction que durant quelques mois.

En 1906, les colonies trouvèrent enfin un responsable ayant une vision de leur avenir et de leur développement : le Dr Bernhardt von Dernburg, un économiste connaissant l'Afrique. En 1907, sous son impulsion, la division coloniale devint ministère des Colonies, et il en fut le premier titulaire. Dernburg est considéré comme le père de la colonisation rationnelle entreprise par l'Allemagne.

Son œuvre fut poursuivie par Lindequist, qui lui succéda en 1910. Le ministère des Colonies était composé de quatre divisions<sup>13</sup> employant à sa fondation 219 fonctionnaires civils et 20 militaires.

Localement, l'administration de chaque territoire était placée sous l'autorité d'un gouverneur ou d'un résident impérial. En 1903, des conseils locaux, à simple pouvoir consultatif, furent créés.

L'existence d'un ministère des Colonies ne s'est pas traduite par la création d'un corps de fonctionnaires

12. Conseil colonial.

13. Première division : administration générale et justice. Seconde division : finances, transports, etc. Troisième division : personnel. Quatrième division : administration militaire, troupes coloniales.

coloniaux. C'est en effet parmi les cadres volontaires de la fonction publique métropolitaine qu'étaient recrutés les agents servant outre-mer. Après un stage d'initiation à l'institut colonial de Hambourg ou dans des instituts linguistiques ou économiques berlinois, ils étaient affectés à l'un ou l'autre territoire composant l'empire colonial du Reich.

## CHAPITRE II

### LES TENSIONS COLONIALES : LES QUESTIONS DU MAROC ET DE LA MITTELAFRIKA

Des tensions internationales apparurent rapidement, car les possessions du Reich étaient entourées de territoires déjà colonisés par d'autres puissances européennes. S'efforçant d'empiéter sur ces souverainetés ou de s'emparer des derniers espaces vierges d'Afrique, déjà presque totalement occupée par les vastes empires britannique, français, portugais et belge, l'Allemagne provoqua de sérieuses crises diplomatiques, notamment à propos du Maroc.

Le Maroc était l'objet des convoitises européennes. L'Espagne, qui voulait y faire valoir des droits historiques, n'était pas de force à les imposer internationalement. Restaient la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Laissant résolument de côté le Reich, la France et la Grande-Bretagne négocièrent. Le 8 avril 1904, un accord est trouvé : la France renonce à toutes ses ambitions égyptiennes et la Grande-Bretagne reconnaît les droits prioritaires de la France sur le Maroc.

L'Allemagne, qui a des intérêts commerciaux dans les

ports marocains, s'estime lésée et attend sa revanche. Elle la trouve en 1905, quand la France entame au Maroc un processus de protectorat déguisé ; elle n'hésite alors pas à intervenir dans les affaires marocaines. Afin de donner un poids considérable à cette initiative, l'empereur Guillaume II offre sa garantie au Sultan du Maroc par le fameux « Discours de Tanger » du 31 mars 1905 dans lequel il affirme que le Maroc est un pays libre, que l'Allemagne y a des droits et que les réformes institutionnelles décidées par la France risquent de créer dans le pays une situation insurrectionnelle :

« C'est au Sultan, en sa qualité de Souverain indépendant, que je fais aujourd'hui ma visite. J'espère que sous sa souveraineté un Maroc libre restera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les Nations, sans monopole et sans annexion, sur le pied d'une égalité absolue. Ma visite à Tanger a pour but de faire savoir que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc. Puisque je considère le Sultan comme Souverain absolument libre, c'est avec lui que je veux m'entendre sur les moyens propres à sauvegarder ces intérêts. Quant aux réformes que le Sultan a l'intention de faire, il me semble qu'il faut procéder avec beaucoup de précaution, pour que l'ordre public ne soit pas troublé. »

Non prononcé sous cette forme, le *Discours de Tanger* est néanmoins publié tel quel par la presse qui en avait reçu le texte rédigé à l'avance. Les réactions furent considérables, car, en réalité, Guillaume II assurait le Sultan de son appui au cas où il déciderait de repousser le protectorat français.

La tension entre la France et l'Allemagne est vive ; afin d'éviter une confrontation militaire, une conférence internationale est convoquée à Algésiras, en Espagne. Son principal résultat en est l'internationalisation économique du royaume chérifien, mais l'Allemagne subit

un échec dans la mesure où seuls ses intérêts économiques sont sauvegardés.

La conférence d'Algésiras ne réglait aucun des grands problèmes marocains ainsi que les événements ultérieurs allaient le montrer, même si, en 1909, en pleine crise germano-russe au sujet de la Bosnie-Herzégovine, l'Allemagne, qui désirait éviter un total alignement de la France sur la position russe, accepta un accord mettant un terme provisoire à la crise marocaine.

Cet accord donnait la limite des ambitions politiques françaises d'une part, et des appétits économiques allemands d'autre part :

« Le gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique et par suite à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands ;

— et le Gouvernement impérial allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts politiques de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts, déclarent (...) »<sup>1</sup>

### *Le règlement de la question marocaine*

En échange de la reconnaissance des droits politiques français sur le Maroc, l'Allemagne obtient d'importants avantages économiques et commerciaux. En réalité, c'est une sorte de condominium économique franco-allemand sur le Maroc qui est décidé, mais la firme des frères Mannesmann estime qu'il s'agit là d'un marché de dupes et que leurs intérêts économiques, donc ceux de l'Allemagne, sont lésés. L'affaire prend de l'ampleur et elle

1. Déclaration franco-allemande du 9 février 1909. Cité par Dubois, 1985, p. 88.

devient vite politique, les milieux pangermanistes soutenant la position des Mannesmann.

La tension franco-allemande monte de plus en plus, et ce au moment où un nouveau contentieux éclate entre les deux pays, mais en Afrique équatoriale cette fois-ci, à la frontière entre le Congo français et le Cameroun. A l'origine, une frontière imprécise et illogique sur laquelle mordent les territoires de la *Compagnie française de N'Goko-Sangha* venant empiéter sur ceux d'une compagnie allemande, la *Sud-Kamerun*.

Le 18 avril 1908, la France et l'Allemagne acceptent de rectifier la frontière contestée puis, peu à peu, comme pour le Maroc, se dessine un projet de condominium économique franco-allemand dans la région, qui se traduirait par une sorte d'association entre les deux compagnies rivales.

Des deux côtés, la priorité est à l'apaisement. Le 11 mai 1910, un accord est signé en ce sens à Berlin, mais des problèmes de politique intérieure française viennent compliquer la situation. Aristide Briand, le président du Conseil, et Stephen Pichon, le ministre des Affaires étrangères, sont favorables à un rapprochement franco-allemand, même au prix de concessions. Opposé à cette politique, Joseph Caillaux, le prédécesseur de Briand et qui est pourtant l'artisan de l'amélioration des relations franco-allemandes, s'oppose aux tractations par animosité personnelle envers Briand. La France hésite donc à choisir une ligne politique au moment où l'Allemagne suit résolument celle d'un règlement négocié.

Le cabinet Briand est renversé et lui succède celui d'Ernest Monis, dans lequel Caillaux est ministre des Finances. Le 12 mars 1911, ce ministère refuse officiellement le projet d'association économique et commerciale dans la région. Les tractations reprennent sur d'autres bases quand éclate la « crise d'Agadir » qui gèle tous les pourparlers en cours.

Cette crise, qui mit en péril la paix et qui annula tous les accords antérieurs, fut en grande partie le résultat de

l'absence de cohérence politique française. Face à cette incapacité diplomatique, le Reich pense que la parole de la France n'est pas fiable.

En mai 1911, le sultan du Maroc, Moulay-Hafid, est assiégé dans la ville de Fès par une partie de ses sujets révoltés. Impuissant à rétablir son autorité, il fait appel aux troupes françaises, lesquelles, depuis 1907, assurent une présence pacificatrice dans les ports marocains de l'Atlantique et dans leur arrière-pays.

La colonne Moinier dégage la ville de Fès mais, ce faisant, elle viole le principe de l'indépendance marocaine garantie par l'*Acte d'Algésiras*.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, la canonnière allemande *Panther* est à Agadir afin de faire respecter les intérêts allemands.

L'on frôle la guerre. Pour l'éviter et pour tenter de trouver un terrain d'entente entre Paris et Berlin, les diplomates s'agitent, discutent, proposent et surtout marchandent.

La France pose un préalable : les droits français sur le Maroc ne sont pas négociables. Ceci étant, afin de « calmer » l'Allemagne, il convient de lui offrir des compensations. Berlin a l'intelligence de comprendre que toute limitation ou remise en question de la volonté française au Maroc conduirait à la guerre. En conséquence, son attitude consistera à obtenir le maximum de territoire en échange de la reconnaissance de ce qui deviendra officiellement le protectorat français sur le Maroc. Mais où la France peut-elle offrir des compensations territoriales à l'Allemagne sinon en Afrique équatoriale ? Cette proposition géographique de principe étant faite, l'Allemagne, qui désire obtenir pour le Cameroun un accès aux fleuves Congo et Oubangui, pense qu'une négociation peut débuter.

Le 4 novembre 1911, une convention est signée qui règle le contentieux colonial entre les deux pays, mais à l'avantage de la France.

La réussite n'est pas mince, car la diplomatie française a réussi à canaliser les appétits allemands qui s'exerçaient sur le Maroc et à les diriger vers l'Afrique équatoriale.



toriale. L'appui de la Grande-Bretagne fut essentiel ; la France est bien la gagnante de l'opération. Territorialement, quel est en effet le résultat pour l'Allemagne ? Le Cameroun gagne 275 000 km<sup>2</sup> qui vont constituer le *Neukamerun*<sup>2</sup>. En échange, l'Allemagne reconnaît le protectorat français sur le Maroc et cède à la France « le bec de canard », un territoire de 15 000 km<sup>2</sup> situé au sud du lac Tchad et compris entre le Chari et le Logone.

En Allemagne, en juin 1910, von Dernburg avait été entraîné par la chute du chancelier von Bulow, et son successeur, von Lindequist, démissionna en protestation contre la signature du traité franco-allemand du 4 novembre qu'il jugeait trop défavorable pour le Reich.

### *La question de la Mittelfrika*

L'idée de la Mittelfrika, vaste espace qui correspondrait au centre de l'Afrique à la position géographique du Reich en Europe, déclencha les appréhensions, les fantasmes des uns, les rêves utopiques — mais dangereux pour la paix — des autres. En dehors des extrémistes coloniaux, à l'image de Tannenberg<sup>3</sup>, l'idée qui domine est celle d'une expansion économique dans le bassin du Congo, mais une expansion qui respecterait les intérêts belges, en collaborant même avec Bruxelles<sup>4</sup>. Cette position est parfaitement exprimée par le géographe Félix Hansch :

2. 152 270 pris sur le Moyen-Congo ; 46 989 sur l'Oubangui-Chari ; 40 569 sur le Gabon ; 34 450 sur le territoire militaire du Tchad.

3. Dans son livre *la Plus Grande Allemagne, œuvre du XX<sup>e</sup> siècle*, 1912, Tannenberg rêve à une Allemagne englobant le Maroc, l'Empire ottoman, Madagascar, toute l'Afrique équatoriale, l'Etat du Congo. Pour lui : « *Le Portugal, la France et l'Angleterre se trouvent sur notre chemin et nous gênent dans l'acquisition (de cet empire colonial). Le Portugal et la France seront les victimes, l'Angleterre ne pourra l'empêcher.* »

4. Nous empruntons l'essentiel de l'exposé sur la Mittelfrika à l'excellente thèse de Colette Dubois. 1985, pp. 105-113.

« Maintenant que le Maroc est perdu, le Congo belge doit devenir le centre des intérêts allemands.

Ces mots, il ne faut pas les interpréter dans le sens que l'Allemagne aurait la plus lointaine velléité de songer à une annexion politique du Congo ; non, nous entendons par là que toute la " Mittelfrika " dont le Congo belge est le centre et dont nous en possédons les bords, toute cette Mittelfrika constitue une grande unité.

C'est la pression anglaise qui nous a repoussés vers cette zone-là. Des accords avec Londres ont réservé à l'Allemagne des droits économiques dans l'Angola et lui ont même donné une sorte d'option sur cette colonie.

D'Ouest en Est, les chemins de fer vont mettre en valeur une région où les intérêts belges et allemands sont alliés, une région économique de 10 000 000 km<sup>2</sup> qui prospérera sous le signe de la liberté commerciale.

Ce sera une zone immense, réservée au labeur germanique comme le Brésil, mais mieux que ce dernier, puisque la Mittelfrika débouchera sur deux océans. »<sup>5</sup>.

L'idée des milieux officiels est que :

1. l'industrie, les capitaux et les techniciens allemands cherchent des espaces dans lesquels ils pourraient utilement être employés ;
2. qu'il n'est plus possible de trouver de vastes territoires vacants, toute l'Afrique étant « partagée », et qu'il n'est pas question de se lancer dans une politique de conquête coloniale aux dépens d'autres colonisateurs ;
3. que l'Afrique centrale sous souveraineté belge et portugaise n'est pas à la mesure de ces petites nations seules, mais bien à l'échelle de la puissante Allemagne qui collaborerait avec elles ;
4. que dans cette Afrique centrale, un expansionnisme allemand ne contrarierait pas les intérêts de la France ; qu'il y serait observé avec une certaine bienveillance par la Grande-Bretagne et que, à la différence des

5. Cité dans Colette Dubois, op. cit., pp. 105-106.

projets du Reich en Europe centrale, il ne heurterait pas la Russie.

Colette Dubois résume parfaitement cette politique quand elle écrit que pour les milieux officiels allemands, l'Afrique centrale belge et portugaise :

« (...) attend ce que seule l'Allemagne peut lui apporter, dans une mesure suffisante, les travailleurs, les techniciens, les produits métallurgiques et les capitaux. En matière de voies de communication, une tâche gigantesque peut être réalisée. Un chemin de fer, du Mozambique aux Grands Lacs et des Grands Lacs à la côte atlantique de l'Angola, formerait l'ossature d'un immense empire commercial. Il apporterait partout la civilisation et la prospérité.» (Dubois, 1985: 108).

Mais, dans la réalité, comment réaliser la Mittelfrika sans faire la guerre ? Les chances allemandes en Angola paraissent en effet bien minces. Quant à l'accord secret de 1898 entre Londres et Berlin, il est bien peu détaillé, et la Grande-Bretagne, qui s'apprête à intervenir contre les Boers soutenus par l'Allemagne, y voit la possibilité, au moyen de vagues promesses, d'isoler davantage le Transvaal en le privant de son seul ami sérieux. Après 1902, date de la fin de la guerre des Boers, le rapprochement germano-britannique connaîtra une phase de refroidissement et l'accord du 20 août 1898 sera oublié. Guillaume II a d'ailleurs bien compris le jeu britannique. Pour lui les promesses de Londres ne sont que « (...) des cadeaux de Grecs [“ danaërgaben ”] qui nous mettraient par rapport aux propriétaires intéressés dans la même situation que la France au Maroc, vis-à-vis de l'Espagne. Ces cadeaux, dès que nous voudrions sérieusement les saisir, aussitôt une agitation de presse et les mensonges diplomatiques de l'Angleterre, auprès des possesseurs, nous mettraient dans les pires situations, affaibliraient notre puissance en Europe, notre concentration et nos forces financières, militaires aussi bien que maritimes »<sup>6</sup>.

6. Cité dans Colette Dubois, *op. cit.*, pp. 110-111.

Et pourtant, les négociations reprennent dans les mois qui précèdent l'été 1914. Les propositions de partage de l'Angola et du Mozambique entre Londres et Berlin sont même cartographiées. La Grande-Bretagne recevrait la plus grosse partie du Mozambique et l'Allemagne tout l'Angola, à l'exception d'une bande de terre qui serait ajoutée à la Rhodésie. En plus de ce domaine continental, le Reich se verrait remettre les îles de São Tomé et Príncipe. Le 20 octobre 1913, l'accord secret est signé, mais il est révélé par un journal anglais, puis par la presse allemande. La France réagit aussitôt et indique qu'elle soutiendra le Portugal. Quant à l'accord, avant d'être entraîné vers les oubliettes de l'Histoire par le premier conflit mondial, il fut bien vite caduc en raison de la publication du *Traité secret de Windsor* de 1899 dans lequel Londres garantissait auprès de Lisbonne le devenir des possessions portugaises !

### *Les ambitions au Congo belge*

Au centre de l'Afrique, l'immense Congo belge attira les convoitises de certains milieux pangermanistes. Les tensions furent même parfois assez vives entre Berlin et Bruxelles à propos du Congo et de ses frontières.

A l'Est, la frontière entre *l'Etat indépendant du Congo*, devenu Congo belge en 1908, et les colonies allemandes donna lieu à plusieurs incidents, notamment sur le lac Kivu et au Rwanda. Le problème de la frontière occidentale du Rwanda se pose bien avant l'occupation de ce royaume par les Allemands en 1896. Elle est fixée pour la première fois, d'une manière générale, vague et arbitraire, lors de la convention du 8 novembre 1884 conclue entre le Reich et *l'Association internationale du Congo*.

Seules les données astronomiques servirent de base aux négociateurs, les limites naturelles et les réalités ethnographiques n'étant pas prises en considération. De ces imprécisions résulta le conflit du Kivu qui opposa

les Belges aux Allemands jusqu'en 1910, date de la conférence de Bruxelles qui mit fin au litige.

La convention du 8 novembre 1884 décrivait ainsi la frontière orientale du Congo : « La frontière est constituée par une ligne qui suit le 30<sup>e</sup> méridien jusqu'à son intersection avec le 1<sup>er</sup> degré de latitude sud, pour s'infléchir vers l'Ouest et revenir en courbe à l'extrémité nord du lac Tanganyika. » Précisons qu'à l'époque de rédaction de cette convention, les régions concernées étaient encore inconnues des Européens.

Ce tracé, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il était imprécis, est une nouvelle fois défini par l'Acte de Berlin en 1885, qui affirmait la neutralité de l'Etat indépendant du Congo (e.i.c.). L'Allemagne admit cette frontière jusqu'au moment où un incident provoqua un conflit ; l'e.i.c. était en effet confronté à la mutinerie de ses soldats noirs recrutés au sein de l'ethnie batetela. Pourchassés, ils se replièrent vers le lac Kivu, et, en 1897, n'étant pas de force à y affronter les mutins, la colonne Dubois, qui occupait la zone frontière entre les territoires belge et allemand, abandonna la région.

En 1898, les Allemands, profitant du départ des Belges, s'installèrent sur l'axe Rusizi-Kivu afin d'interdire aux révoltés de pénétrer en zone allemande.

Le 23 mars 1898, l'e.i.c. proteste contre cette installation-incursion, et le gouvernement impérial, par la voix du comte d'Alvensleben, se veut apaisant : l'initiative allemande n'est que défensive. L'e.i.c., qui ne partage pas cette idée, demande, le 22 avril 1899, qu'une commission mixte soit désignée afin qu'un tracé frontalier incontestable soit effectué.

En 1895, le comte d'Alvensleben avait proposé qu'il soit renoncé à la frontière conventionnelle tout artificielle qui séparait théoriquement les possessions congolaises de celles de l'Allemagne et de la remplacer par une frontière naturelle correspondant aux réalités géographiques ou topographiques locales. Les propositions allemandes furent officiellement présentées le 4 mars 1895 :

« Un large et profond fossé géologique relie le lac Tanganyika aux lacs Albert et Edouard ; dans ce fossé, le lac Kivu et la rivière Rusizi présentent des points de repère naturels. Au nord, c'est le fond de la vallée encaissée entre les monts Virunga (Birunga) et le versant occidental du plateau du Ruanda qui formerait jusqu'au parallèle 1° 10' de la latitude sud une frontière reconnaissable. » (Van Zuylen, 1959: 385).

Les autorités belges hésitèrent à prendre en compte cette évidence géographique, car l'accepter aurait entraîné des pertes territoriales pour le Congo. Néanmoins, le 15 juin 1899, l'e.i.c. accepta la proposition de frontière et les conséquences territoriales en découlant à la condition que l'Allemagne lui offre des compensations ailleurs.

Désormais, l'Allemagne considère que le Kivu lui appartient, ce que nie la Belgique, et en 1900, les deux parties entament des pourparlers à Bruxelles.

Il est décidé l'envoi d'une mission chargée de relever exactement et de placer sur une carte le lac Kivu et la Rusizi. Sur place, les rapports se tendirent et le capitaine Bethe, résident impérial pour le Rwanda et le Burundi, fit évacuer les Belges qui s'étaient installés dans la vallée du lac Kivu et notamment sur l'île Idjwi <sup>7</sup>.

Le 6 août 1906, un accord est signé, qui prévoyait l'envoi d'une commission mixte destinée à fixer la ligne médiane du lac Kivu, laquelle déterminerait la possession des îles. Mais, en décembre, le gouvernement allemand fit valoir de nouvelles prétentions dans la mesure où la ligne géométrique ou médiane présentait l'inconvénient de ne tenir aucun compte des réalités ethnographiques, géographiques et politiques. La négociation était dans l'impasse, et l'e.i.c. proposa un arbitrage international ou des compensations. En 1907, l'Allemagne refusa ces deux possibilités offertes pour sortir de la crise.

Finalement, la conférence de Bruxelles permit de régler

7. Voir plus loin au chapitre VIII.

ce conflit. Réunissant des représentants de l'Allemagne, de la Belgique et de la Grande-Bretagne, elle s'ouvrit le 8 février 1910. La délimitation de deux frontières était à discuter : celle séparant à l'Est le Congo belge et les colonies allemandes et au Nord, celle entre le Rwanda allemand et l'Ouganda anglais. Au cours des discussions, les Belges tentèrent de faire reconnaître leurs droits territoriaux mais les délégués allemands réfutèrent leurs arguments. L'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient en harmonie de vue sur trois points :

- nécessité de définir une frontière naturelle qui devrait remplacer le tracé artificiel décidé en Europe, avant l'exploration de la région, même si la Belgique devait voir son immense domaine légèrement amputé ;
- prise en compte de l'occupation de la région contestée. Ce point était un argument important en faveur de la thèse allemande, car le Reich s'était effectivement établi dans cette zone depuis au moins dix années ;
- communauté de vue entre les deux puissances pour forcer la Belgique à céder.

En 1910, un accord est signé à Bruxelles et la frontière Congo-Est africain allemand arrêtée comme suit : « Une ligne partant de la Rusizi aboutit au nord en un point de la rive située à égale distance de Goma (poste belge) et Kissegnie (Gisenyi). »

Cette ligne laissait à l'Ouest les îles Iwinza, Nyamarangu, Ijwi et Gitanga qui revenaient au Congo. Au Nord, la frontière suivait la ligne qui part de la rive nord du Kivu, passant par le volcan Karisimbi, pour aboutir au Sabyinyo dont le sommet marquait le point de jonction des territoires allemand, belge et anglais.

L'Allemagne parvint donc à faire triompher ses vues concernant l'établissement d'une frontière naturelle, même si elle perdait la moitié occidentale du lac Kivu et les îles qui y sont situées.

La Grande-Bretagne, qui revendiquait tout le Bufumbira, cette région située au nord de la chaîne volcanique

qui forme la frontière septentrionale du Rwanda, n'obtint pas une entière satisfaction et se contenta d'un accès aux trois sommets les plus orientaux.

La question frontalière réglée, les arrière-pensées demeurent et les Belges soupçonnent l'Allemagne de vouloir s'emparer du Congo avec l'aval des Britanniques. Même si l'idée allemande n'est pas aussi radicale et si les gouvernements se défendent énergiquement de nourrir des ambitions territoriales sur la colonie belge, la réalité économique montre bien que l'Allemagne s'intéresse de plus en plus au Congo. Ainsi le Reich accélère-t-il la construction du *Zentralbahn*, chemin de fer reliant l'océan Indien à Ujiji sur le lac Tanganyika. En 1914, la ligne sera achevée. Le but allemand était de drainer à travers le territoire allemand les richesses minières du Katanga.

Emil Zimmermann, soutenu par la Société coloniale, par le journal *Hamburger Nachrichten* et par le *Ostafrikanische Bahngesellschaft*, écrit ouvertement ce que beaucoup pensent tout bas :

« Celui qui détient les grandes voies de communication dictera l'avenir économique et, en fin de compte, politique des territoires voisins. Des chemins de fer, reliant Douala aux frontières de l'hinterland français, rendront à la longue intenable la possession de ces régions par la France (...). Il faut insister sur une expansion économique pour laquelle l'Allemagne a des atouts. L'ancienne économie congolaise d'exploitation se meurt. Le Congo est appelé à se couvrir de plantations et de mines, et les colonies allemandes voisines sont bien placées pour y écouler leurs produits agricoles. Pour ces échanges commerciaux, il faut avant tout une politique des chemins de fer. »<sup>8</sup>

La réalisation de la Mittelfrika devrait permettre à l'Allemagne d'établir une communication entre les pos-

8. Cité par Colette Dubois, op. cit., pp. 120-121.



sessions du Cameroun et celles de l'Est africain. Une fois le chemin de fer de Dar es-Salaam au lac Tanganyika achevé, Stanleyville au Congo belge ne sera plus qu'à 10 jours de l'océan Indien. Pour les pangermanistes : « Ce chemin de fer est comme un nouvel anneau de la chaîne des voies ferrées qui, un jour, uniront entre elles nos colonies d'Afrique. »

Les ambitions allemandes étaient donc réelles. Etaient-elles pour autant aussi tentaculaires et apocalyptiques que les descriptions des milieux coloniaux français de l'époque l'affirmaient ?

### CHAPITRE III

#### LE CAMEROUN AVANT 1914

Le Cameroun allemand était un territoire de 900 000 km<sup>2</sup>. Sa plus grande longueur, du lac Tchad au nord à Bonga, dans la région du Congo dans l'extrême sud, était de 1500 kilomètres ; quant à la distance séparant le littoral atlantique de sa frontière orientale, elle était de 1 100 km.

Sur ces immensités, deux grands types de climat et de végétation peuvent être identifiés : le Sud, jusqu'à Yaoundé, est le pays de la forêt tropicale, dense, humide, secrète. Au Nord, les ondulations de la savane s'étendent jusqu'au lac Tchad. Bordant le Nigéria, une zone montagneuse comprenant le massif des Mandara et le mont Cameroun — ce dernier culminant à plus de 4 000 mètres — constitue un milieu très différencié par rapport à ceux que nous venons de mettre en évidence.

Les trois millions d'indigènes qui peuplaient la colonie allemande appartenaient à plusieurs races ; dans le Nord vivaient les éleveurs musulmans, Peuls pour l'essentiel, qui avaient fondé des émirats. Plus au Sud, les Haoussa, également islamisés. Au centre du Cameroun, les Bali et les Banyang et sur la côte, les Douala, Batanga...

Le nom Cameroun a une origine portugaise et il remonte à l'extrême fin du xv<sup>e</sup> siècle quand des navigateurs lusitaniens, lancés à la découverte des rivages africains, mouillèrent dans l'estuaire d'une large rivière dans laquelle abondaient les crevettes — camaraos en portugais — et qu'ils baptisèrent *Rio dos Camaraos*. Les marin anglais adoptèrent ce nom en l'anglicisant, et il devint le Cameroun.

La région était peuplée par la puissante tribu des Douala qui ne permit pas aux Européens de visiter l'arrière-pays. Négriers anglais, hollandais ou français demeuraient sur le littoral, surtout dans la baie du Cameroun où les Douala leur livraient des esclaves. Les profits de la traite enrichirent ce peuple guerrier qui réussit à maintenir son monopole d'intermédiaire entre les zones de capture des esclaves, loin dans l'arrière-pays, et les navires européens. Afin de défendre leur monopole, les Douala interdisaient aux Européens de s'aventurer dans l'intérieur du pays. Une fois encore, l'on constate que ce sont des Noirs qui capturent et vendent d'autres Noirs et non les Européens <sup>1</sup>. Il fallut attendre 1837 pour que, au nord du delta du Cameroun, une concession soit attribuée à des Européens, des Britanniques en l'occurrence. Puis, en 1845, afin de lutter contre la traite, le missionnaire baptiste Alfred Saker s'établit sur le site de la future ville de Douala.

En 1848, une autre mission fut fondée, à Bimbia cette fois, et, peu à peu, les Douala se convertirent et abandonnèrent le commerce des esclaves. En 1858, Saker créa à Victoria, dans la baie d'Ambas, une colonie d'esclaves libérés, et les commerçants européens commencèrent à véritablement s'installer sur le littoral. Parmi eux, les Allemands et les Britanniques dominaient.

1. Voir mon livre *Afrique, l'histoire à l'endroit*, Perrin, 1989.

### *Les commerçants allemands*

Ce sont des initiatives commerciales privées qui ont donné naissance au Cameroun allemand. Le premier protectorat du Reich fut un petit territoire à l'est du Rio del Rey qui reçut le nom de Cameroun.

L'Allemagne tira parti des lenteurs britanniques, bien que la volonté berlinoise de fonder une colonie dans la région ait été pour le moins hésitante. Les étapes de la pénétration allemande tiennent en quelques dates.

En 1860, le botaniste Gustav Mann explora les pentes du mont Cameroun, inaugurant ainsi une phase de présence allemande de plus en plus active dans la région. En 1848, Johannès Thormälen, un commerçant qui représentait la maison *Woermann* de Hambourg, s'installa dans la baie du Wouri. En 1884, la firme demanda au ministère des Affaires étrangères qu'un consul soit nommé au Cameroun, mais la requête demeura sans suite.

En 1875, la maison *Woermann* s'associa à la firme *Jantzen*, également de Hambourg, et une station fut créée sur le fleuve Cameroun. L'essor commercial résultant de cette fusion fut considérable, dépassant largement le cadre du littoral de l'actuel Cameroun puisque, en 1883, elle totalisait la moitié du volume du commerce de toute l'Afrique occidentale.

La société *Woermann* décida alors de concurrencer les Britanniques sur leur propre terrain, celui des transports maritimes, et une ligne maritime allemande fut ouverte entre Hambourg et l'Ouest africain.

L'Allemagne semblait donc bien placée, grâce à ses commerçants, pour pouvoir prendre pied au Cameroun, mais l'Angleterre veillait. A la suite de conflits entre les peuples côtiers et les commerçants européens, il fut décidé, puisque la seule puissance militaire exercée sur le littoral était celle de l'Angleterre, qu'une *Court of Equity* serait établie, composée de représentants de toutes les puissances concernées. Elle fut parfaitement inefficace.

Les commerçants anglais intriguèrent de leur côté à partir de 1882, cherchant surtout à persuader les chefs locaux de se placer sous protectorat britannique. Londres

commit une maladresse dont l'Allemagne profita : une demande de protectorat adressée à Londres demeura sans réponse durant un an et demi... Déçus, les chefs écoutèrent alors d'une oreille désormais bienveillante les propositions des commerçants allemands leur conseillant de se placer sous protection du Reich.

Le 22 décembre 1883, l'Allemagne décida l'envoi d'un navire de guerre avec à son bord un commissaire impérial, le Dr Nachtigal, habilité à conclure des traités avec les chefs africains et à placer sous protectorat la baie du Biafra et le littoral du Cameroun.

Cette décision réveilla les Britanniques qui engagèrent localement une véritable course afin d'attirer à eux les chefs des tribus côtières. Eux aussi envoyèrent un navire. Le premier vaisseau qui arriva était britannique, mais les chefs indigènes refusèrent l'offre de protectorat que son commandant leur fit, déclarant qu'il n'avait pas été répondu à leur demande antérieure. Le lieutenant anglais qui commandait le navire menaça les rois Bell et Aqua de brûler leurs villages si d'aventure ils se plaçaient sous protectorat allemand : affolés, ces derniers accoururent chez le commerçant allemand le plus proche pour lui rapporter les dires de l'officier britannique. Le ressortissant allemand leur conseilla alors de hisser le drapeau du Reich.

Le 11 juillet 1884, la *Möwe* était en vue. Le 12, les rois Bell et Aqua se placèrent officiellement sous protection allemande en abandonnant leurs droits de souveraineté à la firme *Woermann-Jentzen*, laquelle remettait ces droits au gouvernement allemand le 14 juillet. Les Anglais avaient perdu. Ils protestèrent énergiquement contre cette prise de possession, mais rien n'y fit. Nachtigal transmit la protestation à Berlin, mais le drapeau du Reich flottait sur la région.

Nachtigal ne s'en tint pas là, et la *Möwe* longea la côte, prenant possession de plusieurs comptoirs commerciaux allemands, là où les chefs locaux avaient cédé leurs droits aux représentants de la maison *Woermann-Jentzen*.

Ainsi en fut-il, le 22 juillet, de la région comprise entre les fleuves Cameroun et Lotte donnée à la firme *Woermann* par le chef Jambé. Le lendemain, la même opération se reproduisit entre les fleuves Lotte et Lokinidja, puis le 1<sup>er</sup> août sur les deux rives du fleuve Benito où la maison *Woermann* était propriétaire d'une bande de terre de 6 kilomètres de larges. Mais comme la France avait des droits sur ce fleuve, Nachtigal se rendit au Gabon afin d'y régler cette question avec les autorités françaises. La partie française réussit à le persuader, et il fit amener le drapeau du Reich qui flottait sur le Benito ; d'un commun accord, Français et Allemands décidèrent de fixer une frontière entre le Gabon et le Cameroun qui ne léserait aucune des deux parties.

Les rapports franco-allemands étaient bons dans le golfe de Guinée. Il n'en fut pas de même entre le Reich et la Grande-Bretagne, car cette dernière n'admettait pas que les rois Bell et Aqua se soient placés sous protectorat allemand. L'argument de Londres était clair : en 1879, puis en 1883, ces chefs avaient demandé la protection anglaise. Certes, le gouvernement britannique avait alors négligé de leur répondre et aucun accord n'avait été signé. Comme leur protestation demeura sans suite, les Anglais entreprirent de fomenter une sédition contre le roi Bell. Les missionnaires britanniques installés à Victoria ne furent probablement pas étrangers à cette agitation, et, en décembre 1884, la révolte gronda.

Le rival du roi Bell, Priso, chef de Bonaberi, contesta alors son pouvoir. Comme Bell était l'ami des Allemands, les partisans de Priso s'en prirent à ces derniers et le représentant de la firme *Woermann* qui résidait auprès de Bell fut attaqué, massacré, son corps dépecé et jeté dans le fleuve.

Le 18 décembre, du *Bismarck* et de l'*Olga* commandés par l'amiral Knorr débarquèrent des fusiliers marins qui rétablirent l'ordre avec fermeté.

Les soldats poursuivirent les meneurs, dont Prisa, qui fut découvert dans une mission anglaise, caché sous

un tas de sel. Le 23 décembre, l'amiral Knorr pouvait alors télégraphier à Berlin que ses hommes « ...ont écrasé les 20, 21 et 22 des partis de Nègres insurgés au Cameroun, abattu plusieurs chefs et un grand nombre de guerriers, anéanti des localités. Le prestige du drapeau et le calme ont été rétablis ».

Cette agitation marqua la fin des tentatives britanniques. Pour l'Allemagne s'ouvrait alors la période de l'exploration de l'arrière-pays encore largement inconnu ; ce fut l'origine de cinq grandes expéditions.

### *Le contrôle de l'intérieur*

La première expédition, dirigée par le Dr Schwartz et le lieutenant von Prittwitz, partit de Victoria en novembre 1885 pour atteindre Bovéa et Ikotto avant de revenir par le Mungo sur lequel ils naviguèrent en pirogue.

La seconde, qui vit la fondation du poste de Yaoundé en 1888, était dirigée par le capitaine Kund et le lieutenant Tappenbeck. Ils se mirent en marche en 1887 mais, au bout de quelques mois, Kund malade rentra en Allemagne pour s'y faire soigner. Tappenbeck poursuivit seul et il remonta la Sanaga. A bout de forces, il retourna vers la côte où il mourut d'épuisement en 1889.

Kund revint d'Allemagne afin de poursuivre l'exploration du centre du Cameroun et il se fit accompagner du lieutenant Morgen. A peine débarqué, Kund tombe à nouveau malade et Morgen s'enfonce dans l'intérieur, y dirigeant la troisième grande expédition de reconnaissance. Le 30 novembre 1889, il est à Yaoundé, base de son expédition, et il s'avance jusqu'en pays bété où il est attaqué.

En pirogue il redescend alors la Sanaga jusqu'à Edéa où il refait ses forces et, en juin 1890, il se joint à l'expédition de reconnaissance organisée par la firme *Woermann-Jantzen*. Le lieutenant Morgen fonde le poste de Kaiser Wilhelmsburg, puis il arrive à Yoko et poursuit sa route en direction de Mbam. Traversant le pays des

éleveurs peuls, il atteint la Bénoué et rentre par Lagos en mars 1891.

En 1889-1890, le Dr Zintgraff contourne le mont Cameroun et fonde le poste de Baliburg. Il part ensuite vers Donga pour atteindre la Moukari, affluent de la Bénoué, concluant ainsi la quatrième grande expédition de découverte.

La 5<sup>e</sup>, organisée en Allemagne par le *Kamerun Komitee* et dirigée par Passarge et Uchtritz, doit placer la région de la Haute-Bénoué sous protectorat allemand, reconnaître et explorer l'Adamaoua et tenter de se faire un allié du puissant sultan de Baguirmi. L'expédition part de Yola, dans l'actuel Nigeria, en juillet 1893, atteint Garoua, Laddo et Maroua, pour rentrer *via* Ngaoudéré qui devient protectorat allemand le 27 janvier 1894.

Comme dans les autres colonies allemandes, après la phase de la prise de possession et celle des reconnaissances arrive celle de la pacification. Elle se déroule en deux temps : dans le Sud « utile » tout d'abord, puis dans les savanes du Nord.

La révolte des soldats dahoméens<sup>2</sup>, enrôlés dans la force de police du Cameroun, matée (15-23 décembre 1893), les principales opérations se déroulèrent dans le centre du pays qui fut pacifié par la major Hans Dominik. En 1896, il écrase la révolte des Yaoundé puis il pacifie les Bassa et les Bakoko qui tiennent la région entre Douala et Yaoundé.

En 1899, les Boulou se soulèvent. Le poste de Kribi est assiégé et la mission catholique pillée. Rapidement, un renfort débloque l'agglomération, mais les Boulou se réfugient en forêt où la guérilla durera jusqu'en 1901.

Avec le problème boulou s'achève la pacification du Cameroun méridional, forestier et païen. Désormais, les efforts allemands porteront sur les savanes islamisées

2. A Douala, 53 policiers se mutinent, tuent un fonctionnaire allemand et occupent un poste administratif avant d'en être chassés par une compagnie d'infanterie de marine. En fuite, ils furent tous livrés par la tribu des Douala.



du Nord où les Peuls éleveurs et cavaliers dominent des ethnies paysannes et païennes. La première expédition militaire allemande dans le Nord date de 1899 quand la colonne von Kamptz, aidée par les volontaires du lamido (le « roi ») de Ngaoundéré, s'empare de la ville de Tibati.

En 1900, après que les colonnes françaises de Foureau-Lamy, Gentil et Joalland-Meynier eurent battu et éliminé la puissance de Rabah à la bataille de Kousseri au sud du lac Tchad, la menace que le chef esclavagiste faisait peser sur le Nigeria britannique et sur le nord du Cameroun disparaît. Les Allemands en profitent alors pour écraser les dernières résistances, dont celle de Soulé, lamido de Rey.

Au mois de mars 1907, les Britanniques, qui sont en guerre contre les sultans musulmans du nord du Nigeria, battent Soubeïrou, l'émir de Yola, qui se réfugie en territoire allemand avec plusieurs centaines de guerriers. Dans un premier temps, il s'installe à Garoua d'où le capitaine von Clausbruch le repousse. Il se fortifie ensuite à Maroua où le major Dominik l'écrase. La région sera définitivement pacifiée quand Dominik aura installé un poste fortifié à Mora, chez les Mandara.

### *Le Cameroun allemand*

Comme nous l'avons vu plus haut, l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 prévoyait un échange territorial au profit du Cameroun. L'Allemagne acquit ainsi le *Neu-Kamerun*, soit 275 000 km<sup>2</sup> pris sur l'Afrique-Equatoriale française qui éclata en trois ensembles disparates.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1912, le Cameroun s'agrandit du « Triangle d'Ouessou », longue bande de terre qui permit à l'Allemagne d'enclaver la Guinée espagnole dans son territoire et d'élargir son influence en direction du Gabon.

L'économie du territoire démarre lentement. Et pourtant, l'administration impériale a des projets. Ils sont même très ambitieux puisqu'ils prévoient de faire de Douala le débouché de toutes les productions d'une vaste partie de l'Afrique centrale. Mais il y a un préalable qui est, une fois encore, la création de voies de communication et surtout de trois lignes ferroviaires qui devront transformer le Cameroun en plaque tournante obligée pour les pays voisins. La guerre ne laissera pas le temps aux ingénieurs allemands d'achever la construction de ces voies ferrées. Le plus colossal parmi les projets du Cameroun allemand était la voie du nord ou *Nordbahn* qui devait atteindre le lac Tchad. En 1914, 160 kilomètres de voies étaient posés entre Douala et N'Kongsamba.

Le *Mittellandbahn* devait, quant à lui, permettre de relier l'est et le sud-est de la colonie à Douala. Cent cinquante kilomètres de voies étaient achevés en 1914, et la priorité fut donnée à cet axe qui devait atteindre Mbalmajo sur la rivière Njong — à environ 300 km de Douala — où il était prévu qu'il se diviserait en deux lignes. La première, ou ligne Est, avait pour but Zinga sur l'Oubangui *via* Bertua et Baturi. La seconde, ou ligne Sud-Est, aurait pour terminus Ouesso. Ainsi, les deux pénétrantes territoriales, acquises par les Allemands à la suite de la convention du 4 novembre 1911, serviraient à développer une vigoureuse politique économique en direction de l'Afrique-Equatoriale française.

Le troisième projet ferroviaire était la voie du Sud, ou *Sudbahn*, à destination du Gabon, mais il en resta au stade de l'étude, puis fut abandonné. Au total 3 000 kilomètres de voies ferrées étaient en projet.

Le développement des voies de communication devait aussi se faire en utilisant le réseau fluvial et grâce au lancement de vapeurs. Tous ces projets avaient pour finalité de faire de Douala le point d'aboutissement de toute l'Afrique équatoriale, mais aussi centrale et également sahélienne, ou tout du moins tchadienne. Douala, capitale du Cameroun de 1885 à 1901, fut dépossédée par Bovéa dont l'altitude en faisait un site moins malsain

pour les Européens, mais, en 1909, après un fort tremblement de terre, la capitale fut de nouveau fixée à Douala.

D'importants travaux devaient être entrepris afin d'ouvrir l'estuaire aux navires de fort tonnage. Comme le remarque Colette Dubois (1985 : 124) :

« (...) Grâce au chemin de fer allemand, les marchandises seraient transportées de Marseille à Fort-Archambault en trois mois, au prix de 500 francs la tonne, au lieu des onze à dix-huit mois, au prix de 1 100 à 3 000 francs la tonne, dans les circonstances existantes, en 1913. Le Gabon et le Congo, le Tchad et l'Oubangui-Chari tomberaient sous la tutelle économique du Cameroun, grâce aux voies de communication germaniques. Toute l'a.e.f. serait réduite au rang d'hinterland du Cameroun.

On comprend pourquoi Paris se soit inquiété et élabore à son tour un projet de voies en mesure de rivaliser avec celui des Allemands. »

En 1913, l'Afrique-Equatoriale française est déjà largement connectée au réseau du Cameroun allemand. L'exemple du Gabon est éloquent : la part de l'Allemagne y est plus importante que celle de la France au plan des exportations de ce territoire (22 % contre 19 %). Quant aux importations en provenance d'Allemagne, elles augmentent d'année en année. La raison en est donnée par Colette Dubois (1985 : 140) :

« Que constate-t-on pour un même produit ? Des différences de prix de 50 à 100 % font pencher la balance vers les produits allemands, transportés par des navires allemands.

L'industrie germanique est soutenue par une politique maritime qui la stimule, en lui trouvant des débouchés. La ligne allemande, la *Woermann*, multiplie les escales sur la côte africaine et adopte un tarif tenant compte du poids du fret.

Ainsi, en 1913, les ports gabonais ont vu entrer 135 navires allemands et seulement 81 navires français. (...)

Les avantages consentis par la *Woermann* incitent les producteurs de l'a.e.f. à recourir à ses lignes. L'Allemagne devenait ainsi le meilleur client du Gabon pour les bois tropicaux et pour les palmistes. »

Les milieux coloniaux français sont conscients du danger et la réponse de la France se situera sur le même terrain que l'offensive allemande, celui du réseau ferré avec les projets Pointe-Noire-Brazzaville-Ndjole-Kanjama-Libreville-Ouessou-Bangui et Fort-Crampel.

Une économie de plantation fut également développée au Cameroun, axée sur le caoutchouc et sur le cacao. En 1914, sur 24 sociétés coloniales de plantation installées au Cameroun, 14 produisaient du caoutchouc et 9 du cacao. En 1902, la colonie produisait 1 143 tonnes de cacao et 4 552 en 1912 ; quant à la production de caoutchouc, elle doubla entre 1907 et 1912, passant de 74 à 150 tonnes. En 1913, le Cameroun exporta pour 184 000 marks d'ébène et pour 450 000 marks d'acajou. A la veille de la guerre, la principale exportation du territoire était encore le morfil, ou ivoire brut, pour une valeur de plus de 500 000 marks.

Au Cameroun, l'Allemagne entreprit une ambitieuse politique d'urbanisation. En 1914, Douala était devenu un port important et la ville, divisée en trois quartiers, remplissait plusieurs fonctions.

Au sud, se trouvait le port et son embarcadère, les maisons de commerce, les magasins, le palais du gouverneur, les locaux administratifs et les résidences des principaux fonctionnaires. Au centre, sur le plateau, était bâti le quartier populeux d'Akoua avec ses importantes missions protestantes. Au nord, un autre quartier indigène, Deido, en bordure du Wouri, abritait quelques industries dont une briqueterie, une scierie, mais aussi des hangars et des entrepôts.

Yaoundé fut fondée par les Allemands sur un plateau de 300 mètres d'altitude, long de 8 kilomètres et large de 5. Le choix de ce site salubre fait, les ingénieurs du Reich se mirent aussitôt au travail, et un plan d'urbanisme les guida. Des routes, de larges avenues furent tracées et plantées d'arbres. Des fontaines, des écoles, des dispensaires sortirent de terre, mais aussi les locaux de l'administration, les maisons des Européens, le poste militaire avec une enceinte crénelée, entouré d'un fossé enjambé par un pont-levis.

## CHAPITRE IV

### LE TOGO AVANT 1914

Le littoral du golfe du Bénin, échancrure secondaire du golfe de Guinée, a longtemps été désigné sous le nom de « Côte des Esclaves ».

En 1875, la Grande-Bretagne occupe une partie de la côte et s'installe en Côte-de-l'Or. Entre cette colonie britannique et le Dahomey se trouve le Togo, territoire tirant son nom d'un village côtier qui fut le tout premier point de débarquement allemand.

Entre 1682 et 1717, le Grand Electeur Frédéric-Guillaume tenta d'implanter une colonie dans la région du Cap des Trois-Pointes, mais il dut affronter les Hollandais. Cette tentative allemande demeura sans suite. Il faudra attendre 1880 pour que les premières factoreries allemandes soient créées dans le futur Togo, en territoire indépendant, c'est-à-dire non encore contrôlé par les Anglais. Ces derniers alertèrent leurs représentants politiques sur le danger qu'il y avait à laisser attirer hors du contrôle britannique un nombre de plus en plus important d'indigènes lassés de devoir acquitter des droits aux douanes anglaises.

Les Britanniques cherchèrent alors à élargir leurs éta-

blissements de la Côte-de-l'or en s'attirant les bonnes grâces des chefs locaux et en tentant de les lancer contre les traitants allemands afin de créer le prétexte d'une intervention puis d'une annexion.

En 1884, le gouvernement allemand réagit à la demande de ses ressortissants, essentiellement des représentants de maisons commerciales de Brême et de Hambourg, et décida l'envoi de navires de guerre et d'un commissaire impérial chargé de conclure des traités avec les chefs indigènes. Dans l'immédiat, le navire *La Sophie* prit la mer et, le 30 janvier 1884, il mouilla devant Petit-Popo où les commerçants allemands se trouvaient menacés. Impressionnés par la force allemande, les chefs de la région se placent sous la protection du Reich.

Le 2 juillet, la *Möwe* mouilla à Petit-Popo avec à son bord le Dr Gustav Nachtigal, commissaire impérial. Le 6 juillet 1884, le drapeau du Reich était hissé à Lomé.

Les résidents allemands pressèrent alors Nachtigal de déclarer Petit-Popo protectorat allemand, mais celui-ci refusa, car les instructions de Bismarck étaient claires : ne pas gêner la France et ne pas léser ses intérêts dans la région, les rapports entre puissances européennes ne devant pas être aggravés par des tensions coloniales, somme toute de peu d'intérêt. Or la région de Petit-Popo a été placée sous protectorat français depuis 1883 ; mais, entre Porto-Seguro, limite de la zone française et la Côte-de-l'Or britannique, il demeure un corridor d'environ vingt-cinq kilomètres de large, le long de l'océan, qui n'appartient encore à aucune puissance européenne et dans lequel vivent des tribus éwé.

Nachtigal y débarque et place la région sous protectorat allemand. Le Togo allemand est né. Avant de repartir, Nachtigal nomme un consul qui va élargir la zone allemande en faisant signer des traités à de nombreux chefs de l'intérieur. Ce consul, Henri Randad<sup>1</sup>, va, à lui seul, presque sans aide, créer le Togo en

1. Ou Rendad.

empiétant sur la zone française de Porto-Seguro, légitimant son action en se basant sur le traité signé par Nachtigal, dans lequel il était précisé que les limites du royaume de Malpa — celui-là même qui s'était placé sous protectorat allemand — allaient bien à l'est de Porto-Seguro. Pour Randad, les choses sont claires : cette dernière région est donc partie intégrante du territoire allemand, et ce d'autant plus qu'à aucun moment la France n'a effectivement pris possession du territoire. Elle ne l'a pas fait, car la Grande-Bretagne a menacé. Londres n'hésite pas à déclarer qu'étant installée à l'est, dans le Nigeria et à l'ouest, en Gold Coast (la Côte-de-l'Or), le territoire situé entre ces deux bases lui appartient. La France hésitera deux années, de 1883 à 1885, avant de décider de faire respecter ses droits sur la région.

Après de longues discussions, les Britanniques renoncent enfin à leurs exorbitantes prétentions et, en avril 1885, *la Mésange*, un navire français, mouille à Cotonou afin de proclamer effectivement le protectorat français sur les points de la côte englobés dans la zone française. La mission est presque accomplie quand un navire allemand, le croiseur *Bismarck*, avec à son bord un officier de haut rang, l'amiral Knorr, met à terre une compagnie de débarquement pour affirmer les droits du Reich sur la région de Porto-Seguro. Finalement, il est décidé localement de s'en remettre aux décisions des deux gouvernements.

En attendant, Ernest Falkenthal, premier commissaire impérial pour le Togo, débarque à la fin juin 1885 à Lomé, et il poursuit la politique d'empiètement de la zone française inaugurée par Randad, mais Bismarck le désavoue, car, depuis avril 1885, Paris et Berlin négocient. Les arguments de l'Allemagne sont simples : la colonie du Togo n'est pas viable avec une façade maritime de 25 kilomètres à peine, et elle propose en conséquence d'échanger Porto-Seguro contre des établissements ou des droits sur la côte de Guinée dans la région de Conakry.

Le 24 décembre 1885, l'accord est accepté sur les bases



des propositions allemandes ; le Togo allemand et la Guinée française viennent de naître.

### *Explorations et prise de possession*

L'Allemagne va procéder avec méthode et commencer par explorer l'intérieur de sa nouvelle colonie. Aujourd'hui, le Togo n'est qu'une étroite langue de terre aux frontières artificielles, mais il s'en est fallu de peu que ce territoire ne devienne une partie d'un grand ensemble allemand ouest-africain. Robert Comevin l'explique parfaitement :

« L'Allemagne alors a la chance d'avoir pour arrière-pays le “ no man's land ” situé entre l'Achanti et le Dahomey. A l'ouest, les Anglais sont barrés par le roi du Koumassi dans leur progression vers le nord, cependant qu'à l'est les Français sont dans la même position par rapport au Dahomey. S'ils arrivent suffisamment tôt dans le nord, les Allemands peuvent atteindre le Niger et s'étendre dangereusement vers le Gonja et le Mossi.

Si cette possibilité de 1889 s'était réalisée, c'est alors le Togo allemand qui, avec le Cameroun, eût formé tenaille autour du Nigeria (...) » (Cornevin, 1968: 161).

La situation des puissances coloniales installées sur le littoral est claire dans la mesure où chacune dispose d'une façade maritime reconnue par les autres puissances et qu'il leur faut, au plus vite, organiser, primo la reconnaissance de l'hinterland et secundo effectuer la prise de contrôle le plus loin possible vers le nord, jusqu'au moment où le pavillon d'un autre Etat colonial sera rencontré. C'est très exactement ce que vont faire les Allemands du Togo.

La première exploration est celle du Dr Adolf Krause. Son but était, à partir d'Accra, de rejoindre Tripoli en passant par Ouagadougou, et il sillonna une partie du

Sahel en direction du royaume du Macina. En décembre 1886, alors qu'il se trouvait à 300 kilomètres de Tombouctou, il dut faire demi-tour. Il revint vers Porto-Seguro en traversant du nord au sud ce qui deviendra le Togo.

Adolf Krause fut le premier Allemand ayant reconnu une partie de la future colonie du Reich, mais l'exploration systématique de la région débuta un peu plus tard, en 1888, et elle fut réalisée par des officiers vétérans des voyages africains, le capitaine von François et le médecin militaire Ludwig Wolf.

Débarqués ensemble en 1888, ils mènèrent chacun une expédition, von François vers le nord-ouest et le Dr Wolf vers le nord, pour tenter d'atteindre le fleuve Niger.

Au nord de Palimé, von François se dirige jusqu'au 12<sup>e</sup> parallèle, mettant un immense territoire sous souveraineté allemande grâce à des traités de protectorat qu'il signe avec de nombreux chefs locaux. Prenant l'avantage sur les Britanniques qui sont bloqués dans leur expansion vers le nord en raison de la guerre de l'Achanti<sup>2</sup>, von François verra ses efforts réduits à peu de chose dans la mesure où, pendant qu'il rattachait ces régions à l'Allemagne, Londres réussissait à persuader Berlin de neutraliser<sup>3</sup> la région.

### *Von François*

Les ancêtres de Curt von François sont des vikings installés en Normandie en 917<sup>4</sup>. Certains de leurs descendants se convertirent au protestantisme et, en 1685, lors de la révocation de l'édit de Nantes, Etienne de François émigra en Allemagne. En 1774, les François furent admis

2. A cette époque, en effet, Kwakou Dwa III, dit Prempeh (le gros), monte sur le trône (1888-1896) et tente une politique de consolidation du royaume indépendant de l'Achanti.

3. Traité du 14 mars 1888.

4. Cornevin, 1966 : 5-6.

dans la noblesse prussienne et ils prirent le nom de von François. Curt participa à la guerre de 1870 durant laquelle le général von François, son père, fut tué. Il termina la campagne avec le grade de lieutenant et la décoration de la Croix de fer.

Il entre ensuite au service du roi des Belges afin de participer à l'exploration du bassin du Congo et il se joint à l'expédition de von Wissmann de 1883-1885. Il demeure au Congo jusqu'en 1887. Après un bref séjour en Allemagne, le 3 février 1888, il est sur le littoral togolais avec une mission : explorer le nord-est du territoire allemand afin de tenter de devancer les Français et les Britanniques sur le fleuve Niger.

Il franchit la montagne au nord de Palime et le col qu'il emprunte porte encore son nom. Il place sous souveraineté allemande les régions qu'il traverse mais ses efforts ne sont pas récompensés, car à la suite du traité germano-britannique des 12 et 14 mars 1888, une zone neutre est créée, englobant la presque totalité de ses acquisitions.

Von François ne restera d'ailleurs pas longtemps au Togo puisque, en avril 1889, la situation du Sud-Ouest africain exige qu'un chef énergique y soit nommé, et il est désigné pour cette mission. Une nouvelle étape de la vie de von François commence, la plus glorieuse.

Assisté du capitaine Kling, le Dr Wolf part de Sébé le 29 mars 1888. Le 2 juin, il fonde le poste de Bismarckburg en pays bédéré et, à partir de là, il place les contrées voisines sous protectorat allemand. Le 7 juin, il est en pays bariba quand il fait une chute de cheval. Ses blessures s'infectent et il meurt le 26 juin.

Le capitaine Kling poursuit les explorations à partir de Bismarckburg jusqu'en 1892, année de sa mort, survenue à Berlin où, épuisé, il était rentré pour y soigner une grave dysenterie.

La mort de Wolf et celle de Kling vont faire perdre à l'Allemagne un temps précieux dans la conquête du nord. L'Angleterre et surtout la France, après la victoire

du colonel Dodds sur Béhanzin, en profiteront largement pour étendre leurs domaines respectifs.

En janvier 1893, après la victoire française sur Behanzin, le gouverneur du Dahomey, Victor Ballot (1853-1939), cherche à devancer les Allemands sur la voie du Niger. Carnotville a été fondée en territoire français au nord-est de Bismarckburg, et la France rattrape son retard initial sur le Reich dans la région. Une véritable concurrence apparaît entre fonctionnaires des deux pays, chacun cherchant à empiéter sur le territoire de l'autre pour y signer des traités de protectorat avec les chefs locaux. La France prend l'avantage ainsi que l'explique Robert Cornevin (1968 : 178):

« Bloqué, opprimé par les armées d'Abomey, le groupement français, coincé sur la côte entre des frontières provisoires, se détend d'un seul coup comme le " champignon d'une bombe " brisant net les espérances allemandes sur le Niger. »

A partir du moment où les expéditions atteignent les régions islamisées, l'Allemagne semble reprendre l'avantage, recueillant ainsi les fruits de la politique musulmane suivie par le Reich. Habilement, les Allemands se font accompagner de pieux et lettrés musulmans qui officialisent les accords et les traités en les transcrivant en arabe.

De nombreuses expéditions vont permettre à l'Allemagne d'élargir l'hinterland du Togo. La première est celle du lieutenant Gruner à Say sur le Niger en 1894 et en 1895. Les principaux résultats seront obtenus par son adjoint, le lieutenant von Carnap-Quernheimb, qui réussira à conserver sous influence allemande la région de Pama, et ce en dépit des empiètements de la mission française du commandant Decœur.

Lors d'une seconde expédition lancée l'année suivante, la colonne von Carnap est furieusement attaquée au sud de Koupela par des guerriers konkomba. En 1896 et en 1897, les Allemands mettent sur pied deux expéditions

destinées à pacifier certaines tribus réfractaires à leur présence. Dans la région de Mango, les Dagomba sont plusieurs fois battus par von Massow ; le 4 décembre 1896, ils sont défaits et Yendi, leur capitale, prise. Mais l'hinterland commence à être également occupé par la France et par la Grande-Bretagne. C'est ainsi qu'une colonne française approche de Mango, et von Massow se hâte de rebrousser chemin afin d'y arriver avant les Français. Le 25 décembre, quand les Français arrivent à Mango, un poste allemand est en cours de construction et ils regagnent le Dahomey voisin. Au même moment, une patrouille allemande envoyée à Gambaga rencontre un détachement anglais. A l'est, une autre expédition allemande, celle du comte Zech, se dirige vers Djougou afin de placer la région sous l'autorité du Reich et en écarter les patrouilles françaises. Une course au traité se déroule alors entre les représentants des deux puissances.

La situation ne peut durer longtemps sans risquer de déboucher sur une crise majeure entre la France et l'Allemagne, et c'est pourquoi des négociations débutent fin mai 1897 afin de fixer d'un commun accord les frontières du Togo.

Le 23 juillet, les diplomates ont réglé cette question : entre le Togo allemand et le Dahomey français, la frontière est fixée, chaque partie faisant des concessions territoriales. A partir de cette date, l'entente franco-allemande est réelle dans la région. Ainsi, en septembre 1898, quand la mission mixte de délimitation doit successivement lutter contre les Kabré, les Sorouba et les Tambermo, dans le nord-est du Togo. Ce furent de durs affrontements dans lesquels officiers allemands et français combattirent au coude à coude l'ennemi commun.

## *La pacification*

A l'Ouest, la frontière entre le Togo et la *Gold Coast* britannique était imprécise, étant donné que le traité anglo-allemand du 1<sup>er</sup> juillet 1890 avait prévu une zone neutre, vaste quadrilatère englobant la boucle de la Volta Blanche. Le partage de cette zone posa de graves problèmes, et ce d'autant plus que le pays Gondja était en proie à de terribles guerres tribales.

Créée pour « geler » une situation de concurrence territoriale, cette zone ne permit pas de régler les questions qui se posaient, car Anglais et Allemands vont tour à tour y pénétrer pour y conclure des traités de protectorat avec les chefs locaux. En 1899, quand cette zone neutre fut supprimée, les Britanniques furent les bénéficiaires de l'opération puisqu'ils s'en attribuèrent les trois quarts.

Les frontières du Togo étant reconnues, il restait à l'Allemagne à pacifier l'ensemble du territoire, ce qui ne se fit pas sans problèmes.

Durant la phase de reconnaissance et d'installation, les Allemands durent souvent faire face à de sérieuses oppositions locales tournant parfois à l'affrontement. L'alliance de tribus islamisées leur permit cependant d'en venir facilement à bout. Les meilleurs alliés du Reich furent certainement les Cotokoli et les Djerma qui fournirent la majorité de la force de police locale. Les Tchokossi, ou Tyokossi, devinrent également des auxiliaires de la présence allemande après s'être opposés à elle en 1897. Ainsi les tribus islamisées ont-elles un excellent moyen de pérenniser leur pouvoir sur celles, païennes, qu'elles dominent traditionnellement. L'alliance allemande est même parfois pour elles le moyen de mater des vassaux rebelles ou d'imposer leur pouvoir à des peuples qui l'avaient toujours refusé. Quant aux Dagomba, également musulmans, ils lutteront farouchement contre la présence européenne, puis, quand leur territoire aura

été définitivement englobé dans le Togo, il deviendront, eux aussi, de fidèles serviteurs de l'Allemagne.

La principale difficulté rencontrée par les Allemands réside dans l'extraordinaire émiettement ethnique du Togo. Le morcellement tribal interdit en effet une pacification sur une vaste échelle. Il offre néanmoins un avantage dans la mesure où, à aucun moment, une fois les grands ensembles islamisés du Nord soumis, les forces allemandes n'auront à affronter des adversaires nombreux contrôlant d'immenses territoires ni même des coalitions. La pacification allemande se fera sous forme de multiples petites opérations.

En 1897-1898, dans le nord du Togo, les Konkomba se soulèvent, suivis des Kabré, et plusieurs postes sont menacés, dont celui de Bapuré. En voulant le dégager, une colonne commandée par le Dr Gruner tombe dans une embuscade et perd plusieurs hommes. Une de ses patrouilles, surprise, est même anéantie.

Depuis Mongo, le lieutenant Thierry, un descendant de Huguenots, lui envoie un secours de guerriers tyokossi. Ils sont attaqués et quasiment anéantis par les Konkomba. Gruner est encerclé à proximité de Bapuré, mais il parvient à retraiter et à trouver refuge à Bassari où son groupe est recueilli par le sergent Brutsh.

Le lieutenant von Massow quitte Lomé le 8 août et se dirige vers le nord afin d'y rétablir le prestige allemand. Il lui faudra 49 jours pour atteindre Bassari en raison de l'intensité des pluies qui rendent la marche très difficile. Von Massow lance son offensive au début de la saison sèche et il mate les insurgés. Le 20 novembre 1897, l'insurrection est quasiment terminée à l'exception de quelques opérations secondaires qui seront menées en mars 1898 ; le pays konkomba est désormais pacifié.

En janvier 1898, von Massow, Thierry et le Dr Kersting sont chez les Kabré pour y soutenir certains clans contre d'autres ; leur progression se fait sur trois axes : le Dr Kersting vient du nord-ouest traversant la Kara ; von Massow arrive de Bassari au sud, et après que ses 200 hommes eurent franchi la Kara, ils sont attaqués

par plusieurs centaines de guerriers repoussés à la mitrailleuse après de furieux corps à corps. De son côté, le lieutenant Thierry, qui a pénétré en territoire Kabré par le sud, doit également combattre à plusieurs reprises les redoutables guerriers indigènes.

La démonstration de force des Allemands a été payante ; impressionnés par les trois colonnes, les Kabré se soumettent. Désormais, en dehors de petites opérations de police, le Togo sera considéré comme pacifié. La période de la mise en valeur peut débiter.

### *Le Togo allemand*

Le cas du Togo est original, et Robert Cornevin n'hésite pas à écrire que :

« Le Togo, dans l'ensemble africain allemand, est le pays de l'équilibre, de la prospérité et de la bonne gestion. Les auteurs allemands l'ont appelé " Musterkolonie ", la colonie modèle. » (Cornevin, 1968: 186).

Les responsables de cette situation sont d'abord les fonctionnaires impériaux qui bénéficièrent de continuité. Un exemple : 3 gouverneurs sur 7 demeureront ensemble 20 ans dans le pays. Parmi ces hommes, August Köhler, qui séjourna sept ans au Togo, de 1895 à 1902, fut en 1898 le premier à porter le titre de gouverneur; auparavant, chacun de ses prédécesseurs eut un titre différent : Gustav Nachtigal et Ernst Falkenthal (1886-1889) étaient des « commissaires impériaux » et Jesko von Puttkammer (1889-1895), *Landeshauptmann*. August Köhler créa Lomé — où il est enterré — devenu siège du gouvernement en 1897.

Julius Zech auf Neuhofen resta six années au Togo (de 1904 à 1910), pays qu'il connaissait admirablement pour l'avoir sillonné à pied, en tous sens, passionné par ses habitants, sa flore, sa faune. Un autre gouverneur prestigieux fut le célèbre explorateur Adolf Friedrich



von Mecklenburg qui demeura au Togo de 1912 à 1914.

Le Togo fut divisé en cinq cercles dirigés par des chefs de circonscription territoriale. Les cercles du Nord-Togo sont interdits aux Européens en dehors des membres de l'administration ; il s'agit de Kété-Kratchi, de Sansanné-Mango et de Sokodé. Comme les missionnaires sont touchés par cette mesure d'interdiction, ils vont intriguer à Berlin. Or la fermeture de ces régions musulmanes aux missionnaires est en partie le résultat des pressions exercées en Allemagne par les partisans d'une active politique d'amitié entre le Reich et le monde musulman. Elle peut également être comprise comme la volonté de préserver les farouches et fières populations du Nord du contact avec des Européens non familiarisés avec les coutumes locales ou désireux de les combattre, comme les missionnaires.

Les rapports entre l'administration et les missions furent d'ailleurs exécrables, même dans le Sud, à Atakpamé où le chef du cercle Schmidt osa faire incarcérer des missionnaires catholiques. L'affaire fit grand bruit au Reichstag, les députés du parti catholique, le *Zentrum*, prenant naturellement fait et cause pour les religieux. Le fond de l'affaire était pourtant simple : les missionnaires menaient une guérilla contre Schmidt, lequel aimait la compagnie de jeunes beautés locales, et Schmidt reprochait aux pères d'inciter les chefs à la désobéissance.

A force d'insistance, et après avoir fait jouer plusieurs groupes de pression en Allemagne, les missionnaires catholiques et protestants reçurent la permission de s'installer dans le cercle de Sokodé.

Comme dans toutes leurs colonies, les Allemands développent au Togo une politique économique fondée sur les voies de communication.

En raison de l'importance de la maladie du sommeil, les transports par attelage de chevaux étaient quasiment inexistants. Le portage ou les charrettes tirées à bras d'homme étaient le seul moyen d'acheminer du matériel ou des denrées d'un bout du pays à un autre. Des routes

de 3 à 5 mètres de large furent tracées entre certains postes administratifs et, en 1913, la colonie en comptait 1 215 kilomètres.

Le port de la colonie, Lomé, était difficile d'accès en raison de la barre, et un wharf fut construit, mais il fut plusieurs fois détruit par les tempêtes ou même par un incendie. Sur ce wharf aboutissait un terminal de chemin de fer et, dans ce domaine, les Allemands réalisèrent de remarquables travaux.

La première voie ferrée, longue de 44 kilomètres et qui relie Lomé à Aného, fut achevée en 1905 ; une seconde, inaugurée en 1907, reliait Lomé à Kpalimé sur 119 kilomètres. En 1913, est terminée la ligne du nord entre Lomé et Atakpamé.

Enfin, quand la guerre éclate, une quatrième ligne est en construction entre Dioré et Tokpli, et des projets prévoient une longue ligne nordique jusqu'à Mango.



## CHAPITRE V

### LE SUD-OUEST AFRICAÏN AVANT 1914

La situation ethnique du territoire qui deviendra le Sud-Ouest africain allemand a toujours été d'une incroyable complexité et les Allemands l'apprirent de multiples fois à leurs dépens.

Tout le xviii<sup>e</sup> siècle, mais aussi le xix<sup>e</sup>, vit d'incessants combats opposer les pasteurs nomades, les agriculteurs et les Khoi-San<sup>6</sup>. Pour embrouiller encore davantage le puzzle ethnique, un nouveau peuplement, venu de la colonie anglaise du Cap, ravagea tout le sud du territoire ; il s'agit d'une population métisse originale à de nombreux points de vue.

#### *Les guerres du XIX<sup>e</sup> siècle*

A la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, l'expansion des Trekboers — éleveurs hollandais nomades — s'achève au sud du

1. Khoi-San : nom scientifique désignant ceux qu'une littérature désuète persiste à nommer Bushmen (ou Bochimen) et Hottentots.

fleuve Orange, submergeant les groupes Khoï qui deviennent les domestiques des Blancs. En quelques décennies, un nouveau peuple apparaît, les Oorlam ou « intelligents », qui sont des Khoï ayant adopté la culture, la langue, la religion, l'organisation sociale et militaire de leurs maîtres trekboers.

Certaines familles Oorlam s'enrichissent et décident, à l'imitation des Trekboers, d'entreprendre des *Treks* — ou migrations — pour leur propre compte. A la différence des Blancs qui partent vers l'est, vers les futurs territoires de l'Orange et du Transvaal, les Oorlam se dirigent vers le nord, dans le futur Sud-Ouest africain allemand, à la recherche de territoires où ils pourront s'établir.

Parmi ces familles, l'une, celle de Klaas Afrikander, quitte la colonie du Cap après avoir assassiné un fermier boer et s'enfuit au nord du fleuve Orange dans la région de l'actuelle ville de Warmbad. Au même moment, une autre puissante famille Oorlam, celle de Kobus Boois, s'établit à Bethany. Durant tout le début du xix<sup>e</sup> siècle, le mouvement s'amplifie et les nouveaux venus s'installent parmi les indigènes, les Namas, qui sont de purs Khoï (ou Hottentots) et qui n'ont pas subi l'influence des Blancs.

Les Namas sont éleveurs ; ils possèdent d'importants troupeaux et vivent en villages de 800 à 1 500 habitants mais, ayant une technologie précoloniale, ils sont surclassés par les Oorlam qui possèdent des armes à feu, sont cavaliers et ont accès aux biens vendus par les Blancs.

Des alliances sont conclues et, en 1823, Jonker Afrikander, le petit-fils de Klaas Afrikander, organise vers le nord une expédition de 300 Oorlam et Nama de la tribu Khoï associés.

En 1829, une terrible sécheresse oblige les Herero à reprendre leurs migrations interrompues depuis quelques dizaines d'années à peine. Poussant leur bétail devant eux, les pasteurs à la haute taille se dirigèrent vers le sud en refoulant les Nama. Refusant leur défaite, ces

derniers s'allièrent aux Oorlam dirigés par Jonker Afrikander, et, en 1835, ensemble, ils réussirent à repousser les Herero. Cette victoire ne profita pas aux Nama puisque leurs alliés d'hier, occupant leur territoire, y fixèrent leur capitale sur le site de l'actuelle ville de Windhoek.

Dans les années 1840-1850, les Nama se mettent à adopter la culture des Oorlam et, notamment, la pratique des commandos héritée des Trekboers.

C'est à cette période qu'émerge véritablement la civilisation Khoï des commandos nomades, si bien étudiée par Brigitte Lau (1982-1986). Mais, à la différence des commandos boers qui n'étaient mobilisés que pour la durée d'une campagne et qui voyaient leurs membres regagner leurs fermes une fois leur mission accomplie, les commandos Nama et Oorlam constituent la base permanente de la société.

Une rivalité opposa bientôt ces commandos. Vers 1850, le plus puissant d'entre eux est celui de Jonker Afrikander qui nomadise dans la région de Windhoek. Ayant noué de bons rapports avec les pasteurs herero, il reçoit l'autorisation de traverser le territoire de ces derniers afin de pouvoir aller chasser l'éléphant au nord et au nord-est des zones d'élevage herero.

En 1852, Oasseb, un chef nama, veut mobiliser tous les clans nama contre les Oorlam, mais il échoue. Pour compliquer la situation, en 1850, Jonker Afrikander avait massacré des Herero et les guerres étaient continues, les représailles succédant aux représailles.

Entre 1857 et 1860, les trois peuples — Oorlam, Nama, Herero — se réconcilièrent sur le dos des Ovambo qu'ils attaquèrent. Cette alliance ne survécut pas à la mort de Jonker Afrikander et, unis, les Oorlam et les Nama attaquèrent à nouveau les Herero qui réussirent à les repousser.

### *Les premiers Allemands*

C'est dans cet imbroglio ethnique que débute la présence européenne dans le territoire.

En 1806, des missionnaires allemands au service de la *Société des missions de Londres* (l.m.s.) s'établissent à Warmbad. A partir de 1814, deux importantes sociétés missionnaires protestantes s'implantent tour à tour au nord du fleuve Orange. Il s'agit de la *Wesleyan Methodist Missionary Society* et de la *Rhenish Missionary Society* qui multiplient les fondations, créant les premières infrastructures routières et tentant de pacifier les tribus.

La première de ces missions est fondée en 1814 par un Allemand du nom de Schmelen qui explora ensuite le pays, traversa le territoire damara et une partie de celui des Herero avant de s'installer à Okahandja.

En 1834, deux autres postes missionnaires sont fondés à Windhoek et à Gobabis. A la même époque, le littoral de la future colonie allemande commença également à intéresser les Européens. Tout le trafic maritime à destination de l'Asie empruntait alors la route du Cap et il apparut tentant à certains de créer un port en eau profonde quelque part entre la colonie portugaise d'Angola et la colonie britannique du Cap. Walfisch Bay fut choisie, car dans la région elle est la seule échancrure côtière à offrir la possibilité d'un vrai port en eau profonde. Des Européens s'y installèrent mais le comptoir ne fit que vivoter.

Dans les années 1860, d'autres établissements furent créés par la mission rhénane, dans le pays herero.

Au même moment, le chef Kamaherero développe la puissance de son clan et attaque les Nama. Le résultat fut une totale insécurité dans la région et une menace permanente pour les postes de mission. C'est pourquoi, en 1868, la mission rhénane demanda au royaume de Prusse d'intervenir militairement.

Dans ces années, qui précèdent l'unité allemande, les ambitions prussiennes sont européennes : la guerre contre l'Autriche vient de s'achever à Sadowa en 1866 et celle contre la France débutera bientôt en 1870. La Prusse, qui ne s'intéresse pas au Sud-Ouest africain qu'elle considère comme étant situé dans la zone d'influence britannique, propose l'envoi de deux navires, l'un anglais

et l'autre prussien. Londres estima qu'une telle expédition était inutile et s'engagea à assurer seule la protection de tous les Européens, mais sans avoir les moyens d'intervenir. La Grande-Bretagne pensait que tout le territoire lui appartenait, et son représentant, Palgrave, avait intrigué auprès des Herero qui lui avaient volontiers cédé le territoire des Damara qui ne leur appartenait évidemment pas !

Les missionnaires allemands protestèrent et, finalement, en 1880, les Britanniques ne firent valoir leurs droits que sur Walfish Bay, abandonnant les missionnaires allemands à leur sort et les laissant se débrouiller avec les indigènes...

En 1883, Franz Lüderitz (1834-1886) fait installer un comptoir à Angra Pequena, aujourd'hui Lüderitz. Le noyau à partir duquel l'implantation allemande va se développer existe désormais. Lüderitz, négociant en tabac à Brême, en Allemagne du Nord, a déjà l'expérience de l'Afrique puisque, en 1881, il a fondé un comptoir à Lagos. En 1882, avec Heinrich Vogelsang, son assistant, il rêve d'établir des comptoirs au Sud-Ouest africain afin de constituer l'amorce d'une colonie allemande.

En 1883, des contrats d'achat de territoires sont signés avec les chefs locaux, mais la Grande-Bretagne proteste, fondant ses droits sur l'existence d'une société du Cap installée dans les îles côtières où elle récoltait le guano.

Pour les Britanniques, la seule solution consisterait à annexer tout le littoral du territoire situé au nord du fleuve Orange, mais le parlement du Cap s'y oppose en raison du coût de l'opération.

En Grande-Bretagne même, le contexte n'est alors guère favorable à l'impérialisme, car les libéraux sont au pouvoir et les pertes subies contre les Zoulous, puis les déboires de la première guerre anglo-boer de 1880-1881<sup>2</sup>, tempèrent les ardeurs de ceux qui voudraient tenter une nouvelle aventure en Afrique australe. Et pourtant, quand

2. Voir Lugan, *Histoire de l'Afrique du Sud*, 1990.



en 1883 le gouvernement allemand demanda officiellement à la Grande-Bretagne si elle avait des droits sur tout ou partie de la région d'Angra Pequena, la réponse fut claire : les seuls droits britanniques s'exerçaient sur Walfish Bay et sur les îles, mais :

« Bien que la souveraineté de Sa Majesté n'ait pas été proclamée sur toute l'étendue de la côte, mais seulement sur des points déterminés, comme la baie de Walfisch et les îles situées devant Angra Pequena, le gouvernement de la Grande-Bretagne est cependant d'avis que toute prétention d'une puissance étrangère à la soumission ou à la juridiction sur le territoire situé entre la colonie portugaise s'étendant jusqu'au 18<sup>e</sup> degré de latitude sud et la colonie du Cap constituerait un empiétement sur ses droits légitimes. »

En mars 1884, se considérant donc libre dans un territoire sur lequel la Grande-Bretagne n'avait aucun droit réel, le gouvernement allemand accorde sa protection à ses ressortissants vivant dans les territoires acquis par Lüderitz<sup>3</sup>. Ainsi Lüderitz voyait-il ses efforts récompensés.

La décision allemande fut suivie d'une prise de possession officielle réalisée par l'envoi de deux navires de guerre qui mirent 200 hommes à terre et qui hissèrent le drapeau impérial. L'embryon de la future colonie du Sud-Ouest africain s'étendait le long de la côte, depuis le territoire britannique, au Sud, le fleuve Orange matérialisant la frontière jusqu'au 26<sup>e</sup> degré de latitude sud, et avec un arrière-pays s'étendant sur quelques dizaines de kilomètres.

3. Lüderitz comprit vite que le Sud-Ouest africain ne pourrait pas être le débouché dont il avait rêvé pour l'émigration allemande et, en 1884, il proposa vainement au Reich de prendre possession de la baie de Santa Lucia sur l'océan Indien. Son rêve était de fonder une colonie allemande s'étendant à travers l'Afrique australe, englobant les républiques boers et débouchant à la fois sur l'Atlantique grâce au Sud-Ouest africain et sur l'océan Indien.

Après qu'un autre navire allemand eut pris possession de la côte entre le 26<sup>e</sup> degré et la frontière portugaise de l'Angola, les limites de la colonie étaient clairement définies.

En septembre 1884, Gustav Nachtigal, commissaire impérial pour toute l'Afrique de l'Ouest, arrive à Angra Pequena à bord de la *Möwe* et, signant des traités de protectorat avec les chefs voisins de l'établissement allemand, il élargit le territoire de cette dernière.

Inquiète de voir l'Allemagne s'étendre vers l'intérieur de l'Afrique australe, la Grande-Bretagne fit savoir que le Kalahariland — le futur Bechuanaland ou Botswana — faisait partie du domaine britannique.

### *Les débuts de la colonisation*

En 1885, afin de démarrer la colonisation du Sud-Ouest africain, Lüderitz fonda une société qui fut reconnue par le gouvernement. Cette même année, Henrich Goring (1839-1913), nommé commissaire impérial du nouveau protectorat, débarque à Angra Pequena et décide de s'installer dans l'intérieur du pays, à Otjimbingwe, la plus importante station de la Mission rhénane. Il entreprend de signer des traités de protectorat avec les chefs du voisinage, étendant de la sorte la zone d'influence allemande. Ainsi, en octobre 1885, lors d'une visite à Okahandja, parvient-il à faire reconnaître le protectorat allemand à Maherero, le grand chef des Herero.

L'année suivante, Hendrik Witbooi (1840-1905), le chef de la tribu Khoï (Hottentot) des Witbooi<sup>4</sup>, attaque les Herero à Okahandja puis à Otjimbingwe, et Goring n'a pas les moyens d'exercer sa protection.

Le contentieux entre les Herero et les Witbooi date de 1880 quand Maherero avait fait massacrer tous les Khoï vivant sur son territoire. Pour se venger, Witbooi décida de tuer le plus grand nombre de Herero et de

4. Une tribu de la famille des Nama.

conquérir de nouvelles terres pour son peuple en s'emparant d'une partie du Hereroland.

Les Herero réagissent, et, en octobre 1885, Hendrik Witbooi est défait entre Windhoek et Okahandja. Il subit une nouvelle défaite en 1886.

En 1887, Witbooi attaque une nouvelle fois Otjimbingwe et enlève des milliers de têtes de bétail aux Herero, puis il unifie tous les Nama avant d'écraser le chef Oorlam Jan Jonker Afrikander (1823-1889) qui est assassiné par un de ses propres fils qui avait rejoint le camp de Witbooi.

En 1888, les Herero dénoncent le traité de protectorat, et Göring, qui doit se réfugier à Walfish Bay, demande aux missionnaires d'évacuer leurs missions.

C'est alors que débarque le capitaine Curt von François (1852-1931), accompagné de son frère Hugo (1861-1904) et de 20 soldats. En peu de temps, il va réussir à rétablir une situation bien compromise. Avec Göring, il se rend auprès de Maherero qu'il rencontre en mai 1890<sup>5</sup>. Il lui demande de signer un traité de protectorat, mais Maherero, qui craint une nouvelle offensive, hésite.

Von François décide de s'établir à Otjimbingwe, en plein pays herero, et ce contre l'avis de Göring. Son but est d'y contrer l'influence d'un agent anglais nommé Robert Lewis qui excite les Herero contre l'Allemagne.

Il construit un fort à Tsaobis et patrouille à travers la région, réussissant à arrêter Bam et Ford, les deux lieutenants de Lewis. Il décide ensuite de mailler la région en y construisant des fortins, réussit à pacifier les tribus et à stopper les infiltrations d'armes depuis le territoire britannique.

En 1890, devant tant de détermination, Maherero se

5. Cette même année, lord Salisbury, ministre britannique des Affaires étrangères, reconnaît à l'Allemagne la possession d'une bande de 480 kilomètres sur 20 donnant au Sud-Ouest africain un accès au fleuve Zambèze. En échange, George von Caprivi, son homologue allemand, renonce à annexer les territoires situés au-delà du 20° de longitude est ; ainsi les Républiques boers et le Sud-Ouest africain allemand n'auront-ils pas de frontière commune.

place sous protectorat allemand. Von François comprend que la colonie allemande n'aura aucun avenir si elle continue à dépendre du port anglais de Walfisch Bay et qu'il lui faut impérativement un port allemand. Il choisit alors l'embouchure de la rivière Swakop où sera bâti le port de Swakopmund.

En 1891, il transfère le siège de l'administration du territoire d'Otjimbingwe à Windhoek. Le site est excellent. Il avait été choisi en 1840 par les Oorlam, car il était bien pourvu en eau et parce qu'il était situé dans un *no man's land* entre les territoires herero et nama.

La réussite de von François serait complète si ne subsistait pas le problème posé par Witbooi, lequel refusait toujours de se soumettre. En 1893, un renfort de 214 hommes débarque et une expédition est organisée. Von François attaque Witbooi à Hoornkrans, mais ce dernier parvient à s'échapper et commence une guérilla.

Von François ne finira pas la guerre, car il est remplacé par Theodor Leutwein (1849-1921) qui prend le contre-pied de la manœuvre décidée par son prédécesseur : avec une troupe allégée il sillonne l'est du Namaland, confiant à von François la mission d'occuper le sud de la région, vers Bethanie, puis il établit un poste au cœur du territoire de Witbooi qu'il isole peu à peu. Von François rentre alors en Allemagne.

Quelques semaines plus tard, en septembre 1894, Witbooi est cerné dans les monts Naakloof et il capitule. Il accepte un traité de protectorat qu'il signe, puis s'établit dans la région de Gibeon où une garnison de 30 soldats est installée.

Jusqu'en 1904, il vivra en paix, se montrant un loyal ami de l'Allemagne. Au début de la révolte des Herero, il fournira même un contingent d'hommes afin de les combattre. Ensuite, lui aussi entrera en rébellion. Nous verrons comment et pourquoi.

Le *landeshauptmann* Curt von François fut certainement le véritable fondateur du Sud-Ouest africain allemand. Ce descendant de Huguenots avait une forte personnalité, et son goût pour l'aventure l'avait fait

participer en 1883-1884 à la fameuse expédition d'Hermann von Wissman chargé par le roi Léopold d'explorer le cours du Kasai. Après cette première expérience, il avait été placé à la tête d'une expédition d'exploration au Togo lors de laquelle il réussit à signer des traités avec plusieurs chefs locaux.

Son frère Hugo quitta l'armée en 1898 et s'installa comme colon à Otjibase, près de Windhoek. En 1904, quand éclata la révolte des Herero, il prit le commandement de la garnison de Windhoek qu'il mit en défense. Il fut tué au combat d'Ovikokorero le 13 mars 1904 et il fut inhumé sur le champ de bataille où sa tombe se trouve toujours.

Après avoir soumis Witbooi, Leutwein achève la pacification du Sud-Ouest africain, puis à partir de 1899, date à laquelle il est nommé gouverneur, il met sur pied une administration civile, transformant les districts militaires en districts civils, les *Bezirkämter*. En 1912, le pays est divisé en 9 districts : Windhoek, Grootfontein, Outjo, Gobabis, Omaruru, Karibib, Swakopmund, Gibeon et Keetmanshoop.

Il ouvre ensuite le territoire à la colonisation blanche et inaugure une ambitieuse politique de création de voies de communication et de ports. Début 1903, Windhoek sera reliée à Swakopmund, mouillage incommode en dépit du môle artificiel construit pour protéger le port où les navires de fort tonnage ne peuvent aborder. En 1900, Swakopmund est à 25 jours de mer de Hambourg.

En 1889, Leutwein est nommé gouverneur. Sa réussite est totale, mais en 1904, éclate, inattendue et féroce, la terrible révolte des Herero à laquelle il ne s'est pas préparé.

### *La révolte des Herero*

Les Herero, ou Beest-Damara (Damara du bétail), occupaient dans le centre de la colonie le massif du Swakop

et une partie des montagnes du Kaokoland, vers le nord. Au sud, débutait le Namaland, ou pays des Nama, rejetés là par les Herero.

En 1898, la population totale des Herero était évaluée à environ 80 000 âmes. Ces pasteurs à haute taille ne sont pas originaires de la région qu'ils atteignirent vers le xvii<sup>e</sup> siècle, au terme de lentes migrations depuis l'Afrique centrale et orientale. Toute l'histoire des Herero dans le Sud-Ouest africain est celle de luttes incessantes contre les Damara, les Nama puis les Oorlam.

En 1863, ils se soulèvent contre ces derniers et, périodiquement, jusqu'en 1892 ils les affronteront, se familiarisant peu à peu avec les armes à feu. En 1904, 4 à 5 000 guerriers herero sur 15 000 combattants possèdent des carabines Martini-Henry à chargement par la culasse.

En 1903, la garnison allemande chargée de protéger les 830000 km<sup>2</sup> du territoire se composait de 34 officiers, de 785 sous-officiers et soldats répartis en quatre compagnies d'infanterie montée. 780 réservistes pouvaient, le cas échéant, venir renforcer cette petite troupe répartie en quatre garnisons : 1<sup>e</sup> compagnie Windhoek ; 2<sup>e</sup> compagnie Omaruru ; 3<sup>e</sup> compagnie Keetmanshoop et 4<sup>e</sup> Outjo. Chacune de ces unités était dispersée en sections à travers tout le secteur qu'elle avait à surveiller. Ici, et à la différence du Cameroun et surtout de l'Afrique de l'Est, la *Schutztruppe* ne comprenait pas de soldats noirs, les Askari.

Les Herero, qui avaient soigneusement préparé leur soulèvement, attendaient le meilleur moment pour le déclencher. Ils profitèrent de circonstances favorables, à savoir les événements qui depuis le 25 octobre agitaient le pays Nama, à plus de 20 jours de marche au sud de leur territoire et où la petite tribu Khoï des Bondelzwarts était entrée en dissidence.

Pour garder cette région de 45 000 km<sup>2</sup>, les Allemands ne disposaient que de 12 hommes casernés à Warmbad, au nord du fleuve Orange.

Le 25 octobre 1903, le lieutenant Jobst, accompagné d'une patrouille de 5 hommes, se rend au campement

d'Abraham Christian, le chef bondelzwart, afin de l'arrêter à la suite de vols de bétail.

Une bagarre éclate dans laquelle Abraham Christian, le lieutenant Jobst et deux autres soldats sont tués. Les Allemands survivants se réfugient à Warmbad où les Bondelzwarts les assiègent.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le capitaine von Kopyy venu de Keetmanshoop dégage le poste, et le colonel Leutwein organise une expédition militaire afin de châtier les rebelles. Pour ce faire, il dégarnit le Hereroland dont les garnisons se dirigent vers le sud. Les Bondelzwarts sont encerclés et les Allemands vont donner l'assaut final quand, le 27 janvier 1904, la paix est signée, imprévisible.

C'est qu'entre-temps tout le pays herero était entré en guerre et que Leutwein, n'ayant pas les moyens de lutter sur deux fronts, s'était hâté de terminer sa première campagne afin de pouvoir se retourner avec toutes ses faibles forces vers le nord où une terrible aventure est en cours. Leur territoire dégarni de troupes allemandes, à savoir les compagnies de Windhoek et Omaruru, les Herero avaient débuté leur soulèvement à Okahandja le 12 janvier 1904 en coupant la voie ferrée de Swakopmund et en massacrant 123 colons isolés.

Après la guerre, il fut admis de reprocher aux Allemands la manière brutale avec laquelle ils avaient châtié les Herero. Ceux qui dénoncèrent les comportements de la *Schutztruppe* avaient auparavant passé sous silence les actes barbares commis par les révoltés : familles entières de colons massacrés, torturées, les femmes violées puis dépecées sous les yeux de leurs enfants, les hommes émasculés puis éventrés... Quand ils parvenaient à s'emparer d'une femme blanche, les Herero, après lui avoir fait subir ce que l'on peut imaginer, la « paraient » comme une bête de boucherie, la suspendant par les pieds, l'éviscérant, puis l'éviscérant...

A Okahandja même, attaqués par 6 000 Herero, les Allemands ont le temps de se réfugier dans le fort où ils vont résister. Pour faire face à ce soulèvement généralisé, l'Allemagne ne dispose que de la 4<sup>e</sup> compagnie

du capitaine Kliefoth — 150 hommes — casernée principalement à Outjo. Le 18 janvier, à Swakopmund, un renfort de 80 hommes et de 5 canons de montagne est débarqué du *Habicht*. Débute alors la première phase de la guerre — la plus délicate — durant laquelle, avec quasiment les seules forces de la colonie<sup>6</sup>, Leutwein va faire débloquer les postes assiégés. C'est le capitaine August Viktor Franke (1866-1936) qui va sauver les établissements allemands avec sa compagnie, la 2<sup>e</sup>. Forte personnalité que celle de cet officier commandant le poste d'Omaruru.

Débarqué à Swakopmund en 1896, il participe en 1897-1898 à la guerre contre le chef khoï Swarbooï dans le Kaokoveld, puis, quand Leutwein entre en campagne contre Abraham Christiaan, la 2<sup>e</sup> compagnie quitte ses cantonnements et, à marche forcée, se rend dans l'extrême sud du territoire. A peine arrivé à Gibeon, le 12 janvier, Leutwein le renvoie d'urgence vers le pays herero avec une mission claire : dégager Windhoek, Okahandja et Omaruru qui sont assiégées et gravement menacées.

Le jour même, il se remet en route et rallie Windhoek, distante de 400 kilomètres, en quatre jours et demi de marches forcées. Quand il atteint la ville, le 17 janvier, toute la population blanche est réfugiée dans le fort commandé par Hugo von François. Le 18, il quitte Windhoek pour Okahandja où la situation est critique, car les tentatives de dégagement de la ville par la voie ferrée ont échoué. Il doit franchir la Swakop qui est en crue et sauve, au péril de sa vie, un de ses officiers emporté par le courant. Le 27, quand le capitaine Franke brise l'encerclement d'Okahandja, la petite garnison et les colons armés sont sur le point de céder sous les assauts herero.

L'épopée de la 2<sup>e</sup> compagnie ne se termine pas à ce moment-là, car un autre poste est gravement menacé,

6. En réalité avec les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> compagnies renforcées par les réservistes.



Omaruru, garnison de la compagnie. Se dirigeant vers Karibib, qu'il atteint le 2 février, Franke délivre Omaruru le 4 février. Cette brillante campagne se traduit également par la pacification de la région comprise entre Okahandja et Karibib, et elle permet la réouverture de la voie ferrée. Frank fut décoré de la plus haute décoration allemande, la croix « pour le Mérite » mais, souffrant d'une sévère crise de malaria, il dut rentrer en Allemagne et ne put participer à la fin de la campagne <sup>7</sup>.

La seconde phase de la guerre débute quand Leutwein, ayant signé la paix avec les Bondelzwards, ramène ses troupes vers le Hereroland afin de contre-attaquer et d'y diriger les opérations.

Le 2 février, 219 hommes de renfort débarquent, et Leutwein lance une offensive dans le massif des Onjati où se sont retranchés les Herero. Après une victoire remportée à Onganjira, la colonne allemande est prise dans une embuscade à Oviumbu et doit se replier.

Berlin envoie alors d'importants renforts en avril, mai et juin : au total, 3 500 hommes, 180 officiers, 2 stations de t.s.f., 41 canons, 13 mitrailleuses, 5 277 chevaux et 953 mulets qui arrivent à Swakopmund. La ligne de chemin de fer est vite embouteillée car, pour transporter une compagnie complète entre Swakopmund et Okahandja, base avancée de la campagne, il faut quatre jours de chemin de fer.

Le 11 juin, von Trotha, nouveau commandant en chef, débarque à son tour, accompagné de son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Charles de Beaulieu. La troisième phase de la guerre va pouvoir débiter.

Les Herero s'étant retirés avec leurs troupeaux sur le vaste plateau du Waterberg où ils se regroupent,

7. En 1906, il revient au Sud-Ouest où il commande la 6<sup>e</sup> compagnie basée à Outjo. Il pacifia l'Ovamboland, dans le nord du territoire, fut nommé major, rentra en Allemagne en 1910 et revint au Sud-Ouest en 1911.

Leutwein prépare une nouvelle attaque. Son idée est toujours la même : frapper la masse herero et la disloquer par un assaut frontal. Toutes ses troupes, se rassemblent dans la région d'Owikorero quand von Trotha fait interrompre la manœuvre.

Le général major Lothar von Trotha (1848-1920) est un vieux guerrier (campagne de 1866 contre l'Autriche, guerre de 1870-71 contre la France), deux fois blessé au feu. Il a une grande expérience des guerres coloniales depuis 1894, date à laquelle il fut nommé gouverneur et chef militaire de l'Est africain<sup>8</sup>. Il y écrasa la révolte des Hehe en 1896<sup>9</sup>. En 1900, il est en Chine afin d'y réprimer les Boxers, une société secrète xénophobe, qui avaient assassiné le consul d'Allemagne à Pékin.

Von Trotha a tout de suite compris que les Herero étaient des adversaires sérieux et qu'il convenait de ne pas agir à la légère et avec précipitation dans cette guerre. Il sait que l'ennemi va se replier au premier assaut et qu'il deviendra alors insaisissable. Pour lui, il convient donc d'attendre les renforts d'infanterie montée qui sont en route et avec lesquels il pourra poursuivre les Herero et les écraser.

A la fin du mois de juillet 1904, il dispose de 7 000 hommes. Il en prélève 1 500 pour constituer une colonne d'attaque. Les autres quadrilleront le Hereroland afin d'y interdire tout retour de l'ennemi. Puis il investit le Waterberg, y encerclant les Herero.

Le 11 août, sur un front de 40 kilomètres, il lance son assaut. Les Herero ont un important avantage numérique ; ils occupent une position forte et ont une parfaite connaissance du terrain. Ils n'ont pas l'intention d'abandonner le Waterberg aux Allemands et ils lancent de furieuses contre-attaques. L'une d'entre elles menace même l'état-major de von Trotha.

Dans la soirée, les troupes d'assaut bousculent les Herero, lesquels, pour éviter un total encerclement, aban-

8. Voir chapitre VI.

9. Voir pages 106 à 109.

donnent le combat et s'enfuient à l'est vers le désert, tentant d'atteindre le Bechuanaland britannique.

Il ne reste plus qu'à les réduire, et ce sera la quatrième phase de la campagne (mi-août 1904 — novembre 1905). Le plan de von Trotha est clair : puisque les Herero refusent le combat, il va les maintenir à l'est, dans les zones désertiques où leur bétail mourra. De fait, leurs pertes en bovins mais aussi en hommes sont importantes et ils décident de se rendre. Von Trotha, qui désire les châtier et leur faire payer cher leurs massacres, refuse leur reddition. Veut-il les exterminer ou plus simplement leur faire définitivement quitter le territoire allemand ? On l'ignore exactement. Quoi qu'il en soit, les milieux sociaux démocrates allemands, puis les adversaires de la présence coloniale allemande en Afrique, mèneront campagne autour de l'ordre controversé qu'aurait donné von Trotha. En date du 2 octobre 1904, mais non signé, son *Vernichtungsbefehl* (ordre d'extermination) serait le suivant :

« A l'intérieur de la frontière allemande, tout Herero, avec ou sans fusil, avec ou sans bétail, sera fusillé. Je n'accepte plus ni femme ni enfant, je les renvoie à leur peuple ou fais tirer sur eux. Telles sont mes paroles au peuple herero. Le grand général du puissant empereur. Von Trotha. »

### *Le soulèvement de Witbooi*

Durant la guerre, tous les autres peuples noirs et Khoï du Sud-Ouest africain soutiennent les Allemands ou adoptent une politique de stricte neutralité. Ainsi, Kambonde Ka Mpingana (1865-1908), le grand chef des Ondonga, un rameau des Ovambo, refusa de se joindre aux Herero et, en 1908, il signa même un traité d'amitié avec l'Allemagne.

Le cas de Witbooi est singulier, car durant toute la période la plus délicate de la guerre des Herero, il soutint

les Allemands, leur fournissant même des combattants, puis, alors que les Herero étaient sur le point d'être écrasés, il se souleva subitement en octobre 1904. Quelles furent ses motivations ? On l'ignore, mais il est probable que des visions religieuses aient été à l'origine de ce véritable suicide militaire. L'influence des églises protestantes fut et demeure très forte parmi les populations Khoï-Nama et, chez ces derniers, les visions sont fréquentes. Witbooi affirme qu'il fut visité par Dieu qui lui ordonna de chasser les Blancs d'Afrique et que c'est pour cela qu'il entra en guerre.

Une autre explication est avancée : c'est à Leutwein que Witbooi s'était soumis en 1894, or, écarté, amer et déçu, le colonel rentra en Europe. Tous les pouvoirs furent alors concentrés entre les mains de von Trotha, et Witbooi aurait pu se sentir délié du traité d'amitié signé avec Leutwein.

Witbooi reprend à son compte la manœuvre des Herero : il attend que toutes les troupes allemandes soient éloignées pour entrer en guerre. Qui aurait pu soupçonner ce fidèle allié de l'Allemagne ? Rapidement, il unit autour de lui trois clans nama.

En mars 1905, les Herero ayant capitulé, von Trotha se rend au Namaland pour y diriger les opérations contre Witbooi. Ce dernier est battu et il se réfugie en territoire britannique, dans la colonie du Cap. Quelques semaines plus tard, il rentre au Namaqualand et se fait tuer au combat le 29 octobre 1905.

En novembre, von Trotha quitte le Sud-Ouest africain et un nouveau gouverneur est nommé, Lindequist.

En 1906, Berthold von Deimling (1853-1944), commandant le 2<sup>e</sup> *Feldregiment* de la *Schutztruppe* stationné au Namaland, succède à von Trotha comme commandant en chef du territoire et il pacifie les Bondelzwarts une fois de plus soulevés et commandés cette fois-ci par Johannes Christiaan qui se rend le 25 décembre 1906.

En 1907, von Deimling est nommé général et il rentre

en Europe pour prendre à Mulhouse le commandement de la 58<sup>e</sup> brigade d'infanterie<sup>10</sup>.

En 1907, certains Bondelzwarts se soulèvent une fois encore, conduits par Jakob Morenga (1875-1907), personnage étrange, de père herero et de mère khoï.

Farouche, violent, il avait participé à la grande rébellion des Bondelzwarts en 1903-1904, pratiquant la guérilla dans les monts Karas. Le 21 novembre 1903, il fut battu par les Allemands. Après la paix du 27 janvier 1904 signée avec Leutwein, il est accusé d'assassinat sur la personne d'un des partisans de Witbooi. Mis au ban de la société nama, il traverse le fleuve Orange avec quelques compagnons et trouve refuge dans la colonie britannique du Cap.

Durant la guerre des Herero, il rentre en territoire allemand et écume la région de Keetmanshoop, y attaquant les fermiers. Pourchassé, il se réfugie une nouvelle fois chez les Britanniques et pille les fermes du nord du Namaqualand, en zone anglaise. Arrêté, emprisonné, libéré puis bénéficiant d'un droit d'asile, il recommence ses incursions au nord du fleuve Orange. Une opération conjointe germano-britannique en vient à bout et, le 20 septembre 1907, il est mortellement blessé.

Ces soubresauts marquèrent la fin de la pacification du Sud-Ouest africain. Après 1907, et sous le gouverneur von Schuckmann (1857-1919), le territoire put enfin se développer.

### *La reconstruction*

Arrivé à la fin août 1907<sup>11</sup>, soit quelques mois après la fin de la rébellion Herero-Nama, la tâche qui l'attendait était énorme puisqu'il s'agissait de restaurer l'économie du territoire et de repenser l'administration locale

10. Durant la Grande Guerre il commanda le 15<sup>e</sup> corps d'armée et combattit à Ypres (1914-1915), à Verdun (1916), dans la Somme...

11. Il restera en fonction jusqu'en 1912.

qui devait être peu à peu réorganisée dans un sens d'un *self-gouvernement*. Von Schuckmann définit deux priorités économiques : l'agriculture et les mines, mais il est évident qu'aucun programme ne pouvait être entrepris sans une immigration blanche.

A la veille de la guerre de 1914, le Sud-Ouest africain était d'ailleurs la seule colonie allemande ayant un véritable peuplement blanc, mais un peuplement mixte associant Allemands dans une proportion des deux tiers et Afrikaners venus d'Afrique du Sud après la guerre des Boers. 7 000 en 1902, les Européens étaient 15 000 en 1914. Sur ce total, environ 1300 fermiers possédaient environ 13 millions d'hectares. Dans la seule année 1908, 600 fermes avaient été allouées, essentiellement des exploitations vouées à l'élevage puisque moins de 7 000 hectares étaient cultivés sur les 13 millions appartenant aux colons. En 1914, les colons possédaient près de 200 000 bovidés et environ un million de moutons. C'est en 1907 que débuta l'importation du mouton à laine karakul (ou caracul), originaire d'Asie centrale et qui allait faire la fortune du territoire.

L'élevage nécessitant des points d'eau, des digues (*dam*) furent construites dans certaines vallées afin d'y constituer des réservoirs alimentés par les pluies. Le pays se couvrit d'éoliennes — on disait à l'époque « moulins américains » — qui puisèrent dans la nappe phréatique immense.

La réussite agricole fut telle qu'en 1909, une foire se tint à Windhoek présentant les productions et les réalisations locales. C'était la première depuis la guerre des Herero, une foire semblable s'étant déjà tenue en 1899, mais avec une moindre ampleur naturellement.

Les premières mines découvertes dans le Sud-Ouest furent des mines de cuivre et c'est pour les mettre en valeur que fut construit le chemin de fer de Swakopmund-Otavi. Puis, en 1908, quand des diamants furent trouvés dans la région de Lüderitz, l'économie du territoire fit un bond considérable. En 1910, 178 kilos de diamants étaient exportés, la production locale en carats

devenant énorme<sup>12</sup>. Un chiffre illustre la part prise par les diamants dans l'économie du territoire : en 1908, avant la découverte des diamants, la valeur des exportations du Sud-Ouest était de 8 millions de marks ; en 1909, les exportations de diamants étaient de 15 millions de marks et en 1910 de 27 millions.

Une ambitieuse politique de création de voies ferrées fut définie et suivie par les Allemands. Elle débuta en 1897 par les premiers travaux sur la ligne Swakopmund-Windhoek, soit 382 kilomètres. Les travaux furent achevés en 1902. Une seconde ligne permit de relier Swakopmund à Tsumed *via* Otavi afin d'exporter le minerai de cuivre. D'autres voies ferrées furent mises en chantier entre Lüderitz et Keetmanshoop.

Le meilleur port du territoire, Lüderitz, étant trop éloigné de la zone minière pour être rentable, l'essentiel du trafic se faisait par Swakopmund, port mal abrité malgré d'énormes travaux de construction d'une jetée.

12. En 1913 : 1 570 000 carats.

## CHAPITRE VI

### L'EST AFRICAÏN AVANT 1914

L'Est africain englobait les territoires situés entre le littoral de l'océan Indien et les lacs Kivu, Tanganyika et Nyassa, c'est-à-dire les actuels Etats de la Tanzanie — moins l'île de Zanzibar —, du Rwanda et du Burundi.

Immense territoire disparate, tant au point de vue géographique qu'humain, l'Est africain allemand était divisé en trois grands ensembles <sup>1</sup>.

Le monde littoral, largement islamisé, en rapport millénaire avec la péninsule arabique, vivait principalement du commerce avec l'intérieur et notamment de la traite des esclaves. Au début du xix<sup>e</sup> siècle, le sultan de Mascate fit introduire la culture du giroflier à Zanzibar et dans ses autres possessions insulaires en Afrique de l'Est. Cette culture nécessitait une importante main-d'œuvre, et l'importation d'esclaves noirs depuis le continent augmenta à cette époque. En 1840, la capitale du sultanat de Mascate fut transférée sur l'île de Zanzibar. Le sultan, Seyid Saïd, y résida désormais.

Depuis des siècles, les Arabes possèdent des comptoirs

1. Le littoral islamisé, le plateau central et les hautes terres de l'Ouest.



sur le littoral et dans les îles de l'océan Indien<sup>2</sup>. Ils s'y cantonnent, attendant que leurs courtiers noirs leur livrent ivoire et esclaves. Jusqu'aux années 1830-1850, les Arabes n'ont pas l'initiative des contacts et ils n'exercent aucun contrôle sur les voies de communication de l'intérieur. Ce sont les Yao du Mozambique septentrional, les Kamba de l'actuel Kenya et surtout les Nyamwezi vivant au sud du lac Victoria qui détiennent le monopole commercial. Durant la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle, les Arabes « remontent » les trois pistes qui conduisent vers l'intérieur. Elles seront les pénétrantes de leur impérialisme, à travers les immenses plateaux de l'actuelle Tanzanie centrale qui constituait le deuxième grand ensemble de l'Afrique-Orientale allemande.

Recherche de l'ivoire et esclavage sont donc à la base des initiatives arabes. En 1830, Tabora est fondée sur un point de passage obligé vers le lac Victoria, puis le Buganda — ce dernier royaume atteint en 1844 — et vers le lac Tanganyika où le comptoir d'Ujiji est créé en 1840.

Une fois le lac Tanganyika traversé, les esclavagistes s'enfoncent à l'intérieur de l'actuel Zaïre ; ils atteignent la rivière Loualaba puis le fleuve Congo où ils fondent le comptoir de Nyangwé — ou Nyangollé —, point extrême de leur avance vers l'ouest. Dans cette région, le célèbre chef esclavagiste Tippu Tip<sup>3</sup> se taille un empire.

Au nord du lac Tanganyika, un autre musulman, Rumaliza<sup>4</sup>, exerce son pouvoir. Chaque chef esclavagiste exige que les tribus courtières ou « protégées » four-

2. Vérin (P.), *Les Echelles anciennes du commerce sur les côtes Nord de Madagascar*. Thèse de doctorat d'Etat, 2 t., Paris I, 1975.

3. Bontinck (F.), « *L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi Tippu-Tip (circa 1840-1905)* », A.R.S.O.M., Bruxelles, 1974; Renault (F.), *Lavigerie, l'Esclavage africain et l'Europe*, Toulouse, 1971, 2 tomes.

4. Marissal (J.), *L'Islam et les Royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIX<sup>e</sup> siècle*. Thèse de doctorat d'histoire. Paris I. 1976, 2 tomes ; *ibid.*, « Le Commerce zanzibarite dans l'Afrique des grands lacs au XIX<sup>e</sup> siècle », R.F.H.O.M. LXV, 1978, n° 239, pp. 212-235.

nissent des esclaves et de l'ivoire. La traite va désormais ravager toute cette partie de l'Afrique depuis le sud-Soudan au Nord jusqu'au Mozambique au Sud, et de l'océan Indien à l'Est au fleuve Congo à l'Ouest. Seule exception, celle des deux petits royaumes montagnards du Ruanda et de l'Urundi, futurs protectorats allemands tellement originaux par l'histoire et la géographie qu'ils formaient à eux seuls le troisième ensemble colonial allemand en Afrique orientale.

### *Premières tentatives allemandes*

La première présence allemande dans la région est commerciale et elle remonte à 1844, quand la firme *Hertz* s'installa à Zanzibar pour y faire le commerce des coquillages cauris qui servaient de monnaie dans toute l'Afrique orientale et centrale.

En 1859, un consul représentant les villes de la Hanse fut accrédité auprès du sultan de Zanzibar avec lequel il conclut un traité d'amitié étendu en 1869 à la Confédération de l'Allemagne du Nord. L'Empire allemand, qui était l'héritier de cette dernière, considéra qu'il engageait le sultan à son égard. C'est à Karl Peters que l'Allemagne dut sa colonie d'Afrique-Orientale, c'est lui qui à Berlin, en avril 1884, fonda une société destinée à la création et à la mise en valeur des colonies allemandes en Afrique orientale, la *Société de l'Afrique orientale*.

Pour devenir actionnaire, il était nécessaire de verser au minimum 5 000 marks. Rapidement, la nouvelle société invita toutes les associations œuvrant pour une expansion coloniale allemande à unir leurs efforts. La puissante *Union coloniale* du Dr von Bennigsen refusa, mais le nombre des actionnaires de la société de Karl Peters augmentant, ce dernier fut bien vite en mesure d'organiser des expéditions en Afrique-Orientale où il pensait qu'il serait possible de créer des plantations. La région choisie fut le littoral faisant face à Zanzibar, mais il

convenait d'agir avec discrétion afin de ne pas éveiller l'attention britannique. Onze expéditions furent effectuées qui donnèrent naissance à l'Afrique-Orientale allemande.

La première expédition fut rocambolesque car, afin de ne pas attirer l'attention des agents anglais, Peters, Jühlke et le comte Pfeil s'embarquèrent sous de faux noms et en 3<sup>e</sup> classe à Trieste. Le voyage dura un peu plus d'un mois et après avoir dépassé Aden, les explorateurs débarquèrent à Zanzibar le 4 novembre 1884. Peters rendit visite au consul allemand, et, le 10 novembre, avec ses compagnons, il mettait le pied sur la côte africaine, à Sadani, à l'embouchure de la rivière Wami, juste en face de Zanzibar.

Suivant la rivière Wami, la caravane atteignit le plateau d'Usagara où Peters conclut douze traités avec des chefs locaux, leur achetant 2 500 mille carrés acquis en totale souveraineté, puis il rentra en Europe, épuisé et malade ; le comte Pfeil demeura en Afrique.

En mai 1884, Jühlke, accompagné du lieutenant Weiss, prit la tête d'une seconde expédition dont le but était d'acquérir la région du Kilimandjaro. Une course de vitesse s'engagea avec le général Matthews chargé par Seyid Bargasch, le sultan de Zanzibar, de rattacher cette même région à son autorité. Jühlke conclut cependant de nombreux traités avec les chefs locaux au nord de la rivière Pangani.

Début juillet 1885, l'expédition était de retour à Zanzibar. Le lieutenant Weiss embarqua pour l'Allemagne afin d'y faire reconnaître les traités signés par les chefs de l'Usambara et de Pangani tandis que Jühlke demeurait en Afrique-Orientale.

Le 24 mars 1885, une troisième expédition mise sur pied par la Société avait quitté l'Allemagne. Commandée par un architecte, Hörnecke, ayant sous ses ordres un civil, Küntzell, et deux militaires, les lieutenants von Anderten et von Camap, elle s'était fixé un objectif ambitieux. Au départ de Lamu, dans l'actuel Kenya, elle devait traverser le pays en direction du mont Kenya,

puis bifurquer vers le sud afin d'atteindre la région du Kilimandjaro et y retrouver l'expédition Jühlke.

Cette expédition fut désastreuse. Sans cesse contre-carrée par les Zanzibarites, de plus en plus hostiles, elle fut contrainte de rebrousser chemin. Ayant refait ses forces à l'abri d'un camp retranché et après avoir recruté de nouveaux porteurs, Hôrnecke remonta la rivière Tana. Comme au même moment le bruit courait à Zanzibar qu'une puissante flotte allemande se dirigeait vers l'île, les Arabes, prudents, ne s'opposèrent plus à la marche de la caravane, et son chef acquit des territoires entre la rivière Tana et le Kilimandjaro.

Plusieurs autres expéditions eurent lieu en 1885. Celle du major von Devivere, des lieutenants von Bulow, von Kleist et de quelques colons, fut un échec. Celle du lieutenant Schlüter, qui débuta en août, avait pour mission de cartographier la région de l'Usagara, puis Schlüter se dirigea vers le sud où il rencontra le comte Pfeil. Ensemble, ils traversèrent le pays des Hehe et se dirigèrent ensuite vers le lac Nyassa, rattachant toute la région parcourue à la Société. Quant à la petite caravane de l'ingénieur agronome Hentschel, elle n'était destinée qu'à une évaluation économique de la région. La septième expédition, celle du lieutenant Schmidt, partit de Bagamoyo, se rendit jusqu'à Dar es-Salaam en longeant la côte, puis obliqua vers la Rufidji où des terrains furent acquis pour le compte de la Société. La fin du voyage fut dramatique, car les porteurs désertèrent en masse et le lieutenant fut attaqué et grièvement blessé à la poitrine et à la jambe par des indigènes. Il ne fut sauvé que grâce à l'intervention d'une compagnie d'infanterie de marine débarquée de la *Möwe* qui croisait miraculeusement dans les parages. Quatre nouvelles expéditions se contentèrent de faire confirmer les précédents traités ou vinrent renforcer les premiers établissements côtiers.

## *Les ambitions allemandes*

Du 15 novembre 1884 au 26 février 1885 eut lieu la conférence de Berlin sur le Congo à laquelle onze pays participèrent et déterminèrent les sphères d'influence en Afrique afin de contenir la volonté expansionniste du roi Léopold II de Belgique.

Les territoires placés sous le contrôle de ce dernier devinrent l'« Etat indépendant du Congo », appellation qu'ils conserveront jusqu'en 1908, date à laquelle ils deviendront Congo belge.

La conférence de Berlin précipita la volonté impériale allemande, jusque-là bien hésitante, car, dès la clôture des travaux, le 27 février 1885, le gouvernement du Reich accordait sa protection aux acquisitions territoriales réalisées par la société de Karl Peters. L'Afrique-Orientale allemande était née un an après la fondation de la société, un bilan colossal !

L'Allemagne possédait donc de vastes territoires en Afrique-Orientale mais aucun port, puisque tout le littoral était, en théorie, sous juridiction du sultan de Zanzibar. La priorité était donc de trouver un débouché littoral afin d'y construire un port.

Comme le sultan ne voulait plus rien céder aux Allemands — encouragé en cela par les Britanniques —, les relations se tendirent, et, en avril 1885, il envoya des troupes sur le littoral continental afin de décourager les appétits des représentants du Reich. Le sultan alla même jusqu'à déclarer nulles les cessions territoriales accordées par les chefs de l'intérieur, car il s'estimait propriétaire des immensités s'étendant jusqu'aux Grands Lacs de l'Afrique-Centrale et du littoral depuis la Somalie jusqu'au Mozambique. Le 7 août 1885, cinq navires de guerre allemands se présentèrent devant Zanzibar. Le sultan comprit alors qu'il devait céder et il mit la rade de Dar es-Salaam à la disposition de l'Allemagne.

Bismarck proposa qu'une commission internationale fixe les limites du sultanat de Zanzibar afin que, dans l'avenir, il n'y ait aucune contestation possible. Cette

commission, composée du lieutenant-colonel Kitchener pour la Grande-Bretagne, de M. Schmidt pour l'Allemagne et de M. Patrimonio pour la France, se réunit à Zanzibar.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1886, la délimitation était faite. Le sultan de Zanzibar se voyait reconnaître la possession des îles (Zanzibar, Pemba, Mafia...) et d'une bande côtière continentale large de 10 milles marins. Le territoire allemand était limité au Nord par l'embouchure de la Wanga, se prolongeait jusqu'au lac Victoria en suivant le versant nord du Kilimandjaro ; au Sud, sa limite était le fleuve Rovuma. Au nord du Kilimandjaro, l'Allemagne reconnaissait les droits britanniques. Le sultan de Zanzibar signa cette convention le 4 décembre 1886 et le Portugal reconnut le 10 décembre le Rovuma comme frontière entre le Mozambique et l'Afrique-Orientale allemande.

Après avoir hésité à se lancer dans une active politique outre-mer, Bismarck ne perdait plus une occasion d'agrandir le domaine colonial allemand et en Afrique-Orientale il s'intéressa de plus en plus étroitement au littoral appartenant à Zanzibar. Comme en 1862 la France et la Grande-Bretagne avaient signé une convention garantissant au sultan la possession de cette zone, il lui fallait trouver un biais permettant de remettre en question cette reconnaissance sans toutefois s'attirer l'hostilité des puissances signataires.

La lutte contre les esclavagistes fut un excellent motif, car le sultan de Zanzibar ne pouvait ou ne voulait interdire cette pratique dans ses possessions continentales, et l'Allemagne provoqua une intervention de navires allemands, anglais, italiens et portugais, qui en 1889 imposèrent le blocus de la côte orientale. Puis, prétextant que la traite se poursuivait, l'Allemagne mit sur pied une expédition militaire destinée à la supprimer. L'Angleterre n'acceptant pas cette intervention sans une contrepartie, le 19 août 1889, le Reich annonça officiellement que :

« L'Allemagne considérait l'Ouganda et les territoires situés au nord du 1<sup>er</sup> degré de latitude sud comme placés

en dehors de la sphère des entreprises coloniales allemandes. »

### *Emin Pacha*

Il s'en était en effet fallu de peu que l'Ouganda ne devienne une colonie allemande. Cet épisode mérite qu'on s'y arrête en revenant quelques années en arrière.

Luttant contre les esclavagistes venus du Soudan, Edouard Schnitzler, un médecin allemand plus connu sous le nom d'Emin Pacha<sup>5</sup>, devint gouverneur de l'Équatoria, vaste province située à l'ouest et au nord du lac Victoria et rattachée à l'Égypte. En 1884, venue du Nord, une armée mahdiste déferla sur la région, mais Emin Pacha réussit à la repousser. Coupé du monde, vivant totalement isolé, l'Allemand Emin Pacha était l'improbable chef tout-puissant d'une colonie égyptienne, sans aucun lien avec sa métropole ! Les milieux coloniaux allemands revendiquèrent alors cette région puisqu'un Allemand l'avait pacifiée et protégée.

Pour les Britanniques, le danger était réel, car il n'était pas question de laisser l'Allemagne s'approprier ces immensités est-africaines. Jouant sur le légalisme fictif de la suzeraineté égyptienne, Londres obtint du khédive (vice-roi) d'Égypte, Tewfik, un ordre — un firman — à Emin Pacha, lui demandant d'évacuer la région.

Mais comment faire parvenir ce document à Emin ? C'est Stanley qui s'en chargea et, le 29 avril 1888, après treize mois d'une épuisante progression ayant débuté le 20 mars 1887 à Matadi, c'est-à-dire à l'embouchure du Congo, il retrouvait Emin Pacha et son compagnon l'Italien Gaetano Casati. Mais Emin Pacha ne désire pas abandonner le territoire et Stanley devra faire preuve de trésors de persuasion pour obtenir qu'il décide enfin de partir.

Voulant précéder Stanley afin de mettre l'Angleterre

5. Voir chapitre I.

devant le fait accompli, Karl Peters débarque clandestinement en Afrique, mais au moment où sa caravane se constitue, il apprend qu'Emin Pacha est rentré. Qu'importe, il prend la direction de l'Ouganda, se rend à la cour du roi Mwanga et lui fait signer un traité de protectorat.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la déclaration du 19 août 1889 citée plus haut, et qu'est signé le traité anglo-allemand du 1<sup>er</sup> juillet 1890. Pour la Grande-Bretagne, c'est un triomphe inespéré : le chancelier Caprivi, successeur de Bismarck, abandonne l'Ouganda, s'engage à ne pas étendre la zone allemande au nord du Kilimandjaro, renonce à toutes prétentions sur la Côte des Somalis. En échange, l'Allemagne acquiert l'île d'Héligoland, possession anglaise située en mer du Nord, au large des estuaires de l'Elbe et de la Weser, et achète le littoral africain appartenant au sultan de Zanzibar pour la somme de 4 millions de marks. Autre avantage pour la Grande-Bretagne : elle obtient le protectorat sur Zanzibar.

Dans les cercles coloniaux allemands, l'indignation fut réelle, et l'accord anglo-allemand présenté comme un marché de dupes. Le gouvernement du Reich, qui était conscient des avantages concédés à la Grande-Bretagne, espérait qu'en échange ses rapports avec Londres seraient assainis.

La France fut l'autre grand bénéficiaire de l'accord. Elle n'accepta en effet le nouveau partage est-africain que contre la reconnaissance par l'Angleterre du protectorat français à Madagascar. Londres, qui céda, montrait ainsi la réelle importance de ses gains en Afrique orientale...

### *La pacification*

Après la signature du traité de 1890, le territoire de la *Deutsche Ostafrikanische Gesellschaft* fut transféré à l'Empire allemand. La compagnie avait en effet accu-



mulé des pertes financières, et l'immensité de son territoire lui posait d'insolubles problèmes. Ainsi était-elle incapable de venir à bout des révoltes indigènes qui éclataient ici et là. Le major von Wissmann avait perdu 21 Européens et 151 Askaris dans les incessantes campagnes de pacification qu'il avait été contraint de mener. Et ces campagnes coûtaient cher : pas moins de neuf millions de marks pour l'année 1890 et les trois premiers mois de 1891.

C'est contre les arabisés de l'Est africain que l'Allemagne mena sa première guerre coloniale. Les islamisés se soulevaient, car leur mode de vie, fondé sur la traite des esclaves, était bouleversé par la présence de la compagnie de l'Afrique-Orientale allemande. L'empereur Guillaume II chargea alors Wissmann, célèbre pour ses deux traversées de l'Afrique, d'écraser les révoltés et de rétablir l'ordre sur tout le littoral.

Pour atteindre cet objectif, il recruta des mercenaires au Soudan et chez les Nguni du Mozambique, ces Zoulous fugitifs qui excellaient à faire la guerre. Quand von Wissmann quitta Dar es-Salaam, son bilan militaire était bon : les potentats arabes de la côte étaient battus et la route des caravanes d'esclaves coupée entre les Grands Lacs et le littoral.

C'est précisément contre ces esclavagistes ruinés par la fin de la traite que la compagnie avait dû lutter. Parmi ces potentats, Boujiri et Bana Heri furent de rudes adversaires. Autour d'eux se rassemblèrent de nombreux mécontents qui embrasèrent tout le littoral et menacèrent même le poste allemand de Bagamoyo. Boujiri, qui commit l'erreur de vouloir mener une guerre « classique » en se retranchant dans une position fortifiée, fut battu en mai 1889. Fugitif, il fut livré à Wissmann par la tribu qui l'avait accueilli. Le 15 décembre 1889, il était pendu.

Bana Heri choisit de mener une guerre de guérilla à laquelle Wissmann sut s'adapter et, après une année de lutte, il se soumettait en avril 1890, mais la guerre avait ruiné la *Compagnie de l'Afrique-Orientale*.

En novembre 1890, l'Etat allemand fut contraint de l'autoriser à contracter un emprunt de 11 millions de marks, puis, à partir de février 1891, après un vote du *Reichstag*, l'Empire prit en charge l'administration du territoire. L'époque de l'autonomie de la Compagnie était révolue, mais elle laissait au Reich un splendide héritage. Le 1<sup>er</sup> avril 1891, Freiherr von Saden, gouverneur du Cameroun, remplaçait le *Reichskommissar* von Wissmann. Sa résidence fut établie à Dar es-Salaam d'où il exerça les pouvoirs civils et militaires. Les troupes de Wissmann furent transformées en forces du protectorat et rattachées à la marine. Leur premier commandant fut le lieutenant von Zelewski, bientôt nommé capitaine.

La tâche qui l'attendait était immense, car il était évident que la pacification ne pourrait se faire en demeurant « collé » au littoral. Pour véritablement contrôler leur nouvelle colonie, les Allemands allaient devoir s'enfoncer dans l'intérieur du pays. Après le départ de Wissmann, la présence allemande en Afrique orientale entra alors dans une phase militaire avec les révoltes des Hehe et des Maji-Maji.

### *La révolte des Hehe*

En 1891, Mkwakwa, chef des Hehe, entre en rébellion. Ce royaume guerrier est de fondation récente puisqu'il remonte à une décennie à peine et qu'il résulte de luttes acharnées menées contre la principale tribu du plateau central tanzanien, celle des Nyamwezi, et contre les redoutables Nguni installés dans la région depuis le début du xix<sup>e</sup> siècle, quand leurs ancêtres, des Zoulous dissidents, s'étaient enfuis d'Afrique australe afin d'échapper à la sanglante tyrannie de Chaka<sup>6</sup>.

La grande originalité de la révolte des Hehe est qu'elle

6. Sur l'impérialisme zoulou et ses conséquences, on lira Lugan, *Afrique, l'histoire à l'endroit*, et *Histoire de l'Afrique du Sud*.

entraîna dans son sillage les Nyamwezi et les Nguni, les ennemis d'hier. Les Nyamwezi seront rapidement soumis et les Allemands s'installeront au cœur de leur territoire, à Tabora. Les Hehe, dont le centre est Iringa, résisteront quatre années, quant aux Nguni qui vivent dans le sud, vers la frontière du Mozambique, ils ne se soumettront qu'en 1906 quand prendra fin la révolte des Maji-Maji.

Les Hehe occupaient un territoire d'environ 20 000 km<sup>2</sup> entièrement situé sur un vaste plateau séparé de l'océan par l'escarpement de l'Uzungwa. En 1891, ils entrent en rébellion et le capitaine von Zelewski met sur pied une expédition, forte de 4 compagnies, destinée à les soumettre. Il progresse par le sud, à travers le territoire des Mafiti, alliés des Hehe. Mi-août, il divise ses troupes afin d'encercler Kalenga, la capitale de Mkwakwa et lui-même prend la tête d'une colonne de 150 hommes. Le 17 août 1891, il tombe dans une embuscade à Lugaro et en un quart d'heure à peine il est tué avec plus de cent de ses Askaris. Zelewski avait sous-estimé la valeur guerrière des Hehe. Il faudra 7 années de dures colonnes pour les vaincre et ce sera la tâche du capitaine Tom von Prince.

Ce dernier avance avec méthode et commence par ceinturer le territoire hehe de positions solides afin de circonscrire le soulèvement. Le nouveau gouverneur, Freiher von Schele, souhaitait en finir avec les Hehe et, en octobre 1894, von Prince s'empara par surprise d'Iringa après un dur combat. Lui et ses hommes avaient escaladé les défenses mises en place par Mkwakwa qui réussit à s'enfuir. Von Prince abandonna la position et passa par Rugaro où il retrouva, sur le champ de bataille de 1891, les ossements de son chef et ami Zelewski qu'il ensevelit pieusement. Il apprend alors qu'il a été torturé à mort et sur sa tombe il fait le serment de le venger.

Désormais les gouverneurs de l'Afrique-Orientale allemande vont se succéder, et tous vont vouloir arracher la victoire sur les Hehe mais ces derniers tiennent la

brousse. Von Wissmann succède à von Schele et von Liebert à von Wissmann. Pour von Prince, la guerre continue et il bâtit les postes de Kilimpatinde et de Neu-Iringa afin de réduire les mouvements hehe et isoler ces derniers de leurs alliés ; il propose même de transférer la capitale de Dar es-Salaam à Iringa afin de mieux contrôler l'intérieur du pays. Le 19 juillet 1898, poursuivi par le sergent Markel, Mkwakwa se suicide afin de ne pas être capturé. Sa tête fut envoyée en Allemagne avant d'être restituée aux Hehe en 1954.

### *La révolte des Maji-Maji*

La révolte des Hehe ne servit pas de leçon aux Allemands puisque, sept ans après la mort de Mkwakwa, la terrible insurrection des Maji-Maji menaça tout le sud de la colonie.

Le nom Maji-Maji est un mot swahili, maji signifiant eau. Cette révolte fut largement ourdie par la caste des sorciers mais son originalité, plus encore que dans le cas des Hehe, est d'avoir associé de nombreuses tribus très différentes les unes des autres. L'on peut même dire que cette révolte dépassa les cadres tribaux. Son unité : la croyance que les balles tirées par les Allemands se changeraient en eau. Cette rébellion, parfois considérée comme une guerre d'indépendance, fut encouragée par les musulmans qui avaient décidément un compte à régler avec le Reich qui venait de les ruiner en mettant un terme à la traite.

Y a-t-il eu concertation ou simple contagion ? on en discute encore. Les historiens tiers-mondistes et les marxistes de l'ancienne école officielle est-allemande parlent évidemment de prise de conscience nationale. Qu'en fut-il exactement ?

Le premier soulèvement, qui débute en juillet 1905 au nord de Kilwa dans le massif des Matumbi, est directement inspiré par l'Islam côtier. N'oublions pas qu'au xix<sup>e</sup> siècle, Kilwa était un des points d'aboutisse-

ment des caravanes de traitants qui se rendaient dans l'arrière-pays afin de s'y procurer des esclaves.

Cette région était encore à peu près hors du contrôle de l'Allemagne, et l'on ne peut pas y déceler localement les trois raisons classiquement invoquées pour expliquer l'événement : obligation de planter du coton, travail forcé, impôt de case. Dans cette région des Matumbi, l'insurrection échappe à ses initiateurs, et les Maji-Maji attaquent les établissements des indiens, ces usuriers de l'Afrique-Orientale, tuent un colon allemand et s'en prennent aux boutiques arabes.

En quelques semaines, toute la région située au sud du chemin de fer central est touchée. Le 30 août, 8 000 guerriers Mbunge et Pogoro attaquent la petite garnison de Mahenge qui les repousse à la mitrailleuse. Simultanément, les Ngindo de la région de Madaba et tous les peuples vivant dans la vaste vallée de la Rufidji, de Kilosa à Liwale, entrent en rébellion.

Le 15 août 1905, le petit poste de Liwale tombe. Il était défendu par le sergent Faupel et une quinzaine d'askaris, les supplétifs noirs servant dans l'armée allemande. Le seul civil allemand de la région, un planteur de caoutchouc, du nom de Aimer, qui était l'agent local de la firme *Traun-Sturken* de Hambourg, vient se réfugier dans le poste assailli par des milliers de guerriers emplumés, armés de flèches empoisonnées. Après deux jours de résistance, les deux Blancs et leurs soldats noirs sont tués. La révolte s'étend et une caravane missionnaire est même attaquée ; le vicaire apostolique, l'évêque bénédictin Cassian Spiss, est assassiné.

Une colonne de 3 Allemands et de 80 askaris, commandée par le lieutenant von Grawert, réussit à reprendre Liwale le 9 septembre, après 24 jours de marche durant lesquels elle dut livrer 22 combats !

Le 19 septembre, quand les Bena attaquent la mission de Yakobi, l'insurrection atteint le maximum de son extension. Après cette date, elle commencera à baisser d'intensité après avoir été circonscrite, mais il faudra deux années aux troupes du major Johannes pour en

venir à bout. Le bilan de la campagne fut élevé, se situant probablement aux environs de 30 000 morts.

### *La mise en valeur*

La révolte des Maji-Maji éclata alors que le comte von Goetzen était gouverneur de l'Afrique-Orientale allemande, fonction qu'il exerça de 1901 à 1906.

Son départ coïncida presque avec une nouvelle étape de l'histoire coloniale allemande, datée de mai 1907, quand le département des colonies fut séparé du ministère des Affaires étrangères et que le Dr von Dernburg fut nommé directeur du secrétariat d'Etat aux colonies. Pour Dernburg, les colonies devaient devenir autosuffisantes, et une complémentarité s'établir avec le Reich.

L'économie de plantation fut développée et un effort particulier fait pour le sisal et pour le caoutchouc<sup>7</sup>. A la veille de la Première Guerre mondiale, la culture du coton commençait à se répandre et 165 planteurs européens en faisaient leur principale activité agricole. En 1906, un institut agronomique avait été créé dans la région du Kilimandjaro à Kibongoto.

Les dépenses de santé étaient également importantes. En 1913, 48 médecins et infirmiers dépendant de l'institut de médecine tropicale de Hambourg luttèrent contre la maladie du sommeil, la variole et les diverses maladies est-africaines.

En 1908, le commerce total de l'Afrique-Orientale allemande s'élevait à 36 660 367 marks, en 1912 à 81 727 546, et en 1913 à 88 900 000 marks. De 1908 à 1912, les exportations doublent, passant de 25 786 000 marks à 50 308 000. Quant aux importations, elles triplent, de 10 874 000 à 31 418 000 marks<sup>8</sup>.

En 1913, les exportations sont essentiellement cons-

7. 22 millions d'arbres à caoutchouc furent plantés entre 1900 et 1910.

8. Source : *Deutsche Kolonial Gesellschaft*, 9 mai 1914.

tituées par le sisal, le caoutchouc, le coton<sup>9</sup>, le café, la cire, le coprah. Cette diversité des productions est due aux différents milieux naturels qui se retrouvent en Afrique-Orientale allemande.

Les Allemands eurent à faire face à un gros problème de transport. Les distances à parcourir étaient en effet immenses et les caravanes de porteurs, lentes et insuffisantes : 15 kilos de charge utile par homme et 15 kilomètres par jour. Quant à la navigation fluviale, elle n'était guère commode en raison des rapides intérieurs et des coraux à leurs embouchures. Une course de vitesse s'établit entre la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, chaque puissance cherchant à attirer à elle le commerce du bassin du Congo.

La Belgique disposait des meilleurs atouts avec ses vapeurs naviguant sur le Congo, son chemin de fer et son port de Matadi. Anvers en retirait les principaux bénéfices. Les Britanniques ne restaient pas non plus inactifs et leur voie ferrée Mombassa-Nairobi-lac Victoria constituait un réel danger pour l'économie de l'Afrique-Orientale allemande, d'autant plus qu'une fantastique pénétrante ferroviaire partait du Cap, traversait l'Afrique australe et la Rhodésie, déviant vers le sud une bonne part du commerce des lacs Tanganyika et Nyassa.

Comme il était vital que l'Afrique-Orientale allemande dispose de sa propre voie ferrée, des études furent entreprises sous la direction d'Oscar Baumann, et la Société des chemins de fer de l'Afrique-Orientale, au capital de 2 millions de marks, fut créée.

En 1896, la ligne de l'Usambara, c'est-à-dire de Tanga au Kilimandjaro, était en chantier mais les travaux avançaient avec une désespérante lenteur. Aussi, en 1899, le Reichstag vota un crédit de 2 millions de marks afin que la colonie puisse racheter les droits de cette ligne et accélérer sa pose. En 1905, elle était achevée.

Un budget de 12 millions de marks fut voté pour que

9. En 1913, 12 000 balles de coton ont été exportées.

la voie ferrée de Tanga soit étendue jusqu'à Moshi et que le port de Tanga soit agrandi.

En 1902, un ambitieux projet ferroviaire fut mis à l'étude afin de relier Dar es-Salaam sur l'océan Indien à Kigoma sur le lac Tanganyika. Il était en effet impossible au Reich de mettre en valeur sa colonie, voire de la défendre en cas de conflit, en continuant à en relier l'est et l'ouest en 42 jours de portage dans le meilleur des cas.

Les travaux sur la ligne de chemin de fer central furent rondement menés afin que le lac Tanganyika soit atteint le plus rapidement possible. En février 1912, le rail était posé jusqu'à Tabora et au début de l'année 1914, Kigoma sur le lac Tanganyika était relié à l'océan Indien. Tout le long de la ligne, des gares furent construites, et, sur le littoral, des ports et des villes. Partout, des bornes, des hôpitaux, des hôtels s'élevèrent. Dar es-Salaam et Tanga se transformèrent de simples villages de pêcheurs en ports et villes modernes.

En neuf ans, les ingénieurs allemands avaient posé 1 250 kilomètres de voie ferrée mettant désormais Dar es-Salaam à 32 heures du lac Tanganyika. Le coût total avait été de 125 millions de marks.

Désormais, l'Allemagne allait être en mesure de drainer vers sa colonie les richesses du Congo belge. La politique allemande de pénétration dans le bassin du Congo pourrait bientôt se concrétiser, et ce d'autant plus qu'un projet secondaire était à l'étude à partir de Kossa vers Bismarckburg au sud du lac Tanganyika, de façon que s'affirme la présence allemande en limite de la zone britannique d'Afrique australe.

La politique allemande des communications se traduisit également, dès avant 1896, par la pose d'un câble sous-marin de Hambourg à Dar es-Salaam, permettant ainsi de relier directement la métropole à sa colonie. En 1902, 300 000 marks furent alloués au projet de télégraphe Dar es-Salaam-Tabora. Un réseau télégraphique dense reliait les postes de l'intérieur, et l'Afrique-Orientale allemande possédait ses propres postes de T.S.F.



La capitale impériale, Dar es-Salaam, était le chef-lieu de l'Est africain allemand et le siège du gouvernement impérial. Le gouverneur y résidait, pouvant contrôler les services dépendant directement de lui : la force de protection (*Kaiserliche Schutztruppe*) et les grands services administratifs : conseil du gouvernement (*Regierungsrat*), bureau central (*Zentral burö*), comptabilité (*kalkulatur*). D'autres services étaient installés à Dar es-Salaam : les affaires portuaires, les douanes, l'administration vétérinaire, la santé publique, etc.

En 1914, Dar es-Salaam avait une population d'environ 20 000 habitants. C'était une vraie ville avec des rues rectilignes, un tout-à-l'égout, l'éclairage électrique. Chaque maison avait son puits. L'eau, puisée au moyen de pompes à main, était stockée sous la toiture dans des réservoirs, et un système de tuyauterie permettait de la répartir dans l'habitation.

## CHAPITRE VII

### LA RESIDENCE DE L'URUNDI AVANT 1914

Le premier essai d'installation européenne au Burundi date du 28 juillet 1879, quand deux missionnaires catholiques, les pères Deniaud et Dromaux, tentèrent une fondation à Rumonge, sur le bord du lac Tanganyika. Cette éphémère création fut abandonnée quatre mois plus tard devant les menaces des chefs esclavagistes. Une nouvelle tentative eut lieu l'année suivante et les pères Deniaux, Augier, ainsi qu'un auxiliaire laïc, nommé d'Hoop, furent massacrés.

En 1883, les missionnaires d'Afrique — les Pères Blancs — n'avaient pas renoncé et ils décidèrent de fonder un poste, toujours en Urundi, mais plus au nord, dans la région de l'Usige, ce trottoir lacustre du nord du lac Tanganyika, à proximité d'un marché traditionnel du nom d'Usumbura. Cette région était densément peuplée et ses chefs quasiment indépendants du roi de l'Urundi, Mwezi Kisabo, qui résidait dans l'intérieur du pays, dans les hautes terres. Cette nouvelle installation fut bien éphémère car le chef esclavagiste Rumaliza n'admit pas la présence des missionnaires qui durent se retirer.

En 1896, le capitaine von Ramsay créa le poste allemand de Kajaga, au bord du lac, à 8 kilomètres d'Usumbura.

Son premier commandant en fut le sergent Ullman qui y casema avec 12 Askaris. En novembre 1896, il fut relevé par le sergent Muller voyageant avec les pères Van der Burgt et Van der Biesen. Ces derniers, qui venaient de se voir refoulés de l'intérieur de l'Urundi, s'étaient repliés au début de novembre 1896 sur l'important poste allemand d'Ujiji où ils avaient rencontré le lieutenant-colonel von Trotha et le capitaine von Ramsay. Les deux officiers leur avaient conseillé de s'installer là où l'armée allemande serait en mesure de les protéger, et von Trotha, qui revenait d'une reconnaissance dans la région, leur indiqua un site qu'il considérait comme idéal à 9 kilomètres du poste de Kajaga.

Le 19 novembre 1896, les pères accostèrent à l'embouchure de la rivière Kizingwe et, le lendemain, ils parvinrent à l'emplacement indiqué par von Trotha, un vaste plateau situé à moins d'un kilomètre du marché et surplombant le lac de vingt mètres environ.

Le lieu leur semblant propice à la création d'une mission, les pères achetèrent un terrain au chef local. Le contrat fut signé le 10 août 1897, en présence du capitaine von Ramsay, et les premières constructions sortirent de terre. La ville d'Usumbura venait de naître.

Le 15 janvier 1898, le père Van Der Biesen mourut des fièvres, suivant dans le trépas le sergent Muller, chef du poste de Kajaga<sup>1</sup>. Le choix de Kajaga était désastreux à un triple point de vue : situé en terrain plat il était indéfendable ; entouré de marais, il était malsain et par gros temps il était impossible d'y accoster. Aussi les Allemands l'abandonnèrent-ils au profit du plateau sur lequel la mission catholique avait été fondée.

Les pères étant installés au nord, ils se fixèrent au sud, occupant une pointe jusqu'au lac où les possibilités d'accostage étaient commodes ; nous sommes en 1899 et la *militärstation* d'Usumbura vient d'être créé. Un borna fut construit en brique, rectangle de cent mètres sur cinquante, flanqué de quatre tours de guet, dans

1. Il mourut le 4 février 1897.

lequel s'abritaient les logements des sous-officiers allemands, les bureaux, l'armurerie, la prison et tous les services. A l'extérieur furent bâtis le mess des officiers et la résidence du commandant du poste, un petit hôpital et le camp des Askaris. Ce n'est qu'en 1914 que fut construite la jetée du port.

### *Hésitations allemandes*

En 1899, au moment où les Allemands prennent pied au nord du lac Tanganyika, le contexte politique n'est alors guère favorable au roi Mwezi Kisabo, un vieillard presque nonagénaire dont le pouvoir est contesté par plusieurs chefs importants qui tentent de se rendre indépendants de lui. Un rapport équivoque s'établit alors entre Kisabo et le résident von Bethe, chacun cherchant à se servir de l'autre. Mwezi multiplia les assurances de soumission, espérant ainsi écarter les menaces d'intervention militaire allemande afin de gagner du temps pour écraser des chefs révoltés contre son pouvoir. Un de ces derniers, Machoncho, réussit à persuader le capitaine von Bethe que Mwezi se jouait de lui, et probablement pour lui faire comprendre que l'aide allemande n'était pas définitivement acquise à Mwezi, von Bethe remit à Machoncho un territoire appartenant au roi et lui donna une garde d'askaris afin de lui permettre de s'y installer.

Au même moment, un autre chef, Cyilima, conquiert une partie importante du royaume, affirmant que les Allemands, c'est-à-dire le capitaine von Bethe, lui avaient promis de le reconnaître comme roi. Partout, les armées de Mwezi reculaient, vaincues, et les Allemands laissaient faire. Pour Mwezi, la seule bonne nouvelle était la rébellion des sujets de Machoncho. Soulevés, ils chassèrent ce dernier et sa fuite fut ressentie comme un camouflet infligé aux Européens. Devant cette perte de prestige, le capitaine von Beringe, nouveau commandant de la

station d'Usumbura, un officier volontiers interventionniste, n'allait pas rester sans réagir.

En juillet 1902, il adresse un rapport au gouverneur von Götzen installé à Dar es-Salaam et il argumente afin d'obtenir l'autorisation de mettre sur pied une expédition militaire destinée à restaurer le prestige allemand en ramenant Mwezi à la raison. Pour von Beringe, Mwezi est certes un ennemi de l'Allemagne, mais il importe de restaurer son pouvoir. Comme il ne veut aucun contact avec la station militaire, il conviendrait de le battre pour le soumettre, puis de le contraindre à accepter la présence allemande avant de soutenir son pouvoir en l'aidant à triompher des chefs rebelles. Ce que propose von Beringe est une restauration du pouvoir royal à l'image de ce qui existe au Rwanda afin de mieux établir la présence allemande. Contre l'anarchie régnante, il propose une centralisation royale, mais pour cela, il importe de faire comprendre à Mwezi qu'il doit tout à l'Allemagne.

Von Götzen ne partage pas les avis de son subordonné, lequel lui écrit une nouvelle fois en octobre pour l'informer que la mise sur pied d'une expédition est désormais urgente, car l'autorité allemande est bafouée par Mwezi qui se conduit comme s'il était en guerre contre le Reich. Pour von Beringe, il est impératif de capturer le vieux roi.

En février 1903, le gouverneur von Götzen étant en congé en Allemagne, le gouverneur par intérim donne à von Beringe des instructions bien éloignées de toute idée d'intervention. Il lui demande, au contraire, d'aider Mwezi à rétablir son autorité sur tout l'Urundi en arrêtant les rebelles, et ce afin de persuader le roi qu'il a tout intérêt à devenir un ami de l'Allemagne. Certes, mais comme Mwezi refuse le préalable de l'administration allemande, qui est la demande de reconnaissance officielle de l'autorité impériale, von Beringe estime qu'il est placé dans une impasse.

C'est en fait une directive de non-intervention dans les affaires intérieures de l'Urundi qui lui est adressée.

Il va cependant passer outre, estimant ces ordres insensés et risquant de mettre en péril l'existence des établissements allemands. Les instructions reçues de Dar es-Salaam lui apparaissent même incohérentes, car les chefs révoltés contre Mwezi sont les seuls qui aient reconnu l'autorité du Reich. Or c'est précisément parce qu'ils l'ont acceptée, contre ses ordres formels, que Mwezi les a déclarés rebelles, qu'il a tenté de les déposséder de leurs terres et qu'ils se sont soulevés.

Considérant qu'il y a urgence, von Beringe prend sur lui de monter une expédition militaire et en quelques jours, Mwezi est contraint à la soumission. Le 6 juin 1903, il accepte les conditions de von Beringe, à savoir la reconnaissance de la station d'Usumbura, le paiement d'une amende de 424 vaches, l'existence de missions catholiques, le libre passage des caravanes à travers le royaume, etc. En échange, l'Allemagne le reconnaît comme souverain et dans l'avenir s'engage à le soutenir s'il se montre obéissant. Tout serait pour le mieux si une clause du traité n'aboutissait pas en réalité à démembrer le royaume.

Von Beringe, qui veut récompenser les chefs Cyilima et Machoncho pour leur aide, impose à Mwezi de leur attribuer les deux régions de Bukeye et de Muramvya. Or Bukeye est une des résidences royales et, de plus, s'y trouvent les tombeaux royaux ! Cyilima et Machoncho obtiennent même l'assurance que désormais ils n'auront d'ordres à recevoir que de la station militaire d'Usumbura. Cette situation ne pouvait que créer des conflits incessants, car ni Mwezi ni la population n'accepteraient cette violation du droit royal et d'ailleurs, pour leur permettre de s'imposer, von Beringe donne aux deux chefs une petite escorte armée.

Fin septembre 1903, le gouverneur von Götzen désavoue son subordonné qu'il accuse d'avoir déclenché un processus risquant de mener au démembrement de l'Urundi, ce qui est inadmissible, car il a refusé d'exécuter les ordres reçus qui étaient de protéger les missions religieuses, d'étendre peu à peu l'influence allemande et

de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du royaume<sup>2</sup>.

Le gouverneur est cependant placé devant le fait accompli et il doit honorer la signature de von Beringe mais il le remplace par von Grawert afin que, désormais, il n'y ait plus de contradictions entre les ordres qu'il donnera et la politique suivie localement à l'autre bout de l'Est africain allemand<sup>3</sup>.

### *La pacification*

Von Grawert devra tout mettre en œuvre pour unifier l'Urundi sous l'autorité de son roi en ramenant peu à peu les chefs rebelles dans l'obéissance due à Mwezi. Dans deux rapports, von Grawert résume parfaitement la politique qu'il va appliquer :

« ...Il faut ramener tout l'Urundi sous une seule couronne. Comme chef suprême occupant une situation correspondant à celle de Musinga dans le Ruanda, seul Kisabo Mwezi peut entrer en ligne de compte. Peut-être faudra-t-il reconnaître plus d'une chefferie indépendante ; on ne connaît pas encore assez la situation intérieure de l'Urundi pour trancher la question dès à présent. Mais la solution la plus naturelle et celle qu'il faut chercher, avant tout, à réaliser, c'est la constitution d'un royaume unique de l'Urundi dans lequel les chefs actuellement indépendants deviendraient dans leurs territoires, des administrateurs de circonscriptions judiciaires comme ils l'étaient d'ailleurs jadis...

L'idéal est : autorité indiscutée du Roi sur tout son pays ; influence absolument prépondérante de l'Européen sur le Roi, dans une forme qui soit le moins pénible

2. Ce que le gouverneur résume par la phrase suivante : « (...) Permettre aux Barundi de vider leurs querelles entre eux comme ils l'ont fait de tout temps. »

3. En 1905, la station militaire d'Usumbura est élevée au rang de Résidence impériale.

possible à celui-ci ; identification effective de ses intérêts avec les nôtres par augmentation de ses revenus ou autrement. Cet idéal pourra sans doute se réaliser plus facilement et plus vite dans le Ruanda, solidement organisé, que dans l'Urundi, où il faudra commencer par relever le prestige de la royauté, singulièrement affaiblie par les guerres contre le Blanc et par d'autres circonstances. »<sup>4</sup>

Pour von Götzen, tant qu'ils se montreront dévoués à la cause allemande, les rois du Ruanda et de l'Urundi demeureront les maîtres de leurs royaumes, mais il faut laisser au temps le soin d'agir. Et von Götzen ne se trompe pas, car au bout de quelques mois les chefs Cyilima et Machoncho se trouvent dans une situation intenable en raison du soulèvement de leurs nouveaux sujets et parce que Mwezi avait récupéré ses terres avec la bénédiction de von Grawert qui l'encourage à pacifier toutes les régions de l'Urundi qui sont en dissidence. Le 8 octobre 1905, von Grawert annonce officiellement à Mwezi que le gouverneur le reconnaît comme « chef suprême » de tout l'Urundi. Dès lors, les Allemands vont se trouver entraînés dans une succession d'expéditions, car leur prestige est désormais engagé.

Puisqu'ils ont donné leur appui au roi, ils doivent l'aider à combattre les chefs qui refusent son autorité et, en premier lieu, Cyilima qui mène une guerre permanente contre Mwezi. Von Grawert intervient alors avec brutalité contre l'ancien « allié » de von Beringe, qui refuse toujours de reconnaître le roi et avec lequel il veut en finir par la pendaison ou la déportation.

En avril 1906, Cyilima est capturé puis déporté, et ses terres sont données à l'un de ses fils. En 1908, c'est dans le nord-est du royaume que von Grawert guerroie, et c'est là qu'il gagne son surnom de « Bwana Tiki-Tiki », évoquant le bruit de la mitrailleuse qu'il utilisa large-

4. Rapports du 28 juillet 1904 et du 21 novembre 1905. Cité par Ryckmans (1953: 10-11).



ment. Von Grawert reconstruisit peu à peu le royaume de Mwezi. Lorsque ce dernier eut recouvré presque tous ses pouvoirs sur l'ensemble de l'Urundi, il mourut de vieillesse.

Les événements se précipitèrent ensuite, car le gouverneur von Götzen fut remplacé par von Rechenberg et la politique officielle connut alors une nouvelle orientation d'autant plus sensible que von Grawert rentrant en Europe pour un congé, l'Urundi fut administré par un résident intérimaire, le *Hauptmann* Fonck.

Le résident intérimaire ne pensait pas que la dynastie royale pouvait maintenir seule l'unité de l'Urundi sans être solidement épaulée par l'Allemagne et, dans ces conditions, il proposa que l'on reconnaisse à quelques chefs une certaine autonomie sous condition.

Von Rechenberg doit choisir entre la vision de von Grawert, laquelle est de renforcer le pouvoir royal<sup>5</sup> — mais au risque de compromettre la présence allemande en cas de soulèvement décidé par le souverain —, et celle de Fonck qui est en quelque sorte « fédérale ». En réalité, il s'inspirera des deux :

« La politique la meilleure pour l'Urundi devra être celle-ci : d'une part, conserver ou créer des royaumes (*Sultanateri*) assez étendus et assez puissants pour être, en temps de paix, des moyens de gouvernement pratiques et naturels ; d'autre part, éviter qu'ils soient assez étendus et assez puissants pour pouvoir mettre en ligne en temps de guerre, des forces réunies dans une organisation unique, supérieures à nos forces combattantes à nous. Il faudra s'efforcer, conformément à la maxime *Divide et impera*, de créer plusieurs Etats, qu'une diplomatie habile puisse opposer l'un à l'autre en cas de besoin. Il faudra régler les rapports de chaque chef avec le Roi individuellement, en s'inspirant des circonstances et de la tradition. »<sup>6</sup>

5. Le successeur de Mwezi Kisabo est Mutaga.

6. Lettre du 25 mai 1909, cité par Ryckmans (1953: 18).

Désormais, c'est à travers les chefs que s'exercera le pouvoir des Allemands, pratique qui sera reprise plus tard durant la tutelle belge. La politique des chefferies débute donc en 1909.

Les instructions ultérieures données aux résidents successifs, Fonck, von Langenn, Göring et von Stegmann vont toutes dans le même sens :

1. l'Allemagne n'aidera plus le roi à élargir son domaine ;
2. l'Allemagne n'acceptera aucune dilution de son pouvoir en faveur des grands ;
3. l'Allemagne combattra tous les séparatismes.

Sur le terrain, les résidents interpréteront ces directives dans un sens défavorable à Mutaga puisqu'ils ne considéreront comme domaine royal que les territoires sur lesquels le roi sera effectivement capable d'exercer son autorité.

Ainsi, peu à peu, le pouvoir royal s'effrite-t-il et une vingtaine de chefs se trouvent, de fait, dans une situation d'indépendance vis-à-vis du roi.

En 1911, Cyilima reçoit l'autorisation de rentrer dans le royaume et ce sont les troupes allemandes qui empêchent le roi de conquérir ses terres ! La politique de von Grawert est bien oubliée...

### *Politique économique et sanitaire*

Le premier siège de la résidence fut Usumbura, sur le lac Tanganyika, région dévastée par la maladie du sommeil et où les chefs répugnaient de venir, préférant demeurer dans les hautes terres salubres. L'éloignement rendait difficile la tâche administrative, et c'est pourquoi il fut décidé de transférer le siège de la résidence au cœur du pays, à Kitega. Ce fut chose faite le 15 août 1912.

Une des raisons de ce transfert tient à la différence géographique très nette opposant les hautes terres centrales, saines et propices au pastoralisme, et les zones

basses, riveraines du lac Tanganyika, humides, chaudes et insalubres. Le résident intérimaire von Bock résume bien cette réalité en 1912 dans le *Rapport annuel* de la résidence de l'Urundi qu'il rédige :

« Les Waganua (habitants du haut-Urundi) et les Watussi avaient coutume d'éviter Usumbura comme la peste, car ils y contractaient inmanquablement la malaria. Il fallait des invitations répétées et, le plus souvent, une forte pression pour obtenir la présence à Usumbura des chefs, intermédiaires indispensables entre l'administration et les populations Warundi.

L'escarpement se dressait comme la Grande Muraille de Chine entre la *Residentur* et les populations de l'intérieur.

Maintenant que cet obstacle est enfin tombé, les choses ont brusquement changé : les rapports entre la *Residentur* et les chefs sont des plus suivis, de même qu'avec le roi Mutaga qui, répondant au vœu de la *Residentur*, s'est construit à proximité de Gitega une hutte où il vient résider périodiquement. »

Cette même année, le gouverneur von Rechenberg est remplacé par le Dr Schnee, et le nouveau résident de l'Urundi est *YOberleutnant* von Bock.

La politique allemande va évoluer une nouvelle fois, à l'imitation de ce qui se faisait au Rwanda et où un pouvoir royal fort et soutenu par la résidence permettait d'assurer l'ordre et de maintenir, tout en la développant, la présence du Reich. Désormais, l'action administrative va consister à renforcer le pouvoir royal.

Economiquement, Usumbura se développa tandis que Kitega fut le poste administratif. Les Européens préféraient résider loin du lac, à tel point qu'en 1914 seuls 15 ou 20 militaires allemands et missionnaires vivaient à Usumbura. Quant à la ville musulmane, elle comptait plus de 2 000 âmes à la même époque. Usumbura devint une importante station commerciale à partir du moment où la voie de chemin de fer Dar es-Salaam-Kigoma fut

achevée et que le vaporeur *Hedwig von Wissmann* la relia au terminus de la voie ferrée.

Dans les régions basses du Burundi, et notamment dans les environs d'Usumbura, les Allemands eurent à faire face à de gros problèmes sanitaires. Les rives du lac Tanganyika et la vallée de la Ruzizi étaient en effet infestées par la mouche tsé-tsé, et la maladie du sommeil y exerçait ses ravages. L'administration allemande réagit rapidement. Dix médecins et infirmiers — ce qui est colossal par rapport à la population blanche du pays — créèrent plusieurs stations de la s.k.b. (*Schlafkrankheitsbekämpfung*, lutte contre la maladie du sommeil) à Kigwena, à Nyanza-Lac où résidaient les Drs Taute et Hauer, à Rumonge, à Rumangu, à Urambo, à Migeru, à Usumbura et à Tschivitoke. En 1914, la maladie était jugulée.

La découverte de l'atoxil permettait de prolonger la survie des malades mais la principale préoccupation des médecins fut de faire détruire le biotope favorable aux glossines

La campagne de lutte contre la trypanosomiase menée par les Allemands consista essentiellement en la déforestation systématique des rives du lac et des cours d'eau ainsi que des palmeraies. La mouche *Glossina palpalis* trouve en effet son habitat dans la couverture végétale, génératrice d'ombre, existant à proximité de l'eau, et il ne lui est possible ni de survivre ni de se reproduire en dehors de ce milieu.

# LE RUANDA ET L'URUNDI

★ Positions allemandes de la Sebeys (1914-1916)





Général Paul von Lettow-Vorbeck.



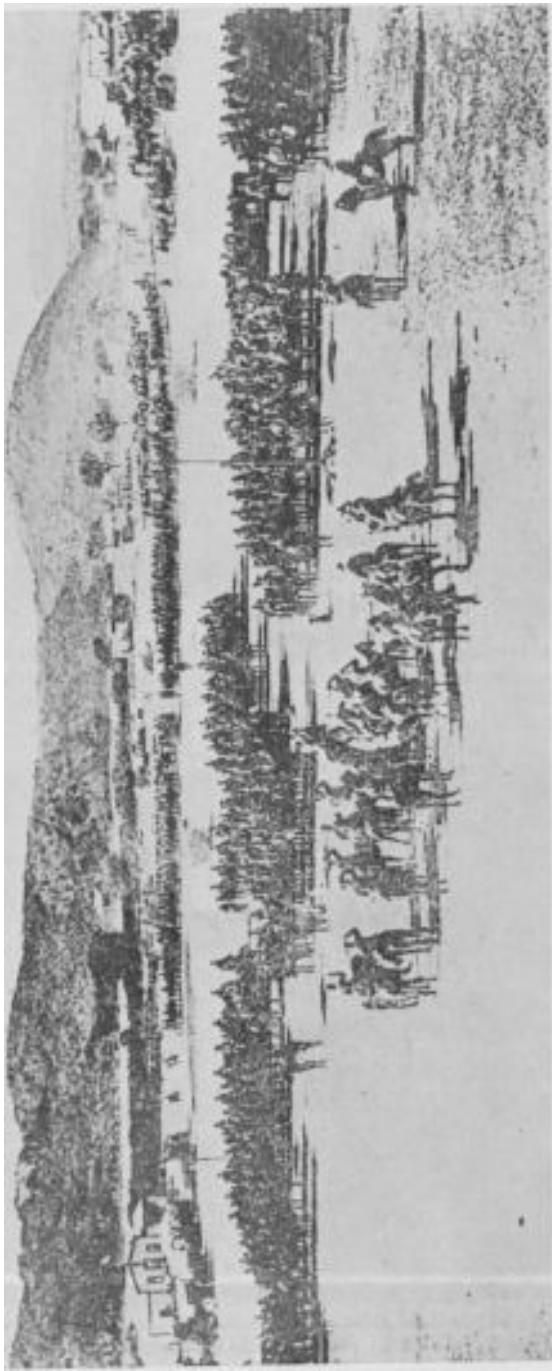
Capitaine Max Wintgens.



Docteur Richard Kandt.  
Découvreur des sources du Nil  
et premier résident allemand du  
Ruanda.



Emin Pacha.  
De son vrai nom Edouard Schnit-  
zler, médecin et gouverneur auto-  
nome de l'Equatoria de 1884 à  
1887.



Sud-Ouest africain.  
Le lieutenant-colonel Leutwein passe la garnison de Windhoek en revue le jour de l'anniversaire du Kaiser.





Après l'échec de la rébellion des Afrikaners en 1914, Maritz (assis avec une plume au chapeau), le capitaine Brink (assis), le capitaine Pienaar (accoudé) et le colonel Ben Bouwer à l'extrême droite ont trouvé refuge au Sud-Ouest africain allemand.



Sud-Ouest africain : le fort d'Okahandja ou Kaiser Wilhelm.



Sud-Ouest africain, la répression : pendaison des assassins de fermiers allemands.



Infanterie de marine allemande durant la révolte des Herero. On remarquera la tête d'un Herero fichée sur la baïonnette et le cadavre d'un autre à l'extrême gauche.



Cameroun 1914 : progression d'une patrouille allemande en zone forestière.



Cameroun : mise en batterie d'un canon de montagne de 37 devant Akoafim.



Cameroun : peloton de cavalerie de Garoua. En tête, le lieutenant von Proeck, chef du peloton.



Cameroun : un détachement allemand traverse un fleuve avec ses porteurs.



Cameroun : groupe d'officiers et de sous-officiers allemands. Parmi eux, assis au centre, le capitaine Hartmann ; à sa gauche, le lieutenant von Baeckmann ; couché en bas à droite de la photo, avec un chapeau, le sergent Wolf.



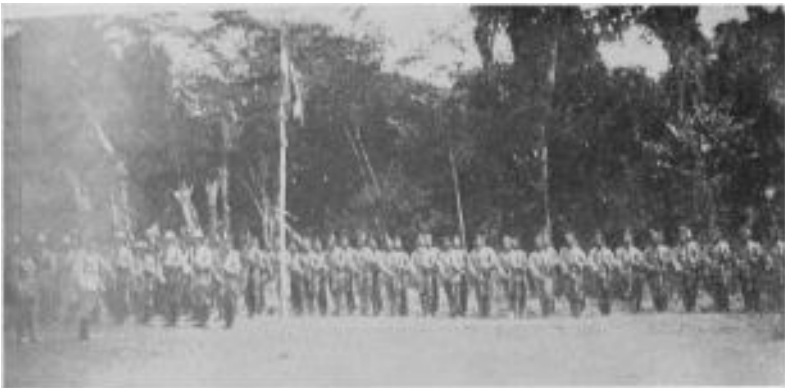
Cameroun : Le lieutenant Herbst, officier de cavalerie.



Cameroun : les défenses allemandes de Maroua après l'assaut allié.



Cameroun : le poste allemand d'Ebolowa.



Cameroun, 27 janvier 1916 : la dernière parade en territoire allemand.  
Le commandant Rammstedt et sa compagnie vont trouver refuge  
dans la colonie espagnole du Rio Muni.



Rwanda, 1907 : le duc de Mecklenburg apprenant le tir au roi Yuhi V Musinga.



Le capitaine Werner von Grawert, Résident Impérial en Urundi avec le roi du Rwanda Yuhi V Musinga en août 1907.

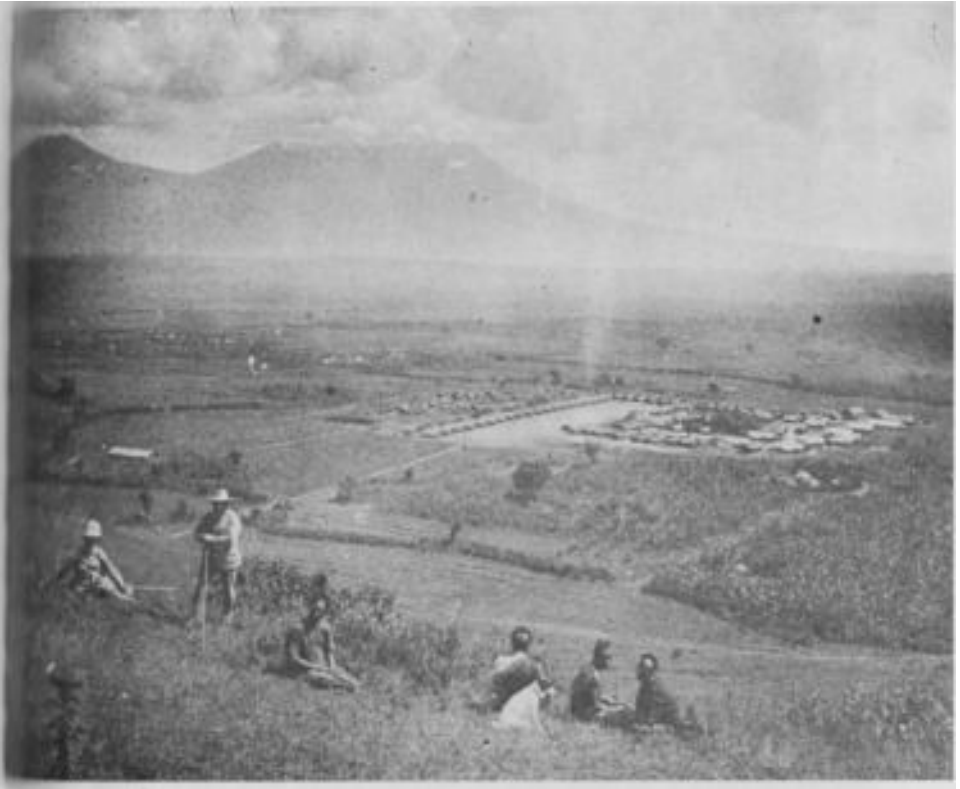




Est africain allemand : les Askaris en combat d'infanterie utilisent encore le vieux fusil modèle 71 tirant des cartouches à poudre noire, d'où la fumée.



Lac Tanganyika. Le *Graf von Goetzen* au batardeau de la cale de halage de Kigoma. On remarquera le canon de 105 mm à l'avant du bateau.



Rwanda, 1910 : au pied des volcans, le camp allemand de Ruhengeri.  
Assis, le lieutenant von Falkenstein.



Fifres et caisses plates, les Askari défilent à Dar es Salam.



Heia Safari ! Les Askari allemands progressent sur les pistes du Mozambique portugais.



Dar es Salam, 1914. L'unique avion allemand en Afrique. Destiné à une démonstration lors de la foire de Dar es Salam, il s'écrasa dès le début de la guerre à laquelle il ne participa donc pas.



Est-africain : un Askari allemand devenu soldat des transmissions.



Tanga, Est africain, le monument aux morts allemands sur lequel figurent les noms des officiers, des volontaires européens et des Askari.

## CHAPITRE VIII

### LA RESIDENCE DU RUANDA AVANT 1914

En 1890, lors de la signature du traité germano-britannique délimitant la sphère d'influence dévolue à l'Allemagne en Afrique-Orientale, le Ruanda est totalement inconnu des Européens. Ni les Arabes, maintenus sur les frontières, ni les explorateurs, comme Stanley ou Stuhlman, n'ont pu pénétrer dans ce royaume fermé et structuré. Le premier Européen qui osa s'aventurer dans le « royaume de la lance et de la vache » fut l'Autrichien Oscar Baumann (1864-1899).

Géographe, chef d'une expédition mise sur pied par l'Association allemande de lutte contre l'esclavage, Oscar Baumann<sup>1</sup> fit un séjour de quatre jours seulement — du 11 au 15 septembre 1892 — au Rwanda et encore se contenta-t-il de franchir la rivière Akanyaru séparant ce royaume de celui de l'Urundi et de parcourir la partie la plus méridionale du pays. Il fallut attendre 1894 pour noter la première prise de contact officielle entre la future puissance coloniale et ses futurs administrés. Ce

1. En 1894, il publia le récit de cette expédition dans un livre intitulé *Durch Massai-Land zur Nilquelle* (A travers le pays Massaï jusqu'aux sources du Nil).

fut le résultat du voyage du lieutenant comte Gustav Adolf von Goetzen (1866-1910) et de son séjour de deux mois au Rwanda du 2 mai au 26 juin 1894.

Von Goetzen, qui avait parcouru la région du Kili-mandjaro en 1891, décida de traverser l'Afrique d'est en ouest. Du 21 décembre 1893, date de son départ de Pangani, au 8 décembre 1894, jour de son arrivée sur l'Atlantique, non loin de l'embouchure du Congo, il réalisa un exploit qu'il raconta dans un livre<sup>2</sup>. C'est à l'occasion de ce voyage qu'il séjourna au Rwanda, qu'il découvrit le lac Kivu et qu'il eut le privilège d'être le premier Européen reçu par le Mwami (roi) du Rwanda, Kigeri IV Rwabugiri.

L'audience eut lieu le 29 mai 1894 à Kageyo, résidence royale située dans l'actuelle préfecture de Gisenyi. L'impression que von Goetzen et ses deux compagnons ressentirent influença par la suite l'administration allemande, car Kigeri IV, monarque au faîte de sa puissance, apparut aux yeux des explorateurs comme le souverain d'un Etat centralisé et remarquablement organisé, situation exceptionnelle en Afrique orientale. Trois ans plus tard, en mars 1897, le nouveau roi, Yuhi V Musinga, maîtrisait à grand-peine une situation anarchique et quand le capitaine von Ramsay arriva à la cour, la légitimité de Musinga ne reposait en réalité que sur la terreur que faisaient régner ses partisans.

Von Ramsay est reçu par un faux roi, une doublure, et profitant des incertitudes politiques caractérisant alors le Rwanda, il impose à celui qu'il croit être le vrai monarque la reconnaissance de principe de la souveraineté allemande.

En 1898, le capitaine von Bethe, venu d'Usumbura, dans l'Urundi, fonde à Shangï, sur la rive sud-orientale du lac Kivu, le premier poste allemand au Rwanda. Cette installation entraîne un conflit de souveraineté avec la Belgique car, en 1896, une colonne belge avait occupé ce site. C'était lors de la répression de la mutinerie des

2. *Durch Afrika von Ost nach West*, 1895, Berlin.

Batetela, ces 5 000 mercenaires que Léopold II avait armés afin de repousser les islamisés du Congo oriental et qui, après avoir massacré leurs officiers, ravagèrent tout le pays. Pour leur interdire de se réfugier hors du territoire belge, en juillet 1896 avait été fondé le poste belge de Shangi par un subordonné de Dhanis entré ensuite en négociations avec les chefs de la région afin d'intégrer Shangi dans les frontières de l'Etat du Congo. Chargée de les écraser, la colonne Dhanis les accrocha sur la rivière Rusizi à Mibirizi, le 13 novembre 1897.

Peu de temps après, cet officier belge vit arriver le capitaine allemand von Ramsay qui venait l'informer officiellement que Shangi était situé dans la zone allemande. Sur le terrain, les officiers coloniaux constataient une fois de plus l'imprécision des limites territoriales fixées en Europe. Dans le cas de la frontière entre le Congo et l'Afrique-Orientale allemande, la fantaisie était la règle depuis la conférence de Berlin. Pour Léopold II, la frontière était une ligne droite partant d'un point géographique situé à 30° de longitude est et de 1°20' de latitude sud aboutissant à l'extrémité septentrionale du lac Tanganyika. Ainsi, dans la totale méconnaissance des réalités politiques et géographiques locales, toute la partie occidentale du royaume du Ruanda se voyait-elle incluse dans le Congo.

### *Le protectorat allemand*

Lorsque les Allemands commencèrent à reconnaître la partie non encore explorée de leur Afrique-Orientale, ils acquirent l'idée que le lac Kivu — comme le lac Tanganyika au sud — devrait constituer la frontière entre les possessions belges et allemandes. Le traité germano-britannique du 1<sup>er</sup> juillet 1899, plus connu sous le nom de traité Hélioland-Zanzibar, donna plus tard raison à la partie allemande.

En 1898, n'attendant pas cet accord pour affirmer sa



souveraineté sur la rive ouest du lac Kivu, le gouvernement du Reich chargea le capitaine von Bethe d'affirmer les droits allemands sur la région en hissant le drapeau à plusieurs endroits et en fondant les postes de Cibitoke dans le nord de l'Urundi et de Shangi sur le lac Kivu.

Afin de supprimer les causes ultérieures de conflit, la Belgique et l'Allemagne décidèrent le 10 avril 1900 la constitution d'une commission cartographique commune destinée à faire le relevé de toute la région. Durant un an, de 1901 à 1902, la partie allemande de la commission se fixa à Shangi. C'est à partir de ce poste que, périodiquement, des officiers allemands se mirent à parcourir le Rwanda.

En 1899 est créé le *Bezirk*<sup>3</sup> du « Ruanda-Urundi » avec Usumbura comme chef-lieu et il est placé sous l'autorité de Bethe qui entreprend immédiatement de faire confirmer par la cour du Rwanda la reconnaissance définitive de la souveraineté impériale. Inquiet des manœuvres de rivaux dynastiques, impuissant face à la force allemande, le « clan » royal s'incline et reçoit en échange l'assurance du soutien de la station militaire d'Usumbura. La politique allemande est donc définie dès la mise en place d'un embryon d'administration coloniale par l'appui donné à Musinga et aux autorités féodales obéissant à son pouvoir.

C'est par sa seule persuasion, sans le secours d'aucun acte écrit, que Bethe réussit à faire admettre la reconnaissance du protectorat allemand par la cour du Rwanda. Le Mwami accepte la tutelle allemande sur son territoire à l'exclusion de toute autre puissance européenne. En retour, l'Allemagne promet de défendre le Rwanda chaque fois qu'il serait attaqué. Le Mwami conserve la juridiction totale sur ses sujets et il ne doit verser aucun tribut à l'Allemagne qui lui demande

3. Au début de l'occupation allemande les *Bezirks* — cercles — couvraient une grande superficie. Le Rwanda faisait partie du *Bezirk* Tanganyika-Kivu dont le chef-lieu était Ujiji. En 1899, le Burundi et le Rwanda constituent à eux seuls un *Bezirk* ayant pour centre administratif Usumbura.

seulement d'être loyal envers l'Empereur et de ne pas intriguer pour se soustraire à sa protection.

La suprématie allemande sur le Rwanda n'est donc que nominale, car le Mwami et ses chefs conservent leur pouvoir sur le pays et ses habitants.

En 1900, les missions catholiques de Save — Issavi — et de Zaza sont fondées. A partir de ces deux établissements, les Pères Blancs vont s'efforcer d'envelopper le plateau central qui leur est interdit par le roi du Ruanda, en le ceinturant de missions. C'est ainsi que sont ensuite fondées les stations de Nyundo (4 avril 1901), de Rwaza (20 novembre 1903) et de Mibilizi (21 décembre 1903). Il est fondamental de noter qu'à la fin de 1903, ces cinq missions sont toutes situées dans des régions périphériques du royaume, provinces hostiles aux étrangers, parfois rebelles au pouvoir central qui espère bien que les Pères en seront chassés. C'est ainsi que la région de Save est une zone traditionnellement agitée, que celle de Zaza au Gisaka, récemment rattachée à la « Couronne », n'est pas encore entièrement pacifiée et que le Bugoyi, où se trouve Nyundo, est une province dont la population se montre souvent réticente à l'autorité « centrale ». De fait, les populations semblent refuser l'implantation missionnaire, du moins dans un premier temps. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les journaux de fondation de ces stations où, à chaque page, il est question de résistance passive, de sorts jetés à l'encontre des étrangers, de la fuite des populations et parfois aussi de résistances violentes. Du moins, loin de la cour, les missionnaires ont-ils les mains libres et peuvent-ils immédiatement se consacrer à leur tâche.

En 1901, les autorités coloniales, en la personne du lieutenant Werner von Grawert, interviennent pour la première fois en faveur de Musinga en prenant parti pour lui dans une querelle dynastique au sujet du Gisaka.

En 1903, le capitaine von Beringe n'hésite pas à infliger au souverain une amende de 40 vaches et à lui adresser un blâme public pour manquement à la parole donnée d'accorder la vie sauve à l'escorte d'un chef en disgrâce.

Par cette décision, les autorités allemandes montrent quelles se réservent le droit d'intervenir dans tous les domaines de la vie publique rwandaise.

En 1905, et contre l'avis de Musinga, le lieutenant von Nordeck impose la présence des missionnaires sur le plateau central, autorisant la fondation de la mission de Kabgayi au Marangara, véritable centre géographique du royaume.

Dans les années qui suivent cette implantation nouvelle, l'on assiste à un rapprochement entre les missions et le pouvoir royal, favorisé par l'habile politique de Kabare, l'oncle du roi qui se demande en effet dès 1907 si les dirigeants tutsi ne risquent pas de se laisser dépasser, submerger par le flot des Hutu formés par les Pères et employés par les Européens. Il sentait qu'à bref délai une conversion des Tutsi devrait se produire.

Le problème pour les dirigeants tutsi était, dès cette époque, de devoir suivre leurs administrés pour en garder le contrôle. Plusieurs étapes sont à distinguer : dans les toutes premières années de la présence des Pères, les Rwandais qui se rangeaient du côté des missionnaires étaient considérés comme réfractaires aux coutumes du pays, à la religion traditionnelle, à l'autorité royale. Ils devenaient automatiquement des « ibiroge » (ceux qui ont bu le poison) et des « ibigome » (rebelles)<sup>4</sup>. Aussi, seuls les laissés-pour-compte, les quasi-parias qui n'avaient rien à perdre allaient-ils à la mission pour y suivre le catéchisme.

Un peu plus tard, après avoir subi l'opposition de la cour, des chefs et des populations, les missionnaires voient venir à eux des Hutu « aisés », néophytes souvent attirés par les missions dans lesquelles ils pensent trouver un moyen de secouer le joug des chefs locaux. La cour et les féodaux ressentent ce premier mouvement de conversion comme une volonté d'échapper à leur autorité

4. Nah'mana (F.), *La Conversion du peuple rwandais au catholicisme entre 1900 et 1916*. Etudes rwandaises, mars 1978, pp. 46-68.

d'où le terme : « inyanga-rwanda » (renégats du Rwanda) pour désigner ceux qui fréquentent les missionnaires<sup>5</sup>.

Vers 1906-1907, Kabare estime qu'il n'est plus possible d'interdire la nouvelle religion et, en 1907, il acceptera de boire à la même cruche que de jeunes chrétiens convertis. Ce geste spectaculaire déplait à la cour mais, incarnant la classe dirigeante, Kabare donne en quelque sorte une caution morale à l'élite qui peut se rapprocher des missions sans être accusée de félonie ou d'incivisme. L'aristocratie attendra cependant encore plusieurs années avant de se convertir, mais l'initiative de Kabare est ressentie par certains comme un encouragement.

### *Richard Kandt*

En 1905, Richard Kandt (1867-1918) publia son célèbre livre *Caput Nili* dans lequel il décrivait ses voyages d'exploration au Rwanda à la recherche des sources du Nil. Avec lui, le Rwanda entra pour de bon dans l'histoire de l'Afrique-Orientale allemande.

Médecin militaire, il partit pour le Rwanda en 1897 et y résida jusqu'en 1905. En juillet 1900, il fut le premier Européen ayant réussi à rencontrer le vrai roi du Rwanda et non plus sa doublure.

En 1905, l'administration impériale commença à penser qu'il serait bientôt nécessaire de constituer au Rwanda une résidence autonome séparée de celle de l'Urundi. Dès le début, le choix du futur résident se porta sur Richard Kandt dont la carrière administrative est due à von Goetzen qui avait gardé de ses deux mois passés au Rwanda, en 1894, un souvenir émerveillé du pays. A chacun de ses passages à Dar es-Salaam, Kandt ne manquait jamais d'aller parler du royaume des « Mille Collines » avec le gouverneur. Pour ce dernier, Kandt était le seul titulaire possible pour la future résidence du Rwanda.

5. *Idem.*

En 1906 fut décidée la création des résidences de Bukoba et du Rwanda et, le 15 novembre 1907, le capitaine Werner von Grawert perdit ses attributions sur le Rwanda, ne conservant que celles sur l'Urundi. Depuis la fin de l'année 1906, le comte de Rechenberg (1859-1935) avait succédé à von Goetzen comme gouverneur impérial à Dar es-Salaam et il avait confirmé le choix de son prédécesseur en maintenant Richard Kandt au Rwanda.

Une des premières tâches du nouveau résident fut de fonder une capitale, un chef-lieu, et le site de Kigali fut choisi en raison de sa position centrale au croisement de plusieurs voies naturelles.

*Bezirk* n° 20 de l'Est africain allemand, le Rwanda devient donc résidence civile. De 1898 à 1908, les Allemands avaient exercé sur le Rwanda une administration militaire. Les officiers de l'armée étaient en même temps gouverneurs des territoires. Le Rwanda était alors occupé et administré par la 11<sup>e</sup> compagnie, sous les ordres d'un lieutenant (*Oberleutnant'*) relevant d'un capitaine commandant (*Hauptmann*) dont la résidence était la station militaire d'Usumbura. La 11<sup>e</sup> compagnie entretenait une garnison à Gisenyi et un détachement à Shangi.

Pour assurer l'ordre à l'intérieur du pays, le gouvernement civil dispose d'un corps de policiers d'une cinquantaine d'hommes, sous le commandement d'un officier allemand. La 11<sup>e</sup> compagnie maintient ses postes de Gisenyi et de Shangi, et de nouveaux sont créés à Cyanugu et à Ruhengeri. Dès lors, le Rwanda remplit les conditions de protectorat (*Schutzgebiet*). L'Allemagne y applique le système de gouvernement indirect : la souveraineté suprême et les relations extérieures sont réservées au Reich, mais le Mwami conserve tous ses pouvoirs.

La seconde priorité du nouveau résident impérial fut de mettre un terme à la question litigieuse de la frontière du Kivu : l'Etat du Congo possédait-il le tiers occidental du Rwanda ou bien la frontière était-elle matérialisée par le lac Kivu ? Richard Kandt avait une idée précise à ce sujet :

« Il n'y a pas d'autre frontière possible que la frontière Rusizi-Kivu. Toute autre frontière déchirerait ce grand pays qu'est le Rwanda (...) en tant qu'Allemand, je devrais revendiquer l'ensemble de l'Etat du Congo ; en tant qu'ethnologue, je suis pourtant d'avis qu'il serait préférable de renoncer complètement au Rwanda plutôt que de le morceler. » (1921 : 516).

Kandt avait bien vu que des populations ethniquement différentes vivaient de part et d'autre du lac qui formait une frontière humaine et physique idéale. Et durant des mois, il discuta avec le commandant Derche, chef de la délégation belge.

Le 14 mai 1910, à Bruxelles, la Belgique, l'Allemagne et la Grande-Bretagne fixèrent d'un commun accord la frontière de leurs possessions sur la ligne naturelle formée par la Rusizi au sud, le lac Kivu au centre et les volcans Virunga au nord.

Entre-temps, dans le nord du Rwanda, à la faveur des incertitudes et des rivalités dynastiques qui paralysaient le pouvoir central, un certain Basebya devient le chef d'une véritable principauté de pillards. En 1909, la « cour » organise une expédition guerrière qui réussit à refouler Basebya et ses bandes dans les immenses marais du Rugezi, mais sans réussir à les éliminer.

En 1910, le père Loupias, de la paroisse de Rwaza, est tué en intervenant dans une querelle entre deux chefs de la région : Sebuyange et Rukara. Ce dernier, accusé du meurtre, se réfugie chez Ndungutse, prétendant au trône et qui commence à agiter le nord du royaume. Les autorités allemandes organisent de sanglantes représailles, entendant montrer par là qu'elles ne toléreront aucune violence dirigée contre les Européens.

En 1911 et 1912, certaines provinces septentrionales prennent fait et cause pour Ndungutse qui reçoit le renfort de Basebya qui lui prête hommage. Les partisans de Musinga sont tués ou chassés, et les rebelles marchent

vers l'ouest et également vers le sud, en direction de la capitale royale Nyanza. Depuis Kigali, le lieutenant Gudovius, qui s'est rendu dans les provinces sécessionnistes pour mesurer l'ampleur du soulèvement, prévient Musinga qu'il est temps d'intervenir énergiquement et que l'Allemagne est décidée à l'appuyer.

Le 13 avril 1912, les Askari allemands commandés par Gudovius s'emparent du campement de Ndungutse qui est abattu. Basebya s'enfuit, mais est capturé quelques semaines plus tard et exécuté le 15 mai. Durant un mois environ, détachements allemands et compagnies guerrières royales nomadisent dans les régions soulevées et achèvent la pacification. La Résidence impériale, intervenant donc une fois de plus en faveur du pouvoir en place, sauve ainsi Musinga et ses partisans.

### *L'arrivée des musulmans*

L'administration allemande, qui intégra le Ruanda et l'Urundi dans la *Deutsche Ostafrika*, en fit la pointe avancée du domaine colonial impérial vers l'ouest. La présence allemande favorisa dès le début la venue et l'installation de musulmans : askaris et clercs tout d'abord et, à leur suite, des marchands qui fondent des « dukas » en relation étroite avec Tabora puis avec Bukoba. Cette ouverture se traduisit par l'apparition d'un personnel commerçant étranger, essentiellement musulman, car, comme l'a noté le pasteur Johanssen :

« Le Swahili de la côte et le commerçant hindou, l'Askari du Soudan et l'Arabe qui enseigne le Coran suivent partout les fonctionnaires de la puissance coloniale, et c'est ainsi que les postes du gouvernement deviennent des bastions de l'Islam. Aucune communauté musulmane n'existait (au Ruanda) avant la domination allemande. Sous l'étendard allemand, l'Islam gagne tous les jours du terrain. » (1915: 203)

En plus d'ouvrir le Ruanda et l'Urundi vers l'est, ces commerçants permirent de raccorder entre eux trois circuits commerciaux qui fonctionnaient indépendamment : le circuit centré sur le lac Kivu, le circuit interlacustre et celui du Tanganyika.

Les Arabes s'installent en territoire allemand, aux extrémités nord et sud du lac Kivu et, à partir de là, ils draineront l'ivoire et le caoutchouc d'une partie du Congo oriental en échange d'étoffes et de verroterie. Le total rattachement commercial du Rwanda et de l'Urundi à l'Afrique de l'Est se fera à partir de 1905 quand ces pays se spécialiseront dans la production et l'exportation de peaux à destination de l'océan Indien *via* Bukoba et le lac Victoria. A cette époque, les commerçants étrangers sont encore peu nombreux au Rwanda et ils ne se risquent guère dans le Nord qui connaît des troubles et où l'autorité royale est contestée.

Malgré les dangers courus, les marchands se mettent à emprunter de plus en plus, et ce à partir de 1905, la route passant par les régions montagneuses du Nord. Voie d'accès menant directement de Bukoba au Congo oriental, cette zone entretenait en outre un important cheptel caprin qui ne pouvait laisser longtemps indifférents les traitants musulmans. C'est toujours vers 1905 que le démarrage effectif du commerce arabe, indien et même européen va se faire au Rwanda. C'est en effet à partir de cette année-là que le commerce des peaux prendra une telle ampleur à Bukoba que les marchands s'emploieront à trouver au Rwanda de nouvelles sources d'approvisionnement.

Bukoba devient à cette époque un centre commercial important. Sa situation géographique, son rôle administratif et militaire le favorisent. L'ancienne route des caravanes qui contournait le lac Victoria commence à être abandonnée à partir du moment où *l'Uganda Railway* entre en service. Cette voie de chemin de fer dont les travaux ont débuté en 1895 à Mombasa (Kenya) atteint Kumusu sur le lac Victoria en 1902. Reliant directement les régions riveraines du lac Victoria à un port de l'océan



Indien, elle contribue dans une très large mesure à drainer vers le territoire britannique les productions de toute une partie de l'Afrique-Orientale allemande et même du Congo, exportées par les ports allemands de Bukoba et de Mwanza. Dans ces deux villes, les produits transportés par caravanes sont transbordés sur des bateaux et acheminés jusqu'au port britannique de Kisumu puis chargés sur wagons à destination de Mombasa.

Cette politique allemande, relativement favorable à l'installation de commerçants musulmans, provoqua la colère des missions catholiques. Les autorités furent contraintes d'en tenir compte ainsi que le montre l'ordonnance du gouverneur de la *Deutsche Ostafrika* en date du 10 mars 1905 :

« (...) Jusqu'à nouvel avis, l'entrée dans les sultanats du Rwanda et d'Urundi est autorisée seulement à partir de la station militaire d'Usumbura et seulement avec l'autorisation écrite de l'officier de district ou de son représentant... »

Cette mesure, qui permettait d'interdire l'entrée du Rwanda aux traitants installés à Bukoba, risquait de réduire à peu de chose le développement commercial du royaume. Le 7 mars 1906, une nouvelle ordonnance apportait une précision : il n'était plus fait mention du passage obligatoire par Usumbura, mais l'entrée des Arabes et des Indiens était toujours subordonnée à une autorisation écrite. Cette ordonnance annulait-elle celle de 1905 ? Elle la pondérait tout au moins, puisque le commerce n'était pas interdit dans la mesure où les traitants se faisaient enregistrer et détenaient une licence.

Kandt, qui n'était pas opposé à l'installation de commerçants musulmans et asiatiques, tenta tout de même de favoriser la venue de commerçants européens, ce qui n'aboutit pas. Devant le peu d'enthousiasme manifesté par les négociants allemands de Bukoba, il fit venir de cette station un premier contingent de Musulmans. Les

controverses continuèrent sans toutefois ralentir l'immigration et, en juin 1913, le gouverneur général décréta que le Rwanda et l'Urundi étaient désormais ouverts au commerce, la seule interdiction étant faite aux éléments troubles qui pourraient menacer l'ordre public.

Le souci de l'administration impériale était double : d'une part, les autorités reconnaissaient la nécessité d'un développement économique du Rwanda et de l'Urundi qui passait obligatoirement par l'installation d'Arabes, de Swahili ou d'indiens, mais, d'autre part, ces mêmes autorités désiraient avoir un certain contrôle sur ces étrangers et exercer un droit de regard sur leurs activités.

L'attitude des missions face à l'ouverture commerciale diffère sensiblement de celle des autorités allemandes. Pour les Pères Blancs et également pour les pasteurs protestants, ce commerce est totalement négatif et même dangereux, car étant aux mains des Musulmans, il y a risque d'islamisation et les Pères Blancs ne voient pas tant l'appât du gain qui pousse les arabisés à s'installer que l'esprit prosélyte.

En 1916, les firmes européennes au Rwanda étaient au nombre de cinq : il s'agissait de la firme *Max-Klein* de Marseille, de *l'internationale Handelsgesellschaft* de Hambourg, de *l'East Afrika Trading Co*, de la *Societa Italiana Coloniale* et de la maison *Papazoglakis et Angelopoulos*.

### *Projets ferroviaires*

Les projets allemands, variés et nombreux, ont porté sur des domaines différents, souvent complémentaires, dans tous les cas originaux et fondés sur une constatation : le nécessaire désenclavement d'un territoire dont les conditions géographiques favorables devraient permettre l'apparition et le développement d'une agriculture d'exportation. Toute politique de développement dépendait cependant de la création de voies de communication.

Les travaux de construction de la voie ferrée allemande

du Tanganyika débutent en 1905, soit deux ans après l'achèvement de l'*Uganda Railway*. Les travaux n'avancent guère, puisque la ligne n'atteint Tabora qu'en 1912. Le dernier tronçon, Tabora-lac Tanganyika, le plus difficile, est cependant terminé dès février 1914, permettant ainsi de relier par Kigoma l'ouest de la *Deutsche Ostafrika* à l'océan Indien. Dès avant la mise en service de cette voie ferrée, l'idée fut avancée de la prolonger en direction du Rwanda et de l'Urundi ; les propositions concernant les tracés éventuels furent nombreuses.

Pour mettre fin aux débats et aux controverses, le Dr Schnee, gouverneur de la *Deutsche Ostafrika*, entreprit en janvier un voyage devant le mener à Tabora et dans les résidences du Ruanda et de l'Urundi afin de décider du tracé futur de la voie ferrée du Ruanda-Urundi. L'opinion du gouverneur, approuvée par Berlin, fut que le meilleur tracé consisterait en une voie de 450 kilomètres avec un embranchement qui se détacherait aux frontières mêmes du Ruanda et de l'Urundi, exactement au confluent de la Ruvubu et de la Kagera. Au Ruanda et en Urundi, cette ligne aurait comme prolongement les rivières navigables que sont la Nyabarongo, l'Akanyaru et la Ruvubu permettant ainsi de relier Kigali et les environs de Gitega aux chutes de la Rusumo, terminus de la voie ferrée<sup>6</sup>. Les milieux gouvernementaux allemands estimaient que ce tracé offrait de multiples avantages au point de vue politique :

« La ligne proposée par le gouvernement passe si près du lac Victoria qu'elle sera pour les Anglais un avertissement permanent de ne pas venir troubler nos régions du Tanganyika. »<sup>7</sup>

Au plan technique, la voie ferrée devant traverser des régions de plateaux, il n'était pas nécessaire d'entre-

6. Moisel (M.), *Die Urundi-Ruandabahn. Deutsche Kolonialzeitung*, 1913, p.p. 418-420.

7. Zimmermann (E.), *Zur Linienführung der Kagerabahn. Deutsche Kolonialzeitung*, 1914, pp. 38-39.

prendre la construction d'ouvrages d'art, ce qui permettrait ainsi une réalisation plus rapide. Au plan économique enfin :

« Le gouvernement voit ce tracé comme particulièrement avantageux, car il permettrait d'établir une correspondance à peu de frais et avec le minimum de parcours, à partir de la région de Kahama vers Mwanza sur le lac Victoria. Ainsi, le nord-ouest du district de Tabora, très riche en bétail, serait ouvert à l'exploitation en même temps que l'Urundi et le Ruanda. »<sup>8</sup>

Dès 1908, les autorités allemandes se préoccupent de savoir si la Nyabarongo et la Kagera sont navigables et, en juillet de la même année, le lieutenant Gudovius descend ces deux rivières sur une barque en aluminium accompagné de cinq Askaris.

Le projet entre en réalisation à la veille du premier conflit mondial et, en 1915, alors que les troupes du colonel von Lettow-Vorbeck combattent sur les frontières de la *Deutsche Ostafrika*, un ingénieur du gouvernement s'installe au Gisaka, dans le sud du Rwanda, avec son équipe et y reste durant plus de quatre mois afin de procéder à l'étude du tracé de cette voie ferrée<sup>9</sup>. Le projet officiel ne fait cependant pas l'unanimité et deux autres tracés sont proposés, l'un par le père Van der Burgt qui désire voir le centre du Burundi et du Rwanda traversé par le futur chemin de fer, et l'autre par certains milieux coloniaux allemands qui craignent que le tracé Tabora-Rusumo n'entraîne un monopole britannique sur le lac Victoria. Les arguments mis en avant par le père Van der Burgt furent repris par Moisel, qui cite une lettre que lui a adressée le missionnaire :

8. Moisel (M.), op. cit. p. 418.

9. Signalons que les autorités allemandes avaient envisagé la création d'un canal reliant le lac Victoria à la Kagera, et que, lors de sa visite à Bukoba en 1911, le duc de Rechenberg s'était fait accompagner d'un ingénieur chargé d'étudier ce projet.

« Ma plus grande joie à présent est la voie ferrée de l'Urundi à partir de Tabora. Et, cependant, je déplore le choix de votre tracé... dans l'intérêt de la colonie, il vaudrait mieux que la ligne passe plus à l'ouest, qu'elle longe en amont la Ruvuvu et l'Akanyaru et se dirige vers le lac Kivu en passant au cœur de l'Urundi et du Ruanda. Ces magnifiques régions et leurs montagnes pourraient ainsi être réellement développées... Or la ligne prévue touche à peine l'Urundi et le Ruanda, et passe sur la plus grande partie de son parcours par une région qui est peu peuplée. »<sup>10</sup>

Cette proposition du père Van der Burgt offrait un intérêt certain dans la mesure où les deux Résidences du Rwanda et de l'Urundi, grâce au terminus sur le lac Kivu, auraient pu directement drainer vers l'est, par le domaine impérial, une partie des productions du Congo. Cependant, les milieux officiels étaient loin de partager les idées du Père, et ce essentiellement en raison du coût élevé du projet résultant des contraintes du milieu et aboutissant, de ce fait, à la construction d'une voie ferrée de montagne de 200 kilomètres de long passant à travers la crête Congo-Nil et devant, de plus, triompher de l'obstacle naturel constitué par la vallée de la Ruzizi. Cet argument ne semble cependant pas poser de problème au père Van der Burgt qui écrivait :

« Il est vrai que la ligne Tabora-Kivu a 200 kilomètres de plus que la ligne Tabora-Kagera et revient donc plus cher, mais il ne faut pas oublier qu'à l'intérieur du pays, des milliers de Barundi et de Banyaruanda peuvent travailler à la ligne et payer ainsi leurs impôts, chose impossible pour le moment, puisqu'on dehors de leur bétail, ils ne possèdent rien d'autre que leurs bras vigoureux. »<sup>11</sup>

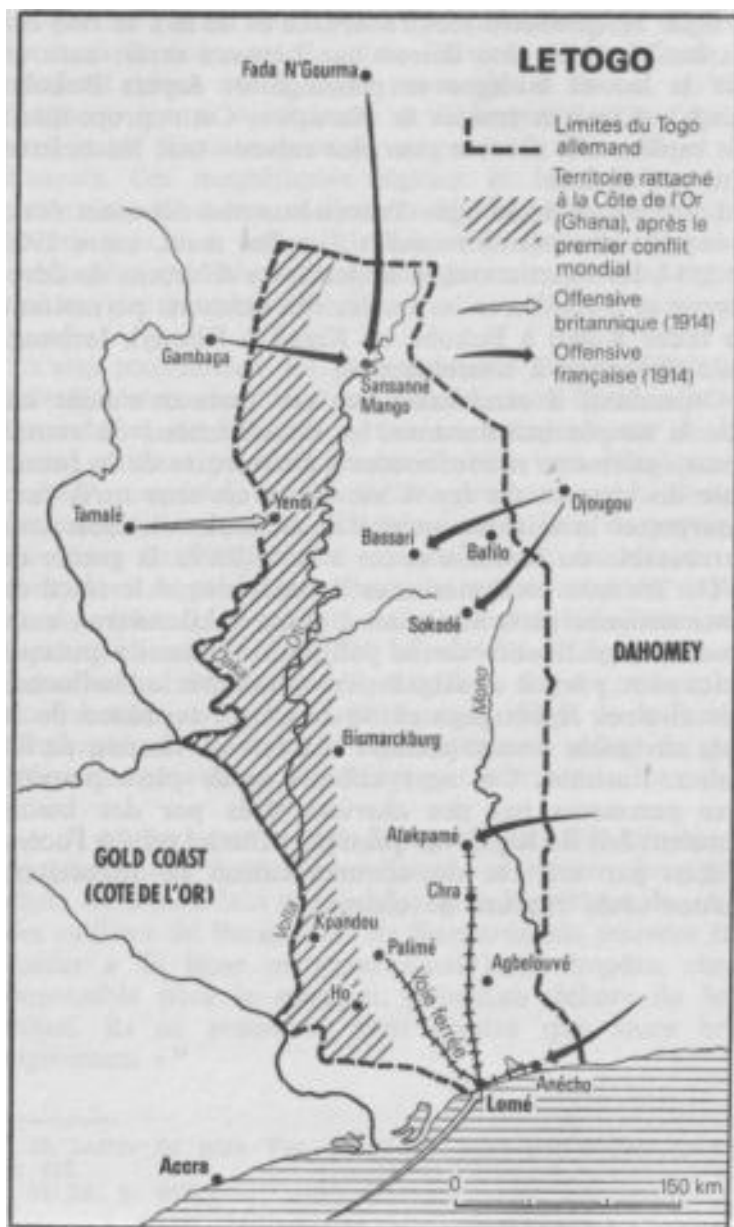
10. Lettre du père Van der Burgt, citée par Moisel op. cit., p. 418.

11. *Id.*, p. 418.

Une seconde proposition officieuse envisageait de relier la ligne Tanga-Moshi jusqu'à Arusha et de là à la rive est du lac Victoria. Une liaison par bateaux serait assurée sur le lac et la ligne se prolongerait depuis Bukoba jusqu'à Kigali à travers le Karagwe. Cette proposition fut rapidement écartée pour des raisons tant financières que politiques.

Les travaux de la ligne Tabora-Rusumo débutent donc à la veille du premier conflit mondial mais, entre 1908 et 1914, les fonctionnaires impériaux s'efforcent de développer et d'améliorer les itinéraires existants permettant de relier Kigali à Bukoba ou Kigali à Kisenyi, Ischangi puis Shangugu à Usumbura.

Cependant, il semblerait que ces travaux n'aient été que la simple maintenance, les constructions de routes étant également subordonnées à l'ouverture de la future voie de chemin de fer. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la mise en service de la seule véritable voie carrossable du Rwanda et ce, à la veille de la guerre de 1914. Travaux modestes sans doute puisque le tracé de cette nouvelle piste atteignait à peine 7 kilomètres, mais travaux significatifs de la politique allemande puisque cette piste partait de Kigali pour atteindre la confluence des rivières Nyabugogo et Nyabarongo, terminus de la voie navigable devant prendre le relais du chemin de fer Tabora-Rusumo. Ces sept kilomètres de piste pouvant être parcourus par des chariots tirés par des bœufs auraient fait de Kigali un quasi-port fluvial relié à l'océan Indien par un axe de communication ne nécessitant qu'une seule rupture de charge.



## *II<sup>e</sup> PARTIE*

### LA GUERRE DE 1914-1918 ET SES SUITES

Tard venu dans le club très fermé des nations coloniales, le Reich s'était installé là où il n'avait point eu de prédécesseurs, et ce tant dans la partie occidentale qu'orientale du continent noir. En 1914, la présence allemande n'est donc guère homogène en Afrique, et ses colonies étant dispersées, leur défense n'en sera pas facilitée.

La guerre déclarée, l'Allemagne, qui n'est pas en position de force outre-mer, ne souhaite pas que le conflit y soit étendu, puisqu'on définitive le sort des empires se décidera sur les fronts d'Europe. Pour les contemporains, ce sont des combats secondaires et périphériques qui risquent d'ensanglanter l'Afrique. Le général Eymenrich, commandant supérieur des troupes de l'Afrique-Equatoriale française écrit même que « ...les succès remportés aux colonies, pour si brillants qu'ils soient, n'atténueraient pas les résultats d'une défaite en Europe et réciproquement ».

Les Alliés désirent cependant obtenir la victoire militaire rapide que doit garantir leur écrasante supériorité militaire et humaine. Les possessions allemandes sont alors attaquées, mais les garnisons qui y sont entretenues se défendent, avec pour seul souci de retenir le maximum



d'adversaires et pour le temps le plus long possible, loin des fronts principaux d'Europe.

En Afrique, le premier acte de la guerre débute au Togo le 7 août, quand un détachement français venu du Dahomey pénètre à l'intérieur de la frontière allemande.

Coupée de ses colonies par les marines anglaise et française, l'Allemagne tenta alors de faire prévaloir la neutralité de tout le bassin du Congo. Sa référence était l'acte de Berlin de 1885 qui avait, par convention diplomatique, élargi les limites géographiques du bassin du Congo à d'autres territoires que ceux qui en faisaient naturellement partie. C'est ainsi qu'une fraction de l'a.-e.f., du Cameroun, toute l'Afrique-Orientale allemande, toute l'Afrique-Orientale anglaise, le nord de l'Angola et de la Rhodésie y étaient intégrés.

Le 15 septembre 1914, alors que le Togo était sur le point d'être conquis par les Alliés, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères allemandes, le Dr Zimmermann, envoya une note à l'ambassadeur américain à Berlin dans laquelle il lui expliquait la nécessité de neutraliser l'Afrique centrale, et ce afin de « ...prévenir une aggravation purement gratuite de l'état de guerre qui serait préjudiciable à la communauté de culture de la race blanche ».

Les gouvernements britannique et français refusent cette proposition, mais l'idée allemande fut persistante durant les premiers mois de la guerre et dans une note officielle le gouvernement du Reich l'exprime une fois de plus :

« L'emploi des troupes de couleur en Europe et l'extension de la guerre dans les colonies africaines, qui s'est produite contrairement aux traités existants, qui diminuent le prestige de la race blanche dans cette partie du monde, ne sont pas moins inconciliables avec les principes du droit international et de la civilisation. » (cité par Dubois, 1985 : 164).

Toutes les colonies allemandes d'Afrique seront attaquées et toutes succomberont, souvent après une lutte acharnée. Une seule, l'Afrique-Orientale, réussira à résister durant toute la durée de la guerre.

## CHAPITRE IX

### GUERRE ÉCLAIR AU TOGO

La campagne du Togo a duré 19 jours. Du 7 août au 26 août 1914, les troupes françaises et britanniques ne laissèrent en effet aucune chance à un petit contingent allemand de 500 soldats africains encadrés par une poignée d'officiers et de sous-officiers blancs <sup>1</sup>.

Le Togo allemand était indéfendable, car il était constitué d'une étroite bande de terre coincée entre les territoires britannique et français. Il pouvait être investi sur toutes ses frontières et succomber rapidement, réalité qui n'avait pas échappé au gouverneur, le duc de Mecklenburg <sup>2</sup>, et à von Doering, gouverneur par intérim. Ce dernier est un excellent connaisseur de la situation locale puisqu'il est en poste au Togo depuis 1893 comme administrateur civil.

Adolphe Frédéric, duc de Mecklenburg, est né à Schwerin le 10 octobre 1873. Fils du grand-duc Frédéric François II de Mecklenburg-Schwerin, il fut très tôt passionné par les voyages et l'entreprise coloniale.

1. Pour une étude détaillée de la question, il est nécessaire de se reporter à l'excellente *Histoire du Togo* de Robert Cornevin, Paris, 1968.

2. Il était en congé au moment du déclenchement des hostilités.

Son nom lui permit de mettre sur pied et de prendre la tête d'une expédition ayant pour but l'exploration du nord-ouest de l'Afrique-Orientale allemande, du Graben de l'Afrique centrale, des régions comprises entre les lacs Kivu et Albert et, enfin, des régions frontalières du nord-est de l'Etat du Congo.

Cette entreprise fut soutenue par Hans Meyer, président de la Commission pour la recherche géographique coloniale qui engagea le *Reich-Kolonialamt* à mettre des fonds très importants à la disposition du jeune duc.

Dotée de moyens énormes, soutenue par les milieux politiques, l'expédition eut lieu en 1907 et 1908. A l'issue de ce périple, le duc de Mecklenburg fit paraître un *Rapport sur le cours de l'expédition scientifique*.

Sa carrière coloniale ne prit pas fin avec son expédition en Afrique centrale. En 1910 et 1911, il organisa en effet d'autres voyages de découverte en Afrique et, en 1912, il fut nommé gouverneur du Togo, fonction qu'il occupa jusqu'en 1914.

La campagne du Togo fut rapide en raison de la présence exceptionnelle d'un bataillon français constitué en unité opérationnelle au Dahomey voisin. Sans une révolte indigène dans ce territoire français, les Britanniques de la *Gold Coast* auraient dû, soit assumer seuls l'invasion du Togo, soit attendre plusieurs semaines l'arrivée de renforts anglais venus du Nigeria ou envoyés par la France depuis l'a.-o.f.

En janvier 1914, au Dahomey, la tribu des Holli est entrée en dissidence après avoir attaqué des gardes cercle (des supplétifs). Les effectifs dont dispose l'administration locale sont insuffisants et un bataillon embarque à Dakar sous les ordres du commandant Maroix. Les Holli se soumettent au début du mois de juin 1914 et le gouverneur Moufflard demande à l'état-major de Dakar la possibilité de conserver le bataillon Maroix jusqu'au traditionnel défilé du 14 Juillet, afin de donner un lustre particulier à cette cérémonie et de montrer aux populations l'étendue de la force française. Ce classique souci

de prestige colonial fit que le 3 août 1914, quand la guerre est déclarée, le bataillon, qui est toujours à Porto-Novo, va permettre aux Alliés de lancer une offensive immédiate contre la colonie allemande.

Pour Paris et pour Londres, l'intérêt d'une telle campagne est double. Stratégiquement d'abord, la conquête du Togo permettra la prise de la station radio de Kamina (près d'Atakpamé). Cette station de T.S.F. ultra-moderne pour l'époque permettait de communiquer directement avec l'Allemagne et avec les navires allemands se trouvant dans tout l'Atlantique Sud. En cas de conflit, la coordination de la guerre maritime sur des axes vitaux pour les Alliés aurait pu donner à l'Allemagne un avantage certain. Il est étonnant que le Reich ait construit une telle station dans la moins protégée, la moins favorable et la moins défendue de ses colonies.

Le deuxième avantage immédiat que la conquête du Togo présentait aux yeux des Alliés était d'ordre psychologique, dans la mesure où les opinions publiques seraient stimulées par l'annonce d'une victoire rapide, même si, à aucun moment, cette dernière ne risquait d'être mise en doute.

Conscient de cette certitude, von Doering télégraphie dès le 4 août aux gouverneurs de l'a.-o.f., de la *Gold Coast* et du Dahomey, leur proposant, afin de ne pas donner aux peuples africains le spectacle d'Européens en guerre les uns contre les autres, de neutraliser le territoire du Togo et de s'en remettre aux traités de paix qui suivraient nécessairement la guerre qui venait d'éclater en Europe. La France et l'Angleterre rejettent cette proposition.

La campagne débute alors et un commandement inter-allié est constitué. La direction devrait naturellement en revenir à l'officier le plus gradé, en l'occurrence le commandant Maroix, mais les Britanniques élèvent le capitaine Bryant, chef de leur détachement de la *Gold Coast*, au grade de lieutenant-colonel à titre temporaire.

C'est donc le colonel Bryant qui coordonnera les opérations, lesquelles se dérouleront en pleine saison des

pluies, rendant la progression difficile lorsqu'il s'agira de franchir les fleuves et les rivières.

L'invasion du Togo se produit par mer et par terre, au nord, à l'ouest et à l'est. Elle commence le 7 août en fin d'après-midi, Je long du littoral, quand le capitaine Marchand franchit la frontière. Le lendemain, Porto-Seguro est aux mains des troupes françaises qui avancent vers Lomé. Le 7, Lomé a été évacué par les Allemands et le colonel Bryant y débarque à la tête de 535 soldats noirs de la *Gold Coast* et de 57 officiers et sous-officiers britanniques.

Les forces d'invasion sont scindées en deux. Les Britanniques, renforcés par un détachement français, avanceront vers le nord en suivant la voie ferrée Lomé-Atakpamé tandis que le commandant Maroix partira de Savalou, au Dahomey, afin de progresser en direction de Kamina et d'Atakpamé, et ce pour prendre les Allemands à revers.

La progression de la colonne Bryant est difficile, les Allemands la harcelant, tentant ainsi de la freiner. Le 16 août, une compagnie de la *Schutztruppe*, forte de 25 Allemands et de 200 tirailleurs, et qui s'était retranchée à Agbélouve, sur la voie ferrée, est repoussée, perdant sept Européens dont son chef, le capitaine Pfähler.

Le 22 août, les Allemands retranchés à Kra tentent de stopper l'avance alliée. Afin d'enlever les positions ennemies, l'artillerie anglaise entre en action, sans résultat, et quand l'assaut est donné, les mitrailleuses allemandes fauchent les assaillants qui subissent des pertes sévères.

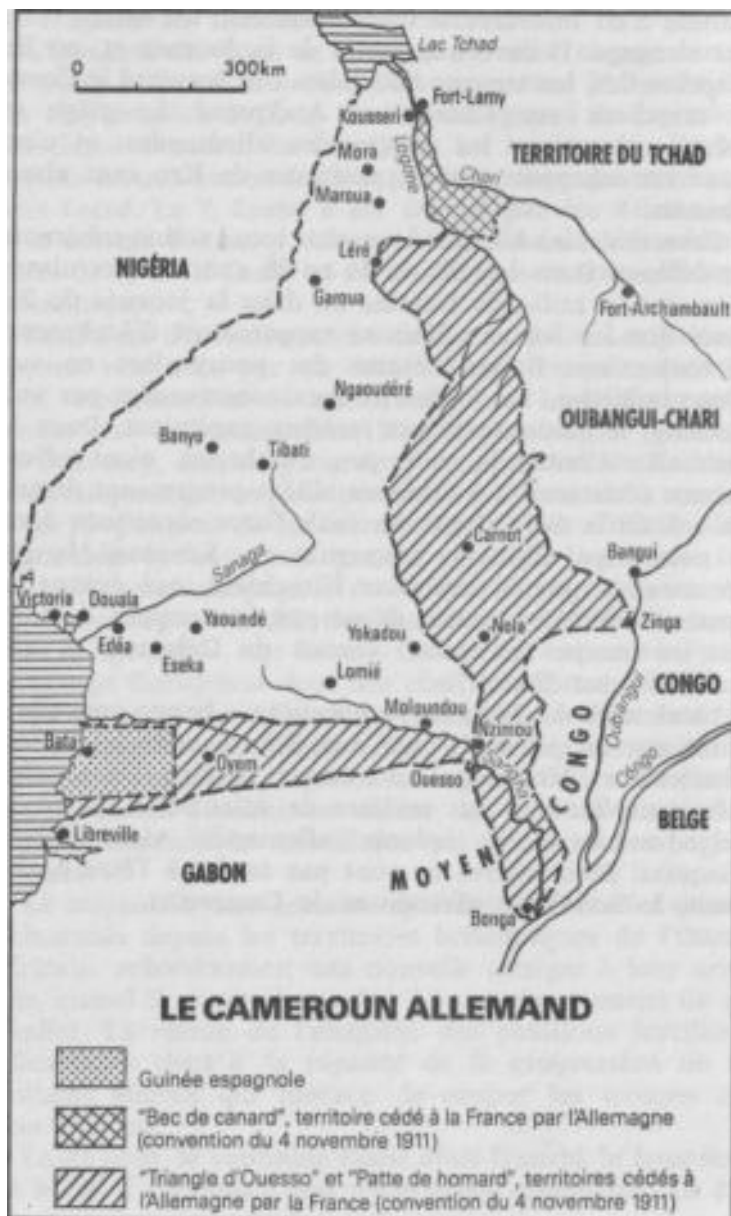
Le colonel Bryant demande que des renforts lui soient acheminés depuis les territoires britanniques de l'Ouest africain, subordonnant une nouvelle attaque à leur arrivée, quand il apprend que les Allemands viennent de se replier. La raison de l'abandon des positions fortifiées allemandes tient à la rapidité de la progression de la colonne Maroix qui menace de couper les troupes de von Doering.

Le 21 août, le capitaine Durif avait franchi la frontière et le 22, il disloquait une avant-garde allemande. Le 23,

alors que le Mono est en crue et que les Allemands tentent d'en interdire le franchissement, un sévère combat s'engage. Il dure une partie de la journée et, en fin d'après-midi, les troupes françaises ont traversé le fleuve et marchent sur Kamina et Atakpamé. Le piège se referme donc sur les compagnies allemandes, et c'est pour lui échapper que les positions de Kra sont abandonnées.

Désormais, les Allemands cessent toute action cohérente de défense. Dans la nuit du 24 au 25 août, ils détruisent leur station radio de Kamina et, dans la journée du 25, alors que les forces alliées se rapprochent d'Atakpamé, le major von Roben entame des pourparlers en vue d'une reddition. Le 26, les troupes commandées par von Doering, le gouverneur par intérim, capitulent. Dans le nord, les Allemands, trop peu nombreux, n'ont offert aucune résistance à 6 colonnes alliées progressant depuis l'a.-o.f. ou la *Gold Coast*. La seule force constituée dans le nord-Togo était la compagnie de Sansanné-Mango, commandée par le capitaine Hirschfeld, qui évacue le poste dès le 15 août afin de ne pas être coupée du Sud par les troupes françaises venues du Dahomey et qui marchent sur Bassari.

La victoire du Togo est la première « bonne nouvelle » d'une guerre qui avait bien mal débuté pour les Alliés. Charleroi et Morhange sont certes perdus, les armées retraitent, mais à des milliers de kilomètres du front belgo-français, une colonie allemande vient d'être conquise. Deux autres ne vont pas tarder à l'être également, le Sud-Ouest africain et le Cameroun.



## CHAPITRE X

### LA CAMPAGNE DU CAMEROUN

La campagne du Cameroun se déroula en trois phases :

1. Un débarquement britannique s'opéra à Douala et les colonnes de l'Oubangui-Chari, du Moyen Congo et du Gabon créèrent une diversion d'octobre 1914 à septembre 1915.
2. En mai-juin 1915, une offensive générale échoua.
3. L'offensive finale d'août 1915 à janvier 1916 réussit, Yaoundé fut prise et les forces allemandes se replièrent en territoire neutre.

#### *Les forces en présence*

Quand la guerre éclata, les forces allemandes du Cameroun s'élevaient, après mobilisation, à 1460 Blancs et à 6 550 tirailleurs et porteurs.

Le pays était divisé en 12 circonscriptions civiles ayant le même nombre de compagnies de police avec un effectif équivalent. Chaque circonscription avait un chef-lieu, quartier général de la compagnie locale où était construit un fortin avec blockhaus, généralement entouré de fossés



et garni de deux mitrailleuses. A l'intérieur de l'enceinte crénelée étaient construits les bureaux, l'armurerie, la prison et le logement de la troupe.

Les circonscriptions militaires étaient dirigées par des officiers qui y exerçaient les fonctions administratives et militaires.

Le commandant supérieur du Cameroun, le lieutenant-colonel Zimmermann, disposait d'une troupe entraînée et d'un corps d'officiers motivés.

En plus des officiers d'active, colons ou fonctionnaires civils, très souvent des réservistes gradés de la *Landwehr* vinrent renforcer les compagnies locales. En plus de ces hommes, les équipages des navires surpris par la déclaration de guerre dans les ports de la colonie augmentèrent les effectifs de la petite armée du colonel Zimmermann et, avec ces mobilisés, de nouvelles compagnies furent créées.

Chaque compagnie était équipée d'une section de mitrailleuses et les hommes venaient de toucher un équipement moderne, l'ancien fusil Mauser 1871 conservé dans les armureries de circonscription servant désormais à armer les supplétifs recrutés au début de la guerre.

Prévoyants, et sachant que leurs faibles moyens ne leur permettraient ni de choisir l'offensive ni de résister longtemps, les Allemands organisèrent des défenses à travers toute leur colonie : tranchées, redoutes et autres constructions destinées à ralentir le plus longtemps possible les assaillants.

Les forces alliées (britanniques, françaises et belges) atteignirent 16 000 hommes bien équipés, recevant des renforts et du matériel alors que les Allemands, soumis au blocus, ne pouvaient compter que sur leurs propres réserves.

Dans leurs colonies d'Afrique-Occidentale, les Britanniques disposaient, en août 1914, du régiment de Sierra Leone, de la compagnie de Gambie, de trois unités de la *Gold Coast* (à savoir : un régiment régulier, une batterie d'artillerie de montagne et un bataillon d'infanterie) et de quatre autres du Nigeria : 1 bataillon d'infanterie

montée, un bataillon d'infanterie et deux batteries d'artillerie de montagne équipées de 20 pièces Hotchkiss G.F. du calibre 2,95. L'effectif total de ces forces d'active était de 500 Britanniques et de 8 000 indigènes.

Comme pour la colonie allemande, la mobilisation permit d'enrôler plusieurs centaines de fonctionnaires colons ou résidents qui vinrent renforcer ces unités. Les Britanniques ne se contentèrent pas de combattre les Allemands au Cameroun même. Leur contribution navale fut en effet essentielle, et ce sont les navires anglais qui permirent d'assurer un blocus intégral des côtes camerounaises, asphyxiant ainsi les forces du colonel Zimmermann

Un petit contingent belge de 580 hommes, dont dix Européens, participa également aux combats, mais l'apport belge fut essentiel dans le domaine des communications. L'entrée en guerre de la Belgique au côté des Alliés donnait à ces derniers un réel avantage dans la mesure où le chemin de fer, les navires fluviaux et les lignes télégraphiques du Congo étaient mises à leur disposition.

### *Le contentieux franco-allemand*

Le contentieux colonial franco-allemand procédait surtout des pertes territoriales en a.-e.f., résultant de l'accord de 1911 et de la cession de 27 000 km<sup>2</sup> au Cameroun. Des incidents frontaliers éclatèrent même sur la frontière du Cameroun et du Gabon, mais Paris craignait par-dessus tout l'agressivité commerciale allemande manifestée, entre autres, à travers la mise en chantier de nombreuses voies ferrées.

Cette pénétration commerciale du domaine colonial français était doublée d'une menace stratégique résultant de la division de l'a.-e.f. en trois zones séparées les unes des autres par des territoires allemands. Les fameuses « antennes » ou « pincés de homard » de Bonga et de Zinga pouvaient en effet permettre aux forces du Reich

d'interrompre les liaisons entre les territoires désormais morcelés de l'a.-e.f.

Autre danger :

« ... Les lignes télégraphiques construites par la France (Bangui-Carnot, Brazzaville-Ouesso-Mitzio ) se retrouvent, à la suite du partage, sur le sol du *Neukamerim*. La Convention prévoit leur entretien par les Allemands, mais ces derniers, si la guerre éclate, risquent de mettre hors d'usage ce réseau, perturbant les échanges entre les colonies, rendant toute coordination impossible. » (Dubois, 1985 : 130).

Le plan militaire français prévoyait donc d'abord de revenir par les armes sur les accords de 1911 afin de ressouder l'a.-e.f. en un seul bloc. Pour réaliser cet objectif, les forces françaises de l'a.-e.f. s'élevaient à 6 440 tirailleurs africains, dont les trois quarts recrutés en a.-o.f., et à environ 1 000 cadres européens. Colette Dubois (1985: 175-176) indique la répartition de ces troupes selon les quatre territoires de l'a.-e.f. :

Régiment du Tchad. . . . .	2 489	tirail.	240	cadres europ.
Régiment du Gabon....	1546	»	143	»
Bat. du Moyen-Congo..	1202	»	111	»
Bat. Oubangui-Chari....	1203	»	99	»
Totaux.....	6 440	tirail.	593	cadres europ.

A ce nombre, il convient d'ajouter 340 interprètes, artilleurs, télégraphistes, membres des services de santé, etc., soit un total de 950 Européens.

Chacune des unités territoriale de l'a.-e.f. constitua une des quatre colonnes d'invasion du Cameroun :

- régiment du Tchad et détachement britannique du Nigeria : colonne du Nord ;
- régiment du Gabon : colonne du Sud ;
- bataillon du Moyen-Congo : colonne de la Sangha ;
- bataillon Oubangui-Chari : colonne de la Lobaye.

Le seul danger réel que présentait le Cameroun pour

les Alliés était constitué par les deux avancées de Zinga et de Banga sur l'Oubangui et sur le Congo.

Par le traité de 1911 le Moyen-Congo était scindé en deux, et, en cas de guerre, les Allemands pouvaient couper les communications fluviales, les seules qui étaient aisées entre les tronçons isolés de l'A.-E.F. La possession de Zinga donnait à l'Allemagne un avantage considérable car :

« Zinga est le terminus, en basses eaux, de la navigation sur le Congo. Il commande, en amont des chutes, un étranglement de 8 000 mètres et la navigation des vapeurs de deuxième ordre dans le bief qui conduit au chef-lieu de l'Oubangui-Chari. Durant l'étiage (février à juillet), les marchandises et les hommes doivent faire escale en territoire allemand. » (Dubois, 1985: 184).

Le plan français prévoyait donc de supprimer d'urgence les deux barrages que constituaient les postes allemands de Bonga à la confluence de la Sangha et du Congo et celui de Zinga au confluent de l'Oubangui et de la Lobaye. Dans un second temps, il était prévu par les Alliés d'envahir le Cameroun sur toutes ses frontières terrestres et maritimes, de converger ensuite vers le centre de la colonie et y encercler les troupes allemandes afin de les forcer à capituler puisque, nécessairement, elles y seraient prises au piège.

Seule la première phase de ce plan de conquête fut réalisée, les compagnies allemandes échappant au piège qui leur était tendu, bernant ainsi leurs poursuivants.

### *Les débuts de la campagne*

La campagne du Cameroun débute les 6 et 7 août avec l'occupation de Bonga et de Zinga par les troupes françaises. L'Allemagne a ainsi perdu toute possibilité d'offensive en direction du Congo belge et les communications entre les possessions de l'a.-e.f. sont rétablies.

Le 4 août, l'Angleterre déclare la guerre au Reich afin

de protester contre la violation de la neutralité belge<sup>1</sup>. L'entrée en guerre de l'Empire britannique allait totalement changer la situation de la colonie allemande du Cameroun, car, désormais, le colonel Zimmermann devrait affronter deux adversaires au lieu d'un seul et le territoire qu'il avait à défendre était totalement encerclé par ses ennemis, à l'ouest par le Nigeria britannique et ailleurs par l'a.-e.f.

Fin août, un corps expéditionnaire franco-britannique placé sous les ordres du général Dobell s'apprête à quitter Freetown. A bord des navires britanniques, ont embarqué 4 000 soldats noirs prélevés sur les garnisons anglaises du Nigeria et de la *Gold Coast* et 2 000 tirailleurs sénégalais — soit trois bataillons — venus d'A.-O.F.

Une batterie d'artillerie et une compagnie du génie le rejoignirent. Ce corps expéditionnaire doit être mis à terre à Douala afin d'occuper la capitale de la colonie, puis il aura pour mission de se diviser en deux afin de suivre chacune des deux voies ferrées qui, au départ de Douala, se dirigent vers l'est et vers le nord du Cameroun. Fin septembre, le débarquement est une réussite. Les Anglais ont dégagé le chenal encombré d'épaves destiné à les ralentir. Le 27 septembre, la capitale du Cameroun allemand est prise.

Dans le Nord, le 20 septembre, le poste de Kousséri est enlevé par les 600 hommes de la colonne du Tchad commandée par le général Largeau, mais la garnison allemande, composée d'un élément de la 3<sup>e</sup> compagnie commandé par le lieutenant Kalmeyer, s'échappe et rejoint le gros de la compagnie du capitaine von Raben à Mora.

En octobre, l'investissement du Cameroun se dessinant, les Allemands tentèrent de ralentir l'inéluctable en opposant des détachements à chaque colonne alliée. Face au corps expéditionnaire débarqué à Douala et désormais scindé en deux, le colonel Zimmermann constitua deux forts groupes de résistance. Contre la colonne nord qui progressait au nord de Douala, le major Adametz disposait de la 2<sup>e</sup> compagnie du capitaine von Sommerfeld,

de la 4<sup>e</sup> commandée par le lieutenant Engelbrechter, de la compagnie de police du capitaine Dickmann, de celle du capitaine Hoedike et de quatre compagnies de réserve.

Entre Edéa et Esseka, le major Schaade disposait de cinq compagnies, soit environ 1 000 hommes, pour tenter de freiner l'avance alliée vers Yaoundé.

Au Sud, sur la frontière du Gabon français, deux détachements allemands étaient solidement implantés dans les régions d'Oyem et de Moloundou ; dans le secteur d'Oyem, les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> compagnies du lieutenant Liebe et du capitaine Hegelin avaient été renforcées par la 1<sup>re</sup> et la 4<sup>e</sup> compagnie de réserve et par un détachement de police.

Face à la colonne que le colonel Hutin commandait dans la région de Moloundou, le capitaine Eymaël avait sous ses ordres les 1<sup>re</sup> et 9<sup>e</sup> compagnies des capitaines von der Marwitz et Hartmann.

A l'Est, autour de Carnot, face au Moyen-Congo, et opposées au colonel Morisson, deux compagnies allemandes retraits, la 5<sup>e</sup>, du capitaine von Briesen, et la 6<sup>e</sup> du capitaine Mayer qui avait abandonné Nola. Trois compagnies de réserve venaient de le rejoindre afin de les renforcer.

Au Nord, dans la région de Garoua, quatre compagnies avaient la garde d'un territoire immense, à savoir la 3<sup>e</sup> compagnie repliée de Kousséri, du capitaine von Raben, la *T* du capitaine von Krailshen, la 8<sup>e</sup> ainsi que la 12<sup>e</sup> compagnie montée du capitaine von Duhring.

A la fin du mois d'octobre, dirigée par le lieutenant-colonel Hutin, l'offensive franco-belge se déploie en direction de N'Zimu. Le poste résiste durant trois jours, du 26 au 29 octobre, avant d'être enlevé. Etape suivante, Moloundou sur la Sangha, afin de refermer la nasse sur les compagnies allemandes. Le poste est attaqué les 2, 3 et 4 décembre, mais les assaillants sont repoussés par les 400 hommes des 1<sup>re</sup> et 9<sup>e</sup> compagnies. Le 5, les Franco-Belges se retirèrent, laissant les Allemands maîtres de la position.

Un renfort belge, fort de 225 hommes commandés par

le capitaine Marin, permet de tenter un nouvel assaut le 20, puis un autre le 21. Le 22 décembre au petit matin, le capitaine Eymaël abandonne le poste et se replie vers Yokadoumia et Lomié où une concentration de troupes s'opéra.

Le 30 janvier, le fortin de Yokadoumia tombe, ouvrant une brèche dans le dispositif défensif allemand. Pour les forces du colonel Zimmermann, les revers s'additionnent désormais. Ainsi, au nord, dans la région de Garoua où, en dépit de raids audacieux de la 12<sup>e</sup> compagnie montée du capitaine von Duhring, le colonel Brisset avance inexorablement. Garoua tombe bientôt avec sa garnison de 37 Européens et de 210 tirailleurs qui sont faits prisonniers.

La situation est donc largement favorable aux Alliés, même si, comme le note en 1933 dans ses Mémoires, le général Aymerich, commandant en chef français, leur repli donne de sérieux atouts aux Allemands :

« Les forces ennemies, constamment refoulées par nos colonnes, occupent le centre d'un vaste cercle ; elles disposent d'un bon réseau routier et télégraphique, et leur situation même favorise la concentration rapide de leurs effectifs contre l'un ou l'autre de nos fronts.

Plus nos colonnes s'éloigneront de nos bases respectives, et plus elles s'affaibliront, par la nécessité d'assurer leurs liaisons ; leurs besoins de transport augmenteront aussi avec la distance ; une incursion de l'ennemi sur nos derrières est toujours possible et serait désastreuse.

Chaque nouvelle étape aggravera la situation jusqu'au jour où les colonnes se seront rapprochées suffisamment, et où la puissante intervention du Corps expéditionnaire pèsera dans la balance. Mais dès maintenant, tout progrès nouveau doit être subordonné à l'appui réciproque des diverses colonnes et à la coopération effective du Corps expéditionnaire. »

## *L'offensive de 1915*

En mars 1915, l'offensive contre Lomié débuta. Elle était destinée à disloquer le dernier réduit territorial allemand. L'avance alliée fut lente, contrariée par d'incessantes contre-attaques, par des harcèlements menés par les forces allemandes. Le 24 juin 1915, les Allemands firent sauter le fortin de Lomié et se replièrent en direction de Yaoundé.

En septembre 1915, le général Aymerich divise ses forces en deux colonnes. Celle du lieutenant-colonel Morisson (l'ancienne colonne de la Lobaye qui s'était emparée de Zinga ) constituera l'aile nord de son dispositif ; au sud, venue de Bonga, marchera celle du lieutenant-colonel Hutin. Leur objectif commun sera Yaoundé qui tombera le 1<sup>er</sup> janvier 1916 sans avoir été défendue.

Pour le colonel Zimmermann, le choix était clair. Soit s'arc-bouter en position défensive autour de Yaoundé et se condamner tôt ou tard à un encerclement puis à une capitulation, soit abandonner le territoire allemand et tenter une percée à travers le sud du Cameroun afin d'atteindre le territoire neutre du Rio Muni, ou Guinée espagnole, et échapper ainsi à la capture par les troupes alliées.

Une fantastique course poursuite s'engagea alors entre les troupes allemandes convergeant vers la frontière espagnole et les forces alliées. Les Allemands purent tenir leur pari : c'est dans la plus stricte discipline que les compagnies se rassemblèrent autour de panneaux sur lesquels étaient indiqués leur numéro, le nom de leur commandant et la date de franchissement de la frontière. Une dernière parade eut même lieu en territoire allemand, puis cette petite armée vaincue mais non brisée passa en territoire neutre. Le 7 janvier 1916, la poursuite prenait fin faute de combattants.

Le gouverneur Barrera télégraphia à Madrid que 73 officiers, 22 médecins, 310 sous-officiers, 570 colons et fonctionnaires allemands, 6 000 tirailleurs noirs et 14 000 civils



indigènes avaient franchi la frontière du territoire espagnol pour y déposer les armes.

Le Cameroun était occupé, et la campagne sur le point de s'achever. Seule une enclave résistait toujours, dans l'extrême nord, à Sava, près de Mora, où à l'abri d'une formidable position rocheuse, le capitaine von Raben et sa 3<sup>e</sup> compagnie, encerclés depuis 18 mois, refusaient de capituler.

Le 20 février, un émissaire remit à von Raben un document allemand lui apprenant que les troupes allemandes avaient été désarmées au Rio Muni, ainsi qu'une copie du télégramme par lequel le gouverneur Ebermayer en rendait compte à Berlin. Devant ces évidences, von Raben accepta de rendre la position, mais à la condition que les honneurs lui soient rendus. Les alliés les lui accordèrent bien volontiers en hommage à la bravoure de ses hommes : 5 officiers, 6 sous-officiers allemands et 139 tirailleurs qui avaient résisté 18 mois à un nombre élevé d'ennemis atteignant parfois 7 compagnies, soit plus de 2 000 hommes.

Durant toute la guerre, isolés et privés de ravitaillement, les Allemands durent improviser. Ils réussirent cependant à maintenir leurs communications, utilisant des arbres sur pied comme poteaux, des tessons de bouteille comme isolateurs et du fil de fer barbelé ou des ressorts de sommier étirés comme fils. A Yaoundé et à Ebolowa, des ateliers de réparation d'armes, de réfection de cartouches, de confection d'habillement fonctionnèrent durant les deux années de guerre. Le général Aymerich décrit l'ingéniosité des techniciens allemands privés de tout ravitaillement extérieur :

« Je reconnais des étuis d'anciennes cartouches, réfectionnés et rechargés tant bien que mal dans les fameux ateliers dont j'avais déjà entendu parler. Ces munitions sont réamorçées à l'aide de capsules de fusils à piston et chargées avec la poudre noire de fabrication locale,

quelques-unes contiennent au lieu de poudre, un petit tampon de coton ou de papier buvard, dégageant une forte odeur d'éther. La balle, plus courte et plus légère, est mal sertie (...) une instruction, signée Zimmermann, recommandait de ménager les munitions et de ramasser soigneusement les étuis vides. Un autre document, strictement confidentiel, destiné aux gradés européens, émanant également du colonel Zimmermann, prescrit de réserver les cartouches de bonne qualité pour les mitrailleuses et les tireurs de choix ; tous les autres soldats devront employer uniquement des munitions réfectionnées. » (Aymerich, 1933: 128).

Ebolowa, où avait été installé le plus important atelier allemand du temps de guerre, est également bien décrit par le général Aymerich (1933 : 178) :

« (...) La plaine se termine par une ligne de hauteurs escarpées, sur lesquelles s'élève un véritable chateau fort, comme ceux que l'on voit sur les bords du Rhin, avec portes et fenêtres ogivales, remparts crénelés, pont-levis et mâchicoulis ; c'est la citadelle d'Ebolowa.

Le rempart extérieur a été construit sur le bord extrême de la roche, dont il prolonge l'escarpement, défiant toute escalade ; pour accéder à la porte d'entrée, on passe sur un pont-levis qui enjambe un large fossé creusé dans le roc ; un réseau de fils de fer, tendu en avant du glaciais, complète la défense extérieure. (...)

Dans l'intérieur du fort, mon attention se porta sur le fameux atelier de réparation, dont il avait été question à Yaoundé ; il était constitué par deux vastes pièces qui faisaient suite. La première était encombrée de chaussures éculées, d'équipement en cuir, de selles et de harnais. Dans le second compartiment, qui était l'armurerie, on voyait pêle-mêle des fusils, deux mitrailleuses, deux motocyclettes, des appareils téléphoniques, des machines à écrire... Tous ces objets avaient besoin de réparation, mais quelques-uns pouvaient facilement être remis en état. »

La présence allemande à Bata et sur l'île de Fernando-Po, en territoire espagnol, inquiéta les autorités françaises jusqu'à la fin de la guerre. En cas de décision de reprise des hostilités, que pourraient faire les 180 miliciens espagnols contre 7 000 combattants potentiels dont toutes les armes étaient parfaitement conservées dans la poudrière de Fernando-Po et qui auraient pu utiliser pour un éventuel débarquement trois vapeurs de la compagnie *Woermann* réfugiés en rade de Santa Isabel ?

Un croiseur français, le *Surcouf*, patrouilla dans la région afin de veiller à toute éventualité et des négociations franco-espagnoles permirent d'écarter de la région le danger potentiel présenté par le contingent allemand du Cameroun. 875 officiers et fonctionnaires allemands, y compris le gouverneur Ebermayer et le colonel Zimmermann, embarquèrent sur les paquebots *Catalunia* et *Mediterranea*. à destination de Cadix. Tous les autres internés furent transférés sur l'île de Fernando-Po. Sur l'île même, les tirailleurs furent scindés en groupes de 55 avec un encadrement d'officiers et de sous-officiers allemands, l'ensemble placé sous le commandement du major Adametz.

## CHAPITRE XI

### LA GUERRE AU SUD-OUEST AFRICAIN

Au Sud-Ouest africain, les Européens sont plus nombreux qu'au Togo et qu'au Cameroun, et les 1 600 soldats d'active composant la garnison sont renforcés par 6 000 réservistes issus d'une population de 12 000 colons.

Pour les Britanniques, ce territoire constitue un important enjeu stratégique, car d'une part il est situé sur la route des Indes, et d'autre part il est le dernier obstacle à l'hégémonie impériale en Afrique australe. Le 4 août 1914, quand la guerre est déclarée, l'Union sud-africaine, dominion britannique, est automatiquement engagée dans le camp anglais, c'est-à-dire dans celui des Alliés. Cette situation nouvelle entraîne des conséquences immédiates sur la cohésion entre les deux composantes de la population européenne.

Les anglophones acceptent l'entrée en guerre comme un devoir patriotique ; mais les Afrikaners se divisent en deux groupes : l'un, suivant le Premier ministre de l'Union, Louis Botha, et Smuts, son ministre de la Défense, affirme sa solidarité avec la Grande-Bretagne. Un second groupe, dirigé par Hertzog, prône la neutralité de l'Union tant qu'elle n'aura pas à subir une attaque

directe. Le fondateur du parti national voulait éviter l'automatisme de l'engagement au côté des Britanniques et acquérir ainsi un minimum de liberté de décision lors de situations dramatiques, telle l'entrée en guerre.

Quand, en septembre 1914, le parlement du Cap accepte la demande de Londres de lever dans l'Union une armée destinée à envahir le Sud-Ouest africain allemand, l'émotion est à son comble dans une large fraction de l'opinion afrikaner.

Louis Botha et Jan Smuts mettent immédiatement au point un plan d'invasion de la colonie allemande et, en rendant ce service à la Grande-Bretagne, ils rangent l'Union sud-africaine dans le camps que les Afrikaners considèrent comme celui de l'impérialisme anglais. Afin de les calmer, il est décidé de n'enrôler que des volontaires pour cette campagne.

### *La rébellion afrikaner*

La nation afrikaner se brise en deux le 9 octobre quand le colonel Maritz (1876-1940) entre en rébellion. Cet ancien général des armées boers fut un extraordinaire homme d'action. De 1900 à 1902, il commanda la guérilla boer dans la colonie du Cap, en pleine zone britannique <sup>1</sup>.

Ayant toujours entretenu d'excellents rapports avec les Allemands du sud-ouest africain, s'étant réfugié chez eux après la capitulation boer en 1902, ayant participé à leur côté à la guerre contre les Herero, il ne voulait pas admettre de devoir combattre ses amis de toujours pour le profit de ses pires ennemis, les Anglais. Lorsqu'il apprit la nouvelle de la déclaration de guerre, Maritz, qui commandait un régiment sud-africain stationné à proximité de la frontière allemande, se rendit auprès du gouverneur Theodor Seitz afin de lui proposer un

1. Voir à ce sujet Robert de Kersauzon, *Le Dernier Commando boer*, présenté par B. Lugan. Editions du Rocher, 1989.

traité de coopération au cas où un soulèvement boer aurait lieu. L'idée de Maritz était d'entrer en guerre au côté des Allemands afin de battre les Britanniques et de proclamer ensuite l'indépendance des républiques boers de l'Orange et du Transvaal.

Maritz informe le gouverneur Seitz que le 15 septembre, le général Christiaan Beyers (1869-1914), le commandant général de l'*Union Defence Force*, c'est-à-dire de l'armée sud-africaine, le rencontrera sur la frontière afin de signer le traité en question.

Beyers est lui aussi un héros de la guerre des Boers. C'est un homme intransigeant, indigné par la décision du cabinet sud-africain d'accepter la requête britannique demandant à l'Union d'entrer en guerre contre l'Allemagne. A la mi-août, il rencontre Maritz afin d'organiser avec lui la rébellion des Afrikaners dont le but sera de renverser le gouvernement avec l'aide des Allemands et de proclamer la république, mais il ne rend pas visite au gouverneur allemand.

Le 15 septembre, il démissionne de ses responsabilités militaires et, en compagnie d'un autre célèbre général boer, le général de la Rey, il se rend au camp militaire de Potchefstroom afin d'y soulever la garnison. La manœuvre échoue et le vieux général de la Rey est tué par la police. Beyers entre alors en dissidence et décide de marcher sur Pretoria avec un autre héros boer, le général Christiaan de Wet (1854-1922).

De Wet entre en rébellion plus tard que Beyers. Lors des funérailles de De la Rey, il prononce un dramatique discours dans lequel il adjure le gouvernement de renoncer à la guerre contre l'Allemagne, puis il prend la tête de manifestations de foule.

Le 23 septembre, en dépit de l'assurance donnée aux Afrikaners de ne faire combattre que des volontaires, Smuts ordonne à Maritz d'envahir la colonie allemande. Le 9 octobre, Maritz rassemble son régiment et donne une minute à ses hommes pour décider s'ils veulent le suivre dans la rébellion. Sur un effectif de 1 000 soldats, 940 entrent en dissidence. Maritz occupe les villes de

Keimoes et de Kakamas et proclame la République en ces termes :

PROCLAMATION SUR LA RESTAURATION  
DE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

*Au peuple de l'Afrique du Sud :*

Le jour de la libération est arrivé. Le peuple boer de l'Afrique du Sud s'est déjà soulevé et a commencé la guerre d'indépendance contre *la domination britannique détestée et imposée.*

Les troupes de la Nouvelle République de l'Afrique du Sud ont déjà entamé la lutte contre les troupes du gouvernement britannique.

Le gouvernement de la République de l'Afrique du Sud est provisoirement représenté par MM. :

le général Maritz,

le commandant De Villiers,

le commandant Jan De Waal-Calvinia.

Le gouvernement restituera au peuple de l'Afrique du Sud l'indépendance que lui a enlevée l'Angleterre il y a douze ans.

Citoyens, compatriotes et vous tous qui désirez voir l'Afrique du Sud libre, *ne manquez pas de remplir votre devoir envers le précieux et beau drapeau vierkleur !<sup>1</sup>.*

Rassemblez jusqu'au dernier homme pour établir votre liberté et votre droit.

*Le gouvernement allemand, dont le triomphe est déjà assuré, a le premier accordé à la République de l'Afrique du Sud le droit à l'existence et a par là montré qu'il n'avait pas l'intention de conquérir l'Afrique du Sud comme l'ont prétendu MM. Botha et Smuts au parlement de l'Union.*

*Kakamas, République de l'Afrique du Sud, octobre 1914.*

*Le Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud,  
(signé) Maritz, de Villiers, Jan de Waal.*

1. Le quadricolore, drapeau boer.

Maritz, qui n'est pas suivi par d'autres unités militaires, est prêt à renoncer et à renvoyer ses hommes quand l'annonce de la rébellion du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange lui parvient. C'est une nouvelle guerre des Boers qui est sur le point d'éclater et pour les Britanniques la situation est grave, car ils risquent de devoir affronter boers et Allemands.

Le gouvernement britannique est tellement inquiet qu'il envisage de dérouter le contingent australien et néo-zélandais en route pour les Dardanelles et de le faire débarquer en Afrique du Sud. Le 23 octobre, un télégramme secret est envoyé à lord Buxton, le gouverneur général :

« Trente mille hommes du contingent australien et néo-zélandais ont quitté Adélaïde. Les navires se ravitailleront en charbon à Maurice d'où ils prendront la mer pour le Cap qu'ils n'atteindront que dans un mois. Si la situation l'exige à ce moment-là, on pourra leur demander d'assister le gouvernement de l'Union. »

Lord Buxton montre le télégramme à Botha et à Smuts qui se disent prêts à accepter volontiers cette proposition, mais préfèrent régler la rébellion par leurs propres moyens. Ils décident de ne demander l'aide de l'Empire qu'en dernier recours, craignant que l'arrivée massive d'Australiens ne réveille le nationalisme de tous les Afrikaners.

Au total, 12 000 hommes prennent les armes contre le gouvernement de l'Union et, le 12 octobre, Botha proclama la loi martiale. Il prit lui-même la tête des troupes légalistes et marcha à la rencontre des rebelles. Botha agit vite, car Beyers et De Wet rassemblent leurs hommes afin de prendre Pretoria.

Le 22 octobre, le commando de Beyers est pourchassé et attaqué par les loyalistes. Au bout de cinq assauts les positions rebelles sont emportées et Beyers s'enfuit, puis il tombe malade et meurt.

De Wet est entré en guerre avec ses six fils. Ses



partisans se rassemblent à Vegkop, haut lieu de l'histoire afrikaner puisque, lors du Grand Trek, le 16 octobre 1836, les pionniers y avaient repoussé les redoutables guerriers Ndebele du chef Mzilikazi.

Ce sont des milliers de volontaires qui affluent et De Wet les répartit en commandos. Il assure qu'il n'ouvrira pas le feu le premier, mais la guerre civile est sur le point d'éclater.

Le 8 novembre, le premier combat oppose rebelles et loyalistes et un des fils de De Wet est tué, ce qui renforce la détermination de ce dernier. Le 12 novembre, Botha attaque en force et écrase les insurgés grâce à son artillerie. C'est la débâcle et De Wet, qui tente de rejoindre Maritz dans le nord-ouest du pays, est fait prisonnier et condamné à 6 années de prison<sup>2</sup>.

Un de ses adjoints, le capitaine Jan Fourie (1879-1914), lui aussi héros de la guerre des boers, eut moins de chance que lui. Officier au 13<sup>e</sup> *Mounted Rifles*, il fut jugé pour haute trahison et fusillé en décembre 1914.

Maritz continua seul la lutte, mais en janvier 1915, pressé par les forces loyalistes, il fut contraint de trouver refuge en territoire allemand. Le 5 mai 1915, fuyant devant l'avance des troupes sud-africaines, il se réfugie en Angola où les Portugais le gardèrent prisonnier jusqu'en 1916.

La rébellion était écrasée. Les irréductibles de la cause boer, qui pensaient que l'Allemagne allait vaincre l'Angleterre et qu'ils avaient là l'occasion rêvée de prendre leur revanche sur les vainqueurs de 1902, avaient perdu. Leur mouvement avait été désordonné. Les commandos levés à la hâte, mal armés, coupés d'une partie de la population qui achevait juste de panser ses plaies de la guerre de 1899-1902, n'avaient pu affronter les unités régulières de l'armée. Les derniers rebelles se rendirent le 2 février 1915<sup>3</sup>.

2. Il sera gracié en 1915.

3. Pour en savoir plus sur le sujet, l'on consultera : Davenport (T.R.), « The South African Rébellion ». *English Historical Review*, january 1963.

## *L'offensive sud-africaine*

Smuts pensait que le Sud-Ouest africain allemand constituait un danger menaçant l'existence même de l'Union sud-africaine, et c'est pourquoi la rébellion matée, l'invasion de la colonie devenait une priorité.

La campagne du Sud-Ouest africain pouvait débuter<sup>4</sup>. Londres avait fait savoir qu'elle serait considérée comme un service rendu à l'Empire et qu'en conséquence l'Union en retirerait des avantages politiques lors du règlement final du conflit.

La disproportion des forces était telle que les Allemands ne pouvaient que tenter de retarder une défaite inévitable. En plus de cela, le 9 novembre 1914, le commandant allemand se tua accidentellement en manipulant un nouveau fusil lance-grenades. Le colonel Joachim von Heydrebreck (1861-1914) servait au Sud-Ouest depuis 1896 et connaissait admirablement le pays. Courageux, extrêmement populaire, commandant en chef depuis 1912, il était l'âme de la *Schutztruppe*. Sa mort eut des conséquences incalculables pour la suite de la guerre.

Son successeur, le colonel August-Viktor Franke (1866-1936), lui-même ancien combattant de la guerre des Herero (1904-1907), n'a pas la possibilité de résister au déferlement humain des Sud-Africains. Sa seule action offensive se fera contre les Portugais d'Angola, en novembre 1914, quand il occupera le fort Naulila.

Trois colonnes sud-africaines, fortes de 42 000 hommes, vont rapidement bousculer les forces allemandes ; l'une sous les ordres de Botha, débarqué à Swakopmund avec

4. En réalité la campagne avait débuté en septembre 1914 quand les Allemands s'étaient emparés de l'enclave anglaise de Walfish Bay et qu'ils avaient repoussé deux colonnes sud-africaines dans le sud du territoire allemand, l'une dans le Namaland et l'autre dans la région de Sandfontein. Le 26 septembre, les Allemands fondent sur la colonne de Sandfontein, la disloquent et font 250 prisonniers. Le général qui commandait les forces d'invasion se replie au sud du fleuve Orange.

12 000 hommes, avancera le long du chemin de fer, en direction de Windhoek. Essentiellement composée de cavaliers, la colonne Botha progresse de 60 kilomètres par jour en moyenne et encercle une partie des troupes allemandes.

Au même moment, dans le Sud, 24 000 Sud-Africains franchissent le fleuve Orange et se dirigent vers Gibeon.

Smuts effectua un autre débarquement avec 6 000 hommes à Lüderitz, et les trois colonnes convergent vers la capitale territoriale.

Le 12 mai, le général Botha occupait Windhoek abandonné par les Allemands qui s'étaient repliés vers Tsumeb. Le 22 mai, Omaruru était prise, le 28 Otjiwarongo et le massif du Waterberg. Dans la région de Rehoboth, des indigènes se soulevèrent et, après avoir massacré des colons allemands, ils vinrent proposer leur coopération au général Botha qui les renvoya en leur disant que cette guerre ne les concernait en rien, car c'était une affaire entre Blancs.

Le 1<sup>er</sup> juillet, Otavi était contrôlé par les Sud-Africains et le 8, c'était au tour de Tsumeb. Les Allemands avaient peut-être espéré, par la bande de Caprivi, rejoindre l'Afrique-Orientale où le colonel von Lettow-Vorbeck résistait aux Alliés.

Ils ne le pouvaient plus et, comme ils n'avaient aucune possibilité de retraite, le 9 juillet à deux heures du matin, le Dr Seitz, gouverneur du territoire, capitulait. Botha avait bien mérité de la Grande-Bretagne, et, le 13 juillet 1915, la Chambre des communes exprima « officiellement sa reconnaissante appréciation de la grande habileté stratégique avec laquelle le général Botha conduisit les récentes opérations militaires dans le Sud-Ouest africain, des éminents services rendus par lui, par le général Smuts, les officiers et les hommes de l'Union sud-africaine sous leur commandement ». Le gouvernement britannique décidait en outre que la colonie qui venait d'être conquise prendrait désormais le nom de « Bothaland ». La campagne avait été brève et peu coûteuse en vies humaines.

Les prisonniers allemands étaient au nombre de 204 officiers et 3 166 hommes de troupe. Cette guerre de Blancs prenait fin ; les Sud-Africains démobilisèrent les Allemands sur place et le colonel Franke passa le restant de la guerre dans une ferme. Les Allemands qui le désiraient furent rapatriés en 1919, mais une majorité demeura sur le territoire.



## CHAPITRE XII

### LE DEBUT DE LA GUERRE EN AFRIQUE-ORIENTALE

Administrée par le Dr Schnee depuis le 22 juillet 1912, l'Afrique-Orientale allemande était, à la veille de la Première Guerre mondiale, divisée en 22 districts dirigés par des commissaires impériaux et en trois résidences autonomes <sup>1</sup> ayant à leur tête des résidents impériaux. En plus de cette administration civile, deux districts, ceux de Mahenge et d'Iringa étaient placés sous administration militaire.

L'ensemble de la colonie était calme, la pacification s'étant achevée avec la fin de la révolte de Ndungutse au Rwanda en 1911.

Les ports de Tanga et de Dar es-Salaam avaient été dotés de quais équipés et de grues électriques. Deux voies de chemin de fer permettaient de relier rapidement l'est à l'ouest de la colonie. Un début de peuplement allemand avait permis la mise en valeur des hautes terres de la région du Kilimandjaro et l'économie de plantation commençait à y être prospère.

1. Rwanda, Urundi, Karagwe, avec comme chefs-lieux Kigali, Usumbura et Bukoba.

Depuis janvier 1914, l'Est africain allemand avait un nouveau responsable militaire. Né en 1870, Paul Emil von Lettow-Vorbeck est fils de général. Tout en lui est prussien à tel point qu'il pourrait passer pour l'archétype du junker. Son regard d'acier, son nez d'aigle, son visage ne trahissant aucun sentiment — si ce n'est un certain humour — et son crâne rasé ont souvent été décrits. Sa carrière militaire ne contredit pas son apparence physique, et quand à 44 ans il débarque à Dar es-Salaam, c'est un vieux soldat qui a déjà passé 25 années de sa vie au service de l'Empereur et Roi.

Depuis l'école des cadets, il a servi partout où les armes allemandes furent engagées.

En 1900, il a fait partie du corps expéditionnaire envoyé en Chine pour y venger l'assassinat du consul d'Allemagne, le baron von Ketteler. Guillaume II avait lui-même lancé la campagne par une harangue demeurée célèbre adressée aux troupes s'embarquant à Bremerhaven : « Pas de grâce ! Pas de prisonniers ! Il y a mille ans les Huns du roi Attila se sont fait un nom formidable dans l'histoire et dans la légende. Ainsi, puissiez-vous imposer en Chine et pour mille ans le nom allemand, de telle manière que jamais un Chinois n'ose même regarder un Allemand de travers. »

En 1904, von Lettow est capitaine et il sert au Sud-Ouest africain sous les ordres de von Trotha. Il s'y familiarise avec les campagnes coloniales faites de rapidité et d'initiatives. A la fin de cette guerre, il est blessé à l'œil gauche lors d'un engagement contre les Herero et il est rapatrié. Il reçoit ensuite le commandement d'un bataillon d'infanterie de marine basé à Wilhelmshaven. Puis, en 1913, il est désigné pour l'état-major où il fait un rapport remarqué et apprécié sur les aspects militaires de la politique coloniale de l'Allemagne.

Lieutenant-colonel, il arrive en Afrique-Orientale en janvier 1914, où il doit assurer la protection de frontières maritimes et terrestres immenses ; les moyens dont il

dispose sont limités. En cas de guerre, il sait qu'il ne pourra recevoir ni ravitaillement ni renforts depuis la métropole, car la Grande-Bretagne imposera un blocus maritime.

Les atouts de von Lettow tiendront essentiellement au moral élevé de sa troupe, au niveau des cadres et à la connaissance du terrain, du moins durant les trois premières années du conflit. Chez les colons, généralement installés dans la région du Kilimandjaro et du mont Mérou, nombreux sont les officiers de réserve prêts à reprendre du service au moindre signal. Qu'il s'agisse, entre autres, du lieutenant-capitaine en retraite Niemeyer, du capitaine de frégate en retraite Schoenfeld, du baron von Ledebur, ancien cadet, ou encore du lieutenant-colonel de réserve, baron von Bock, tous vont se révéler comme de remarquables meneurs d'hommes.

Durant quatre ans, von Lettow résistera aux Alliés. Promu général, il ne cessera le combat qu'après la signature de l'armistice européen.

En mars 1919, il rentra en Allemagne où il reçut et exerça durant quelques mois le commandement d'une division de la *Reichwehr* avec laquelle il intervint à Hambourg pour y contrer un putsch communiste. Ce fut là sa dernière action militaire.

En 1920, il quitta l'armée et se fit élire comme député au Reichstag où il siégea jusqu'en 1930. Il écrivit ses Mémoires, voyagea en Europe, fut triomphalement reçu en Grande-Bretagne ; en 1935, il refusa le poste d'ambassadeur à Londres qu'Hitler lui proposait. Désormais, il fut suspecté par les nazis et durant toute la Seconde Guerre mondiale il fut placé sous surveillance continuelle. Deux de ses fils trouvèrent une mort glorieuse au combat, dont l'un comme colonel d'un régiment de *Waffen SS*.

Quand la Seconde Guerre mondiale se termine, von Lettow est en pleine forme physique, morale et intellectuelle. En 1953, il entreprend un voyage dans l'ancienne Afrique-Orientale allemande, à ce moment-là divisée en Tanganyika sous souveraineté britannique et



Ruanda-Urundi administré par la Belgique. Il y reçoit un accueil triomphal, et les Britanniques poussent la délicatesse jusqu'à faire jouer en son honneur la marche de la *Schutztruppe*, le fameux *Heia Safari*.

Il meurt en 1964 à l'âge de 94 ans.

### *Le déclenchement des hostilités*

En Afrique-Orientale, les hostilités débutent le 8 août 1914 avec le bombardement de la ville, du port et de la station de t.s.f. de Dar es-Salaam par deux croiseurs anglais, l'*Astrée* et le *Pégase*. En application du plan décidé par leur commandant en chef, les responsables militaires des districts passent à l'offensive à partir du 14 août.

Pourtant, l'acte de Berlin signé le 26 février 1885 prévoyait la neutralité du bassin du Congo élargi à l'Afrique-Orientale. Le conflit mondial aurait donc pu ne pas être étendu à cette région.

L'article 2 était parfaitement explicite :

« Dans le cas où une puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article premier et placées sous le régime de la liberté commerciale, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent acte s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale, soient placés, pour la durée de la guerre, sous le régime de neutralité et considérés comme appartenant à un état non belligérant ; les parties belligérantes renonceraient, dès lors, à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés aussi bien qu'à les faire servir de bases à des opérations de guerre. »

La Belgique a en vain tenté de faire respecter ce principe de neutralité de l'Afrique-Orientale ; le 7 août 1914, le ministre belge des Affaires étrangères envoya même une note dans ce sens à ses ambassadeurs à Londres et à Paris :

« Vu la mission civilisatrice commune aux nations colonisatrices, le gouvernement belge désire, par un souci d'humanité, ne pas étendre le champ des hostilités à l'Afrique centrale. Il ne prendra donc pas l'initiative d'infliger une pareille épreuve à la civilisation dans cette région et les forces militaires qu'il y possède n'entreront en action que dans le cas où elles devraient repousser une attaque contre ses possessions africaines. »

Tel n'était pas l'avis des gouvernements français et britanniques pour lesquels il importait avant tout d'attaquer l'Allemagne sur tous les théâtres d'opération possibles. De plus, au moment où les gouvernements alliés répondent à la Belgique, il est déjà trop tard, car les hostilités ont débuté en Afrique-Orientale et, le 28 août, à la suite des opérations allemandes contre les possessions belges du Congo oriental, M. Renkin, ministre des Colonies, ordonne aux troupes du Congo d'entrer en guerre.

Après l'attaque du 8 août contre Dar es-Salaam, les Allemands attendent quelques jours pour réagir. Le 13 août, les Britanniques prennent une nouvelle fois l'initiative d'ouvrir les hostilités, mais à l'ouest et plus exactement sur le lac Nyassa où le vapeur *Gwendolin* s'empare de l'*Herman-von-Wissmann*<sup>2</sup> qui était en cale sèche, et capture son équipage.

Le 14 août, une semaine après le bombardement de Dar es-Salaam, le capitaine Wintgens, résident intérimaire au Rwanda, attaque les positions belges au nord du lac Kivu. Le 15 août, c'est à Taveta, au Kenya, que la

2. A ne pas confondre avec le *Hedwig-von-Wismann* qui se trouvait sur le lac Tanganyika.

*Schutztruppe* lance un raid, puis, le 22 août, le vapeur armé *Hedwig-von-Wissmann* bombarde le port belge de Loukiga (Albertville) sur le lac Tanganyika.

### *La Schutztruppe*

Quel est l'état des forces en présence au moment où le conflit mondial va embraser l'Afrique-Orientale ?

Au point de vue militaire, la *Schutztruppe* allemande était surtout une force de police. Destinée au maintien de l'ordre et à faire face à des révoltes indigènes, elle n'était pas une armée ayant vocation à participer à une guerre moderne à l'européenne. La troupe était fractionnée en 14 compagnies ; l'emploi de grosses unités était inconnu.

L'armement était largement déclassé, la majorité des fusils étant du modèle 71 à poudre noire de calibre 8x8. Six compagnies étaient néanmoins équipées des fusils modernes du modèle 98 de calibre 7x9 en service dans l'armée allemande.

L'artillerie se composait d'environ 50 canons de tous calibres allant du 105 mm au 37 mm. Ce parc sera ultérieurement renforcé quand les canons du *Königsberg* et de la *Möwe* seront débarqués.

Sur le lac Victoria, les Allemands disposaient de vapeurs armés, le *Mwanza* et le *Henrich-Otto*. Sur le Tanganyika, du *Hedwig-von-Wissmann*, du *Kingani*, du *Graf-von-Goetzen* et du *Wami*. Un important navire était encore en chantier à Kigoma au moment de la déclaration de guerre et ne fut lancé qu'en 1915.

Au début de la guerre, von Lettow disposait de quelques camions, mais bien vite ils furent hors d'état de servir et une armée de porteurs fut mobilisée pour ravitailler la *Schutztruppe* ; en moyenne, trois porteurs par combattant furent nécessaires durant la durée de la guerre.

La *Schutztruppe* était composée de 216 officiers et sous-officiers blancs et de 2 540 askaris. A ce total, il

convient d'ajouter une force de police de 45 Blancs et de 2140 askaris. Chaque compagnie était commandée par un capitaine ayant sous ses ordres 16 officiers et sous-officiers allemands et 160 askaris. Chacune de ces compagnies avait, en temps de paix, un effectif d'environ 250 porteurs et était dotée de 2 mitrailleuses.

Après mobilisation des colons et des réservistes — environ 2 500 hommes — et l'appel aux volontaires noirs, la *Schutztruppe* put aligner des effectifs beaucoup plus importants — 18 compagnies —, et ce d'autant plus que, dès la première année de la guerre, les 322 marins du *Königsberg* et les 102 de la *Möwe* furent versés dans les compagnies de l'Est africain. En 1915, la *Schutztruppe* était forte de 60 compagnies d'infanterie et de deux compagnies montées, et l'effectif de chacune d'entre elles fut porté à 200 askaris.

Avec ces moyens, que pouvait faire le colonel von Lettow-Vorbeck ? Lui-même s'est évidemment posé la question :

« Avions-nous la possibilité de retenir une partie importante des contingents de l'adversaire, de lui faire subir de sérieuses pertes en hommes et en matériel et de détourner ainsi son action des théâtres plus importants de la guerre en Europe ? » (Von Lettow-Vorbeck, 1933 : 1).

### *Les Alliés*

Au début de la guerre, les Britanniques disposaient de trois régiments des *King's African Rifles* en Afrique-Orientale, à savoir le n° 1 en Rhodésie-Nyassaland et les numéros 3 et 4 en Uganda et au Kenya<sup>3</sup>. Chaque régiment avait un effectif de 1 200 hommes.

Par rapport aux Allemands, les Britanniques étaient en position d'infériorité numérique, mais la mobilisation des Blancs s'effectua, et des renforts arrivèrent de tout

3. Il n'y avait pas de n° 2.

l'Empire. Le 29<sup>e</sup> régiment du Pendjab débarqua le premier, puis, peu à peu, 16 unités viendront renforcer la présence britannique en Afrique-Orientale. Bientôt, elle dépassera 80 000 hommes<sup>4</sup>.

Pour contrôler leur immense colonie du Congo, les Belges disposaient de 18 000 hommes recrutés localement. Il s'agissait bien plus d'une force de police destinée à maintenir l'ordre que d'une armée coloniale apte à affronter un ennemi européen. En Afrique comme en Europe, la Belgique pensait que sa neutralité était son meilleur bouclier.

L'encadrement de ces hommes était d'un Européen pour cinq Noirs. L'armement était composé du vieux fusil Albin et seules les forces du Katanga étaient équipées de fusils à répétition.

Une illustration des faibles moyens dont disposaient les troupes du Congo belge est donnée par une mesure d'économie dont le résultat, en 1914, fut de ne pas envoyer au Congo la dotation annuelle en cartouches d'instruction... Les Belges possédaient quelques mitrailleuses Maxim tirant des cartouches Albin à fumée, 4 fusils mitrailleurs Madzen, 28 canons Nordenfelt de 47 mm à cadence rapide mais de faible portée et difficiles à transporter, et quelques canons de montagne de 75 se cabrant au tir.

L'artillerie belge performante était surtout constituée de 12 canons de 70 mm Saint-Chamond destinés à l'origine au Mexique. Chaque batterie était à 4 pièces avec servants africains et officiers européens.

### *Le plan allemand*

En août 1914, l'Est africain est la seule colonie allemande où la situation soit favorable aux troupes du Reich. Elle l'est en raison de préparatifs rapidement achevés

4. Les forces anglaises étant relevées durant toute la guerre, nous les mentionnerons au fur et à mesure des changements.

à la suite des directives du colonel von Lettow-Vorbeck. Elle l'est surtout grâce à un réseau ferroviaire, au nord, le long de la frontière du Kenya, et au centre, de l'océan Indien jusqu'au lac Tanganyika. Ces deux voies ferrées vont permettre aux Allemands de déplacer rapidement leurs compagnies, de faire face aux offensives ennemies et de contre-attaquer.

L'avantage allemand tient également à l'unité de commandement que les Britanniques, Belges, Sud-Africains et bientôt Portugais ne connaissent pas, mais aussi au souci de von Lettow de ne pas attendre l'offensive alliée, de ne pas subir les événements. En officier ayant fait partie du grand état-major du Reich, il est parfaitement conscient que seule l'offensive pourra lui permettre de gagner des mois précieux que les Alliés devront employer pour refaire leurs forces et mettre sur pied une armée d'invasion.

Von Lettow sait qu'il est « dos au mur » et que bientôt il sera isolé par le blocus maritime. L'immense territoire qu'il a pour tâche de défendre est entouré d'ennemis : au Nord, les Britanniques, à l'Ouest, les Belges et au Sud, les Portugais. Il a vite analysé la situation. Dans l'immédiat, et avec les moyens dont ils disposent, ses adversaires n'ont que trois possibilités d'action : soit débarquer au point d'aboutissement de l'une des deux voies ferrées pour les utiliser dans une progression vers l'intérieur ; soit attaquer depuis le Nord, à partir du Kenya, afin de couper le *Nordbahn* allemand, et ensuite progresser vers le sud.

Dernière éventualité à redouter, une action combinée belgo-anglaise : les Belges progressant depuis le Congo et les Britanniques depuis l'Ouganda afin de converger à Tabora. Cette hypothèse dépendait de la maîtrise du lac Tanganyika, or, au début de la guerre, ce sont les Allemands qui dominent le lac. Cette manœuvre anglo-belge sur ce théâtre d'opération aura bien lieu, mais en 1916 seulement.

Après avoir évalué ses moyens et supputé ses chances, von Lettow décide de choisir l'offensive, mais il pouvait

orienter celle-ci soit au Nord, soit à l'Ouest, en direction du Congo belge et de la Rhodésie du Nord où les troupes alliées étaient inexistantes et où les riches gisements miniers du Katanga étaient à sa portée. Une offensive en direction du Congo se serait faite sur l'axe Stanleyville-Elisabethville. Maître du lac Tanganyika dès le début des hostilités, von Lettow avait la possibilité de faire débarquer ses troupes à l'embouchure de la rivière Lukuga. Rien n'aurait pu l'arrêter ; du moins dans l'immédiat.

Le danger d'une offensive lancée dans cette direction était qu'une fois le Katanga pris, les forces allemandes, éloignées de plusieurs centaines de kilomètres de leurs bases de départ, auraient dû affronter une contre-attaque alliée et que des renforts auraient pu sans cesse parvenir à ces derniers depuis le port de Matadi sur l'océan Atlantique.

Von Lettow décida de ne pas attaquer à l'Ouest mais au Nord. Probablement ne voulait-il pas avoir à combattre sur deux fronts. Il n'ignorait pas que la principale offensive britannique viendrait du Kenya, à partir de la voie ferrée Mombassa-lac Victoria. Et c'est dans ce secteur qu'il choisit de lancer une attaque préventive, dans la zone comprise entre la voie ferrée britannique et le *Nordbahn* allemand, son objectif étant de couper la ligne anglaise.

N'ayant pas les moyens de mener deux offensives en même temps, il ne fit que des diversions à l'Ouest, à partir du Rwanda, du Burundi et sur le lac Tanganyika. Tout le problème de von Lettow était d'éviter une offensive concentrique, laquelle aurait abouti à le prendre au piège.

Sur le front de sa principale offensive, il ne pouvait pas espérer remporter une victoire décisive car il lui était interdit d'attaquer le long du littoral où il aurait risqué d'être pris à revers par un débarquement, les Anglais ayant une totale maîtrise maritime. Il était donc contraint de percer dans la région du Serengeti et du Kilimandjaro où la progression serait nécessairement

lente en raison des nécessités du ravitaillement en eau.

Néanmoins, les Anglais eurent des difficultés à enrayer l'offensive allemande et ils durent débarquer un corps expéditionnaire à Tanga, en novembre 1914, afin de tenter de ralentir von Lettow en l'obligeant à combattre sur deux fronts. Pour les Britanniques, ce débarquement sera catastrophique, et c'est pourquoi tous les renforts qu'ils recevront prendront position sur la voie ferrée de Mombassa. Jamais les Allemands n'auront les moyens en hommes et en matériel de menacer réellement cette artère vitale pour l'armée britannique.

Dès lors, tout ne sera plus qu'une question de temps : viendra le moment où la disproportion des forces en faveur des Britanniques sera telle que les Allemands devront se replier sans pouvoir établir de lignes de retraite à travers la steppe du Serengeti. Quant au Kili-mandjaro, sa formidable position n'était qu'illusoire, car au nord et à l'est la région était ouverte géographiquement.

Rapidement, von Lettow se trouvera acculé sur le *Nordbahn*. La phase de la guerre classique durera encore quelques mois, puis, succombant sous le nombre, les forces du nord et celles de l'ouest devront reculer. A l'Ouest, Tabora tombera au pouvoir des Belges et au Nord, le chemin de fer sera perdu pour les Allemands. Von Lettow se trouvera face à un choix : capituler ou continuer la guerre, mais en changeant totalement de méthode, en adaptant ses faibles moyens au terrain afin d'en tirer le meilleur parti. C'est ainsi que la guérilla d'Afrique-Orientale débutera, pour ne s'achever qu'en novembre 1918.





**LA CAMPAGNE  
DE L'EST AFRICAIN PORTUGUAIS  
(Novembre 1917 - Septembre 1918)**

→ Progression allemande

I.Colonne WAHLE

II.Colonne von LETTOW

III.Colonne KOEHL

## CHAPITRE XIII

### LA RESISTANCE ALLEMANDE (1914-1915)

Le 8 août 1914, quand des navires britanniques bombardent la station de t.s.f. de Dar es-Salaam, von Lettow est à Pougou, dans l'intérieur, où il supervise l'entraînement de 6 compagnies. Les forces allemandes sont à ce moment-là essentiellement concentrées au nord : 6 compagnies à Pougou ; 4 à Moshi, terminus du *Nordbahn* ; une à Tanga sur le littoral et point de départ du *Nordbahn* ; une à Bagamoyo et une à Mwanza, soit 13 compagnies pouvant se porter sur le front nord. Sur le front ouest, 4 compagnies gardent l'immense frontière s'étendant du Rwanda au Nord à la Rhodésie au Sud. Elles sont stationnées au Rwanda, à Bukoba, à Kigoma et à Langenburg. Deux autres compagnies sont casernées dans l'intérieur du territoire, l'une à Iringa et l'autre à Mahenge.

#### *Les opérations navales*

Durant la première phase de la guerre, les opérations navales eurent une importance relative. A Dar es-Salaam,

les Allemands possédaient une vieille canonnière, la *Môwe*, qui avait participé aux débuts de l'expansion coloniale. Inutile dans le conflit qui débutait, son commandant, le capitaine de corvette Zimmer, la saborda le 8 août et son équipage fut versé dans les compagnies d'infanterie ou acheminé vers le lac Tanganyika afin de servir sur la flotte lacustre que l'Allemagne y entretenait. Zimmer prit la direction des opérations navales sur le lac et installa son P.C. à Kigoma.

Plus important était le croiseur *Königsberg* — 3 400 tonnes et 10 canons de 105 mm — qui était en mer au moment de l'attaque anglaise du 8 août. Ce jour-là, il est possible que *l'Astrée* et le *Pégase* aient voulu le détruire préventivement. Quoi qu'il en soit, le 20 septembre, le *Königsberg* réussissait à surprendre le *Pégase* à la hauteur de Zanzibar et le coula. Ce fut la dernière action du croiseur allemand, car la marine britannique le prit en chasse et, ne trouvant son salut que dans la fuite, il s'abrita dans le delta de la Rufidji, puis se dissimula dans l'épaisse végétation sans que ses poursuivants puissent l'y détecter.

Une étrange chasse va alors se dérouler, car le capitaine de corvette Schoenfeld n'a pas l'intention de laisser les Britanniques détruire son navire. L'équipage, renforcé par une demi-compagnie, se met en position à l'entrée du bras d'eau dans lequel est ancré le croiseur.

Avec quelques lance-torpilles et une dizaine de mitrailleuses, ils interdisent tout débarquement allié. *L'Adjudant*, un vapeur que les Anglais avaient capturé aux Allemands, s'échoue en pénétrant dans le delta et il est pris à l'abordage par les hommes de Schoenfeld. Plus tard, *l'Adjudant* sera démonté, chargé sur wagons et transporté sur le Tanganyika.

Afin d'éviter que le *Königsberg* ne tente une sortie et ne leur échappe, les Britanniques décident alors de boucher le chenal en y coulant un navire charbonnier, le *Newbridge*. Dissimulé sous la végétation, le *Königsberg* n'avait toujours pas été localisé. Finalement, le major P.J. Pretorius, éclaireur de Smuts, découvrit la retraite

du *Königsberg* et il balisa l'axe d'attaque des navires britanniques. Il a raconté sa mission dans un livre de souvenirs <sup>1</sup>.

En juillet 1915, ce fut l'hallali : 16 navires britanniques, dont 4 croiseurs et deux canonnières armées de canons de gros calibre, s'apprêtaient à disloquer le *Königsberg* pris au piège. Les tirs furent réglés par avion et, le 11 juillet, après cinq jours de bombardement, les servants du bord étant presque tous hors de combat, Schoenfeld, grièvement blessé, fit sauter son navire après en avoir débarqué les canons.

Sur le lac Tanganyika, la marine allemande disposait d'un net avantage en alignant environ une dizaine de navires.

- Le *Kingani*, un remorqueur de 20 tonnes, ayant une vitesse de 10 nœuds et armé d'un canon de 3,7. Il sera touché le 26 décembre 1915 par les canonnières belges *Mirni* et *Toutou* et coulé. Renfloué par les Britanniques, il fut baptisé *Fiji*.
- Le *Wami*, qui a les mêmes caractéristiques que le *Kingani*, était comme ce dernier utilisé comme remorqueur du port de Dar es-Salaam. Démontés et transportés par voie ferrée, ils furent tous deux envoyés renforcer la flottille du Tanganyika. Le *Wami* n'arrivera à Kigoma qu'en 1915.
- Une vedette auparavant embarquée sur la *Môwe* et armée de deux canons de marine de 8,8. Elle fut utilisée pour l'attaque d'objectifs terrestres.
- Le *Hedwig-von-Wissmann*, long de 22 mètres, 60 tonnes, filant 8 nœuds, était armé de 4 canons de 37. Il fut détruit le 9 février 1916 par la canonnière *Fiji*, ex-*Kingani*.
- L'*Adjutant*, un grand remorqueur remonté à Kigoma et lancé en 1916. Plusieurs canots à moteur ou vapeur.
- Le *Graj-von-Götzen*, construit à Kigoma, sera lancé en 1915. Long de 65 mètres, pesant 1 200 tonnes et filant

1. *Homme de la Brousse*, Payot, 1948.

de 8 à 10 nœuds, il était armé d'un canon de 105 mm en provenance du *Königsberg*, et d'un 8,8 venant de la *Möwe*. Son artillerie de bord était complétée par des canons de 5,7, 4,5 et 3,7.

La majorité des 416 officiers, sous-officiers et marins qui composaient les équipages de la *Mowe* et du *Königsberg* fut envoyée sur le lac Tanganyika afin d'y servir à bord de ces navires.

Face à cette flottille, les Britanniques ne disposent que du vapeur *Cecil Rhodes* d'un poids de 20 tonnes qui sera détruit au mouillage dans le port de Kituta dans l'actuelle Zambie. En 1915, ils recevront deux vedettes, la *Mimi* et la *Toutou*, filant 14 nœuds, longues de 12 mètres et armées d'un canon de 47 mm et d'une mitrailleuse.

La force navale belge est plus importante ; en réalité, elle est seule face à la marine allemande. Elle se compose de l'*Alexandre-Delcommune*, un navire de 70 tonnes, long de 24 mètres, filant de 4 à 5 nœuds, armé d'un canon de 76 mm. Coulé par les Allemands le 23 octobre 1914, il sera renfloué et relancé le 3 juillet 1915 sous le nom de *Vengeur*.

La *Netta* est un « bateau-glisseur » de 16 tonnes, équipé de 3 moteurs Mesmay de 100 chevaux et filant 18 nœuds. Arrivé à Léopoldville en juillet 1914, il était destiné à assurer le service postal sur le Congo entre Léopoldville et Stanleyville. Transporté sur le lac Tanganyika, il fut armé d'un canon de 37 mm et d'une mitrailleuse. Ultérieurement, il reçut un équipement permettant de lancer des torpilles automotrices *Whiteheat* de 450 mm.

Deux autres petites embarcations, qui ne pouvaient naviguer par gros temps, venaient compléter cette flottille : une vedette non pontée, armée d'une mitrailleuse, et une chaloupe canonnière de 10 tonnes, également sans pont, mais armée de deux canons, l'un de 4,7 et l'autre de 5,7.

Plus tard, les Belges lanceront un gros vapeur, le *Baron Dhanis*.

Le 2 août 1914, le *Hedwig-von-Wissmann* attaque la base belge de Toa sur le lac Tanganyika ; l'*Alexandre-Delcommune*, touché, s'échoue sur le rivage. Remorqué jusqu'à l'embouchure de la Lukuga, il y sera mis sur cale et réparé.

Dans l'immédiat, les Allemands ont donc la totale maîtrise du lac Tanganyika. Sur le lac Victoria, la situation est exactement inverse, les Allemands ne disposant que de deux vapeurs, le *Mwanza* et le *Heinrich-Otto* ainsi que d'une pinasse, le *Schwaben*. Ils n'y pèseront pas lourd face aux 7 gros vapeurs anglais qui ont été armés et qui auront immédiatement le contrôle absolu du lac.

### *Les combats terrestres*

A l'Ouest, le front terrestre s'est animé dès le début de la guerre, les Allemands lançant des opérations de diversion en application des ordres du colonel von Lettow-Vorbeck :

« Les chefs de détachement trop éloignés et privés de réseau téléphonique à la frontière devaient aller au-devant de l'ennemi et l'attaquer sur son propre territoire. Par suite du manque de communication du côté allemand, il en résulta une série de combats indépendants les uns des autres. » (Von Lettow, 1933 : 79).

Le 24 septembre 1914, le capitaine Wintgens, résident intérimaire au Rwanda<sup>2</sup>, s'empare de l'île Idjwi sur le

2. En 1914, Richard Kandt se trouve en congé en Allemagne. La guerre déclarée, et comme il n'a aucune possibilité de regagner le Rwanda, il se met à la disposition de l'armée bavaroise avec le grade de médecin-capitaine.

Il participe à la guerre sur le front de France, en première ligne, puis, de mars à juin 1915, il est détaché en Palestine auprès de l'armée turque.

A la fin de 1915, il est à nouveau sur le front de l'Ouest et en 1916 il participe aux batailles de l'Yser et de la Somme. En 1917, il est sur le front de Moselle.

lac Kivu et, le 4 octobre, le 20 octobre, le 30 novembre et le 2 décembre, il repousse des attaques belges contre le poste allemand de Kisenyi au nord du lac.

Sur la frontière entre le Burundi et le Congo, les Allemands tentent de pénétrer à l'intérieur du territoire belge, mais en vain. Plus au sud, en Rhodésie, une tentative allemande en direction d'Abercorn est stoppée sur la rivière Saisi par une colonne belge commandée par le colonel Olsen venu renforcer les troupes rhodésiennes en difficulté.

Au Nord-Ouest, entre le lac Victoria et le Rwanda, des Britanniques partis d'Ouganda tentent de prendre le contrôle de la région de Bukoba, mais ils sont repoussés par la 7<sup>e</sup> compagnie commandée par le major von Stuemmer, résident impérial.

Sur le front principal, c'est-à-dire entre le Kilimandjaro et l'océan Indien, les Allemands ont d'abord l'avantage, notamment à la suite des raids lancés par le capitaine Schulz contre le chemin de fer britannique de l'Ouganda.

La première grande bataille de la campagne se déroule devant Tanga où 16 navires anglais mettent à terre un corps expéditionnaire fort de 6 500 hommes. Au bout de deux journées, le 5 novembre, la victoire allemande est totale et les régiments *North-Lancashire*, *Royal-Northlands*, le 101<sup>e</sup> de grenadiers hindous et les tirailleurs du Cachemire ont perdu 200 des leurs.

Les vainqueurs sont moins d'un millier. Le butin capturé permet d'équiper et de nourrir la petite troupe de von Lettow durant une année et surtout d'armer 3 compagnies équipées de fusils modernes. Une installation téléphonique de campagne, 16 mitrailleuses et 600 000 cartouches complètent le tableau des prises.

Sur l'ensemble du théâtre des opérations, quand l'année 1914 s'achève, les Allemands ont l'avantage. Ils ne le conserveront pas longtemps en raison des renforts

Au printemps 1917, il est affecté au front est, en Galicie. Le 2 juillet, se portant au secours de blessés, il est grièvement gazé mais refuse de se faire évacuer. En novembre 1917, la tuberculose le frappe. Il meurt le 29 avril 1918 à l'âge de 50 ans.

que recevront les Alliés et du blocus auquel sont soumises les troupes de von Lettow.

### *L'année 1915*

Un tournant intervient en janvier 1915 quand von Lettow comprend qu'en raison du blocus maritime, même lorsqu'il sort vainqueur d'un combat, les pertes qu'il subit sont irréparables.

C'est ainsi qu'à Yassini, au nord de Tanga, un contingent hindou se heurte deux jours durant, les 18 et 19 janvier, à neuf compagnies allemandes. Le 19, quatre compagnies hindoues se rendent, mais si les Britanniques laissent 700 morts sur le terrain, la dizaine d'officiers allemands tués lors des combats représente environ un septième du total des officiers d'active. Cette perte est irremplaçable. De plus, durant la bataille, 200 000 cartouches tirées du côté allemand ne pourront être renouvelées que par les éventuelles prises. A ce rythme, von Lettow ne pourrait plus livrer que trois autres grands combats. Il change donc de tactique. Désormais, les « coups de main » remplaceront les assauts frontaux. Ainsi, il harcèlera l'ennemi et évitera de s'épuiser contre ses énormes réserves. Deux compagnies montées sont alors créées qui lancent des raids vers la voie ferrée de l'Ouganda.

La disproportion des forces apparaît nettement lorsque l'on considère le train des équipages. La *Schutztruppe* ne dispose en effet que de trois automobiles et de trois camions de trois tonnes alors que les Britanniques, et plus tard les Sud-Africains, en totaliseront plusieurs centaines. Or un camion de trois tonnes remplace 600 porteurs. La charge utile des porteurs est de 25 kilos, mais comme il leur faut 1 kilo de ravitaillement par jour, le déplacement des colonnes est conditionné par l'obligation de ne traverser que des contrées où il est possible de les nourrir. Disposant de nombreux véhicules, les Alliés n'ont pas ce problème. De plus, les camions



ne craignant ni les moustiques, ni la mouche tsé-tsé, ni les maladies tropicales, ils peuvent emprunter des itinéraires interdits aux caravanes.

Manquant de tout, les Allemands vont vivre en autarcie. Dès 1915, les femmes de colons réinventent le rouet et produisent des tissus de fortune. On vulcanise au soufre du caoutchouc pour les roues des autos et des vélos ; un carburant, le Trebol, est tiré de la noix de coco ; le cuir de buffle permet la fabrication de chaussures et la quinine est préparée sur place... Durant toute la durée de la guerre, seuls deux navires de secours forceront le blocus britannique.

La pénurie de munitions se retrouve dans la tactique allemande. Comme ils n'ont pas les moyens d'entraîner au tir leurs Askari, les officiers chercheront toujours davantage l'effet choc de l'assaut à l'action par le feu. Von Lettow traduit bien cette réalité quand il écrit que « les troupes tentèrent toujours l'abordage après une très courte préparation, ce qui porta à un haut degré leur audace et leur valut des succès marqués ». (Von Lettow, 1933: 428).

Après la bataille de Tanga, von Lettow concentre ses forces dans la région de Neu Moshi. Un problème de communication se pose pour lui dans la mesure où il souhaiterait pouvoir faire communiquer les deux voies ferrées allemandes, le *Nordbahn* et le *Zentralbahn*, indispensables pour la défense de la colonie, car elles permettaient de faire circuler les compagnies d'est en ouest et d'un front à l'autre. Il décide donc la construction d'une route entre Kinamba-Morogoro et Momba-Korogou, et 8 000 travailleurs sont recrutés.

Depuis le 25 décembre 1914, les Allemands ont évacué la petite partie du Kenya qu'ils occupaient et ils se sont repliés dans la région de Yassini. Les Britanniques, qui veulent éloigner tout danger le long de l'*Uganda Railway*, font progresser leurs troupes en direction du Kilimandjaro et le long du littoral où 20 compagnies tentent d'ouvrir un second front.

Durant toute l'année 1915, des combats non décisifs

opposent Allemands et Britanniques, les uns et les autres ayant tour à tour l'avantage, mais l'offensive de von Lettow a fait place à une retraite offensive, c'est-à-dire à un lent repli entrecoupé de contre-attaques. Von Lettow sait à ce moment-là qu'il ne pourra plus conserver longtemps encore le *Nordbahn* et qu'il va devoir reculer sous le nombre de ses ennemis. Il commence donc à préparer le repli de ses troupes en aménageant des axes de progression et des dépôts de vivres et de munitions plus au Sud.

A l'Ouest, face aux Belges, les combats ne cessent pas durant l'année 1915 et les défenses allemandes ne sont pas entamées, protégeant ainsi les arrières du principal théâtre d'opération, c'est-à-dire le front du Kenya.

C'est au nord du lac Kivu que les Belges font porter le gros de leurs efforts. Leur but est de faire sauter « le verrou » défensif allemand installé en arrière de Kisenyi, dans la trouée de la rivière Sebeya qui commande l'accès à Ruhengeri et à Kigali d'une part et au centre du Rwanda d'autre part. Les Belges voudraient ainsi contraindre le détachement allemand de Bukoba à retraiter vers le sud en direction de Tabora, afin de ne pas être pris au piège entre les Anglais venus d'Ouganda et eux. Cette manœuvre, qui échoue en 1915, réussira en 1916.

Pour le moment, le capitaine Wintgens résiste, mais en juin 1915, la poussée belge est tellement forte à Kisenyi qu'il doit demander le renfort de la 26<sup>e</sup> compagnie, jusque-là en attente à Mwanza, au sud du lac Victoria. Le 21 juin, Wintgens attaque et emporte les positions belges. Le 26 novembre, c'est avec l'aide d'une partie de la *T* compagnie venue de Bukoba qu'il bouscule une nouvelle fois les Belges. Le 21 décembre, les Allemands qui alignent 350 fusils sont attaqués par 1 000 Askaris belges soutenus par 4 obusiers et 4 canons, mais leurs lignes défensives tiennent, et les assaillants se replient en abandonnant 21 morts sur le terrain.

Dans la région du lac Tanganyika, les Allemands tentent de prendre d'assaut le poste belge de Louvongi,

mais ils échouent, et le 12 janvier 1915, le capitaine Schimmer est tué. Son successeur, le capitaine Schultz, tente une nouvelle attaque le 26 septembre 1915 mais à peine a-t-il franchi la rivière Ruzizi qu'il tombe dans une embuscade tendue par les Belges et laisse 100 morts et blessés sur le terrain.

Sur le lac lui-même, les Allemands qui en ont une totale maîtrise depuis le début de la guerre, vont la perdre petit à petit. A cet égard, l'année 1915 est déterminante et elle fut utilisée par les Belges à la construction d'un port à Albertville<sup>3</sup> et à la mise à flot de navires capables d'affronter ceux du Reich. C'est ainsi que l'*Alexandre-Delcommune* fut refondu et réarmé, que de petits navires furent acheminés, démontés depuis Matadi, sur l'océan Atlantique, et à travers tout le Congo, tant par voie ferrée que transport fluvial, qu'une escadrille d'hydravions arriva d'Europe.

Un peu plus tard, le *Baron Dhanis* et un remorqueur furent lancés après avoir été remontés à Albertville-Kalemie. Les Britanniques fournirent deux vedettes rapides bien armées.

Le 26 décembre 1915, et pour la première fois depuis août 1914, les Allemands subirent un revers sur le lac Tanganyika quand le *Kingani* fut coulé par les deux vedettes anglaises. Une fois renfloué, les Anglais l'armèrent d'un canon de 76 mm.

Durant cette première phase de la guerre, les Allemands ont un petit avantage. Le moral des troupes de von Lettow est splendide, et ce d'autant plus qu'elles n'ont pas encore l'impression d'être totalement coupées de la mère patrie puisque, en août 1915, un navire commandé par le lieutenant de vaisseau Christiansen réussit à forcer le blocus, à apporter des nouvelles du front d'Europe largement dominé par les troupes du Kaiser et surtout à ravitailler la *Schutztruppe* en fusils modernes, en mitrailleuses, en équipement et en matériel sanitaire.

3. Kalémié.

## CHAPITRE XIV

### 1916 : L'OFFENSIVE ANGLO-BELGE

A la fin de 1915, le commandement allemand aligne une force totalisant 2 998 Européens et 11 300 Askaris divisés en 60 compagnies de 160 à 200 hommes avec 2 mitrailleuses chacune. Les Britanniques ne peuvent espérer en venir à bout sans un important renfort.

Il leur sera fourni par l'Union sud-africaine qui enverra sur le front d'Afrique-Orientale un corps expéditionnaire de 15 000 hommes. La première brigade sud-africaine arrive entre la fin 1915 et février 1916, et la 2<sup>e</sup> brigade montée en mars 1916, mais cette dernière ne pourra participer aux opérations avant juin 1916.

En mars 1916, après création de 5 nouveaux régiments de *King's African Rifles*, les effectifs britanniques s'élevaient à 42 000 hommes, répartis en trois groupes: deux groupes sud-africains et un troisième composé de toutes les autres troupes venues des Indes, d'Afrique orientale ou occidentale. Le but de l'offensive britannique était Taveta, au nord du territoire allemand. Le plan allié consistait à progresser concentriquement et selon les étapes suivantes :

1. Conquête successive des deux voies ferrées allemandes et du littoral afin de priver von Lettow de ses moyens de communication intérieure mais aussi extérieure.
2. Encerclement par une offensive anglaise au Nord, portugaise au Sud, anglaise et belge à l'Ouest.

Sur le front nord, les opérations peuvent être divisées en trois phases : janvier-mars 1916, poussée vers *Nordbahn* ; mars-juillet 1916, conquête du *Nordbahn* et prise de Tanga ; coupure du *Zentralbahn* en août 1916.

L'offensive britannique a pour but de rejeter les Allemands au-delà de la frontière afin de dégager définitivement le chemin de fer de l'Ouganda. Von Lettow connaît le plan anglais et il conserve groupés les 4 000 combattants dont il dispose dans la région, et il les concentre à Taveta afin de pouvoir les déplacer le long du *Nordbahn* selon l'axe de pénétration de l'ennemi.

Le 3 février, le général Smuts, futur Premier ministre sud-africain, débarque à Mombasa pour prendre le commandement de l'armée britannique d'Afrique-Orientale.

L'offensive est lancée le 13 mars, et elle atteint Neu Moshi. Von Lettow recule et le 21 mars il est à Kahé, puis à Handeni en mai 1916 où il tend un piège à ses adversaires, inaugurant ainsi une longue série de contre-attaques, redoutables coups de boutoir assenés à des poursuivants épuisés.

Le deuxième groupe sud-africain vient de parcourir 400 kilomètres en trois semaines ; hommes et montures sont exténués. Von Lettow les attend avec 15 compagnies d'infanterie et deux de cavalerie qu'il divise en quatre groupes. A la pointe de l'offensive de Smuts, ne se trouvent que 3 000 hommes fatigués contre lesquels von Lettow va lancer 4 000 combattants appuyés par de l'artillerie. Le 3 mai, les Allemands attaquent, infligent de lourdes pertes aux Sud-Africains et bloquent l'offensive anglaise.

Parallèlement, les Britanniques progressaient le long de l'océan, et Tanga fut prise le 7 juillet à la suite d'une opération combinée terre et débarquement. Pangani tomba le 23 juillet et Bagamoyo le 15 août.

Sur le front central, von Lettow doit songer à replier ses compagnies s'il ne veut pas courir le risque de les voir prises au piège par un ennemi décidément trop nombreux et qui entreprend de les submerger ; mais le décrochage se fait en combattant et en occasionnant des pertes importantes aux poursuivants, car les axes de repli ont été préparés : les passages sont marqués, les zones de tir dégagées et des glacis aménagés pour les mitrailleuses.

Les Alliés perdent de plus en plus d'hommes mais les renforts ne cessent d'affluer : un régiment de la Côte-de-l'Or, deux régiments de la Jamaïque, une brigade du Nigeria, un autre régiment de Blancs d'Afrique du Sud et un de métis du Cap, des troupes de Rhodésie, d'Europe, des Indes...

Sous le nombre, la défense du chemin de fer central ne peut plus être assurée et il est définitivement perdu pour von Lettow. Sa dernière carte réside dans la mobilité et il va la jouer avec habileté. Décidant d'alléger ses colonnes, il commence par supprimer l'intendance, laquelle, selon lui, n'était d'aucune utilité pour le ravitaillement du soldat, vivant au contraire à ses crochets. Puis il écarte tous les non-combattants, ne conservant que les hommes valides ou réellement motivés.

En mars, un navire ravitailleur réussit à forcer le blocus britannique. Son aventure mérite que l'on s'y attarde. Le nom de ce vaisseau était *La Marie*, commandée par le lieutenant Soeren, et il réussit à débarquer un véritable arsenal à la barbe de la flotte anglaise qui formait une véritable chaîne devant les côtes de l'Afrique-Orientale allemande. Parti de Kiel, il avait traversé la mer du Nord, longé les côtes d'Afrique de l'Ouest, franchi le cap de Bonne-Espérance et, toujours sans se faire repérer, il réussit à jeter l'ancre dans la baie de Sudi, au sud de Lindi où il mit à terre un matériel précieux pour la *Schutztruppe* : des centaines de fusils, des quantités de munitions, des obus, des obusiers, du matériel de fabrication de munitions, des uniformes, etc.

En avril, alors que sa cargaison était débarquée, *La*

*Marie* fut découverte par la flotte britannique qui la bombardait. Elle subit une pluie d'obus et fut plusieurs fois touchée, mais son équipage réussit à lui faire reprendre la mer. Le 25 avril, le navire trompa une nouvelle fois la vigilance des Britanniques et atteignit un port neutre de l'Insulinde, ou Indonésie hollandaise, le 14 mai 1916.

Ce ravitaillement fut le bienvenu, mais il fut le dernier pour les Allemands d'Afrique qui devaient depuis avril 1916 lutter contre un ennemi supplémentaire, le Portugal.

### *L'entrée en guerre du Portugal*

En avril 1916, les troupes portugaises avaient en effet franchi par surprise la frontière de l'Est africain allemand en traversant la rivière Rovuma et avaient occupé le Kionga, une région antérieurement portugaise et qui avait été rattachée à la zone allemande en 1894. Le 23 avril, les 3 000 hommes du général portugais Gill semblaient bien implantés en territoire allemand. Le 21 mai, un croiseur, *YAdamastor*, mettait à terre dans l'embouchure du Rovouma un détachement de débarquement équipé de deux canons de 37 mm. Sa mission était de progresser le long de la rive du Rovouma, afin d'en chasser les quelques patrouilles allemandes qui y étaient stationnées.

De fait, ployant sous le nombre, les Allemands se replièrent vers le nord, non sans avoir, par deux fois, tenté de prendre d'assaut les positions portugaises nouvellement installées au nord du Rovouma. Le 28 mai et le 16 juin, une centaine d'Askari franchirent même la rivière et tentèrent vainement de s'emparer d'un poste portugais au sud.

Von Lettow réagit rapidement et il confia au capitaine Rothe, un réserviste qui était directeur des postes de l'Est africain allemand avant la guerre, le soin de bouter les Portugais hors du territoire allemand. Pour remplir

cette mission, il lui affecte trois compagnies et quelques pièces d'artillerie.

En novembre 1916, les Portugais ont repassé le Rovouma et une compagnie allemande les poursuit. Le butin matériel abandonné au nord du fleuve est énorme : 4 canons de montagne, 13 mitrailleuses, plusieurs centaines de caisses de fusils neufs, des centaines de milliers de cartouches, des vivres, une installation téléphonique, 300 chevaux ou mules, et trois automobiles. Après cette victoire, le détachement Rothe revint en hâte vers le nord où un important combat se déroulait à Kibata, von Lettow tentant vainement d'y stopper la progression britannique.

### *L'offensive belge*

Sur le front ouest, l'avantage appartient désormais aux Alliés : les Belges s'emparent du Ruanda et de l'Urundi en juin-juillet 1916 ; les Britanniques prennent la région de Bukoba et, entre les lacs Nyassa et Tanganyika, la pression est forte. Nulle part cependant — sauf à Bukoba où le capitaine Gudovius, blessé, est fait prisonnier avec une partie de sa compagnie — les contingents allemands ne sont capturés.

Jusqu'en avril 1916, pour les Belges, la priorité avait été d'éloigner le danger allemand des frontières du Congo ; dans un second temps, et jusqu'en juillet, ils repoussèrent les Allemands, les chassant du Rwanda et de la région de Bukoba (l'ancien royaume du Karagwe) afin d'établir un contact avec les forces anglaises de l'Ouganda. Troisième et dernière étape de l'offensive belge, une double progression, vers Tabora au centre et sur le lac Tanganyika au sud, devait leur permettre de faire reculer la *Schutztruppe* vers l'est.

Quand débuta l'année 1916, l'essentiel des troupes allemandes combattait sur le front nord, tentant de freiner l'avance du général Smuts. Le général Whale,



adjoint de von Lettow, avait reçu le commandement du front ouest, face aux Belges ; c'était une ligne gigantesque allant de l'Ouganda au nord à la Rhodésie au sud, mais elle était essentielle à tenir, car elle couvrait le flanc et les arrières du gros de la *Schutztruppe* qui combattait plus à l'est.

Le général Whale disposait de quatre groupes de combat : celui du capitaine Gudovius qui défendait la région de Bukoba ; celui du capitaine Wintgens au Rwanda et plus exactement dans le nord de ce pays ; celui du major von Langenn au Burundi et enfin celui du commandant Zimmermann dans la région de Kigoma.

En février 1915, les Belges alignaient 10000 combattants sur le front Kivu-Tanganyika, et en 1916, au moment de leur offensive, leurs effectifs furent portés à 20 000 fantassins divisés en deux brigades : une brigade nord, commandée par le colonel Molitor, soit 10 000 hommes divisés en deux régiments, le 3<sup>e</sup> sous les ordres du major Bataille et le 4<sup>e</sup> sous ceux du major Rouling puis du lieutenant-colonel Huyghes. La brigade sud du colonel Olsen comportait également deux régiments : le 1<sup>er</sup> du major Muller et le 2<sup>e</sup> du colonel Thomas.

Le 25 février 1915, le colonel Charles Tombeur reçut le commandement de toutes les forces belges engagées contre les Allemands sur le front du Congo. Nommé général en 1916, ce fantassin remplissait en 1914 les fonctions de vice-gouverneur général du Katanga. Agé de 49 ans en 1916, il avait une longue carrière coloniale derrière lui. Son offensive débuta sur le lac Tanganyika qu'il s'agissait de reprendre aux Allemands. Cette reconquête se fit en trois étapes.

Durant la première, le 9 février 1916, les Allemands perdirent le *Hedwig-von-Wissmann* coulé par un navire anglais, le *Fiji*. Les marins allemands accumulèrent les fautes, présentant leurs unités isolées face aux navires belges et britanniques, et ils les perdirent les unes après les autres.

L'arrivée de quatre hydravions *Short*, au début d'avril 1916, allait donner aux Belges la victoire totale sur le lac

Tanganyika. Ces hydravions touchent le *Graf-von-Götzen*, le 10 juin. Il ne reste plus alors aux Allemands que le remorqueur *Adjudant*, bientôt détruit, et le *Wami* qui permettra l'évacuation d'une partie de la garnison de Kigoma dans la nuit du 27 au 28 juillet.

Le 28 juillet au matin, les Belges du 2<sup>e</sup> régiment de la brigade sud entraient dans Kigoma qui allait devenir la base arrière de l'offensive contre Tabora, offensive qui allait se faire le long du chemin de fer allemand.

### *La conquête du Ruanda-Urundi par les Belges*

La brigade nord devait intervenir sur le front du Kivu et du Rwanda où elle alignait 12 000 hommes et 719 officiers. Sur le lac Kivu, la maîtrise allemande cessa dès que la canonnière *Paul-Renkin* et la vedette *Tshilokango* furent lancées, c'est-à-dire le 16 mars 1916. L'attaque terrestre belge dans la plaine du Bugoyi se heurtait aux défenses de Wintgens le long de la Sebeya : blockhaus, tranchées, fossés...

Le colonel Molitor ne voulant pas risquer de voir son offensive brisée sur les positions fortifiées de la Sebeya décida de contourner les lignes allemandes en passant au nord des volcans par le territoire britannique, et ce afin de prendre ainsi à revers les compagnies de Wintgens. Pour fixer ce dernier, le chef de la brigade nord déploya sur la Sebeya le 4<sup>e</sup> régiment tandis que lui-même avec le gros des troupes repoussait le sous-officier allemand et les 15 Askaris qui occupaient le poste de Gatsibo, et il parvint à Kigali le 6 mai. Craignant à juste titre de se trouver encerclé, Wintgens se replia quelques jours après avec ses 1000 hommes et son artillerie évitant que la tenaille des brigades nord et sud se referme sur lui.

Au sud, Olsen bouscula le détachement allemand de Shangugu qui retraits sur la mission de Save — ou Issavi — où il rejoignit les compagnies de Wintgens avec lesquelles il se replia en bon ordre au Burundi. Cette

campagne marqua la fin de la présence allemande au Rwanda.

Depuis Save, le 1<sup>er</sup> régiment de la brigade sud se dirigea vers le Burundi où il occupa Gitega le 17 juin 1916. A partir de cette date, les Allemands se replièrent en direction de Tabora.

Après avoir conquis Kigali, la brigade nord avait obliqué vers l'est afin d'aider les Britanniques à chasser le capitaine Gudovius de la région de Bukoba. Mais celui-ci résista et réussit à épuiser ses poursuivants avant d'être capturé. Il fallait donc du repos à la brigade nord avant de lui donner l'ordre de coordonner sa marche avec celle de la brigade sud afin de prendre Tabora que les Allemands avaient bien l'intention de défendre.

La colonne Molitor avait encore un objectif dans le nord du territoire allemand, il s'agissait du poste de Mwanza à l'extrémité méridionale du lac Victoria, mais avant d'y arriver, elle apprit que le 14 juillet, la ville avait été prise par les Britanniques. Désormais, la brigade nord pouvait obliquer vers le sud, en direction de Tabora, car elle ne risquait plus d'être attaquée depuis l'est.

Elle progressa alors en direction de Saint-Michaël, mais Wintgens entreprit de ralentir sa marche. Retraitant depuis Gitega, au Burundi, il avait conservé la totalité de cette troupe bien aguerrie qui le suivait depuis le Rwanda. Wintgens avait tenté une de ces folles manœuvres dans lesquelles il excellait. Progressant à marche forcée depuis Gitega, il voulait rejoindre le détachement de Bukoba qui se repliait devant la brigade nord afin de contre-attaquer cette dernière, épuisée par les combats qu'elle avait dû mener.

La jonction n'avait pu s'effectuer, ce qui n'empêcha pas Wintgens d'attaquer la colonne belge et, après deux jours de combats furieux, de la forcer à se replier. Puis, sous le nombre, Wintgens abandonna sa position, mais il avait gagné un temps précieux puisque la brigade nord n'atteignit Saint-Michaël que le 22 août et les environs de Tabora le 13 septembre.

La brigade sud, qui progressait depuis Kigoma, avait été stoppée sur la rivière Malagarasi puis, vers le 15 août, elle était parvenue à prendre pied sur la rive tenue par les Allemands, et, le 30 août, elle s'emparait de la gare d'Usoke. Durant 4 jours, du 2 au 6 septembre, les Allemands lancèrent contre-attaque sur contre-attaque afin de reprendre cette importante position sur la voie ferrée de Tabora, mais en vain. Les 10, 11 et 12 septembre, à Lulanguru, la brigade sud s'établit en vue de Tabora et une furieuse bataille s'engagea, car le sort de Tabora se jouait sur cette position. Pendant que se déroulaient ces combats, la brigade nord tentait de prendre deux collines au nord de la ville, sur la route de Mwanza, solidement tenue par les Allemands. Dans la nuit du 13 au 14 septembre, les Belges se rendent maîtres du terrain, mais le 15 au matin, après une contre-attaque de 7 heures, les Allemands reprennent la position et les Belges se replient. Cette victoire était due à Wintgens arrivé avec son détachement et qui, ayant réussi à se faufiler entre deux bataillons belges, s'était emparé de la batterie d'artillerie qui avait permis aux Belges de prendre pied sur les collines. Le 16, un autre régiment belge tenta de reprendre la progression vers Tabora, mais ses hommes étant cloués au sol par les tirs d'un canon de 105, il fut contraint de se replier de plusieurs kilomètres.

Le 16 septembre, la jonction était opérée entre la brigade nord et la brigade sud, et le général Tombeur décida de diriger personnellement l'attaque finale contre Tabora. Pour les Allemands, pris au piège, la situation était intenable, même si les combats retardateurs avaient été victorieux. Un conseil de guerre fut tenu dans la ville sous la présidence du général Whale. Plusieurs officiers proposèrent l'idée de la reddition mais ils furent immédiatement repris par le général qui leur posa une seule question : « Que dirait le Kaiser ? » Il fut alors décidé d'évacuer la ville avant son total encerclement et de rallier von Lettow au sud-est.

L'opération fut tentée dans la nuit du 18 au 19 septembre. Ce fut une réussite. Le 19 au matin, les éléments avancés belges pénétraient dans Tabora, suivis par le gros des troupes le 20 septembre.

Les Allemands avaient perdu la phase de la guerre classique. Désormais, ils allaient pratiquer la guérilla.

## CHAPITRE XV

### L'ANNEE 1917

Au début de l'année 1917, les Allemands ont perdu le contrôle du chemin de fer de Dar es-Salaam à Kigoma. Ils se sont repliés vers le sud où ils ne tiennent plus qu'un quadrilatère délimité par l'océan Indien à l'Est, le lac Nyassa à l'Ouest, la Rufidji au Nord, le Mozambique portugais au Sud, et à l'intérieur où ils sont encerclés. Totalement coupés du monde extérieur, ils ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes et sur les 7 000 combattants qui leur restent.

Les Belges sont en cours de démobilisation quand les Britanniques sollicitent leur participation à l'offensive finale contre la petite armée de von Lettow. Durant cette phase de la guerre, deux étapes peuvent être mises en évidence : la poursuite de la colonne allemande de Wintgens-Naumann, puis la conquête du territoire encore tenu par von Lettow dans l'Afrique-Orientale allemande.

Le 27 janvier 1917, jour de son anniversaire, le *Kaiser* Guillaume II rendit hommage à la *Schutztruppe* en adressant le message suivant au ministre des Colonies :

« Voilà 30 mois que les troupes de l'Est africain, sans communication régulière avec la patrie combattent sans trêve un ennemi très supérieur en nombre et en armement. Equipées de façon la plus rudimentaire, opérant dans des régions tropicales, les troupes coloniales, sous un vaillant chef, ont accompli des exploits qui ne le cèdent en rien à ceux de leurs frères d'armes en Europe.

Dans les conditions les plus difficiles que l'on puisse imaginer, elles ont, au cours de nombreux engagements et batailles, infligé des défaites aux troupes britanniques, belges, portugaises, entrées en campagne contre notre colonie est-africaine, et pendant longtemps elles ont fait la guerre en territoire ennemi.

Plus tard, devant une écrasante supériorité, elles n'ont abandonné chaque pouce de terrain allemand qu'après une résistance des plus acharnées, et aujourd'hui elles protègent le drapeau allemand dans l'Est africain.

Quel que soit le sort que Dieu réserve à cette petite cohorte de héros, la Patrie se rappelle avec une légitime fierté ses enfants qui luttent dans l'Afrique-Orientale.

Mes remerciements impériaux, ma haute appréciation pour leur héroïque persévérance dans une lutte inégale vont à ces soldats, et je vous charge de leur communiquer le plus tôt possible cet ordre du jour. »

En février 1917, l'étau allié commença à se resserrer sur von Lettow, car à leur tour les Portugais se préparaient à entrer véritablement en guerre contre l'Allemagne afin de venger l'échec de leur commandant en chef, le général Gill, mis en déroute avec 2 000 soldats blancs par une poignée d'Allemands et quelques centaines d'Askari. Le nouveau commandant en chef portugais, le gouverneur Castro âgé de 38 ans, disposait de 7 500 hommes dont 5 500 Blancs, mais la valeur militaire de cette armée fut plus que faible.

Von Lettow était donc bien encerclé, et le message

du Kaiser était la seule aide que le Reich pouvait lui envoyer<sup>1</sup>.

### *Le raid Wintgens-Naumann*

Quand débute l'offensive du général sud-africain Van Deventer, von Lettow a divisé sa petite armée en deux : le groupement von Lettow, fort de 4 000 hommes, est établi en défensive face aux colonnes anglaises progressant depuis Lindi et Kilwa. A l'ouest, le détachement Tafel, fort de 2 000 hommes, défend la région de Mahenge afin d'éviter que von Lettow ne soit pris à revers.

Deux colonnes autonomes opèrent sur deux autres théâtres d'opération. L'une, sous les ordres du major von Stuemmer, nomadise à l'intérieur de l'Afrique-Orientale portugaise. L'autre, sous les ordres du capitaine Wintgens, sillonne le centre de la zone qui vient d'être conquise par les Alliés. Retraitant depuis Tabora, le capitaine Wintgens, ancien résident intérimaire du Rwanda, entreprend en mars 1917 un raid particulièrement audacieux à travers la région comprise entre le chemin de fer central et la frontière du Kenya, parcou-

1. Encore que, huit mois plus tard, en novembre 1917, une tentative de secours à la *Schutztruppe* aura néanmoins lieu avec l'envoi d'un dirigeable Zeppelin de la *Kriegsmarine*, le *L 59*, chargé de matériel médical, d'armes et de munitions.

Parti de Jamboli, en Bulgarie, le 21 novembre, le dirigeable avait dépassé Ouadi-Halfa une quarantaine d'heures plus tard lorsqu'il reçut par radio l'ordre de revenir, sous le prétexte que le général von Lettow-Vorbeck venait de se rendre aux Britanniques. Or cette reddition n'eut lieu qu'un an plus tard ! On n'a jamais élucidé cette histoire de message radio qui émanait en principe de l'émetteur allemand de Nauen et qui pourrait, en fait, représenter un exemple typique de désinformation dans le cas où un émetteur « pirate » britannique en aurait été le véritable auteur.

Obéissant à l'ordre reçu, le commandant du Zeppelin, le capitaine-lieutenant Ludwig Bockholt, revint à Jamboli où l'atterrissage eut lieu le 25 novembre, après un extraordinaire vol sans escale de 7 000 kilomètres en moins de 100 heures. Cette épopée n'est pas indigne de celle des troupes allemandes au secours desquelles le vaisseau aérien était parti...



rant ainsi impunément le cœur de l'Est africain allemand conquis par les Britanniques.

Partant de Goumbira, Wintgens, suivi de 40 Allemands et de 600 Askari, soit l'effectif de deux compagnies armées de 2 canons et de 16 mitrailleuses, arrive dans la région de Neu Itenboule où il semble hésiter sur la direction qu'il va suivre. Trois possibilités s'offrent en effet à lui : soit « envahir » la Rhodésie ; soit reprendre Bismarckburg, ou enfin attaquer Tabora. Belges et Britanniques s'interrogent sur les intentions du capitaine allemand, car ce dernier brouille volontairement les pistes ; il prend d'abord en effet la direction de l'ouest et de Bismarckburg en longeant le lac Rukwa qu'il atteint le 18 mars. Deux colonnes britanniques commandées par le colonel Murray sont à ce moment-là à sa poursuite, mais elles ne parviennent pas à l'intercepter.

Afin de mettre un terme à cette aventure, l'état-major allié dépêche un détachement commandé par le major Montgomery de Tabora vers le sud, tandis qu'un autre est débarqué à Bismarckburg.

Wintgens continue cependant à progresser, vers le nord cette fois-ci, et il n'hésite pas à se porter au-devant de la colonne Montgomery qui est stationnée à Itunda depuis le 5 avril et qui doit se replier devant lui. Quant à la colonne Murray, elle est largement distancée, car elle n'arrivera dans la région qu'à la fin du mois d'avril.

Le danger représenté par Wintgens n'est pas sous-estimé par les Alliés qui confient au général Edwards le commandement de toutes les unités chargées de mettre un terme à ce raid. Des renforts sont envoyés au général, mais Wintgens les sème facilement, semblant se jouer, grâce à sa mobilité, des lourdes unités britanniques « collées » à leurs axes de communication et à leurs centres de ravitaillement.

L'offensive contre Wintgens se fait à partir de Tabora où une unité belge est venue épauler les Britanniques, mais pour leur échapper, le capitaine allemand reprend sa marche vers le nord en direction d'Ipole. C'est dans

cette région qu'atteint d'une pneumonie et incapable de continuer à diriger cette opération, il en confie le commandement au capitaine Naumann et qu'avec un médecin et deux infirmiers il quitte la colonne et s'installe dans un village, prévenant les Belges qu'il ne cessait le combat que parce qu'il était abattu par la maladie.

Wintgens qui avait à lui seul permis aux Allemands de tenir le front du Rwanda durant plus de deux années illustra totalement cette volonté qui anima les officiers de la *Schutztruppe*. Ne s'estimant jamais vaincu, toujours prêt à la contre-attaque, il déploya une énergie hors du commun. C'était leur plus vieil adversaire que les Belges pouvaient enfin contempler, alité et terrassé par la fièvre. Admiratifs et respectueux, ses poursuivants lui permirent de conserver ses armes. Maintenu entre la vie et la mort durant de longues semaines, il réussit à survivre à force de volonté, puis fut interné en Egypte ; mais, miné par la maladie, il devait mourir en Allemagne en 1925.

Naumann, le successeur de Wintgens, est de la même trempe que son chef, et sous son commandement, le raid est encore développé, réussissant parfaitement dans sa mission qui est d'attirer sur ses traces le plus grand nombre possible d'Alliés afin de soulager d'autant la troupe commandée par von Lettow-Vorbeck.

Toujours au sud du chemin de fer Dar es-Salaam-Kigoma, Naumann contourne le poste de Sikonge où les 4<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> bataillons belges sont concentrés puis, à l'est de Tabora, il traverse la voie ferrée et semble prendre vers le nord la direction de Mwanza, au sud du lac Victoria. Les Britanniques s'empressent de mettre la ville en état de défense mais la colonne allemande bifurque alors vers l'est.

Au nord du chemin de fer, ce sont les Belges qui lui donnent la chasse, commandés par le lieutenant-colonel Thomas. Les unités belges chargées de la poursuite se scindent en deux, le 13<sup>e</sup> bataillon cherchant à établir le contact avec l'ennemi en marchant sur ses traces et le

4<sup>e</sup> progressant à l'est du détachement Naumann, ayant pour mission de l'attaquer sur son flanc. Un troisième bataillon belge, le 6<sup>e</sup>, quitte Tabora pour Mambali afin de renforcer le 4<sup>e</sup> bataillon qu'il compte rejoindre à Shinjanga. Mais Naumann, non content de distancer ses poursuivants, s'offre le luxe de contre-attaquer à Mkalama durant trois jours, les 5, 6 et 7 juin, avant de décrocher à l'annonce de l'arrivée prochaine du 13<sup>e</sup> bataillon et de reprendre la route du Nord. Une fois encore, il gagne du terrain sur les Belges et les Britanniques épuisés par leur progression ; il met entre lui et eux 120 kilomètres, et s'empare du poste d'Ikoma. Il s'y fortifie avec 300 Askari, 6 mitrailleuses et deux canons, et entoure ses positions de barbelés.

Le 29 juin, le 13<sup>e</sup> bataillon belge parvient à Ikoma et se lance immédiatement à l'assaut des lignes allemandes, mais il est repoussé ; puis Naumann fit mettre le feu à la brousse. Le vent qui était favorable aux Allemands poussa le front des flammes vers les Belges qui durent se replier en direction du 6<sup>e</sup> bataillon qui venait d'être acheminé par le lac et débarqué à Gato.

Naumann abandonna alors Ikoma et se dirigea vers l'est, en direction du lac Natron et, en chemin, il recruta plusieurs dizaines d'anciens Askari allemands démobilisés au moment de la grande retraite de von Lettow en 1916.

Depuis le 25 juin, le général van Deventer avait confié aux troupes belges commandées par le colonel Huyghes la mission de rattraper, de fixer puis de détruire Naumann ; mais les combats d'Ikoma, meurtriers pour les Belges qui avaient laissé filer les Allemands, obligèrent les Britanniques à renforcer leurs postes en direction du chemin de fer du Kenya et du Kilimandjaro. Les Belges, épuisés par cette harassante poursuite, doivent souffler quelques jours et Naumann en profite pour leur échapper une nouvelle fois. Le contact n'est établi que le 17 juillet, au moment où Naumann qui vient de bifurquer vers le sud se dirige vers Engarouka, le lac Manyara puis Kondoa Irangi avec une quarantaine d'Alle-

mands et environ 400 Askari. Naumann ne conserve pas sa petite troupe rassemblée puisqu'il couvre sa progression au moyen de patrouilles offensives composées d'un ou de deux Européens et de 30 à 50 Askari.

Le 1<sup>er</sup> août, le poste anglais de Mkalama était attaqué par l'une d'entre elles et, le 2 août, la colonne principale rejointe et attaquée par un détachement anglais rapidement contraint à la retraite. Pour Naumann, l'attaque de Mkalama était prioritaire, car avant d'évacuer la région, en 1915, les Allemands y avaient enterré des armes et des munitions. Changeant une fois encore de direction, Naumann, qui est attendu au sud, sur la voie ferrée, choisit de marcher vers l'est en direction d'Heneti mais, le 12 août, il scinde sa colonne en quatre afin de tenter de passer au travers des mailles du filet qui lui est tendu. Lui-même, accompagné de 70 hommes, marche vers le nord ; le lieutenant Zingel prend la direction de Kiteto avec 100 hommes ; le lieutenant Boeckmann va vers l'est ainsi que le sergent Muller.

Le 30 août, cerné dans le massif des Nguru, Zingel doit se rendre, mais il reste encore 3 détachements allemands à capturer. Le 29 août, Naumann était à proximité de Moshi, sur l'ancien *Nordbahn*, et il avait pris la gare de Kahé, coupé la ligne télégraphique, détruit un train et capturé plusieurs officiers anglais.

Boeckmann traversa la steppe massaï en direction du lac Manyara, puis de Lolkisale, avant de bifurquer plein ouest vers le lac Eyasi. Le 7 octobre, il ne lui restait plus que 4 Allemands et 56 Askari. Cerné, il fit détruire ses armes et ses munitions et se rendit, mais un Allemand et trois Askari refusant de capituler poursuivirent la guerre vers l'est durant encore une dizaine de jours.

Naumann avait, de son côté, choisi de prendre la route du Sud en direction des monts Nguru, mais ses poursuivants ne lui laissèrent plus guère de chances de pouvoir leur échapper. Le 23 août, cerné par quatre escadrons sud-africains et deux compagnies des *King's African Rifles*, il accepta le combat, refusant de se rendre. Le 30 septembre, afin d'enlever ses positions, l'artillerie

britannique entra en action et le 1<sup>er</sup> octobre, Naumann capitula. Il avait avec lui 14 Allemands, 153 Askari et environ 300 porteurs. Pour rendre hommage à ce chef de guerre de 33 ans, les Britanniques l'autorisèrent à conserver ses armes.

Durant ce raid de cinq mois, les Allemands se ravitaillèrent en munitions de prise mais aussi dans les dépôts clandestins qu'ils avaient eu le temps d'aménager en 1915. Quant aux vivres, ils étaient en partie inutiles puisque le gibier, abondant dans la région, permettait largement de nourrir les hommes.

Dans tous les cas, durant leur progression, Wintgens et Naumann pouvaient être libres de leurs mouvements puisqu'ils ne dépendaient pas de points de ravitaillement.

### *La retraite allemande*

Dans la région de Mahenge, face au capitaine Tafel, les Belges commencèrent leur offensive en juin 1917. Elle s'acheva en octobre. A la différence de la campagne de 1916, qui avait abouti à la prise de Tabora, les troupes belges ne constituaient plus un corps autonome, mais étaient intégrées à l'armée britannique.

Transportés par voie ferrée jusqu'à Dodoma, 8 bataillons sous les ordres du lieutenant-colonel Huyghes se dirigèrent vers Iringa.

Du 19 août au 28 août, les Belges repoussent les Allemands au sud de la rivière Kilombero. Puis, après le franchissement de cette rivière dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 1917, ils se préparèrent à attaquer la position forte de Mahenge. Craignant de s'y voir encerclé, Tafel évacua ses positions le 9 octobre.

De son côté, von Lettow reculait, ne conservant plus au Reich qu'un lambeau de territoire au nord de la frontière portugaise. Le 30 octobre, Liwale tombait et Tafel, coupé de von Lettow, cherchait à le rejoindre plus loin, vers le sud. Epuisé et pressé par ses poursuivants qui le talonnaient, il était à bout de forces et, fin novem-

bre, quand il arriva à Nevala, à la frontière du Mozambique, il mit bas les armes.

A la mi-octobre, von Lettow infligea à ses poursuivants leur seconde grande défaite après celle de Tanga en 1914.

Du 14 au 18 octobre, à proximité de la frontière du Mozambique, à Mahiwa ou Mastriwa, 1 500 Allemands et Askari affrontent une division de 5 000 hommes, composée, entre autres, de la brigade du Nigeria, du 25<sup>e</sup> régiment de cavalerie hindoue, du 1<sup>er</sup> *King's African Rifles*, etc. Von Lettow organise ses défenses sur lesquelles les assauts britanniques se brisent durant quatre jours. Le 18 octobre au soir, la défaite alliée est totale : 1 500 hommes sont hors de combat, 10 mitrailleuses et 200 000 cartouches capturées.

Peu économe de la vie de ses hommes et ayant perdu une bataille en définitive secondaire, le général anglais Beaves réussit tout de même à saigner « à blanc » la maigre troupe allemande en lui tuant 14 Européens et 81 Askari et en lui blessant 55 Blancs et 367 Noirs, c'est-à-dire en l'amputant d'un tiers de l'effectif engagé.

Les gouverneurs Schnee et von Lettow s'interrogent alors sur l'opportunité de poursuivre les combats. Le ravitaillement manquant, la seule zone de repli est le Mozambique où il serait peut-être possible de vivre sur le pays.

L'état des armes et des munitions est également critique, car s'il reste 400 000 cartouches, la plus grande partie est du modèle 71 à poudre noire, alors qu'un tiers seulement des hommes sont armés du fusil correspondant. Les deux tiers restants sont dotés d'armes modernes, anglaises, portugaises ou allemandes et les munitions sont insuffisantes.

Ceci conditionne d'ailleurs l'engagement des combattants, car il faut d'abord épuiser les réserves de cartouches à poudre noire. Ainsi chaque compagnie comporte-t-elle une section armée du fusil « modèle 71 », et c'est elle qui commence le tir. Lorsqu'elle a combattu, elle donne ses armes à la deuxième section, armée de

fusils modernes mais dont les hommes ont reçu une dotation en cartouches à poudre noire, et ainsi de suite avec la troisième section. En définitive, un tiers seulement des hommes montent en ligne à la fois, sauf cas exceptionnel. Les problèmes sont encore plus graves pour l'artillerie. N'ayant plus de munitions, von Lettow fait détruire toutes ses pièces, à l'exception d'un canon de montagne et d'un canon portugais.

Avec ces faibles moyens, le général ne peut mener qu'une guérilla au moment où les Britanniques, épuisés par les harcèlements d'un ennemi insaisissable, seraient vulnérables à une attaque de grande envergure. Le 21 novembre 1917, von Lettow décide de réduire sa petite armée à 300 Européens et 1 700 Askari. Les 3 000 porteurs qu'il conserve ne transporteront que des armes, des munitions, des médicaments pour un mois et pour douze jours de vivre. Un pari est fait sur le butin qui devra être pris à l'ennemi. Désormais, les Allemands n'auront comme souci stratégique que l'attaque de points susceptibles de renfermer du ravitaillement et des munitions. Von Lettow est libre de ses mouvements.

## CHAPITRE XVI

### LA FIN DE LA GUERRE

Au Mozambique, le raid de von Stuermer s'était achevé en août 1917 à la hauteur de Mouhembé. Voyant converger vers lui une dizaine de compagnies portugaises et le détachement britannique du lieutenant-colonel Short-hose, von Stuermer divisa sa colonne en deux parties qui franchirent séparément le Rovuma cependant que lui-même, avec un détachement d'arrière-garde, demeurerait dans le massif des Micoula, jusqu'à la fin août.

Cette incursion en territoire portugais avait permis aux Allemands d'évaluer les potentialités qu'offrait le Mozambique pour le ravitaillement des troupes. Von Lettow décida alors de se maintenir le plus longtemps possible au nord du Rovuma puis, dès que toute résistance deviendrait impossible, d'envahir la colonie portugaise afin de s'y ravitailler en vivres mais surtout en munitions.

Pour s'opposer à cette manœuvre, le colonel Rosa disposait d'une quinzaine de compagnies, soit environ 2 500 hommes. Le quartier général portugais fut installé sur l'océan Indien à Masimbwa da Praia et les unités combattantes réparties entre Ngomano, Nangovar et Masumbwa de Rovuma.



Le 25 novembre 1917, au petit matin, les éléments avancés allemands traversent le Rovuma et pénètrent en territoire portugais. Vers midi, la totalité de la petite armée de von Lettow avait à son tour franchi la rivière. Seul un détachement d'arrière-garde fermait la marche au nord du Rovuma.

Au total, von Lettow disposait à ce moment-là de 320 Allemands, de 2 000 Askari et d'autant de porteurs, soit 15 compagnies équipées de deux mitrailleuses chacune. L'artillerie de la colonne était composée de deux canons.

Avec une troupe allégée, ne dépendant plus d'itinéraires obligés tracés à partir de magasins de ravitaillement, en libérant les porteurs au fur et à mesure de la consommation de leur charge, von Lettow nomadisa durant neuf mois en territoire portugais, son principal souci étant la recherche de ravitaillement.

### *La campagne en territoire portugais*

Le 27 novembre, il prend d'assaut le poste de Nogomano défendu par un millier d'hommes et il y capture tous les approvisionnements qui y sont entreposés : un hôpital de campagne, plusieurs tonnes de nourriture pour Européens, 30 chevaux, 6 mitrailleuses et un million de cartouches. Les Portugais abandonnent 200 morts sur le terrain dont leur chef, le major Pinto et plusieurs centaines de prisonniers dont 150 Européens qui sont libérés, car von Lettow ne veut pas s'encombrer de bouches inutiles. La victoire de Nogomano n'ayant pas permis de mettre la main sur de la nourriture pour les Askaris, il faut que la colonne s'enfonce plus avant vers le sud où il devrait être possible de trouver du sorgho, du maïs, des patates douces, etc. La chasse et l'abattage de montures permettent de subsister dans l'attente de jours meilleurs.

Les nécessités du ravitaillement conduisent von Lettow à diviser son armée en deux groupes, l'un commandé

par le général Wahle qui progressera vers le sud-ouest, en direction de Mouhembé ; l'autre, qu'il commandera lui-même, se dirigera vers Matarica. Le 5 décembre, à Nangouare, von Lettow scinde sa propre colonne en deux et il confia 5 compagnies au capitaine Koehl qui se dirige vers Porto Amelia à l'Est, sur l'océan Indien.

Le 17 décembre, précédant la progression des colonnes Wahle, von Lettow et Koehl, un élément d'avant-garde commandé par le capitaine Otto atteint Louambali.

A ce stade de la guerre, les Britanniques qui poursuivaient les Allemands sont distancés ; quant aux Portugais, ils sont incapables de stopper la progression ennemie. Afin d'essayer de reprendre l'initiative des opérations, ou du moins pour tenter de gêner les mouvements de von Lettow, le général sud-africain Van Deventer fait débarquer des troupes à Mozambique et vers l'embouchure de la rivière Lourio, puis il leur donne l'ordre de faire mouvement vers l'ouest. Pour couper la route du sud aux Allemands, une unité britannique s'installe à Inagu. Parallèlement, le général Van Deventer entreprend de protéger le port de Quelimane et de le mettre hors d'atteinte d'un raid allemand.

Les trois colonnes de la *Schutztruppe* se rejoignent au nord de Koriwa et, tous ses moyens rassemblés, von Lettow marche vers le sud avec pour objectif le poste portugais d'Alto Moloque dont il s'empare le 12 juin, contournant les Britanniques installés à Inagu. Le 15 juin, c'est le poste d'Ille qui tombe aux mains des Allemands. Ainsi donc, durant des mois, les colonnes allemandes sillonnent le nord du Mozambique, s'approchant même de Quelimane. Leur marche est rapide.

Les Britanniques ne peuvent engager une véritable poursuite, car leurs axes de ravitaillement sont trop étirés, et malheur aux audacieux qui arriveraient à rejoindre l'arrière-garde commandée tour à tour par les redoutables capitaines Otto et Spangenberg.

En mars 1918, la nouvelle de l'offensive allemande sur le front de France avait galvanisé les cadres européens de la petite armée et le moral de la troupe n'avait jamais

été aussi élevé. De leur côté, décidés à en finir avec un adversaire qui leur échappe sans cesse, Britanniques et Portugais se préparaient à l'attaque, mais à Nama-courra, gare sur la voie ferrée de la ligne de Quelimane, von Lettow remporte une importante bataille. Du 1<sup>er</sup> au 3 juillet les défenseurs perdent en effet près de 300 hommes et 421 prisonniers dont 5 Anglais et 117 Portugais. Le butin est énorme : 10 mitrailleuses, 2 canons, 350 fusils modernes qui permettent de réformer les fusils modèle 71, des centaines de caisses de cartouches, du vin, des conserves, des vêtements, etc. Ces prises doivent être en partie abandonnées faute de porteurs, mais la troupe est équipée à neuf, et elle peut reprendre sa progression.

Les Anglo-Portugais préparent alors une offensive à partir de Quelimane. La ville est un objectif trop ambitieux pour von Lettow qui décide de marcher vers le nord-est afin d'échapper à la tenaille que les Britanniques tentent de refermer sur lui en progressant depuis Mojeba et Mulevalla.

Le nouvel objectif que s'est fixé le colonel allemand est le port de Mozambique. Le 13 juillet, il prend Ociva et stoppe ses poursuivants sur la rivière Melela, puis marche sur Namirrue, important centre de ravitaillement allié gardé par deux détachements, l'un anglais, l'autre portugais.

A ce stade de la guerre, la manœuvre de von Lettow est particulièrement audacieuse : pendant qu'il s'apprête à donner l'assaut aux positions de Namirrue, son arrière-garde lutte opiniâtrement pour freiner la poursuite alliée. Tout en progressant, von Lettow s'offre donc le « luxe » de mener de concert un combat défensif et un autre, offensif ! Le 23 juillet, Namirrue tombe aux mains des Allemands ; le 25, c'est le tour de Pequera et, le 27, celui de Chalau.

Partout, les hommes de von Lettow avaient pu s'équiper à neuf et se ravitailler.

Les Britanniques tentèrent alors de prendre les Allemands au piège à Chalau même grâce à d'importants

renforts transportés par véhicules automobiles, mais la *Schutztruppe* abandonne la position et se dirige plein sud avant d'obliquer carrément vers l'ouest, en direction du lac Nyassa.

### *Retour en territoire allemand*

Dans la guerre d'usure qui l'oppose à ses poursuivants, von Lettow ne peut à long terme espérer l'emporter, car chaque engagement affaiblit son potentiel humain. De combat en escarmouche, d'assaut en embuscade, la *Schutztruppe* fond « comme neige au soleil ». Le résultat de cette diminution des effectifs est que les Allemands doivent se limiter à des engagements au niveau de patrouilles armées ou, au maximum, de la section.

A ce stade de la guerre, il ne reste plus à von Lettow que 176 Européens et 1 500 Askaris, mais leur armement est excellent, en quantité suffisante, et le nombre de mitrailleuses qu'ils possèdent atteint la quarantaine. Cependant, la nasse se referme sur eux et, pour échapper à leurs poursuivants, il va leur falloir quitter le territoire portugais. Von Lettow hésite cependant entre deux directions : soit se diriger vers Blantyre (en actuel Malawi), soit retourner en territoire allemand alors occupé par l'ennemi. C'est cette dernière solution qu'il choisit et, le 29 septembre 1918, ses compagnies pénètrent dans ce qui fut la *Deutsche Ostafrika*.

Au début d'octobre 1918, une épidémie de grippe s'abat sur les Allemands qui sont contraints d'abandonner plusieurs des leurs, malades, dont le vieux général Wahle, à l'hôpital d'Oubena. Von Lettow note à ce propos que :

« (...) La santé de la troupe laissait à désirer ; tout le monde toussait, et nous commençons à souffrir d'une épidémie pulmonaire qui, pendant les semaines suivantes, devait nous coûter beaucoup de monde ; d'après les médecins, ce n'était pas la grippe espagnole. (...) Notre situation matérielle eût été bonne sans l'épidémie qui

s'étendait toujours davantage : environ 50 % des hommes étaient atteints de catarrhe des bronches, et dans chaque compagnie, 5 ou 6 hommes avaient des fluxions de poitrine ; comme nous ne pouvions faire porter que 80 hommes en tout, 20 malades atteints de pneumonie légère devaient aller à pied de temps en temps. La question du transport des malades ne pouvait être résolue d'une manière satisfaisante, ou bien il aurait fallu cesser de combattre ; on ne pouvait pas non plus les abandonner en pleine brousse. Cette contrainte mettait terriblement à contribution les nerfs de notre médecin en chef, le major Taute. C'est miracle que cet organisateur et ce praticien remarquable n'ait pas faibli sous le poids de ses responsabilités.» (Von Lettow, 1933: 266-268).

Les fatigues supportées par les survivants de la *Schutztruppe* expliquent peut-être cet état de santé ; ne perdons en effet pas de vue que ces hommes se battent depuis quatre années. Depuis le début de la guerre, ils sont devenus nomades par la force des choses, sillonnant toute l'Afrique-Orientale allemande, affrontant tous les climats, bivouaquant sous les vents et les pluies de mousson, progressant dans l'écrasante chaleur de la steppe massaï ou dans d'insalubres et putrides régions marécageuses. Durant ces années, ils n'avaient point connu le repos, pas la plus courte permission, pas reçu la moindre lettre de leurs familles demeurées en Allemagne.

Leur résistance morale et physique est donc tout à fait exceptionnelle. Dans les derniers mois de la campagne, depuis le combat de Chalau, au Mozambique, c'est-à-dire depuis le 22 août, ils n'avaient pas cessé de marcher, faisant des étapes quotidiennes de 30 à 40 kilomètres tout en combattant ! Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que la grippe ait frappé durement des organismes à ce point sollicités et épuisés ?

## *La fin de la guerre*

Von Lettow n'a cependant pas l'intention de se rendre et ses cadres pas plus que lui. Quant au moral de la troupe, il est tout simplement excellent ! Seuls les porteurs commencent à manifester des signes de lassitude.

Pourchassé, attendu par les Alliés, von Lettow continue sa marche sans se laisser rattraper. Evitant les embuscades, il oblique vers l'ouest, c'est-à-dire vers la Rhodésie, se jouant une fois de plus de ses poursuivants de plus en plus nombreux.

Le choix de von Lettow fut particulièrement judicieux, car l'ennemi l'attendait au nord, dans la direction de Tabora, ou au nord-ouest, vers le lac Tanganyika et le port de Bismarckburg. L'essentiel de ses troupes y était d'ailleurs installé, et le restant marchait à la suite de la colonne allemande en tentant de la rejoindre. Le nord-est de la Rhodésie que von Lettow décide d'envahir est très peu protégé par les Anglais, à l'exception du poste de Fife, important centre de ravitaillement de l'armée britannique que von Lettow attaque et détruit le 2 novembre.

Le 9 novembre, l'avant-garde allemande, commandée par le capitaine Spangerberg, s'empare du poste de Kasama et d'un ravitaillement considérable. Von Lettow l'y rejoint le 11 novembre.

Le 13 novembre, la colonne se remet en marche afin d'attaquer Tchambazi. Von Lettow est à bicyclette quand il est rejoint par le capitaine Muller. Celui-ci l'informe qu'un motocycliste anglais porteur d'un pli annonçant la nouvelle d'un armistice européen aux poursuivants de la colonne allemande vient d'être fait prisonnier. Von Lettow lit la dépêche :

« 12-11-18. A expédier par câble et estafette. Faites parvenir ce qui suit au colonel Lettow-Vorbeck par parlementaire.

Le Premier ministre britannique fait savoir qu'un armistice a été signé à 5 heures le 11 novembre. J'ai

ordonné à mes troupes d'arrêter les hostilités sans délai, sauf si elles étaient attaquées et par conséquent, j'estime que vous ferez de même. Les conditions de l'armistice vous seront communiquées immédiatement, dès que je les recevrai. En attendant, je vous propose de rester sur place afin de faciliter les communications. Général Van Deventer. »

(Von Lettow, 1933 : 279-280).

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, le capitaine Spangenberg entre dans la tente de son chef, porteur d'un message du général van Deventer :

« 13-11-18. Aux forces du Nord, Karwunfor via Fife.

Envoyez ce qui suit au colonel Lettow-Vorbeck par parlementaire.

Le ministre de la Guerre télégraphie de Londres que l'article 17 de l'armistice signé par le gouvernement allemand prévoit la reddition sans condition de toutes les forces allemandes opérant dans l'Est africain, dans l'espace d'un mois à partir du 11 novembre. Mes conditions sont :

1° Que vous remettiez immédiatement tous les prisonniers alliés européens et indigènes tombés entre vos mains aux forces britanniques les plus proches.

2° Vous conduirez vos troupes à Abercorn sans délai, Abercorn étant la localité la plus proche où je puisse vous approvisionner.

3° Vous rendrez toutes les armes et les munitions à mon représentant à Abercorn. Toutefois, en considération de la manière chevaleresque dont vous avez combattu, les officiers et gradés européens auront la permission de conserver leurs armes personnelles à condition que vous conduisiez vos contingents sans délai à Abercorn. Toutes les dispositions y seront prises pour envoyer les Allemands à Morogoro et pour rapatrier les Askaris allemands. Veuillez m'adresser prompte réponse, en m'indiquant la date probable de votre arrivée à Abercorn, ainsi que le nombre d'offi-

ciers et de soldats allemands, des Askaris et des porteurs. Général Van Deventer. »

(Von Lettow, 1933: 297).

Les discussions entre von Lettow et le commandement britannique durent jusqu'au 25 novembre, le premier ne voulant entendre parler ni de « reddition sans conditions », ni même « d'évacuation sans conditions ».

Les hommes de von Lettow ne se considèrent en effet pas comme des futurs prisonniers de guerre, car ils n'ont pas été vaincus. Ils acceptent uniquement de se remettre volontairement au pouvoir de l'ennemi en soldats disciplinés appliquant les clauses de l'armistice signé en Europe. Cependant, des officiers qui refusent ce qu'ils considèrent comme une reddition, proposent à leur général de continuer le combat.

Von Lettow s'interroge :

« J'ai longuement réfléchi si, étant donnée la mauvaise interprétation du mot " évacuation ", je ne devais pas prendre une autre détermination et me rendre chez les Belges ou ailleurs. » (Von Lettow, 1933 : 283).

La fermeté fut payante et les Allemands obtinrent des conditions tout à fait acceptables dans le contexte culpabilisateur qui commençait à se dessiner autour du Reich. C'est ainsi que von Lettow eut l'occasion de préciser son point de vue au commandement britannique :

« (...) Je ne reconnaissais pas l'obligation de rendre nos armes, mais étais prêt à le faire, s'il en résultait des avantages non pas pour nous, mais pour le gouvernement allemand. On m'accorda que les armes et munitions livrées par nous seraient défalquées des stocks de matériel que l'Allemagne s'était engagée à remettre aux gouvernements alliés suivant les conditions de l'armistice. La remise de nos armes ne devait pas avoir le caractère d'une reddition. » (Von Lettow, 1933: 284).



Les Britanniques acceptèrent les préalables de von Lettow et dans ces conditions les Allemands acceptèrent de se rendre à Abercorn pour l'ultime étape de cette guerre.

Le 25 novembre 1918 au matin, l'armistice est signé depuis 14 jours quand une colonne allemande se range face à *VUnion Jack* hissé sur un mât de fortune.

Derrière le Dr Schnee, gouverneur de l'Est africain allemand, et le général von Lettow-Vorbeck, commandant en chef, 20 officiers, 6 médecins, un secrétaire télégraphiste, un pharmacien, un vétérinaire, 125 volontaires européens, 1 156 Askaris et 1598 porteurs se forment en carré. Ces hommes sont les survivants d'une petite troupe qui compta au maximum 3 000 Allemands et 1 100 volontaires africains, combattants ou porteurs. Durant quatre années, conduits par un chef de guerre exceptionnel, ils avaient résisté à près de 250 000 soldats britanniques, belges, sud-africains et portugais.

L'épopée s'achevait sous une pluie fine, cette force invaincue ayant reçu l'ordre de se rendre à une armée qui n'avait pas eu raison d'elle.

Le petit contingent dépose un canon portugais, 37 mitrailleuses dont 7 seulement sont allemandes, 1 071 fusils anglais et portugais, 208 000 cartouches et 40 projectiles d'artillerie.

Les Britanniques traitèrent leurs adversaires de la veille avec tous les égards dus à leur courage et à leur code de l'honneur militaire toujours jalousement respecté par von Lettow, lequel écrivit que, durant leur internement, ses hommes et lui eurent à « souffrir du manque d'éducation de certains officiers anglais mais ce furent des cas exceptionnels ; sans doute étaient-ils de petite origine ». (Von Lettow, 1933 : 286-87).

A Dar es-Salaam, dans l'attente de navires devant les rapatrier, les survivants de la campagne de l'Est africain sont victimes de la grippe espagnole. Le 18 décembre 1918, les pertes occasionnées par l'épidémie atteignent 10 % de l'effectif.

## CHAPITRE XVII

### APRES LA GUERRE

Vae victis ! Les vaincus n'ont qu'un droit, celui de se soumettre aux volontés de leurs vainqueurs. Dans le cas présent, il s'agit de conditions dictées, d'un « diktat » qui est imposé à l'Allemagne sous forme d'ultimatum.

Le gouvernement issu de l'Assemblée de Weimar, élue le 19 janvier 1919, déclare inacceptables les conditions de paix alliées. Elles aboutissaient en effet à faire de l'Allemagne une puissance placée sous la tutelle de ses vainqueurs ; aussi, le 18 juin, les Alliés donnent cinq jours au gouvernement allemand pour accepter leurs volontés, notamment celles qui privaient l'Allemagne de ses colonies.

Devant l'impossibilité de reprendre la guerre, l'Assemblée s'incline par 237 voix contre 13, et, le 28 juin 1919, l'Allemagne signe le traité de Versailles, reconnaissant ainsi sa culpabilité dans le déclenchement de la guerre et entérinant sa déchéance coloniale pour manquement « à sa mission civilisatrice ».

La rage au cœur, les anciens coloniaux allemands apprirent que leur aventure ultramarine n'aurait pas de devenir, car pour les vainqueurs l'Allemagne était coupable :

« L'échec de l'Allemagne dans le domaine de la civilisation a été trop évident pour que les puissances alliées et associées puissent autoriser cette puissance à entreprendre une deuxième tentative de ce genre, et abandonner, de ce fait, 12 millions d'indigènes à un sort dont la guerre les avait délivrés. (...) La tradition du gouvernement allemand, la manière dont les colonies allemandes ont été utilisées comme points de départ d'actes de brigandages contre le commerce de la terre, mettent les puissances alliées et associées dans l'impossibilité de restituer à l'Allemagne ses colonies et de confier au Reich allemand l'instruction et l'éducation de leurs populations. »<sup>1</sup>.

Le mensonge de la culpabilité coloniale, que les Allemands désignent par *Die koloniale Schuldliüge*, donne aux Alliés le droit moral de s'emparer et de se partager les colonies du Reich ; pas moins de 40 articles du traité de Versailles sont consacrés à cette question. Les principaux sont les articles 118, 119 et 120 desquels les autres découlent :

« Art. 118. — Hors de ses limites en Europe, telles quelles sont fixées par le présent traité, l'Allemagne renonce à tous droits, titres ou privilèges quelconques sur ou concernant tous territoires lui appartenant, à elle ou à ses Alliés, ainsi qu'à tous droits, titres ou privilèges ayant pu, à quelque titre que ce soit, lui appartenir vis-à-vis des puissances alliées et associées.

Art. 119. — L'Allemagne renonce, en faveur des principales puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer.

Art. 120. — Tous droits mobiliers ou immobiliers appartenant dans ces territoires à l'Empire allemand ou à un Etat allemand quelconque passeront au gouvernement exerçant l'autorité sur ces territoires. »<sup>1</sup>

1. Cité par Robert Cornevin, 1969, pp. 101-102.

Pratiquement, le juridisme des vainqueurs va permettre la prise de possession des dépouilles allemandes tout en sauvegardant les formes, et ce afin de ne pas faire apparaître le transfert de souveraineté comme un simple partage colonial. Le système des mandats fut alors inventé pour la circonstance : en théorie les Alliés n'occupent les anciennes colonies allemandes qu'au nom de la Société des Nations qui leur confie mandat afin qu'ils exercent à sa place les droits de souveraineté sur les territoires en question.

Trois types de mandats sont prévus. Le mandat A ne concerne que les anciens territoires de l'Empire ottoman (Irak, Liban, Palestine, Syrie et Transjordanie) et est donc extérieur à notre sujet.

Le mandat B concernait le Burundi, le Cameroun, le Rwanda, le Tanganyika et le Togo qui étaient directement administrés par la Belgique, la France et la Grande-Bretagne avec une seule restriction qui était leur quasi-démilitarisation.

Le mandat C s'appliquait au Sud-Ouest africain et aux possessions allemandes du Pacifique. Il prévoyait l'intégration au territoire de la puissance mandataire, en l'occurrence l'Afrique du Sud dans le cas du Sud-Ouest africain.

Par-delà les précautions juridiques, les puissances exerçant les mandats de type B et C considèrent vite leurs nouvelles acquisitions comme parties intégrantes de leurs domaines coloniaux respectifs.

### *Les marchandises des vainqueurs*

Entre la Grande-Bretagne et la France, les marchandises à propos du partage des anciennes colonies allemandes furent aisés. Le Togo et le Cameroun furent divisés à l'avantage territorial de la France. Le 10 juillet 1919, la déclaration franco-britannique de Londres officialisait les limites territoriales entre les zones rattachées à chaque puissance et entérinait l'attribution à la France

de la région de Lomé et de Palimé au Togo, que l'Angleterre occupait depuis la campagne militaire de 1914.

Le principal contentieux opposa Belges et Britanniques. Dès avant la déclaration officielle de son mandat sur le Rwanda et le Burundi, la Belgique avait mis en place une administration militaire dans les deux résidences allemandes qu'elle venait de conquérir.

En 1917, la Belgique créa un commissariat royal à Kigoma, cet important port allemand sur le lac Tanganyika, qui était devenu le terminus du chemin de fer central. Rwanda, Burundi et région de Kigoma étaient donc sous occupation belge, et ce en application d'une convention anglo-belge passée durant la guerre.

Ces territoires allaient-ils demeurer sous contrôle belge après le traité de paix ou bien seraient-ils absorbés dans le domaine colonial britannique ?

La question fut posée et âprement débattue.

Durant les préparatifs de la rédaction du futur traité de paix, le ministre belge des Affaires étrangères demanda pour son pays le droit de conserver les territoires compris entre les lacs Victoria, Tanganyika et Kivu qu'il administrait depuis 1916. Les grandes puissances considérèrent que cette question relevait d'un accord bilatéral anglo-belge.

Le 20 mars 1919, lord Milner pour la Grande-Bretagne et Orts pour la Belgique entamèrent des négociations. La position de Bruxelles était argumentée autour de l'effort de guerre consenti par la Belgique en Afrique, qui lui donnait des droits à une compensation territoriale. Le délégué belge assura son homologue britannique qu'au cas où la souveraineté sur les régions en question serait reconnue à la Belgique, son gouvernement accepterait de céder à la Grande-Bretagne un corridor afin qu'elle puisse y construire la voie ferrée du Caire au Cap, rêve de l'impérialisme britannique.

Le souci de lord Milner était de voir la Belgique évacuer ses conquêtes afin que les communications entre les possessions britanniques d'Afrique-Orientale ne

soient pas coupées. En échange d'un abandon belge, il proposait à Orts de trouver des compensations dans la région de l'estuaire du Congo et au Cabinda par une négociation avec le Portugal. Cette proposition, qui n'était en réalité qu'un marché de dupes, aurait abouti à une double perte pour la Belgique, à la fois en ce qui concernait ses conquêtes en Afrique-Orientale, mais aussi en défaveur du Portugal qui n'acceptait d'abandonner le Cabinda qu'en échange d'un agrandissement de l'Angola aux dépens du Congo. Cette proposition britannique fut donc repoussée.

Le 13 avril 1919, la délégation belge à la conférence de la paix eut connaissance des clauses coloniales contenues dans le projet de paix. Quelle ne fut pas sa stupeur quand elle découvrit que la renonciation de l'Allemagne à ses colonies se faisait au profit des « grandes puissances alliées et associées », mais non à celui de la Belgique. Le ministre belge des Affaires étrangères intervint alors auprès de Georges Clemenceau et obtint que le terme « grandes puissances » soit remplacé par celui de « principales puissances » afin que son pays soit concerné.

Le 15 mai, lord Milner accepta de renoncer au Rwanda, mais le délégué belge était intransigent : son pays revendiquait le Rwanda plus le Burundi, et demandait en plus une indemnité en échange de l'abandon de Kigoma. La Grande-Bretagne céda sur la question du Burundi mais refusa toute idée d'indemnité.

Le 30 mai 1919, la convention Orts-Milner est signée. Les deux puissances signataires s'engagent à demander conjointement au Conseil suprême des puissances alliées et associées d'accorder à la Belgique le mandat d'administration sur le Rwanda et sur le Burundi et à la Grande-Bretagne celui sur le reste de l'ancien Est-Africain allemand.

Territorialement, la Belgique conserve le Rwanda moins le territoire du Gisaka<sup>2</sup> et le Burundi moins le Bugufi.

2. Le territoire du Gisaka ne correspondait pas à l'ancien

Prenant acte de cette convention bilatérale, le Conseil suprême des puissances alliées et associées décide, le 21 août 1919, de placer le Rwanda et le Burundi sous mandat belge. La définition et le contenu de ce mandat sont arrêtés le 20 juillet 1922 par un document de 13 articles élaboré par la s.d.n.

Le territoire du Gisaka, bande de terre de 100 kilomètres de long sur 30 de large, équivalait presque au huitième de la superficie du Rwanda. Dans ces conditions, la publication de l'accord entraîna les protestations du roi du Rwanda et des missions catholiques. Convaincu par les missionnaires, le résident belge au Rwanda décida de constituer un dossier en vue de la révision de la « convention Orts-Milner ».

Le préjudice historique, juridique, moral et matériel subi par le Rwanda est réparé le 31 août 1923, et les Britanniques, qui ont définitivement abandonné leur projet de chemin de fer du Caire au Cap, acceptent de rétropéder le territoire sans compensation<sup>3</sup>.

### *Nostalgies et revendications*

L'Allemagne n'accepta pas de devoir renoncer à son empire colonial. A l'exception des communistes et des socialistes indépendants, il y eut pratiquement une unanimité sur cette question parmi les partis politiques de la République de Weimar. C'est ainsi que « l'aile "révisionniste" du s.p.d. par exemple comptait des membres comme Marx Cohen Reuss, Noske, Quessel, Winning, Müller, etc., qui revendiquaient la restitution des anciennes colonies allemandes. Le centre (*Zentrum*), avec son

royaume du Gisaka annexé par le Rwanda au xix<sup>e</sup> siècle. Il était beaucoup plus vaste puisqu'il englobait le Gisaka, le Mubali, le Mpororo et une partie du Mutara et du Buganza.

3. Par « l'arrangement du 15 mars 1921 » la Grande-Bretagne accordera à la Belgique la liberté de transit à travers l'Est africain britannique, des tarifs préférentiels sur les voies ferrées et dans les ports.

aile bavaroise (b.v.p.), était bien placé pour défendre une politique en faveur de la restitution des colonies, grâce à son membre éminent, le Dr Bell, ancien ministre des Colonies. Le parti démocrate (d.d.p.) avait été créé par B. Dernburg entre autres, qui fut chef de l'Office colonial du Reich (*Kolonialamt*) avant la Première Guerre, et Walter Rathenau lui-même ne cachait pas ses positions colonialistes à l'égard de l'Afrique. Le parti populiste (d.v.p.) comptait des éléments actifs procoloniaux comme Stresemann, son fondateur, ou encore Schnee, ancien gouverneur de colonie. Le parti national allemand (d.n.v.p.) comptait parmi ses membres influents Sachs, ancien membre de l'Office colonial. Le parti national-socialiste (n.s.d.a.p.), même s'il ne se préoccupait pas particulièrement de la colonisation en Afrique avant 1933, avait ses spécialistes en la matière, comme par exemple Herr von Bremen. L'un des faits les plus importants pour la collaboration coloniale des partis de Weimar et de l'opposition de droite fut la création d'une Union coloniale interparlementaire (*Interfraktionelle Koloniale Vereinigung*) en mai 1925, qui regroupait le s.p.d., le z.P., le d.d.p., le d.v.p. et le d.n.v.p. ».

(Kuma N'Dumbe, 1980: 184).

Cette réalité est également sensible au niveau gouvernemental car, dès 1920, le ministère des Affaires étrangères reconstitua une importante section coloniale. En 1925, le maréchal Hindenburg, président du Reich, déclara même que « tout ce qui a été allemand devra redevenir allemand ».

Entre les deux guerres, le sentiment d'exaltation coloniale n'a pas baissé en Allemagne, entretenu par une presse spécialisée et par d'importantes et puissantes associations. Parmi elles, mais elle n'était pas la seule, la *Deutsche Koloniale Gesellschaft* fondée en 1880 comme nous l'avons vu.

En 1924, cette association tint un congrès pour célébrer le 40<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'empire colonial allemand. Cette année-là, elle comptait 30 000 membres.



Elle avait sa presse et ses sections de jeunes regroupant 8 000 adhérents.

En 1931, un important mouvement de jeunesse colonial fut créé, la *Ligue des éclaireurs coloniaux allemands*. Les anciens combattants étaient regroupés dans le *Deutscher Kolonialkriegerbund* ou Ligue des combattants coloniaux.

En 1930, sous l'impulsion du Dr Schnee, ancien gouverneur de l'Est africain allemand, se tint un colloque colonial dont les deux principaux thèmes furent le refus de la culpabilité coloniale allemande et la revendication des anciennes colonies du Reich.

### *Hitler et l'Afrique*

En 1933, Hitler arrive au pouvoir et la question se pose de savoir comment ses idées racistes — il considérait les Noirs comme des *Halb-Effen*, c'est-à-dire des demi-singes — allaient pouvoir s'accommoder d'une revendication coloniale.

Avant d'accéder au pouvoir, il avait été très clair à ce sujet. Dans *Mein Kampf*, il avait écrit, très bismarckien en cela :

« ...Nous autres, nationaux-socialistes, biffons délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre (...) Nous mettons un terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir (...) Une telle politique territoriale ne peut plus aujourd'hui s'exercer quelque part au Cameroun, mais bien presque exclusivement en Europe. »

Ce renoncement aux colonies était surtout dicté chez lui par la crainte de voir les peuples coloniaux créer en Europe des noyaux de population. Pour lui, l'exemple français était « abominable », et plutôt que de risquer

de connaître une même évolution, il valait mieux abandonner toute revendication coloniale, à moins de pratiquer une politique de rigoureuse séparation des races et de domination de la race noire par la race blanche. Hitler fut très explicite dans la rédaction de *Mein Kampf* quand il compara la politique coloniale française selon lui assimilatrice, et l'allemande, ségrégationniste. En France l'« envahissement par les Nègres fait des progrès si rapides que l'on peut vraiment parler de la naissance d'un Etat africain sur le sol de l'Europe. La politique coloniale de la France d'aujourd'hui n'est pas à comparer avec celle de l'Allemagne de jadis. Si l'évolution de la France se prolongeait encore trois cents ans dans son style actuel, les derniers restes du sang franc disparaîtraient dans l'Etat mulâtre africano-européen qui est en train de se constituer : un immense territoire de peuplement autonome s'étendant du Rhin au Congo, rempli de la race inférieure qui se forme lentement sous l'influence d'un métissage prolongé. C'est là ce qui distingue la politique coloniale française de l'ancienne politique coloniale allemande. » (Cité par Kuma N'Dumbe, 1980).

Cette distinction reposait, pour Hitler, sur la négation du principe de l'identité et de l'unité du genre humain. Comme le remarque l'historien camerounais Kuma N'Dumbe a fort bien illustré cette idée :

« Walter Gross, directeur de l'Office de politique raciale (*Rassenpolitisches Amt*), s'était largement expliqué sur ce sujet en donnant des exemples très précis, surtout lors d'une conférence en 1936, devant des étudiants et personnalités étrangères :

“ C'est un manque d'objectivité et d'esprit scientifique que de nier qu'il existe des races humaines, autant qu'il existe des races animales... L'homme en soi n'existe pas, il n'y a que l'homme appartenant à des races ou à des croisements de races définies, tout comme l'arbre en soi n'existe pas, mais il y a des chênes, des pins, des sapins et des poiriers. L'animal en soi n'existe pas non plus,

mais il y a des éléphants, des chats angora, des canaris, des lions, etc. L'animal est une abstraction, tout comme l'arbre est une abstraction, tout comme l'homme est une abstraction qui n'existe pas du tout en réalité. ».

(Cité par Kuma N'Dumbe, 1980: 159).

En dépit de ses réticences racistes, l'Etat national-socialiste eut néanmoins une politique de revendication coloniale. En 1934, fut créé le Bureau politique colonial confié au général von Epp et en 1936 la Ligue coloniale du Reich, ou *Reichskolonialbund*, dont le rôle était de défendre les revendications coloniales allemandes sur le plan international.

Ces revendications territoriales dépassaient largement le cadre de l'ancienne Afrique allemande puisque l'idée de la Mittelfrika était avancée, et que sa constitution était prévue aux dépens des empires alliés.

Selon Kuma N'Dumbe, la victoire militaire du III<sup>e</sup> Reich aurait précédé le retour allemand en Afrique :

« Nous pouvons affirmer que vers le mois d'août 1941, les principaux travaux avaient abouti, et l'essentiel de l'appareil colonial allemand était prêt pour permettre au Reich sa rentrée africaine. L'organisation économique était conçue, les lois étaient rédigées et n'attendaient que leur promulgation par le Führer et chancelier du Reich ; les ordonnances des ministres des Colonies et de la Justice, les décrets des gouverneurs du Kamerun, de l'Afrique de l'Est allemande, du Sud-Ouest africain et de la Nouvelle-Guinée étaient aussi prêts ; les fonctionnaires des différentes branches coloniales avaient déjà été sélectionnés et désignés. »

(Kuma N'Dumbe, 1980: 234).

Le rêve colonial allemand fut dissipé avec la défaite de 1945 et, par voie de conséquence, l'Allemagne fut lavée du « péché » colonial, ce qui l'aïda à mener une active politique économique et commerciale dans le tiers-monde. A ce propos, Robert Cornevin cite un texte de

Klötzel datant de 1928 et qui apparaît comme prophétique à bien des égards :

« Pour ceux qui veulent voir, la guerre a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire coloniale, le dernier. Peu importe de savoir quand ce chapitre finira ; l'issue de la lutte ne peut être douteuse et elle surviendra dans une période de l'histoire rapprochée de la nôtre... Nous avons l'heureux privilège de nous trouver placés en dehors de cette lutte imminente ; nous n'avons, Dieu merci, pas de colonies à défendre par le fer et par le sang, ce qui ne nous empêcherait d'ailleurs pas de les perdre tôt ou tard. Aux yeux des peuples qui luttent pour leur liberté, Chinois aujourd'hui, Nègres ou Indiens demain, nous n'avons pas la souillure d'être une puissance coloniale. Nous avons fait cette expérience inappréciable que, dans l'océan de xénophobie qu'est la Chine d'aujourd'hui, l'Allemand jouit de sympathies, parce que le traité de Versailles l'a contraint de renoncer aux capitulations. Nous bénéficions ainsi d'une situation politique à part, d'un " profit " de sympathies et de confiance chez des peuples dont l'avenir ne peut plus tarder à se dessiner... Quelle que petite que puisse être la colonie sur laquelle on serait disposé à nous concéder un mandat, elle serait toujours assez grande pour donner aux populations des pays coloniaux l'impression que l'Allemagne est une ennemie, qu'elle est complice des autres Etats impérialistes. » (Robert Cornevin, 1969: 113).



## CHAPITRE XVIII

### LES ANCIENNES COLONIES ALLEMANDES DE 1919 A 1990

#### *Le Sud-Ouest africain/Namibie*

De toutes les anciennes colonies allemandes d'Afrique, le Sud-Ouest africain-Namibie est celle qui a le plus fait parler d'elle durant ces dernières années.

Le territoire tire son nom du désert littoral de Namib. C'est un Etat artificiel, pure création allemande, et dont les frontières furent fixées par les colonisateurs. La Namibie n'est l'héritier d'aucune réalité historique pré-coloniale.

La mosaïque des ethnies et des peuples qui composent sa population a largement expliqué les difficultés de son accession à l'indépendance : un million d'habitants et au moins dix ethnies<sup>1</sup>.

1. LA POPULATION DE NAMIBIE EN 1982 :  
(Voir tableau page suivante.)

La Namibie est un des pays les plus désolés de toute l'Afrique ; ses zones les plus favorisées ne reçoivent que 400 millimètres d'eau par an, et seules 2 à 3 % de ses terres sont cultivables. La Namibie ne dispose d'aucune source d'énergie, ni charbon ni pétrole, mais c'est néanmoins un pays fabuleusement riche en raison de ses gisements d'uranium<sup>2</sup>, de ses mines de diamant, de ses réserves en plomb, zinc et cuivre, etc.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le souhait de l'Australie et de l'Afrique du Sud était de pouvoir annexer leurs conquêtes militaires de Nouvelle-Guinée et du Sud-Ouest africain. D'ailleurs, en 1914, lorsque ces deux Etats membres du Commonwealth étaient entrés en guerre, la Grande-Bretagne leur avait clairement laissé entendre qu'à l'issue du conflit des compensations territoriales pourraient leur être accordées.

Cet arrangement au sein de l'Empire britannique n'avait pas pris en compte le farouche sentiment anti-colonial du président américain Wilson pour lequel il

<i>Nom de l'ethnie</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
Ovambo	516 385	49,15
Kavango	97 808	9,3
Herero	77 826	7,4
Damara	76 774	7,3
Capriens (Mafwe et Subia)	39 965	3,8
Nama	49 430	4,7
San	29 448	2,8
Bastards	69 413	6,6
Tswana	6 310	0,6
Blancs	75 722	7,2
Autres	11569	1,1
Total	1.050.650	

2. La plus grande mine d'uranium au monde se trouve à Rössing près de Swakopmund.

n'était pas question d'opérer un transfert de souveraineté basé sur le seul droit de conquête.

Il fallait donc trouver un compromis et les diplomates inventèrent le système des mandats coloniaux. L'idée était simple : les puissances ayant conquis une partie des empires coloniaux allemand et turc firent retour de ces territoires à la Société des Nations laquelle, et sous sa supervision, leur donna alors mandat d'exercer à sa place les droits de souveraineté.

Le principe étant défini, il fallait l'adapter aux réalités locales, car tous les territoires conquis n'avaient pas atteint le même niveau de développement.

Le « mandat A » s'appliquait à des pays de vieille civilisation et qui avaient vocation à acquérir leur indépendance quelques années plus tard<sup>8</sup>. Le « mandat B » qui devait régir certaines des anciennes colonies allemandes d'Afrique (Cameroun, Togo, Tanganyika et Ruanda-Urundi) était en réalité un simple transfert colonial déguisé dont le terme n'était pas envisagé.

« Le " mandat C " était prévu pour " (...) des territoires tels que le Sud-Ouest africain et certaines îles du Pacifique austral, qui par suite de la faible densité de leur population, de leur superficie restreinte, de leur éloignement des centres de civilisation, de leur contiguïté géographique au territoire du mandataire, ou d'autres circonstances, ne sauraient être mieux administrés que sous les lois du mandataire, *comme une partie intégrante de son territoire*, sous réserve des garanties prévues dans l'intérêt de la population indigène. »

De fait, l'Afrique du Sud considéra immédiatement le Sud-Ouest africain comme une partie intégrante de son territoire. Voulant l'assimiler au plus vite, une série de décisions furent prises par Pretoria, dont la désignation d'un administrateur du Sud-Ouest africain. En 1921, ce dernier s'entoura d'un conseil consultatif composé

3. Irak, Syrie, Palestine, Transjordanie.



de neuf résidents blancs, puis, en 1925, le territoire fut officiellement considéré comme la cinquième province de l'Union.

En 1946, l'Union sud-africaine demanda que l'O.N.U. reconnaisse le rattachement officiel du Sud-Ouest africain à l'Union, mais l'assemblée refusa. Les événements allaient connaître une accélération dans la mesure où les nationalistes qui venaient de remporter les élections de 1948 en Afrique du Sud n'entendaient pas priver leur pays des richesses et de la place stratégique de cet immense territoire.

Juridiquement, le processus de rattachement connut alors une intensification en 1955 quand le territoire fut représenté au parlement du Cap par six députés élus par les Blancs du Sud-Ouest. Désormais, l'ancienne colonie allemande allait être administrée selon les lois sud-africaines.

En 1966, l'o.N.u. met officiellement fin au mandat sud-africain ; pour la communauté internationale, le territoire devient la Namibie, mais localement rien ne change, Pretoria ne tenant pas compte des décisions de l'assemblée de New York.

Sur la question de la Namibie, l'o.N.u. et la république sud-africaine avaient deux conceptions juridiques diamétralement opposées. La rupture fut consommée en 1973 et en 1976 quand l'o.N.u. considéra la *s.w.a.p.o.* comme seul représentant du peuple namibien.

La controverse juridique portait sur un point essentiel qui était de savoir si l'o.N.u. avait été ou non l'héritière de la *s.d.n.* En d'autres termes, l'O.N.U. avait-elle le droit de superviser et de retirer à la *r.s.-a.* le mandat que la défunte *s.d.n.* lui avait attribué en 1920?

En 1949, la Cour internationale de La Haye considéra que l'o.N.u. avait hérité les attributions de la *s.d.n.* et elle engagea Pretoria à reconnaître à l'assemblée de New York le droit de superviser sa gestion du territoire.

L'Afrique du Sud demeura de marbre. Pour elle, l'o.N.u. n'avait aucun droit de regard sur une partie intégrante de son territoire. Aussi, en 1971, à la suite d'une nouvelle

action, la Cour de La Haye considéra que la présence sud-africaine en Namibie était illégale. C'est à partir de ce moment que la mobilisation mondiale de l'opinion permit d'entamer un processus qui allait aboutir à la renonciation sud-africaine.

Sur le coup, l'Afrique du Sud définit une voie devant mener à l'indépendance, mais tout en refusant le diktat de l'o.N.u. qui avait pour but de remettre le pouvoir à une seule des dix ethnies principales du territoire, celle des Ovambo, majoritaire, dont la s.w.a.p.o. était le mouvement politico-tribal. Pretoria, il est vrai, accepta le principe de l'autodétermination, mais à la condition que les complexes réalités ethniques locales fussent respectées et prises en compte.

Au Sud-Ouest africain, la contestation noire prit véritablement forme à partir des années 50. Comme partout ailleurs en Afrique, les partis politiques étaient avant tout l'émanation des ethnies. Ainsi la s.w.a.n.u. constituée par les Herero et la s.w.a.p.o. par les Ovambo<sup>4</sup>. Sous l'impulsion de Sam Nujoma, la s.w.a.p.o. se lança dans la lutte armée. Durant de longues années, la police et l'armée traquèrent les terroristes. Ils en vinrent à bout sur le territoire, mais l'Angola marxiste offrit à la s.w.a.p.o. une base arrière à partir de laquelle des raids étaient périodiquement lancés contre les villages refusant d'aider les indépendantistes.

### *La fin du mandat sud-africain*

Du 4 au 7 décembre 1978, la r.s.-a. organisa des élections que l'o.N.u. considéra comme illégales. Boycôtées par la s.w.a.p.o., elles eurent néanmoins un réel succès puisque 81 % des inscrits se rendirent aux urnes, élisant ainsi une Assemblée constituante. La r.s.-a. avait ainsi démontré que la s.w.a.p.o. n'était pas l'unique représen-

4. Pour davantage de détails on lira le chapitre XIV de mon *Histoire de l'Afrique du Sud*. Perrin, 1990.

tant des ethnies de Namibie, puisque c'était un parti modéré qui l'avait emporté en gagnant 41 sièges sur 50.

L'Assemblée constituante se transforma en Assemblée nationale et, en 1980, un gouvernement fut formé, constitué de 11 membres, c'est-à-dire un par ethnies.

Au même moment, l'armée sud-africaine portait des coups sévères à la s.w.a.p.o. en attaquant ses bases installées en Angola. Le 4 mai 1978, le quartier général de la s.w.a.p.o fut même détruit en Angola et plusieurs centaines de guérilleros trouvèrent la mort lors d'une incursion militaire sud-africaine.

La situation régionale se compliqua du fait de la guérilla d'Angola qui opposait l'unita anti-marxiste de Jonas Savimbi au m.p.l.a. marxiste au pouvoir à Luanda. Incapable de stopper la progression de l'unita, Luanda fit appel à Cuba qui envoya un corps expéditionnaire de plusieurs dizaines de milliers d'hommes. A son tour, l'unita fut mise en difficulté et l'armée sud-africaine contrainte d'opérer d'une manière quasi permanente dans le sud de l'Angola afin d'éviter la déroute de son allié.

En 1982, les Etats-Unis lièrent l'indépendance de la Namibie au retrait cubain d'Angola et à l'ouverture de négociations entre le m.p.l.a. et l'unita.

Une solution globale et régionale commençait à se dessiner. A la suite de longues négociations, un cessez-le-feu était signé le 5 août 1988, devant s'accompagner du retrait partiel des troupes cubaines et du retrait total de celles de la r.s.-a.

A la fin du mois d'août, les Sud-Africains avaient évacué l'Angola. Le 22 décembre 1988, les accords de New York prévoyant l'accession de la Namibie à l'indépendance, l'évacuation des troupes sud-africaines casernées dans ce pays et celle de Cuba de l'Angola, étaient signés.

Dernière étape du processus devant mener l'ancienne colonie allemande à l'indépendance, des élections eurent lieu du 7 au 11 novembre 1989. La participation fut exceptionnelle puisque l'on dénombra 92 % de votants et la s.w.a.p.o. de Sam Nujoma les remporta avec 56 %

des suffrages représentant essentiellement l'addition des voix ovambo et celles des Damara, leurs alliés traditionnels. Une fois de plus en Afrique, la réalité ethnique s'était imposée.

### *Le Cameroun*

Lors du partage du Cameroun allemand par la Société des Nations, la France fut territorialement bénéficiaire. Après l'indépendance de 1960, les zones française et britannique furent en partie réunies<sup>5</sup>. En 1961, après un référendum, le nord du territoire anglais — zone musulmane — fut rattaché au Nigeria.

Cet événement fut considéré comme un deuil national au Cameroun. La même année, de l'union du Cameroun et du sud de l'ex-zone anglaise naquit la République fédérale du Cameroun. Cette structure fédérale disparut en, 1972 au profit d'un Etat unitaire. Le premier président du Cameroun fut Ahmadou Ahidjo, un musulman du Nord qui se retira du pouvoir en 1982, laissant la place à Paul Biya, Premier ministre depuis 1975.

Les premières années de l'indépendance du Cameroun furent marquées par la guerre civile menée essentiellement en pays bamileké par l'u.p.c., Union du peuple camerounais, mouvement marxiste fondé en 1948 par Ruben Um Nyobé et qui se poursuivit sporadiquement jusqu'à l'exécution d'Ernest Ouandé en janvier 1971.

Le bilan de cette rébellion fut d'au moins 2 500 morts au combat et de plusieurs milliers des suites de leurs blessures, de maladie ou d'épuisement.

L'unité camerounaise est fragilisée par les oppositions ethniques, par les oppositions régionales Nord-Sud et entre régions islamiques et chrétiennes, pastorales ou agricoles, mais aussi entre provinces anglophones et

5. On lira à ce sujet l'article de Victor Bong Amaazee « The Igbo scare in the British Cameroons (1945-1961) », in *Journal of African history*, 1930, 31, pp. 281-293.

francophones. Régionalisme et ethnisme, les deux composantes de l'instabilité africaine sont donc ici réunies comme partout ailleurs en Afrique.

En 1983, la découverte d'un « complot » permit au président Biya d'éliminer les partisans de l'ancien président, et une épuration s'ensuivit, provoquant un coup d'Etat militaire avorté en avril 1984.

### *Le Togo*

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les Français firent de la partie de l'ex-territoire allemand dont ils venaient d'hériter une entité différente du Dahomey, alors que les Britanniques rattachaient leur portion de Togo à la *Gold Coast* (Ghana). En 1924, Lomé, englobé dans la zone britannique, fut rattaché au Togo français.

L'ethnie éwé se voyait divisée en trois territoires : *Gold Coast*, Togo britannique et Togo français ; aussi, en 1945, Daniel Chapman, le leader éwé, proposa que les 800 000 Ewé soient rassemblés en un Ewéland constitué à partir des trois ensembles coloniaux. Rapidement, les Ewé se divisèrent sur les suites à donner à ce projet largement utopique et ceux d'entre eux qui vivaient au Togo britannique militèrent désormais pour la réunification des deux parties de l'ancien Togo allemand. Indépendant depuis le 27 avril 1960, le Togo dans ses actuelles frontières n'est constitué que d'une partie de l'ancien Togo allemand car, au moment de l'indépendance, un référendum eut lieu en zone britannique où les électeurs se prononcèrent pour une fusion avec le Ghana.

Le 13 janvier 1963, le président Sylvanus Olympio, un descendant de marchands d'esclaves brésilien, est assassiné par des militaires dirigés par l'adjudant-chef Etienne Eyadema. Nicolas Grunitzky, métis allemand, accède à la présidence, mais le 15 avril 1967, le lieutenant-colonel Eyadéma, un K'abré, prend le pouvoir.

## *L'Afrique de l'Est*

L'Est africain allemand fut divisé en trois territoires par les vainqueurs britanniques et belges. La plus grande partie constitua le Tanganyika britannique cependant qu'à l'Ouest la Belgique recevait en tutelle le Ruanda-Urundi.

Indépendant le 8 décembre 1961, le Tanganyika de Julius K. Nyerere tenta une expérience de socialisme largement soutenue par la communauté internationale, et particulièrement par les pays Scandinaves. Ce pays fut un de ceux qui, en Afrique, reçurent en proportion une des plus importantes successions d'aides, et pourtant le fiasco de l'expérience de développement y est une des plus retentissantes parmi les multiples échecs de l'Afrique.

En janvier 1964, une insurrection noire animée par des marxistes massacre et élimine le pouvoir arabe sur l'île de Zanzibar et, le 22 avril 1964, le Tanganyika et Zanzibar fusionnent en un seul pays qui prend le nom de Tanzanie.

Si le Rwanda et le Burundi constituent un ensemble géographique, l'histoire les différencie. Ces deux nations ont commencé leur mouvement d'unification au xv<sup>e</sup> siècle et leurs frontières actuelles sont à peu de chose près leurs limites traditionnelles. La profondeur historique de ces deux Etats est donc exceptionnelle en Afrique noire. Anciens protectorats allemands conquis par les troupes belges en 1916 et devenus mandats confiés à la Belgique par la s.d.n., ils ont accédé à l'indépendance en 1962.

Depuis les origines, ils vivent un drame ethnique permanent. Leur population est composée d'environ 65 % de Hutu « purs », 15 % de Tutsi « purs », 1 % de Pygmées et environ 20 % de métis se disant Hutu ou Tutsi au gré des circonstances.

Au Rwanda, la révolution précéda l'indépendance dans la mesure où les Hutu, soutenus par une large partie de

l'église catholique, déclenchèrent une terrible insurrection en 1959 qui se traduisit par le massacre dans des conditions épouvantables de plus de 50 000 Tutsi et dans l'exode de plus de 200 000 autres sur une communauté de moins de 500 000 âmes. Les événements se précipitèrent à partir de 1957 quand une dizaine d'anciens séminaristes hutu publièrent le *Manifeste des Bahutu*. Voyant la montée en puissance de ces derniers, les Tutsi réclamèrent que l'o.N.u. mette fin au mandat belge afin que l'indépendance soit octroyée au Rwanda, donc à eux-mêmes. Les rapports entre les Tutsi et la Belgique se tendirent encore davantage le 28 juillet 1959 quand, lors des obsèques de l'ancien roi, le nouveau fut proclamé sans qu'il soit tenu compte de l'avis de l'autorité de tutelle.

Le 28 janvier 1961, la république fut proclamée et l'indépendance intervint le 1<sup>er</sup> juillet 1962. Le premier président de la république fut Grégoire Kayibanda et, dans un premier temps, à la suite des pressions de l'o.N.u., un minimum de vie politique fut reconnu aux Tutsi qui obtinrent deux portefeuilles ministériels et sept sièges de députés.

Après une tentative de reconquête du pouvoir par des émigrés tutsi, les massacres reprirent et les dernières garanties politiques furent retirées aux Tutsi. En 1973, après une nouvelle « chasse aux Tutsi », un coup d'Etat eut lieu qui renversa Grégoire Kayibanda et qui porta au pouvoir le général-major Juvénal Habyarimana.

Au Burundi, les Tutsi réussirent à se maintenir au pouvoir. Une fois la monarchie abolie, les féodaux s'engagèrent résolument dans le camp des pays de l'Est. Ils avaient compris qu'étant minoritaires par rapport aux Hutu, ils ne pouvaient espérer survivre qu'en s'appuyant sur des alliés peu regardants sur le respect des Droits de l'homme.

En 1972, des milliers de Hutu réfugiés en Tanzanie envahirent le sud du Burundi. Le massacre fut épouvantable. Des milliers de Tutsi furent massacrés à cause

de leur race dans la région de Nyanza-Lac. La répression militaire fut à la hauteur des pogroms subis par les Tutsi et de 150 000 à 200 000 Hutu furent tués. Tout Hutu sachant lire et écrire fut abattu, car il s'agissait d'éliminer les éventuels cadres d'une future insurrection.

Après avoir évincé le colonel Micombero, chef de l'Etat, le colonel Bagaza prit le pouvoir et développa des relations privilégiées avec la Libye, puis il entreprit de persécuter l'église catholique soupçonnée de vouloir préparer un soulèvement hutu. En septembre 1987, le major Buyoya renversa le régime du colonel Bagaza. Mais le pouvoir restait aux mains des Tutsi.

En août 1988, dans les provinces septentrionales de Kirundo et de Ngozi, un soulèvement hutu s'en prit aux Tutsi. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent dépecés à la machette. Là encore, les représailles militaires furent terribles et le bilan difficile à établir.





## BIBLIOGRAPHIE

- Alcandre, J. : *Le Mandat colonial : analyse juridique et critique politique*, Paris, 1935.
- Alverder, H. : *Mein Tagebuch aus Südwest*, Oldenburg, 1906.
- Alype, P. : *La Provocation allemande aux colonies*, Paris, 1915.
- Aymerich, général : *La Conquête du Cameroun, 1<sup>er</sup> août 1914-20 février 1916*, Paris, 1933.
- Barth, H. : *Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale (1849-1855)*, Paris, 1861.
- Baumann, O. : *Durch Massailand zur Nilquelle. Reisen und Forschungen der Massai-Expedition der deutschen Antisklaverei-Komite in den Jahren 1891-1893*, Berlin, 1894.
- Bell, R.M. : « The Maji-Maji Rebellion in the Liwale District » in *Tanganyika Notes and Records* n° 28, janvier 1950.
- Beringe, (Hauptmann von) : « Bericht über eine Expedition nach Ruanda » in *Deutsches Kolonialblatt*, Berlin, 1903.
- Beringe, (Hauptmann von), « Aus den Berichten des Herrn v. Beringe über seine Reisen im Gebiet der Kirungavulkane » in *Mitteilungen aus den Deutschen Schutzgebieten*, pp. 20-39, 1901.
- Boell, L. : *Die Operationen in Ostafrika*, Hambourg, 1951.

- Beringe, (Hauptmann von), « Rapport sur un voyage au Ruanda, 1903, in Lugan Bernard, *Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda*, in *Etudes Rwandaises*, XVI, (octobre 1980), pp. 119-127.
- Besson, M. : *Les Colonies allemandes et leur valeur*, Paris, 1917.
- Bethe, Hpt. Von : « Bericht über einen Zug nach Ruanda » in *Deutsches Kolonialblatt*, pp. 6-12, Berlin, 1899.
- Bethe, (Hauptmann), « Compte rendu d'un voyage au Ruanda », 1899, in Lugan, Bernard, « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda », in *Etudes Rwandaises*, XIV, (octobre 1980), pp. 54-59.
- Beurmann, K.M. : *Voyages et explorations 1860-1863*, notes publiées par Marc Franconie, Lille, 1973.
- Les Campagnes coloniales belges 1914-1918*, ministère de la Défense nationale, Bruxelles, 1927.
- Beyens, baron : *La Question africaine*, Bruxelles et Paris, 1918.
- Bridgman, J. ; Clarke, D.E. : *German Africa : a selected annotated bibliography*, Stanford University, 1965.
- Bruel, G. : « Bibliographie de la conquête du Cameroun » in *Bulletin de l'Afrique française*, XLIV, juin 1934.
- Brunschwig, H. : *L'Expansion allemande outre-mer du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, 1957.
- Bueger, A. : « L'escadrille belge dans l'Est africain allemand en 1914-18 » in *Cinquante années d'activités coloniales au Congo, 1885-1935*, pp. 37-38, Anvers, 1936.
- Buhrer, J. : *L'Afrique-Orientale allemande et la guerre de 1914-1918*, Paris, 1922.
- Casati, G. : *Dix années en Equatoria*, Paris, 1892.
- Cayen, A.: *Tabora: nos victoires d'Afrique (1914-1918)*, Bruxelles, 1921.
- Charlewood, C. : « Naval Actions on the Tanganyika Coasts, 1914-1917 » in *Tanganyika Notes and Records*, n° 54, mars 1960 ; n° 55, septembre 1960.
- Chatterton, E. : *The « Königsberg » Adventure*, Londres, 1932.

- Chéradame, André : *La Colonisation et les Colonies allemandes*, Paris, 1905.
- Cornevin, Robert : « Curt von François, un descendant de Huguenots français » in *France-Eurafrrique*, n° 176, août-septembre 1966, pp. 5-6.
- Cornevin, Robert : *Histoire du Togo*, Paris, 1968.
- Cornevin, Robert : *Histoire de la colonisation allemande. Que sais-je ?*, Paris, 1969.
- Cordelle, D. : « Nachtigal in English » in *Journal of African History*, 24, 1983, pp. 97-100.
- Czekanowski, J. : *Forschungen im Nil-Kongo-Swischengebiet*, Leipzig, 1917.
- Darroux, capitaine : « Contribution à l'étude de l'Est africain allemand » in *Revue des Troupes Coloniales*, 17<sup>e</sup> année, n° 165, septembre-octobre 1923, Paris.
- Daye, P. : *Avec les vainqueurs de Tabora*, Paris, 1918.
- Daye, P. : *Trois ans de victoires belges en Afrique*, Paris, 1920.
- Dellicour, F. : « La Conquête du Ruanda-Urundi » in *Bulletin de l'I.R.C.B. (Institut Royal Colonial belge)*, 6, 1, pp. 142-166, 1935.
- Dellicour, F. : *Les Propos d'un colonial belge*. Bruxelles, sans date.
- Deppe, Dr L. : *Mit Lettow-Vorbeck durch Afrika*, Berlin, 1919.
- Dubois, Colette : *Le Prix d'une guerre. Deux colonies pendant la Première Guerre mondiale (Gabon-Oubangui-Chari) 1911-1923*. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Aix-en-Provence, 1985.
- Eberlie, R. : « The German Achievement in East Africa » in *Tanganyika Notes and Records*, n° 55, septembre 1960, pp. 181-214.
- Engels, A. : « La Conquête du Ruanda-Urundi », *BIRCB*, VI, 1935, pp. 142-166.
- Ermens, P. ; Dellicour, F. : « Hommage au lieutenant général baron Tombeur de Tabora », *BIRCB*, XIX, 1948, pp. 382-410.
- « Etudes sur les opérations de l'Est-Africain allemand par les troupes anglo-belges », in *Revue des Troupes*

- Coloniales*, Paris, 1922, n° 158 juillet-août, pp. 265-297, n° 159 septembre-octobre, pp. 361-389, n° 161 janvier-février, pp. 60-61, 1923.
- Gann, L.H. ; Duignan, P. : *The Rulers of German Africa 1884-1914*, Londres, 1977.
- Gardner, B. : *German East : The story of the first world war in East Africa*, Londres, 1963.
- George, E.H., général : *La Guerre dans l'Ouest africain. Togo août 1914 – Cameroun 1914-1916*, Paris, 1933.
- Gérard, J. : « Le premier bombardement aérien au Ruanda-Urundi en 1916 » in *Eurafrica*, 1962, pp. 22-24.
- Götzen, G.A. Von : *Durch Afrika von Ost nach West*, Berlin, 1895.
- Götzen, G.A. Von : *Deutsch Ostafrika im Aufstand (1905-1906)*, Berlin, 1909.
- Grove, E.J. : « The first shots of the Great War : the anglo-french conquest of Togo » in *Army Quaterly*, juillet 1976.
- Guillen, P. : *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, Paris, 1967.
- Guillen, P. : « Les questions coloniales dans les relations franco-allemandes à la veille de la Première Guerre mondiale » in *Revue Historique*, n° 503, juillet-septembre 1972, pp. 49-85.
- Hausen, K. : *Deutsche Kolonialherrschaft in Afrika : Wirtschaftsinteressen und Kolonialverwaltung vor 1914*, Zurich, 1970.
- Henderson, J. : *Studies in german colonial history : the conquest of the german colonies, 1914-1918*, Londres, 1965.
- Hordern, Ch. : *Military operations in East Africa*, Londres, 1941.
- Hoyt, E.P. : *The Germans who never lost*, New York, 1968.
- Iliffe, J. : « The organisation of the Maji-Maji rebellion » in *Journal of African History*, VII, 1967, pp. 495-512.
- Iliffe, J. : *Tanganyika under the German rule*, Londres, 1968.

- Jentgen, P. : *Les frontières du Ruanda-Urundi et le régime international de Tutelle*, Bruxelles, 1957.
- Johanssen, E. : *Ruanda - Kleine Anfänge, grosse Aufgaben der evangelischen Mission im Zwischenseegebiet Deutsch-Ostafrikas*, Bethel bei Bielefeld, 1912.
- Kandt, R. : « Bericht von Dr Kandt über seine am Kivusse », in *Mitteilungen aus den Deutschen Schutzgebieten*, pp. 235-237, 1899.
- Kandt, R. : « Bericht des Forschungsreisenden Dr Richard Kandt aus Ruanda », in *Mitteilungen aus den Deutschen Schutzgebieten*, pp. 114-124, 1901.
- Kandt, R. : « Ein Marsch am Ostufer des Kiwu », in *Globus*, pp. 209-214 ; 245-249, 1904.
- Kandt, R. : *Caput Nili. Eine empfindsame Reise zu den Quellen des Nils. 2 Auflage*, Berlin, 1905.
- Kandt, R. : *Caput Nili 1905*, traduction abrégée dans Lugan B., « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda » in *Etudes Rwandaises*, XIV, (octobre 1980), pp. 22-53.
- Kandt, R. : *Caput Nili*, Berlin, 1905.
- Kosch, W. : *Biographisches Staatshandbuch. Lexikon der Politik, Presse und Publizistik*, Munich, 1963.
- Kuma N'Dumbe III, A. : *Hitler voulait l'Afrique. Le projet du III<sup>e</sup> Reich sur le continent africain*. Paris, 1980.
- Langheld, W. : « Über einen Zug nach Ruanda » in *Deutsches Kolonialblatt*, pp. 71-74, 1895.
- Lau, B. : *The Emergence of kommando politics in Nama-land, Southern Namibia, 1800-1870*. M.A. Thesis, university of Cape Town, 1982.
- Lau, B. : « Conflict and power in nineteenth century Namibia » in *Journal of African History*, 27, 1986, pp. 29-39.
- Lettow-Vorbeck, P. von : *La Guerre de brousse dans l'Est africain (1914-1918)*, Paris, 1933.
- Lettow-Vorbeck, P. von : *Mein Leben*, Hambourg, 1957.
- Louis, V.M. : *Ruanda-Urundi 1884-1919*, Oxford, 1963.
- Louis, V.M. : *Great Britain and Germany's lost colonies, 1914-1918*, Oxford, 1967.

- Louwens, O. : *La Campagne africaine de la Belgique et ses résultats politiques*, Bruxelles, 1921.
- Louwens, O. : « La conquête du Ruanda-Urundi » in *Bulletin de l'LR.C.B.*, VI, 1921, pp. 167-178 et 372-378.
- Marchât, H. : « La conférence d'Algésiras » in *Revue d'Histoire Politique*, 1959/2, pp. 97-128.
- Mecklenburg, Herzog von : *Ins innerste Afrika*, Leipzig, 1909.
- Mecklenburg, Herzog von : *Vom Kongo zum Niger und Nil*, Leipzig, 1912.
- Mecklenburg, A.F. (Herzog von und zu) : *En Afrique centrale, 1909*. Traduction abrégée dans Lugan B. « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda » in *Etudes Rwandaises*, XIV, (octobre 1980), pp. 128-142.
- Mentzel, H. : *Die Kampf in Kamerun*, Berlin, 1936.
- Meyer, H. : « Auf neuen Wegen durch Ruanda und Urundi (Ost-Afrika) » in *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde*, pp. 107-135, Berlin, 1912.
- Meyer, H. : *A travers le Ruanda et l'Urundi par un autre chemin, 1912*, in Lugan B., « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda » in *Etudes Rwandaises*, XIV, (octobre 1980), pp. 207-217.
- Meyer, H. : *Die Barundi. Eine Völkerkundliche Studie aus Deutsch-Ostafrika*, Leipzig, 1916.
- Michel, Marc : *L'Appel à l'Afrique. Contributions et réactions à l'effort de guerre en A.-O.F. (1914-1919)*, Paris, Sorbonne, 1982.
- Miller, Ch. : *Battle for the Bundu. The first world war in East Africa*, Londres, 1974.
- « Memoirs of German District officer (Theodor Gunzert) in Mwanza 1907-1916 » in *Tanzania Notes and Records*, LXVI, décembre 1966, pp. 171-179.
- Moberly, F.J. : « Military operations in Togoland and Camerouns 1914-1916 » in *History of the Great War based on official documents*, Londres, 1957.
- Moisel, M. : « Die Urundi-Ruandabahn » in *Deutsche Kolonialzeitung*, Berlin, juin 1913, XXV, pp. 418-420.
- Moulaert, colonel G. : *La Campagne du Tanganyika*, Bruxelles, 1935.

- Moulaert, colonel G. : « La conquête du Ruanda-Urundi » in *Bulletin de l'Institut Royal Colonial belge*, VI, 1935, pp. 361-371.
- Mounteney Jephson, A.J. : *Emin Pacha et la rébellion à l'Equateur*, Paris, 1891.
- Nachtigal, Gustav : « Voyage au Bornou » in *Le Tour du Monde*, 1880.
- Nachtigal, Gustav : *Sahara et Soudan*, Paris, 1881.
- Nachtigal, Gustav : *Voyage au Ouaddi*, Paris, 1903.
- Nahimana, F. (1979) : « Les Bami ou roitelets hutu du corridor Nyabarongo-Mukungwa avec ses régions limitrophes » in *Etudes Rwandaises*, XII, (1979), numéro spécial, pp. 1 à 25.
- Nahimana, F. (1981) : « Les principautés hutu du Rwanda septentrional ». Communication faite au colloque international sur *La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs*, Bujumbura, septembre 1979.
- Parish von Senftenberg, O (von) : « Zwei Reisen durch Ruanda 1902 bis 1903 » in *Globus*, 1904, 86, pp. 5-13 ; 73-79, 1904.
- Parish von Senftenberg, O (von) : « Deux voyages effectués à travers le Ruanda en 1902 et 1903 », 1904 in Lugan, B., « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda », *Etudes Rwandaises*, XIV, (octobre 1980), pp. 102-118.
- Patte, H. : *Le Sud-Ouest africain allemand : révolte des Herero*, Paris, 1907.
- Poewa Kerla, O. : *The Namibian Herero. A History of their psychologicosocial Disintegration and Survival*, Queenston, Ontario, 1985.
- Poidevin, R. : *Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, 1963.
- Pretorius, P.J., major : *Homme de la brousse*, Paris, 1948.
- Prince, Tom von : *Gegen Araber und Wahehe : Erinnerungen aus meiner ostafrikanischen Leutnantszeit 1890-1895*, Berlin, 1914.
- Ramsay, H (hauptmann von) : « Uha, Urundi, Ruanda »



- in *Mitteilungen aus den Deutschen Schutzgebieten*, 10, 1897, 3, pp. 177-182.
- Ramsay, H (hauptmann von) : « Über seine Expeditionen nach Ruanda und Rikwa-See » in *Verhandlungen der Gesellschaft Erdkunde*, Berlin, 1898.
- Roehl, K., pasteur : « Ruanda-Erinnerungen (zum Gedächtnis an Major Wintgens) » in *Koloniale Rundschau* 1925, 9, pp. 290-298.
- Rohlfs, G. : *Reise durch Marokko*, Brême, 1869.
- Rohifs, G. : *Von Tripoli nach Alexandrien*, Brême, 1871.
- Rohlfs, G. : *Mein erster Aufenthalt in Marokko*, Brême, 1873.
- Rohlfs, G.: *Koufra*, Leipzig, 1881.
- Schiffers, H. : *Heinrich Barth : ein Forscher in Afrika*, Wiesbaden, 1967.
- Schmidt, M. : *Aus Unserem Kriegsleben in Südwestafrika*, Berlin, 1913.
- Schmiedel, H. : « Bwana Sakkarini : captain Tom von Prince and his Times » in *Tanganyika Notes and Records*, n° 52, mars 1959.
- Schmokel, W. : *Dream of Empire : German Colonialism (1919-1945)*, Yale University Press, 1964.
- Schnee, H. : *Deutsch-Ostafrika in Weltkrieg*, Leipzig, 1919.
- Schnee, H. : « Ruanda » in *Deutsches Kolonial Lexicon*, Leipzig 1920, III, p. 188.
- Schramm, P.E. : *Deutschland und Uebersee*, Berlin, 1950.
- Schubert, G. von : *Heinrich Barth : der Bahnbrecher der deutschen Afrikaforschung*, Berlin, 1987.
- Schweinfurth, G. : *Au cœur de l'Afrique (1868-1871)*, Paris, 1875.
- Stanley, H.M. : *A travers le continent mystérieux*, tomes 1 et 2, Paris, 1879.
- Stanley, H.M. : *Dans les ténèbres de l'Afrique*, 2 vol., Paris, 1890.
- Stienon, Ch. : « La campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915 » in *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1915, pp. 151-185.

- Stienon, Ch. : *La Campagne anglo-belge de l'Afrique-Orientale allemande*, Paris-Nancy, 1917.
- Stocker, H. : *Kamerun unter Deutscher Kolonialherrschaft*, Berlin, 1960.
- Taute, M., Dr : « A German Account of the Medical Side of the War in East Africa, 1914-1918 » in *Tanganyika Notes and Records*, n° 8, décembre 1939.
- Taylor, A.P. : « La conférence d'Algésiras » in *Revue Historique*, 1952, tome 208, pp. 236-234.
- Thébaud, E.P. : « La fondation de la colonie allemande du Togo » in *Revue politique et parlementaire*, 1939, pp. 102-120.
- Tombour, Ch., général : « Campagnes coloniales belges de l'Afrique centrale » in *Congo belge*, juin 1924, pp. 19-25.
- Tombour, Ch., général : « La valeur de nos troupes coloniales pendant la guerre mondiale 1914-1918 » in *Cinquante années d'activités coloniales au Congo (1885-1935)*, Anvers, 1936.
- Townsend, M. : *The rise and fall of Germany's colonial Empire (1884-1918)*, New York, 1930.
- Tannenberg, O. : *La Plus Grande Allemagne, œuvre du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1912.
- Trierenberg, Lt. : *Togo: Die Aufrichtung der deutschen Schutzherrschaft*, Berlin, 1914.
- Van Zuylen, P. : *L'Echiquier congolais ou le secret du roi*, Bruxelles, 1959.
- Wahis, Th. : « La participation belge à la conquête du Cameroun et de l'Afrique-Orientale allemande » in *Congo*, I, 1930, pp. 1645 1-15.
- Wirz, A. : *Krieg in Afrika*, Wiesbaden, 1982.
- Zimmermann, E. : *Die ostafrikanische Zentralbahn, der Tanganyika-Verkehr, und die ostafrikanischen Finanzen*, Berlin, 1911.
- Zimmermann, E. : *Geschichte der deutschen Kolonialpolitik*, Berlin, 1914.
- Zimmermann, E. : « Zur Linienführung der Kagerabahn » in *Deutsche Kolonialzeitung*, Berlin, janvier 1914, XXXI.



## A

Abraham, Christian, 87, 89.  
Adametz (major), 159, 164.  
Ahidjo, Ahmadou, 245.  
Alvensleben (von), 46.  
Alype, 32.  
Anderten (von), 100.  
Aqua, 55.  
Arempeh, 67.  
Attila, 176.  
Augier (R.P.), 115.  
Aymerich (général), 160-163.

## B

Bagaza (colonel), 249.  
Ballot, V., 69.  
Bam, 84.  
Bana Heri, 106.  
Barrera (général), 161.  
Barth, 22.  
Basebya, 135, 136.  
Bataille (major), 202.  
Baumann, O., 112, 127.  
Beaulieu, Ch. de, 90.  
Beaves (général), 215.  
Béhanzin, 69.  
Bell (chef indigène), 55.  
Bell (docteur), 233.  
Benningson (von), 99.  
Beringe (cap. von), 117-120, 131.

Bethe (cap. von), 47, 117, 128,  
130.  
Beurmann, 22.  
Beyers (général), 167, 169.  
Bismarck, 24-31, 33, 35, 64, 65,  
102, 103.  
Biya, Paul, 245, 246.  
Bock (von), 124, 171.  
Bockholt (cap.), 209.  
Boeckmann (lieutenant), 213.  
Bong Amaazee, Victor, 245.  
Bontinck, F., 98.  
Botha, Louis, 165, 166, 169 et sq.  
Boujiri, 106.  
Bremen (von), 233.  
Briand, Aristide, 40.  
Briesen (cap. von), 159.  
Brisset (colonel), 160.  
Brugsch, 22.  
Bryant (cap.), 149, 150.  
Bulöw (lieutenant von), 101.  
Bulöw (chancelier von), 42.  
Buschka (von), 35.  
Buxton (lord), 169.  
Buyoya (major), 249.

## C

Caillaux, Joseph, 40.  
Caprivi, von (chancelier), 33,  
84, 105.  
Carnap-Quernheimb (von), 69,  
100.

Cassian Spiss (évêque), 110.  
Castro (gouverneur), 208.  
Chaka, 107.  
Chapman, Daniel, 246.  
Chéradame, 24.  
Clausbruch (cap. von), 58.  
Clemenceau, Georges, 231.  
Cohen, Marx, 232.  
Conrad, Philippe, 13.  
Cornevin, Robert, 24, 66, 69, 73,  
147, 228, 236, 237.  
Cyilima, 117, 119, 121, 123.

## D

Davenport, 170.  
Decœur (commandant), 69.  
Demling (B. von), 93.  
Deniaud (R.P.), 115.  
Derche (commandant), 135.  
Dernburg (B. von), 34, 35, 111,  
233.  
Devivere (von), 101.  
De La Rey (général), 167.  
De Wet, Ch., 167, 169, 170.  
Dhanis (baron), 129.  
D'Hoop, 115.  
Dickmann (cap.), 159.  
Dobell (général), 158.  
Dodds (colonel), 69.  
Doering (gouverneur, von), 147,  
149, 150, 151.  
Dominik, major Hans, 57, 58.  
Dromaud (R.P.), 115.  
Dubois, Colette, 39, 42, 43, 44,  
49, 60, 146, 156, 157.  
Dubois (colonne), 46.  
Duhring (cap. von), 159, 160.  
Durif (cap.), 150.

## E

Ebermayer (gouverneur), 162,  
164.  
Edwards (général), 210.  
Emin Pacha (Dr Schnitzler),  
20, 21, 23, 63.  
Engelbrechter (lieutenant), 159.  
Epp (général von), 236.  
Eyadema, Etienne, 246.  
Eymaël (cap.), 159, 160.  
Eymerich (général), 145.

## F

Falkenthal, E., 65, 73.  
Faupel (sergent), 110.  
Fonck (cap.), 122, 123.  
Ford, 84.  
Foureau, 58.  
Fourie, Jan (cap.), 170.  
François (Curt von), 67, 68, 84,  
85.  
François (Hugo von), 84, 86, 89.  
Franke (colonel) A.V., 89, 90,  
171, 173.  
Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, 20, 21,  
63.

## G

Gill (général), 200, 208.  
Göetzen (von), 111, 118, 119,  
121, 122, 128, 133.  
Gordon, 23.  
Gëring, Henrich, 83, 84, 123.  
Grawert (cap. von), 110, 120,  
121, 122, 131, 134.  
Gross, W., 235.  
Gruner (docteur), 68, 72.  
Grunitzky, Nicolas, 246.  
Gudovius (lieutenant), 136, 141,  
201, 202, 204.  
Guillaume I<sup>er</sup>, 31.  
Guillaume II, 26, 33, 38, 176, 207.  
Gysels van Lier, 20.

## H

Habyarimana, Juvénal, 248.  
Hansch, F., 42.  
Hartmann (cap.), 159.  
Hasse, E., 32.  
Hauer (docteur), 125.  
Hegelin (cap.), 159.  
Hentschel, 101.  
Herero, 14, 78, 80, 81, 84, 86  
et sq, 166, 171.  
Hertzog (général), 165.  
Heydebreck (colonel von), 171.  
Hirschfeld (cap.), 151.  
Hitler, 177, 234, 235.  
Hoedike (cap.), 159.  
Hohenlohe, 33.

Hohenlohe-Langenburg, 35.  
Hörnecke, 100, 101.  
Hughes (lt-colonel), 202, 212.  
Huġin (colonel), 159, 161.

## J

Jakob Morenga, 94.  
Jambé, 54.  
Jantzen, 53.  
Jean-Sigismund, 21.  
Joalland, 58.  
Jobst (lieutenant), 87.  
Johannes (major), 111.  
Johannes Christiaan, 93.  
Johanssen (pasteur), 136.  
Jonker Afrikander, 78, 79, 84.  
Jühlke, 100, 101.

## K

Kabare, 132, 133.  
Kalmeyer (lieutenant), 158.  
Kamaherero, 80.  
Kandt, R., 133 et sq, 191.  
Kayibanda, Grégoire, 248.  
Kayser (docteur), 33, 35.  
Kersauson, Robert de, 166.  
Kerstings (docteur), 72.  
Ketteler (baron von), 176.  
Kigeri IV Rwabugiri, 128.  
Kitchener, 103.  
Klaas Afrikander, 78.  
Kleist (von), 101.  
Kling (cap.), 68.  
Klötzel, 236.  
Knorr (amiral), 55, 65.  
Kobus Boois, 78.  
Koehl (cap.), 219.  
Köhler, A., 73.  
Koppy (cap. von), 88.  
Kraïlshen (cap. von), 159.  
Kramptz (von), 58.  
Krause, A., 66, 67.  
Kuma N'Dumbe, 233, 235, 236.  
Kund (cap.), 56.  
Küntzell, 100.  
Kwaday Dwa III, 67.

## L

Lamy, 58.  
Langenn (cap. von), 123, 202.  
Largeau (général), 158.

Lau, B., 79.  
Ledebur (von), 177.  
Léopold II, 30, 102, 129.  
Lettow-Vorbeck, Paul von, 5,  
141, 176 et sq.  
Leutwein, Th., 85, 88, 89, 90,  
93, 94.  
Lewis, R., 84.  
Liebe (lieutenant), 159.  
Liebert (von), 109.  
Lindequist (von), 35, 42.  
Loupias (R.P.), 135.  
Lüderitz, F., 81, 82, 83.  
Lugan, B., 52, 81, 107, 166.

## M

Machoncho, 117, 119, 121.  
Maji-Maji, 14, 107 et sq.  
Mahdi, 23.  
Maherero, 83, 84.  
Mann, G., 53.  
Mannesmann, 40.  
Marin (cap.), 160.  
Marissal, J., 98.  
Maritz, 166-170.  
Markel (sergent), 109.  
Maroix (commandant), 148, 149,  
150.  
Marwitz (von der), 159.  
Massow (von), 70, 72.  
Matthews (général), 100.  
Mayer (cap.), 159.  
Mecklenburg, A. (von), 74, 147.  
Meyer, Hans, 148.  
Meynier, 58.  
Micombero (colonel), 249.  
Milner (lord), 230, 231, 232.  
Mkwakwa, 107-109.  
Moinier, 41.  
Moisel, 140, 141, 142.  
Molitor (colonel), 202, 203, 204.  
Montgomery (major), 210.  
Morgen, 56.  
Morisson (colonel), 159.  
Moulay-Hafid, 41.  
Mounteney-Jephson, 23.  
Muller (cap.), 223.  
Muller (major), 202.  
Muller (sergent), 116, 213.  
Murray (colonel), 210.  
Musinga, 120, 130, 131, 132, 135,  
136.  
Mutaga, 122, 123.

Mwezi Kisabo, 115, 117-120.  
Mzilikazi, 170.

## N

Nachtigal, 22, 23, 29, 54, 55, 64,  
65, 73, 83.  
Nahimana, F., 132.  
Naumann (cap.), 207, 209-214.  
Ndungutse, 135, 136, 175.  
Niemeyer (cap.), 177.  
Noske, 232.  
Noufflard, 148.  
Nujoma, Sam, 243, 244.  
Nyerere, Julius, 247.

## O

Olympio, Sylvanus, 246.  
Orts, 230, 231, 232.  
Oterveg, 22.  
Otto (cap.), 219.  
Ouandi, Ernest, 245.

## P

Palgrave, 81.  
Passarge, 57.  
Patrimonio, 103.  
Peters, Karl, 99, 100, 102, 105.  
Pfähler (cap.), 150.  
Pfeil (von), 100.  
Pichon, S., 40.  
Pinto (major), 218.  
Pretorius (major), 218.  
Prince (cap.) Tom von, 108, 109.  
Priso, 55.  
Prittwitz (lieutenant von), 56.  
Psichari, E., 22.  
Puttkammer, J. (von), 73.

## Q

Quessel, 232.

## R

Rabah, 58.  
Raben (cap. von), 158, 159, 162.  
Ramsay (cap. von), 115, 116,  
128, 129.  
Randad (Rendad), 64, 65.  
Rathenau, W., 233.  
Rechenberg (von), 122, 124.

Renault, F., 98.  
Renkin, 179.  
Rippler, H., 32.  
Roben (von), 151.  
Rohlf, 22.  
Roon, 27.  
Rosa (colonel), 217.  
Rothe (cap.), 200, 201.  
Rouling (major), 202.  
Ruben Um Nyobé, 245.  
Rukara, 135.  
Rumaliza, 98, 115.  
Ryckmans, 121.

## S

Saden (von), 107.  
Sadowa (bataille de), 21, 80.  
Saker, A., 52.  
Salisbury (lord), 84.  
Savimbi, Jonas, 244.  
Schaade (major), 159.  
Schele (von), 108, 109.  
Schimmer (cap.), 195.  
Schlieffen (von), 22.  
Schlüter, 101.  
Schmidt (lieutenant), 101, 103.  
Schmidt, 74.  
Schnee (gouverneur), 124, 215,  
226, 233, 234.  
Schnitzler : voir Emin Pacha.  
Schoenfeld (capitaine de fré-  
gate), 177, 188, 189.  
Schukmann (von), 94.  
Schultz (cap.), 192, 195.  
Schwartz, 21, 56.  
Schweinfurth, 23.  
Sebuyange, 135.  
Seitz (gouverneur), 166, 167,  
172.  
Seyid Bargasch, 100.  
Shorthose (lieut.-colonel), 217.  
Smuts (général), Jan, 165, 166,  
169 et sq, 188, 198, 201.  
Soeren (lieutenant), 199.  
Sommerfeld (cap. von), 159.  
Soubeirou, 58.  
Soulé, 58.  
Spangenberg (cap.), 219, 223,  
224.  
Stanley, 23, 104, 127.  
Stegmann (cap. von), 108, 109.  
Stubel, 35.

Stuemer (major von), 192, 209, 217.

Stuhlman, 125.

Swartbooi, 89.

## T

Tafel (cap.), 209, 214.

Tannenberg, 42.

Tappenbeck (lieutenant), 56.

Taute (docteur), 125.

Tewfik, 104.

Thierry (lieutenant), 72, 73.

Thomas (colonel), 202, 211.

Thormålen, J., 53.

Tippo-Tip, 98.

Tombeur (colonel), 202, 205.

Trotha (colonel von), 90, 91, 92, 116, 176.

## U

Uchtritz, 57.

Ullman (sergent), 116.

## V

Van Deventer (général), 212, 219, 224, 225.

Van der Biesen (R.P.), 116.

Van der Burgt (R.P.), 116, 141, 142.

Verin, P., 98.

Vogel, 22, 23.

Vogelsang, E., 81.

## W

Weiss (lieutenant), 100.

Whale (général), 201, 202, 205, 219, 221.

Wilson (président), 240.

Winning, 232.

Wintgens (cap.), Max, 179, 191, 195, 202, 203, 204, 205, 207, 209-214.

Wissmann (von), 68, 85, 106, 107, 109.

Witbooi, H., 83-86, 92, 94.

Woermann, 53, 54, 55, 61.

Wolf, L., 67, 68.

## Y

Yuhi Musinga (voir Musinga), 128.

## Z

Zech (von), 70, 73.

Zelewski (lieutenant von), 107, 108.

Ziegler, A., 22.

Zimmer (cap.), 188.

Zimmermann (cap.), 188.

Zimmermann (colonel), 154, 158, 160, 161, 164.

Zimmermann, E., 49, 140, 146.

Zinger (lieutenant), 213.

Zintgraff, 56.

Zylen, van, 47.





## TABLE DES MATIERES

Chronologie .....	7
Lexique .....	9
Introduction.....	11

### PREMIÈRE PARTIE

#### L'EMPIRE COLONIAL ALLEMAND

I. Des hésitations à l'impérialisme .....	17
II. Les tensions coloniales : les questions du Maroc et de la Mittelfrika .....	37
III. Le Cameroun avant 1914 .....	51
IV. Le Togo avant 1914.....	63
V. Le Sud-Ouest africain avant 1914 .....	77
VI. L'Est africain avant 1914 .....	97
VII. La résidence de l'Urundi avant 1914 .....	115

## DEUXIÈME PARTIE

### LA GUERRE DE 1914-1918 ET SES SUITES

VIII.	La résidence du Rwanda avant 1914 .....	127
IX.	La guerre éclair au Togo .....	147
X.	La campagne du Cameroun .....	153
XI.	La guerre au Sud-Ouest africain .....	165
XII.	Le début de la guerre en Afrique-Orientale.	175
XIII.	La résistance allemande (1914-1915) .....	187
XIV.	1916 : L'offensive anglo-belge .....	197
XV.	L'année 1917 .....	207
XVI.	La fin de la guerre .....	217
XVII.	Après la guerre.....	227
XVIII.	Les anciennes colonies allemandes de 1919 à 1990 .....	239
	Bibliographie.....	251
	Index .....	261

## TABLE DES CARTES

L'Empire colonial allemand en 1914 .....	16
Les explorateurs allemands .....	18-19
Le Sud-Ouest africain .....	76
Le Ruanda et l'Urundi.....	126
Le Togo .....	144
Le Cameroun allemand .....	152
L'Afrique orientale .....	174
La campagne de l'Est africain portugais (novembre 1917-septembre 1918) .....	186

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE S.E.G.  
33, RUE BÉRANGER  
CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

Dépôt légal : décembre 1990  
Numéro d'impression : 4834



L'Allemagne fut une grande puissance coloniale de 1880 à 1918.

Elle dominait alors le Cameroun, le Togo, le Sud-Ouest africain (la future Namibie), le Rwanda, le Burundi et le Tanganyka (constituant la majeure partie de la Tanzanie).

Dans ce livre, Bernard LUGAN décrit les explorations allemandes en Afrique, la constitution de l'empire et la politique coloniale de Berlin.

Mais l'auteur nous rapporte aussi la guerre 1914-1918 en Afrique, épisode bien méconnu de la Grande Guerre, où, face à des dizaines de milliers de soldats français, britanniques, belges, sud-africains et portugais, des poignées d'Allemands résistèrent à l'invasion de leurs colonies : hors du commun, les actions du général von Lettow-Vorbeck constituent un stupéfiant récit de guerre qui laisse rêveur.

*Bernard Lugan, docteur en histoire, docteur ès lettres, maître de conférences à l'université de Lyon-III, est également journaliste et auteur de nombreux livres sur l'Afrique, où il mène des recherches depuis 1971.*

*Maquette de couverture : Agence Equinoxe.*



9 782864 771081

ISBN 2-86477-108-X

ISSN 02984172

Sodis 953 122-6

Prix : 140 F